HAL
open science

La résilience dans l'humanitaire, un concept pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques

Camille Raillon

To cite this version:

Camille Raillon. La résilience dans l'humanitaire, un concept pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques. Science politique. Université Paris-Est, 2017. Français. NNT : 2017PESC0082 . tel-01830530

HAL Id: tel-01830530

https://theses.hal.science/tel-01830530v1

Submitted on 5 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La résilience dans l'humanitaire, un concept pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques

Thèse soutenue en vue de l'obtention du grade de docteur en science politique

Camille RAILLON
Directeur de thèse : Yves Palau
École doctorale : LIPHA – UPEC –
2016

LIPHA Paris - Est
Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt

UNIVERSITÉ PARIS-EST

Résumé

La résilience dans l'humanitaire.
Un concept pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques

Le concept de résilience intègre l'espace humanitaire au début du XXIe siècle. Il a pour point de départ l'ambition affichée par les ONG d'améliorer l'impact de leurs activités sur les populations les plus vulnérables. Si le concept de résilience est né dans les sciences physiques, son intégration au milieu du XXe siècle dans de multiples domaines de recherche : environnement, économie, psychologie et politique, le dote aujourd'hui de diverses interprétations et définitions. Au travers de ses racines multiples, cette intégration est, par déduction, limitée par la complexité à trouver une définition, des indicateurs et une méthodologie satisfaisante permettant de mesurer et donc d'améliorer l'aide apportée aux victimes. En nous focalisant sur la gestion des catastrophes socio-climatiques, à savoir celles liées aux activités humaines sur les écosystèmes et aux phénomènes climatiques extrêmes, nous avons fait le choix d'interroger le sens et la portée de ce concept dans l'humanitaire. En d'autres termes, aux côtés de ses aspects théoriques, comment appréhender la résilience pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques ?

Nous mettons en avant l'idée que la résilience est un concept. Au sens où la résilience est une idée générale qui permet d'organiser des connaissances sur de multiples et complexes capacités de rebonds d'une entité suite à un choc. Notre étude en 2014 sur l'évolution des trajectoires de vie de 144 foyers dans le Delta des Sundarbans au sud du Bangladesh, met ainsi en lumière une typologie de ces différentes capacités, suite aux cyclones *Sidr 2007* et *Aila 2009*. Par ailleurs, nos résultats avancent l'idée que, si la résilience est une capacité endogène, elle interagit avec deux autres termes complémentaires et polémiques qui ont intégré l'espace humanitaire entre le milieu et la fin du XXe siècle : la vulnérabilité et l'adaptation des sociétés. Nous soutenons que, si ces trois termes sont dissociables et parfois même contradictoires, leur chevauchement permet une analyse plus fine des capacités des foyers au sein des collectivités et des services écosystémiques locaux. Ce qui nous permet de mettre en avant que le concept de résilience s'appréhende dans l'humanitaire comme une notion intégratrice vulnérabilité, résilience et adaptation au service d'une approche systémique de la gouvernance des catastrophes.

Une notion intégratrice, car la résilience seule n'est rien. Elle est une capacité de rebond en écologie qui ne dit rien sur la valeur de ce rebond. Elle est une valeur en sociologie qui omet une analyse de la durabilité sociale, économique et écologique des trajectoires de vie. La résilience est ainsi appréhendée comme un tout, où se mêlent facteurs de vulnérabilité et capacités d'adaptation des entités. C'est ce que nous nommons ici l'idée de résilience. Or, si ce tout est plus et moins que la somme de ses parties, cela signifie que la résilience est à la fois individuelle et politique, endogène et exogène. Individuelle et endogène, car il revient à chacun d'être acteur de changement. Politique et exogène, car sans organisation, protection sociale, droit et investissements dans les secteurs de la santé, l'éducation, l'environnement, etc., l'idée d'un individu, d'un foyer ou d'une collectivité résiliente est illusoire face au climat. Enfin, nous défendons que la résilience puisse aussi être appréhendée comme une approche systémique qui bouscule le modèle humanitaire, puisqu'il ne s'agit plus seulement pour répondre aux catastrophes de s'inspirer du modèle classique urgence, réhabilitation et développement mais bien de gérer tout au long du cycle d'un projet la confusion et les perceptions contradictoires de la crise et des risques. L'intégration de la résilience concourt ainsi à une modélisation de l'aide basée sur les aspects fonctionnels, structurels et opérationnels de l'organisation avec une vision plus intégrée des systèmes socio-écologiques, à savoir la capacité des foyers à rebondir couplée à celle des services écosystémiques locaux.

Au travers des multiples polémiques qui traversent l'idée de résilience, nous assistons, si ce n'est à un bouleversement profond du paradigme humanitaire, à un enrichissement de la pensée sur la gouvernance des catastrophes et sur les modèles de l'aide qui les accompagnent. Dès lors, nous posons notre question de recherche, en quoi le concept de résilience s'appréhende dans l'humanitaire à une approche systémique et à des modèles complémentaires de l'aide intégrés dans la relation durable société-environnement ?

Summary

Resilience in humanitarian.

A concept to think differently about the governance of socio-climate disasters.

The concept of resilience integrates the humanitarian space in the early 21st century. Its starting point is the ambition of the NGOs to improve the impact of their activities on the most vulnerables populations. If the concept of resilience was born in the physical sciences, its integration in the mid 20th century in multiple research areas: environment, economy, psychology and politics, endows it today with various interpretations and definitions. Through its multiple roots, this integration is by deduction, limited by the complexity to find a definition, indicators and adequate methodology to measure and therefore improve assistance to victims. By focusing on managing socio-climate disasters, namely those related to human activities on ecosystems and extreme climate events, we have chosen to question the meaning and scope of this concept in humanitarian. In other words, the side of its theoretical aspects, how to understand resilience to think differently about the governance of socio-climate disasters?

We put forward the idea that resilience is a concept. In the sense that resilience is a general idea that helps to organize knowledge on multiple and complex rebounds capacity of an entity following a shock. Our study in 2014 on the evolution of life histories of 144 homes in the Delta of the Sundarbans in Southern Bangladesh highlights a typology of different capacities following the cyclones Sidr 2007 and Aila 2009. Furthermore, our results argue the idea that if resilience is an endogenous capacity, it interacts with two additional terms and controversies that have integrated the humanitarian space between the middle and late 20th century: the vulnerability and adaptation of societies. We argue that if these three terms are severable and sometimes contradictory, their overlapping enables a more detailed analysis of issues and local socio-ecological dynamics. This allows us to point out our first hypothesis: the concept of resilience is apprehended in humanitarian as an integrating concept serving a systemic approach to disasters governance.

An integrative concept for the only resilience is nothing. It is an ability to rebound in ecology, which says nothing about the value of this rebound. It is a sociological value that skips an analysis of the sustainability of life trajectories. Resilience is thus understood as a

whole that mixes vulnerabilities and adaptive capacities entities. This is what we call here the idea of resilience. But if everything is more or less the sum of its parts, this means that resilience is both personal and political, endogenous and exogenous. Individual and endogenous because it is up to each to be part of changes. Polical and exogenous because without organization, social protection and investments in the sectors of health, education, environment, etc. the idea of an individual, a household or a resilient community is illusory in front of the climate. Finally, we defend that resilience can also be seen as a systemic approach that challenges the humanitarian model. Since it is not only taking inspiration from the classical model like planning, development, and quality control to answer to disasters, but to be able to model the confusion and conflicting perceptions of the crisis and risks. The integration of resilience contributes to a modeling aid, based on functional, structural and historical aspects of the organization with a more integrated vision of the socio-ecological systems.

Through many controversies that cross the idea of resilience, we are witnessing, if this is not a profound change of paradigm in humanitarian, to an enrichment of the thought on governance of disasters, and the models of helps that goes with them. Therefore we ask our research question, how the concept of resilience is apprehended in humanitarian to a systemic approach and innovative models of assistance that emphasize an integrated relationship society-environment?

Remerciements

En premier lieu, je tiens à remercier Yves Palau, mon directeur de recherche, pour sa patience et sa confiance tout au long de ce travail de thèse. Merci de m'avoir accompagnée en recadrant toujours avec justesse mon cheminement de pensée et mon travail.

J'exprime mes profonds remerciements à Benoît Lallau, maître de conférences à l'Université de Lille 1, pour ses conseils de spécialiste et ses écrits qui m'ont fortement inspirée.

Je tiens par ailleurs à remercier François Grünewald, Véronique de Geoffroy et l'équipe du Groupe URD pour m'avoir soutenue aussi bien dans mes recherches que dans mon parcours professionnel.

Mes remerciements vont également à Rafik Khokan, directeur de l'ONG Rupantar Bangladesh, et à Luky, qui m'ont accueillie et guidée lors de mes différents séjours de recherche.

Je remercie l'Université Paris-Est ainsi que le Largotec, pour m'avoir formée depuis mon Master 1 dans cette voie qu'est l'aide humanitaire, puis donné l'opportunité de continuer à investir ce sujet passionnant qu'est la « résilience » via un travail de thèse.

Je remercie aussi tous les membres des organisations rencontrées au Bangladesh qui m'ont accordé de leur temps et permis un accès privilégié aux différentes zones affectées par les cyclones Aila et Sidr. Notamment Rolf, de l'organisation Swiss Development Agency, et Najim. Merci d'avoir partagé avec moi vos espoirs, vos craintes et surtout votre engagement sans faille.

Un chaleureux merci aussi à toutes ces personnes que j'ai rencontrées et interrogées dans mes 6 villages d'étude et qui m'ont ouvert la porte de leurs souffrances et de leur optimisme.

Mes remerciements vont aussi à Laetitia Tuffery, chercheuse en économie, qui m'a beaucoup aidée pour le traitement et l'interprétation de mes données quantitatives, ainsi qu'à Corinne Laparra et Aude Corai pour leurs précieux conseils et corrections. Et enfin Lauren Daudignon pour son brillant mémoire en économie sur le biomimétisme.

Enfin, mes remerciements s'adressent à mon conjoint Klaus qui m'a supportée durant ces années de quête et de doute, ainsi qu'à ma fille Elois dont les pleurs et sourires ont bercé l'écriture de cette thèse.

À ma grand-mère et à Fanfan

Votre détermination et votre courage m'ont construite et guidée tout au long de ce travail de thèse et plus encore

"L'humanitaire n'est pas seulement une forme de désespoir du politique mais aussi un moyen de sa redécouverte par d'autres voies"

S. ROUSSEAU

Liste des Acronymes

CCA	Climate Change Adaptation
CCNUCC	Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CERF	Central Emergency Revolving Fund
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
COP6	Conférence des Parties 6
COP7	Conférence des Parties 7
CVCA	Climate Vulnerability and Capacity Analysis (*CVCA*) Handbook
DDMC	Le Comité de gestion des catastrophes au niveau des districts –
DFID	Department for International Development
DHA	Direction des Affaires Humanitaires
DRR	Disaster Risk Reduction
ECHO	European Commission's Humanitarian Aid and Civil Protection department
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GED	Division Générale de l'Economie (Bangladesh)
5YP	Five Year Plan
GoB	Government of Bangladesh
HCR	United Nations High Commissioner for Refugees
IDS	Institute of Development Studies – IDS -
ISDR	International Strategy for Disaster Reduction
MEF	Ministry of Environment and Forest
MoA	Ministry of Agriculture
MoDMR	Ministry of Disaster Management and Relief
MoF	Ministry of Finance
MoL	Ministry of Land
MoSW	Ministry of Social Welfare
MWR	Ministry of Water Ressources
NAPA	National Adaptation Programmes of Action
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCDE	Organisation for Economic Co-operation and Development
ODI	Overseas Development Institute
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	United Nations Development Programme
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
SES	Système Socio–Écologique
T1	Terrain numéro 1
T2	Terrain numéro 2
T3	Terrain numéro 3
UDMC	Union Disaster Management Committee
UE	Union Européenne
UzDMC	Upazila Disaster Management Committee
UNCBD	United Nations Convention on Biological Diversity
UNCCD	United Nations Convention to Combat Desertification
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	United States Agency for International Development

Liste des cartes

Carte Bangladesh	46
Carte district de Khulna	47
Carte district Sathkira	47
Carte district Mongla	47

Liste des tableaux

Tableau récapitulatif de J. Harding. 26

Lien entre vulnérabilité, résilience et capacité d'adaptation 29

Tableau sur les différentes interprétations de la résilience 43
Social and ecological resilience: are they related? W. Neil Adger. 2000
Les propriétés de la résilience selon N. Adger, 2000 44

Liste des différents ministères du Bangladesh en charge de la gestion des catastrophes et du changement climatique 55
La rose des vents. Compas Qualité. Groupe URD 62

Questionnaire terrain 3. 2014. C. Raillon 67

Seuils et trajectoires. Lallau et Droy 2014 71

Average growth rate of real GDP. Bangladesh Bureau of Statistics 2013 95

Community-Based Climate Vulnerability Assessment and Adaptation Planning. Asian Development Bank. 2011 102
Résultats – T3 -: vulnérabilité et types d'habitats. 112
Type de logement en fonction des périodes avant 2009, entre 2009 et 2011, en 2014 114
Résultats 159
Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif) Village 1 170

Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif) Village 1 162
Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif) Village 2 164
Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif) Village 2 166
Tableau récapitulatif et questionnements 168
Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif) Village 3 170
Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif) Village 3 171
Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif) Village 4 172
Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif) Village 4 172
Tableau récapitulatif et questionnements 174

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif) Village 5 180
Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif) Village 5 182
Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif) Village 6 182

Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif) Village 6 184
Tableau récapitulatif et questionnements 185

Capital social et adaptation des collectivités. N. Adger 201
Vision intégratrice de l'adaptation. C. Raillon. 2016 223

Quatre concepts de base de la systémique 224
Ornithoptère. 1485, Léonard de Vinci 226
Organisation sociale selon G. Hutchins 234

Sommaire

RÉSUMÉ
REMERCIEMENTS
LISTE DES SIGLES

INTRODUCTION

RÉSILIENCE ET ESPACE HUMANITAIRE 19
INTÉGRATION, VULNÉRABILITE, ADAPTATION ET RÉSILIENCE 28
PENSER AUTREMENT LA GOUVERNANCE DES CATASTROPHES HUMANITAIRES 32

PARTIE 1
Postulats de l'étude et cadre méthodologique

Introduction 37

Chapitre 1. Intégration du concept de résilience dans l'humanitaire. De la construction sociale des risques à la prévention des catastrophes 39

1.1 Assistance et droit humanitaire pour les victimes de catastrophes 39

1.2 Penser les catastrophes. De la construction sociale des risques à la notion prévention 41

1.3 La résilience, entre rebond des systèmes et absorption des chocs, une dimension positive de la gouvernance des catastrophes 42

Chapitre 2. Terrain d'étude et caractéristiques 46

2.1 Terrain d'étude 46

2.1.1 Choix du terrain 46

2.2 Profil du territoire 48

2.2.1 Typologie des différentes catastrophes 48

2.2.2 Un territoire à haut risque 50

2.2.3 Typologie des différents acteurs impliqués 53

Chapitre 3. Méthodologie 59

3.1 Approche scientifique 59

3.2 Méthodologie terrain -T1- Janvier 2010. Observations des facteurs de vulnérabilité des collectivités et évaluation des pratiques humanitaires suite au cyclone Aila 2009. 60

3.3 Méthodologie terrain 2. Fin 2010 63

Vulnérabilité et dynamiques de résilience des femmes.

3.4 Méthodologie terrain 3 - trajectoires de vie - fin 2014 65

Préambule Partie 2 72

PARTIE 2
Fondements de la vulnérabilité des sociétés et gouvernance

Introduction 73

Chapitre 4. Perceptions des crises et enjeux stratégiques dans la gouvernance des catastrophes socio-climatiques 75

4.1 Clarification des termes et contenu politique 75

4.1.1 Qu'est-ce que la gouvernance ? 75

4.1.2 Qu'est-ce qu'une crise ? 76

4.1.3 Qu'est-ce qu'un risque ? 78

4.2 De la société du risque à la gouvernance internationale 79

4.2.1 De la vulnérabilité des sociétés aux sociétés du risque 79

4.2.2 Sécurité des états et internationalisation de la gouvernance 81

4.3 Suprématie et rapports de domination 83

4.3.1 Domination des institutions internationales 83

4.3.2 Limites de la gouvernance internationale 84

4.3.3 L'exemple de la sécurité alimentaire 86

4.4 Fragilités des institutions étatiques 87

4.4.1 Réponse organisationnelle et influences sur les politiques 87

publiques
4.4.2 La diversité des financements, opportunité et talon d'Achille de l'état 90
4.4.3 Responsabilité des états et limites institutionnelles 91

4.5 L'exemple du 5YP 92

4.5.1 Analyse sectorielle du 7e 5YP et critiques de la gouvernance 93

Conclusion 98

Chapitre 5. De la vulnérabilité des foyers à la résilience

Introduction 99

5.1 Qu'est-ce que la « vulnérabilité » ? 99

5.2 Quel sens donner au concept de résilience dans l'humanitaire ? 103

5.3 Intégration des termes de vulnérabilité et de résilience 105

5.3.1 Limites de leurs relations 109

5.4 Relations entre vulnérabilité et résilience 110

5.4.1 Étude – T3 – Habitat : facteurs de vulnérabilité des foyers et capacités de résilience 110

5.4.2 Logique de l'étude et principaux résultats 110

5.4.3 Limites de notre étude sur les concepts de vulnérabilité - résilience 118

5.5 Évolution du paradigme humanitaire 120

5.5.1 Dilemme entre réduction de la vulnérabilité et approche de la résilience dans l'humanitaire 120

5.5.2 L'exemple de l'ONG Solidarités International dans le delta des Sundarbans. Évolution des pratiques entre vulnérabilité et résilience 121

5.5.3 Forces et faiblesses de la résilience 123

Conclusion 131

Préambule Partie 3 124

PARTIE 3
« Adaptation » et modèle humanitaire

Introduction 127

Chapitre 6. Adaptation et politiques publiques 128

Introduction 128

6.1 Pauvreté et adaptation, entre dualisme et intégration des systèmes SES 129

6.2 L'exemple de la culture de crevettes, une illustration des différentes perceptions société et environnement 130

6.3 Adaptation et politiques publiques 132

6.3.1 Définitions retenues en vue de notre étude de cas 132

6.4 Théories dominantes relatives au concept de résilience et au processus d'adaptation du système 135

6.4.1 Résilience et système adaptatif complexe : *panarchie* 135

6.4.2 *Panarchie,* limites dans l'humanitaire 141

6.5 Politiques d'adaptation et pauvreté : le système économique en question 142

6.5.1 Pauvreté et fatalité 142

6.5.2 Trappe de pauvreté et responsabilités pour C. S. Holling 143

6.5.3 Points forts et faiblesses du National Adaptation Programmes of Action (NAPA) 145

6.5.4 L'histoire des « poor house » et raisons de se questionner sur la gouvernance des catastrophes 147

6.5.5 Marché contre sécurité alimentaire 148

6.5.6 Transformation des modèles socio-économiques et déséquilibre des SES 150

6.5.7 La dynamique des systèmes 151

Conclusion 153

Chapitre 7. Étude de 144 trajectoires de vie

Introduction 154

7.1 Vulnérabilité, résilience et adaptation : une convergence multifacette 155

7.1.1 Objectifs de notre étude – T3 – Évolution des moyens d'existence et trajectoires des foyers 156

7.1.3 Résumé de nos résultats 157

7.1.4 Résultats 159

7.1.5 Analyses et discussions 162

a. Zone numéro 1. Agriculture et aquaculture. 162

b. Zone numéro 2. Aquaculture et pêche. 170

b. Zone numéro 3. Aquaculture et pêche. 180

7.1.5 Conclusion de nos résultats 190

Préambule partie 4 192

PARTIE 4
La résilience et le lien social

Introduction 193

Chapitre 8. Résilience et psychosocial: une étape fondamentale pour asseoir l'idée de résilience des systèmes socio-écologiques 195

8.1 Entre urgence et développement, opportunités et risques de la refonte de l'aide et opportunités 195

8.2 La résilience et le psychosocial 196

8.3 L'individu pour appréhender la résilience des collectivités 198

8.4 Humanitaire, faire ou ne pas faire ? 199

8.5 Capital social et dynamiques à explorer 200

8.6 Limites de la gouvernance et migrations 204

8.6.1 Quel droit pour les victimes des catastrophes ? 205

8.6.2 Illustration par la gestion des terres publiques – *Khas* – de la complexité des liens entre individu, environnement et gouvernance 206

8.6.3 Migration forcée et intégration 208

8.6.4 Les enjeux des migrations et du capital social pour la résilience des foyers 210

Conclusion 212

Chapitre 9. Critiques du concept de résilience nouveaux modèles à explorer

Introduction 213

9.1 Critiques de l'internationalisation des catastrophes et de la gestion des 214

risques

9.1.1 Le modèle assuranciel et ses limites 214

9.1.2 Heurs et malheurs du concept de résilience dans l'espace humanitaire 216

9.2 Hétérogénéité des perceptions et modèle humanitaire en perspective 218

9.2.1 Le dilemme de la perception et la classification des risques 218

9.2.2 Illustration des limites du modèle humanitaire, l'exemple du « cash for work » 220

9.2.3 Humanitaire et nouveaux modèles à explorer 221

9.3 De nouveaux modèles à explorer 223

9.3.1 L'humanitaire et l'approche systémique 223

9.3.2 La biomimétique 225

9.3.2.1 Qu'est-ce que la biomimétique ? 226

9.3.2.2 Les trois niveaux de la biomimétique 227

9.3.2.3 Exemple, architecture et forme du vivant 229

9.3.2.4 Le leadership pour la résilience des foyers et des collectivités 232

9.3.2.5 Organisation des institutions et leadership selon Giles Hutchins 233

9.4 La biomimétique des écosystèmes et l'économie bleue 236

Conclusion 239

CONCLUSION

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE – RÉSULTATS – 241
LES CONCEPTS DE RISQUE ET DE CRISE 242
INTÉGRATION VULNÉRABILITÉ - RÉSILIENCE - ADAPTATION 243
RÉSULTATS 246
GOUVERNANCE DES CATASTROPHES ET DILEMMES HUMANITAIRES 249

Annexes 268

Bibliographie 272

INTRODUCTION

La Conférence mondiale de Kobe en 2005, organisée par l'agence des Nations unies en charge de la réduction des catastrophes et des risques (UNISDR), et l'adoption du Cadre d'action de Hyōgo 2005-2015, intitulé « pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes »[1], ont permis au concept de résilience de prendre une place importante dans le langage humanitaire tout en questionnant ses politiques de mise en œuvre et sa mise en pratique. Entre urgence et développement, approche linaire et cyclique des catastrophes socio-climatiques, vulnérabilité et adaptation des systèmes socio-écologiques, la question se pose de savoir en quoi la résilience s'appréhende à une approche systémique et à des modèles novateurs complémentaires de l'aide humanitaire qui mettent en avant une relation intégrée société-environnement ?

RÉSILIENCE ET ESPACE HUMANITAIRE

Selon les cinq principaux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), né en 1988 et qui a reçu le prix Nobel aux côtés de l'ancien vice-président des États-Unis Albert Arnold Al Gore en 2007, les catastrophes naturelles et anthropiques augmentent en nombre et en intensité, et causent des impacts humains, écologiques et économiques considérables pour les sociétés. Nombreux sont et seront les foyers et communautés affectés[2].

C'est dans ce contexte de changement climatique, de construction sociale des risques et d'insécurité pour les sociétés que le concept de résilience trouve un écho dans la gestion des catastrophes socio-climatiques. Catastrophes que nous définissons comme induites par des

---

[1] UNISDR. *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes*. Résolution 58/214 de l'Assemblée générale des Nations unies en date du 23 décembre 2003. p. 25

[2] ADGER Neil, FOLKE Carl. *Social-Ecological Resilience to Coastal Disasters*. Science 12 Aug 2005: Vol. 309, Issue 5737, pp. 1036-1039

phénomènes naturels et aggravées par la pauvreté, l'exclusion sociale et la marginalisation politique. En effet, depuis l'adoption du Cadre d'action de Hyōgo 2005-2015 et l'intégration du concept de résilience dans l'espace humanitaire, de nombreux efforts ont été faits au niveau international comme à l'échelle locale pour réduire les risques des collectivités de manière plus méthodique par la promotion, entre autres mesures, de plates-formes et d'outils de coordination plus efficaces comme l'approche cluster[3].

Intégration du concept de résilience dans l'humanitaire

L'intégration du concept de résilience est le fruit de plusieurs facteurs historiques. Tout d'abord, la prise de conscience dans les années 1980, marquée par les catastrophes tragiques comme celles de Bhopal et de Tchernobyl, et les famines récurrentes qui secouent l'Afrique, révèle la nécessité de trouver de nouveaux leviers dans l'humanitaire. Des mécanismes de réponse mais aussi de prévention pour réduire la vulnérabilité des populations suite aux chocs. Des tentatives pour un tel dépassement se retrouvent dès le début des années 1990 dans les rapprochements entre secteurs de l'urgence et du développement, approche dite LRRD (Linking Relief, Rehabilitation and Development). Une démarche suscitée par différents bailleurs de fonds dont l'Union européenne qui s'inscrit depuis la réforme humanitaire de 2005 dans la démarche du relèvement précoce dite early recovery. Approche conçue comme une étape transitoire entre l'anormalité de la catastrophe et la « normalité » du développement, une démarche promue par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) depuis la réforme de 2005[4]. Si sauver des vies est d'une importance cruciale, il est devenu essentiel de se questionner sur les causes et les lendemains de la catastrophe.

---

[3] « L'approche cluster promue par les Nations unies a été mise en œuvre pour la première fois après le tremblement de terre qui a frappé le Pakistan en 2005. Neuf groupes sectoriels ont été établis dans les 24 heures qui ont suivi la catastrophe. D'après des rapports indépendants, ce dispositif a permis au Gouvernement pakistanais d'entretenir des relations plus claires et plus prévisibles avec la communauté humanitaire. Les clusters ont aussi donné à leurs membres respectifs la possibilité de partager des informations et de coordonner leurs actions ». OCHA Genève, 2012

[4] LALLAU, Benoît. *La résilience, moyen et fin d'un développement durable ?* UMR Clersé-CNRS, Lille 1. Ethique et Economie. 2011, p. 16

Par ailleurs, l'intégration du concept de résilience est le produit de la crise financière qui affecte les enveloppes budgétaires des bailleurs de fonds[5]. En période de restriction budgétaire, le coût de l'aide rapporté aux coûts des catastrophes sur les sociétés attire une grande attention. Quand la doctrine de l'Union européenne défend qu'il est préférable et moins onéreux de s'attaquer aux causes profondes des crises récurrentes, le concept de résilience est d'autant plus valorisé au sein des institutions internationales qu'il permet l'émergence de nouvelles méthodes de gestion. « La résilience a été impulsée par les bailleurs à grande échelle, stimulant un changement dans l'évolution de l'aide humanitaire (DFID, ECHO, OFOA et USAID) »[6]. Comme l'illustre l'évolution des exigences d'un des plus importants bailleurs mondiaux, « le Département du développement international britannique (DFID) a progressivement imposé à ses programmes de conduire une série d'analyses de gouvernance, de contexte, d'impact environnemental, de positionnement des acteurs, (…) avant d'approuver le déblocage des fonds nécessaires à la programmation »[7]. C'est donc au travers d'une prise de conscience des acteurs de l'aide sur les limites de leurs méthodes, outils et enveloppes financières, couplées à des réformes institutionnelles, que le concept de résilience a pu intégrer l'humanitaire.

Enfin, selon B. Lallau, il existe un autre élément qui dans les années 2000 va favoriser l'intégration du concept de résilience, celui de la lutte contre la pauvreté, mis en avant dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)[8]. En orientant des stratégies de croissance économique régionale et locale, la Banque mondiale privilégie ce qu'elle nomme l'« empowerment », à savoir le renforcement des capacités des plus pauvres par « une stimulation de leurs capacités à s'intégrer aux marchés »[9]. Dans un contexte de catastrophes socio-climatiques, de crises économiques et financières mondiales, et de lutte contre la pauvreté élevée au rang de dogme, nous mettons en avant que le concept de résilience redéfinit l'aide humanitaire vers de plus complètes mais complexes sorties de

---

[5] ALAGBE Mérick Freedy La résilience et le cash transfer: les nouvelles antilogies de l'humanitaire. Article revue Grotius. 2013, p. 1-2

[6] LEVINE Simon. *Political flag or conceptual umbrella? Why progress on resilience must be freed from the constraints of technical arguments*. Briefing paper. 2014. P. 18

[7] TOBIE Aurélien *Résilience et nouveaux concepts de développement changements en théorie et en pratique*. Châtaigner J.M. (ed.) Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation. Paris : Karthala, 2014

[8] LALLAU, Benoît. *La résilience, moyen et fin d'un développement durable ?* UMR Clersé-CNRS, Lille 1. Ethique et Economie. 2011.

[9] LALLAU, Benoît. *La résilience, moyen et fin d'un développement durable ?* UMR Clersé-CNRS, Lille 1. Ethique et Economie. 2011.

crise. Au point que, pour ces défenseurs, la résilience est en proie à devenir le nouveau paradigme de l'aide.

Les racines multiples du concept…

Si l'apparition du concept de résilience est relativement récente dans l'humanitaire, il n'en est pas de même dans les domaines tels que la physique, la psychologie ou encore les sciences de l'environnement. Le terme résilience apparaît en anglais en 1626. Il constitue un dérivé du latin *resilientia* et se réfère d'une manière générale à l'idée du « rebond » et du « redressement ». « Ce sens se précise davantage en physique où il fait référence au rapport de l'énergie cinétique nécessaire pour provoquer la rupture d'un métal. Ainsi exprimée, la résilience caractérise la résistance au choc »[10]. Le mot résilience entre plus tard dans la langue française. « Selon le Centre national de recherche scientifique (CNRS), sa première occurrence date de 1906 et celle de sa forme actuelle de 1911 »[11]. Liée à l'image du rebond, de la résistance ou encore de l'adaptation à un choc extérieur, la résilience est perçue parfois comme un trait (caractère intrinsèque), un processus complexe multidimensionnel ou un résultat[12]. Elle est parfois appréhendée comme les trois à la fois.

Dans les sciences sociales, la résilience met en avant la notion de traumatisme et de capacités individuelles. Pourquoi certaines personnes s'en sortent mieux que d'autres face à un même événement ? Les premières publications en psychologie mettent en avant les travaux de E. Werner et R. Smith, deux psychologues scolaires américaines qui ont étudié pendant 30 ans à Hawaï le comportement d'enfants nés en 1955 dans des situations de risques psychopathologiques, dues à leurs conditions familiales extrêmement précaires. Leurs résultats publiés en 1992 démontrent que l'environnement familial et communautaire, comme certaines caractéristiques personnelles permettent la résilience de certains d'entre eux[13]. Le concept de résilience se retrouve aussi dans les travaux relatifs à la théorie de

---

[10] IONESCU Serban, CYRULNIK Boris, *Résilience, connaissances de base*. Odile Jacob 2012 pp. 19-29
[11] IONESCU Serban, CYRULNIK Boris, *Résilience, connaissances de base*. Odile Jacob 2012 pp. 19-29
[12] LIGHEZZOLO Joelle et DE TYCHEY Claude. *La résilience se reconstruit après le traumatisme.* Editions in press. Psych-procket. 2004. 127 p
[13] WERNER Emmy et SMITH Ruth, *Overcoming the Odds. High Risk Children from Birth to Adulthood,* Cornell University Press, Ithaca-London, 1992. 243 p

l'attachement de l'anglais J. Bowlby, dont les publications datent de la fin des années 1960. En France, le concept s'est largement démocratisé avec les études de B. Cyrulnik, dont la première publication date de 1983[14].

En écologie, la résilience est marquée par les travaux de J. Lovelock qui en 1970, propose « l'hypothèse Gaia ». À savoir une hypothèse scientifique selon laquelle la Terre serait « un système physiologique dynamique qui inclut la biosphère et maintient notre planète depuis plus de trois milliards d'années en harmonie avec la vie ». Cette théorie a été fortement controversée notamment par le généticien anglais R. Dawkins. L'auteur met en avant que l'évolution des êtres vivants est possible grâce à l'opposition. Or la terre ne possède pas de prédateurs, ce qui décrédibiliserait selon lui l'hypothèse de L. Lovelock.

En parallèle, la résilience en écologie est marquée dans les années 1970 par les travaux d'un des pères fondateurs de l'intégration du concept dans ce domaine, C. S. Holling. L'auteur met en avant les dynamiques non linéaires des systèmes et défend l'idée de résilience des systèmes socio-écologiques – SES -[15]. La résilience des SES est définie comme un ensemble d'états et de processus qui intègrent les sous-systèmes sociaux et écologiques en interaction continue[16]. La résilience des SES est alors une caractéristique des sociétés et des écosystèmes qui leur permet de se maintenir face à la perturbation, tout en retrouvant un fonctionnement normal suite à un choc. Nous définissons un système comme un ensemble d'éléments interagissant selon certains principes et lois. Ces lois sont de deux ordres : naturelles et humaines. Le système SES est alors un tout intégrant l'Homme et son écosystème. Plus spécifiquement le système social est un tout intégrant alors tous les acteurs, à savoir les individus et les institutions, sur différents niveaux de gouvernance.

Par déduction, on perçoit ici une opposition, ou plus exactement une distinction, entre résilience sociale et résilience des écosystèmes[17]; une nuance sur laquelle la théorie de C. S. Holling sur l'évolution des systèmes s'appuie et qui fait sens dans notre travail de recherche, puisque la résilience sociale dépend de la résilience des écosystèmes.

---

[14] B. CYRULNIK, Mémoire de singe et paroles d'homme, éd. Hachette, 1983.
[15]HOLLING C. S., *Resilience and stability of ecological systems*. Annual Review of Ecology and Systematics, Ann Rev Ecol Vol. 4 (1973), pp. 1-23
[16]GALOPIN Gilberto. *Resilience, Vulnerability, and Adaptation: A Cross-Cutting Theme of the International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change*. Elsevier. 2006
[17] REVET Sandrine, *Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en Sciences Sociales et des politiques Internationales*. 2011

La résilience et les définitions retenues

Après avoir mis en avant les différents champs d'application qui traversent le concept de résilience, nous faisons le choix de sélectionner deux définitions pour leur pertinence par rapport au travail à réaliser sur le sens et la portée du concept entre une approche sociale et une approche écologique de la gestion des catastrophes socio-climatiques.

La première met en avant la définition retenue par une organisation internationale, The United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR). La seconde se rapporte au géographe N. Adger, professeur à l'Université d'Exeter et membre du réseau Résilience Alliance depuis 2005. Ces deux définitions, parce qu'elles intègrent une dimension endogène et intégrée de la résilience, à la fois individuelle, collective et systémique, nous semblent pertinentes pour appréhender le sens et la portée du concept.

Nous prenons pour référence première la définition de l'UNISDR. La résilience est définie comme « la capacité d'un système, une communauté ou une société exposés aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base. Elle désigne la capacité à "revenir" ou à "rebondir" après un choc. La résilience de la collectivité est déterminée dans la mesure où la collectivité a les ressources nécessaires et est capable de s'organiser elle-même avant et pendant les périodes de besoin »[18].

Cette définition nous semble pertinente car elle met en avant les capacités sociales et institutionnelles endogènes des collectivités et des foyers, tout en questionnant les facteurs exogènes qui permettent ou entravent leurs capacités de résilience. En effet, pour rebondir suite à un choc, les entités affectées nécessitent des ressources pour organiser la réponse. Or

[18] UNISDR *Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophes*. Stratégie Internationale de prévention des catastrophes ; 2009. p. 39

ces ressources qui permettent de résister, d'accueillir et d'absorber les chocs sont écologiques, économiques, sociales et politiques. Elles interrogent des dynamiques systémiques qui dépassent la responsabilité des collectivités et des foyers.

Nous enrichirons cette définition de l'UNISDR par celle de N. Adger. Pour l'auteur, la résilience « comprend non seulement les capacités d'un système à revenir à l'état (ou plusieurs états) qui existait avant la perturbation, mais aussi le développement du système à travers l'apprentissage et l'adaptation »[19]. Dans ce même ordre d'idée pour l'ONG ACF (Action Contre la Faim), « la résilience est une approche à long terme qui met l'accent sur la capacité à rebondir, mais aussi à intégrer l'adaptation et la transformation lorsqu'un changement se produit »[20]. Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'auteur fait une nuance entre résilience d'un système écologique et résilience sociale. « La résilience sociale est la capacité des groupes ou des communautés à faire face aux agressions extérieures et aux perturbations en raison du changement social, politique et environnemental »[21]. Cette définition nous permet de mettre en avant cette idée de projection et de capacité d'action qu'ont les foyers sur leurs trajectoires de vie entre fatalité et libre arbitre. Une capacité centrale à la fois individuelle et collective pour appréhender la résilience des foyers, des collectivités et du système SES.

Limites du concept

Aussi bien pour sa définition, ses origines ou encore dans sa mise en pratique, l'attention portée sur le concept de résilience alimente de nombreuses discussions sur les manières de s'engager au-delà de la satisfaction des besoins immédiats. Entre tensions et blocages au sein et entre les différents acteurs et institutions, dus en partie aux multiples perceptions des risques et vulnérabilité des foyers, il reste difficile de définir des critères et indicateurs de résilience. Sa définition tout comme sa mesure restent jusqu'à aujourd'hui complexe et

---

[19] ADGER Neil. *Social and ecological resilience: are they related?* School of Environmental Sciences and CSERGE, University of East Anglia, Norwich NR4 7TJ, UK

[20] ACF International, *Renforcer la résilience aux chocs et aux stress*, document d'information, avril 2013. 23 p

[21]

incertaine, la résilience de quoi pourquoi « Resilience of what to what[22] », titrait déjà l'article scientifique de S. Carpenter, membre du réseau Résilience Alliance depuis 2001.

Selon John Harding, directeur du groupe des politiques et des pratiques optimales (UNISDR), lors de la 9e Université d'automne de l'humanitaire en 2012 organisée par le groupe URD, la complexité du concept de résilience ne résiderait non pas tant dans la clarté de sa définition que dans son manque de mise en pratique comme l'illustre le tableau ci-dessous[23].

Si la résilience peine encore à trouver ses outils, cela ne signifie pas que la résilience ne fait pas sens, mais suggère plutôt des changements dans la manière dont l'aide est conçue, organisée et délivrée[24].

Tableau récapitulatif de J. Harding.

Concept	**Risques (de catastrophes naturelles)**	**Changement climatique**	**Résilience**
En réponse à	Dangers / vulnérabilité / exposition	Impact / sensibilité	Choc / stress
Actions	Réduction des risques (cadre Hyogo) Plan politique /comprendre / relever les défis / transférer / répondre	Évaluation impact / plans d'adaptation / financement	Renforcer la résilience ???
Développement durable			

John Harding, directeur du groupe des politiques et des pratiques optimales, UNISDR, Actes 2012

22 CARPENTER Steve, WALKER Brian et al. *From Metaphor to Measurement: Resilience of What to What?* University of Wisconsin. Sustainable Ecosystems, GPO Box 284, Canberra, ACT, 2615 Australia, 2001.
23 GROUPE URD, 9e Université d'automne de l'humanitaire en 2012. *Actes 2012.*
24 LEVINE Simon, *Political flag or conceptual umbrella ? Why progress on resilience must be freed from the constraints of technical arguments*. HPG, Humanitarian Policy Group. july 2014

On assiste depuis la fin des années 2010 à une multiplication des outils pour analyser la vulnérabilité et la résilience des collectivités (cf. annexe 2). Une bonne chose qui ne résout pourtant pas le problème de sortie de crise des foyers par la réduction des risques futurs pour les collectivités dans leur ensemble.

La résilience pour penser autrement la gouvernance des catastrophes interroge ainsi, et dans un premier temps, les différentes perceptions des risques et crises selon les connaissances qu'en ont les acteurs ainsi que leurs influences sur l'échiquier local, régional et mondial. Pour C. Beck, « il faut reconnaître l'importance des enjeux, multiples et contradictoires, qui se nouent non pas tant autour de la ressource elle-même (ce dont les entités disposent pour faire face à la catastrophe) qu'autour de la perception qu'en ont les acteurs. Or la multiplication des acteurs et de leurs intérêts ne sont pas sans engendrer des difficultés[25] ». Nous mettons en avant que l'approche de la résilience est complexe à appréhender parce qu'elle découle justement de la complexité à analyser un système en crise[26].

Par ailleurs, nous soutenons que si la résilience peine à trouver des indicateurs convergents, c'est parce qu'elle se trouve limitée à définir des référentiels de crise et des seuils de résilience. En effet, si l'on considère qu'il y a crise, c'est par rapport à une situation antérieure jugée meilleure. Pour illustrer ce propos, nous prenons l'exemple du Delta des Sundarbans au Bangladesh, qui fait l'objet d'un chapitre ultérieur. Quel aurait été dans cette région cet état considéré comme normal ? L'institutionnalisation des catastrophes interroge par déduction le risque d'un détournement du concept de résilience vers des stratégies néolibérales compétitives. La résilience pourrait alors être prise en otage entre une opportunité de renforcement réelle des capacités des foyers et la pression de rentabilité, d'efficacité et de ratio coût-bénéfice des activités humanitaires[27].

De la crise ponctuelle aux mécanismes de développement, l'humanitaire se trouve finalement confronté à l'institutionnalisation des catastrophes et à une potentielle instrumentalisation de ses pratiques.

---

[25] BECK Corinne, LUGINBUHL Y. MAUXART T, *Temps et espaces des crises de l'environnement*. Editeurs scientifiques. 2006

[26] LALLAU Benoit, *Vers une économie politique de la résilience ? Sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire ?*

[27] *La résilience contre la faim Nouvelle donne ou nouvel artifice ?* Benoît Lallau. 2014

De la perception des risques à la gestion des catastrophes

L'influence dans la gouvernance des catastrophes humanitaires des institutions internationales qui légitiment et appuient les ONG, est alimentée par une hiérarchisation des diverses formes de savoir : scientifiques, techniques, politiques et populaires[28]. Dans la littérature, les sciences sociales nous révèlent que les savoirs et cultures locales sont souvent sous-estimés dans la réponse et prévention des catastrophes. « Un état de crise permet de décréter un état d'urgence et conduit à la prise de mesures drastiques, la crise dicte les moyens et les priorités »[29]. Nous nous efforcerons de démontrer dans notre partie 2 que ces perceptions sont des constructions sociales qui déterminent l'orientation et l'évolution des politiques humanitaires. Ce qui nous permettra de poser les fondements de notre argumentation qui tend à démontrer l'évolution du sens de la résilience d'un concept à une approche systémique institutionnelle, fonctionnelle et opérationnelle.

Une catastrophe, du grec « kata » (chute, dispersion, éclatement) et « strophe » (mouvement, déplacement), est le moment où les structures se transforment et où d'autres visions du réel deviennent possibles[30]. La résilience s'apparente ainsi à une évolution du paradigme humanitaire vers des modèles de transition des systèmes socio-écologiques suite à une catastrophe. Dans ce contexte, nous mettons en avant que la gestion de l'événement déstabilisant peut être vécue différemment en fonction des perceptions sur le mode de la

---

[28] BECK Corinne, LUGINBUHL, MAUXART, *Temps et espaces des crises de l'environnement.* Editeurs scientifiques. Sociétés et ressources renouvelables. 2001

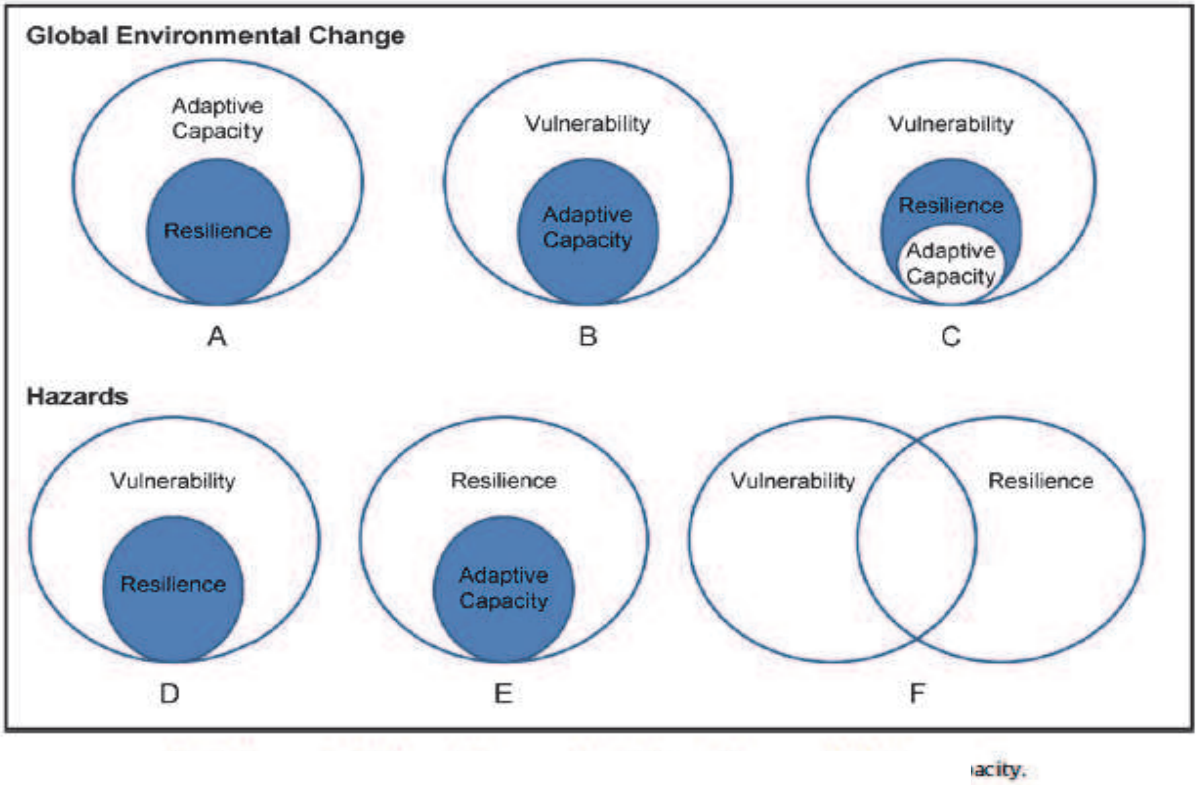
29 BECK Corinne, LUGINBUHL, MAUXART. 2001. p. 23

[30] *Les nouveaux dangers planétaires, choc mondial, descellement précoce*. X. Raufer. 2010

menace ou de l'opportunité[31]. Il est donc nécessaire d'interroger d'autres concepts associés pour enrichir la compréhension mais aussi la portée du concept de résilience.

Plus que comme une capacité de rebond et pour appréhender à quelle idée de résilience se réfère l'humanitaire, nous nous interrogeons sur les liens entre vulnérabilité, résilience et adaptation. Caractéristiques, traits ou encore processus qui se répondent et se complètent comme le démontre la figure ci-dessous.

Lien entre vulnérabilité, résilience et capacité d'adaptation



Linkages between vulnerability, resilience and adaptative capacity. Gallopin, 2017

Vulnérabilité et résilience

Trop souvent perçues avec fatalisme, ce qui permet dans une certaine mesure d'occulter la question de la « bonne » gouvernance des territoires les plus affectés et sensibles, les

31 KONONCKY Guy, *Organizational resilience, a new paradigm. European Systemics Seminars. September 2013*

catastrophes ne sont pourtant pas toutes inévitables. Il est généralement possible d'agir en amont et de réduire les vulnérabilités[32]. Aux côtés de la résilience, la vulnérabilité est ainsi un des principaux termes qui se dégage de la littérature. Tout d'abord parce que la résilience se construit dans un contexte de vulnérabilité. On rebondit en réaction à un évènement, il faut de facto être sensible et affecté par un choc pour être considéré par la suite comme résilient. La vulnérabilité est définie par les caractéristiques et les circonstances d'une entité ou d'un système qui le rendent susceptible de subir les effets d'un risque[33]. Il n'existe donc pas à proprement parler de catastrophes « naturelles » : un aléa se transforme en catastrophe (ou non) en fonction d'aspects sociaux, culturels, économiques et politiques[34].

Si ces concepts sont discutés et convergent dans l'humanitaire comme nous le verrons dans la partie 2, il existe des limites au sein de leur alliance. Nous mettrons en avant leurs différences et leurs complémentarités aussi bien théoriques qu'en pratique pour affiner l'idée de résilience comme une notion intégratrice permettant de penser autrement la gouvernance des catastrophes et des risques entre capacités des foyers et services écosystémiques. Nous illustrerons ce propos par les résultats de notre étude en 2014 au Bangladesh concernant l'évolution de l'habitat sur une période de 5 ans.

Adaptation et résilience

Si le concept de résilience se réfère à la capacité d'absorber un choc. La résilience se définit aussi comme la capacité de rebondir d'une situation de vulnérabilité et enfin de s'adapter par l'anticipation et la prévention.

Décrire la relation entre vulnérabilité et résilience nécessite de se concentrer sur un autre terme complémentaire tout aussi polémique, celui d'adaptation[35]. L'adaptation au changement climatique (Climate Change Adaptation - CCA) est définie comme « un ajustement des systèmes naturels ou humains, en réponse à des stimuli climatiques réels ou prévus ou à leurs effets, afin d'atténuer les effets néfastes ou d'en exploiter des

---

[32] GAILLARD Jean-Christophe. *Resilience of traditional societies in facing natural hazards.* Laboratoire Territoires, Institut de Géographie Alpine, Grenoble, France. 2007. Vol. 16 Iss: 4, pp.522-544

33 UNISDR. 2009

34 WISNER Ben *At Risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters* Second edition. 2003.

[35] SIMONET Guillaume. *Le concept d'adaptation : polysémie interdisciplinaire et implication pour les changements climatiques*. Natures Sciences Sociétés. EDP Sciences.. 2009/4 (Vol. 17). 102 p

opportunités »[36]. En termes d'écosystème, cela se traduit par la manière dont un écosystème peut faire face à une perturbation avant de passer à un état différent. Sur le plan social, l'adaptation est davantage exprimée comme la capacité des humains à résister et à évoluer en tirant profit de situations de stress environnementaux ou politiques[37].
« Du rebond, on passe donc à l'adaptation, voire à l'évitement, faisant de la résilience la notion intégratrice par excellence »[38]. L'intégration du concept de résilience vient par déduction dans l'humanitaire combler le vide laissé par des programmes de réduction des risques et de réponses urgentistes aussi essentiels que limités pour réduire la vulnérabilité des sinistrés. Par ailleurs, l'intégration du concept de résilience permet d'inclure des mécanismes socio-écologiques d'adaptation difficilement mesurables et reproductibles d'une époque à une autre, mais pertinents, puisque si les sociétés sont encore là, c'est parce qu'elles se sont adaptées. Reste à savoir sur quel modèle d'adaptation se référer pour poser les fondements au travers de l'espace humanitaire d'un développement résilient au sens ou celui-ci intégrerait différentes perceptions des risques et donc différents acteurs tout en renforçant les capacités de rebond des foyers et la qualité des services écosystémiques.

Nous illustrerons, au travers de nos recherches datant de 2014 sur l'évolution des moyens d'existence de 144 foyers dans 6 villages entre avant les cyclones Sidr et Aila et cinq ans plus tard, la complexité à formaliser des approches intégrées : réduction de la vulnérabilité, résilience et capacités d'adaptation des foyers. Dans notre partie 3, leurs paradoxes et asymétries seront éclaircis. Nous mettrons enfin en avant que la complexité à intégrer ces termes sans les confondre ou les dissoudre démontre le caractère obsolète d'une dynamique linéaire de gestion de crise « Urgence – Réhabilitation – Développement ».

En conclusion, si la résilience dans l'humanitaire intègre trois dimensions : la capacité d'absorber les chocs, la capacité de rebondir et la capacité d'adaptation (Ahmed 2006)[39], nous pouvons en déduire que l'humanitaire se déplace d'une approche réactive vers une

---

[36] UNITED NATION. *Resilient People, Resilient Planet: A future worth choosing.* The report of the United Nations Secretary-General's High-level Panel on Global Sustainability. 2012
[37] GEROI A. and al. *Disaster risk reduction and climate change adaptation in the Pacific: The challenge of integration* UNSW 2010. p. 68
[38] Benoît Lallau. 2011
[39] MILLER Fiona et al *Synthesis Resilience and Vulnerability: Complementary or Conflicting Concepts?* Collection at UNU. *Ecology and Society, 15(3),* 2010. pp. 1-25.

approche systémique pro active et préventive. Une approche où les causes comme les effets sont liés par des relations sans cesse renouvelées entre hommes et environnement.

Au cœur de l'intégration du concept de résilience nous déduisons un nouveau paradigme humanitaire. L'idée de résilience par sa vocation intégratrice vulnérabilité, résilience et adaptation nécessite de penser autrement la gouvernance des catastrophes socio climatiques. Avec des méthodologies et des modèles novateurs qui permettent d'appréhender aussi bien les mécanismes institutionnels que les dynamiques socio-écologiques locales, à savoir l'évolution des écosystèmes et des sociétés dans des environnements à risque.

PENSER AUTREMENT LA GOUVERNANCE DES CATASTROPHES

Face aux scénarios catastrophiques du GIEC et au vu du changement climatique qui affecte de nombreuses collectivités, le concept de résilience s'est introduit dans la gouvernance des catastrophes. Face aux failles des politiques de réduction de la vulnérabilité et de lutte contre la pauvreté, la sécurité des nations couplées à un contexte de crise financière vont permettre d'asseoir le concept comme le pilier d'un nouveau paradigme humanitaire entre vulnérabilité, résilience et adaptation des sociétés et de leur environnement. Au travers de la relation société et écosystème on assiste ainsi à une remise en cause de la gestion linéaire et cloisonnée de la crise.

Entre urgence et développement, un enjeu politique

Dans un premier temps, un choix semble s'imposer selon que l'on considère la résilience comme la capacité d'absorption d'un choc par un système, prenons l'image du ressort, ou qu'on la regarde comme la distance qui sépare un modèle d'un autre, prenons ici l'image d'une balle. La première vision de la résilience se rapporterait à une aide ponctuelle définie dans un but de restaurer les modèles sociaux existants avant la catastrophe. Alors que dans la seconde, la résilience ouvre sur une dynamique nouvelle : des objectifs et des méthodes qui intègreraient des enjeux de développement et de transition des sociétés. Transitions qui

seraient alors jugées nécessaires parce que reconstruire à l'identique signifierait que nous n'avons rien appris de la catastrophe.

Si l'urgence humanitaire consiste à sauver des vies, à réduire les souffrances humaines et à préserver la dignité des hommes, dans certains cas et en complément, le développement répond quant à lui à des problématiques structurelles qui entravent le développement économique et social. Si ces deux secteurs tendent depuis la réforme humanitaire de 2005 à être moins cloisonnés et imperméables, il n'en demeure pas moins que la segmentation de l'aide semble être encore un handicap. Les politiques d'aide définies par les bailleurs de fonds ont trop souvent pour effet de mettre en place des programmes qui ne satisfont que partiellement les besoins des foyers. Ils ne parviennent ainsi pas à capter les dynamiques de résilience qui les composent et qui les entourent[40]. Pour l'ONG Action contre la Faim, « il est nécessaire de couvrir les besoins urgents mais aussi les besoins permanents, en ciblant les causes structurelles de la vulnérabilité et des stratégies parallèles contribuant à renforcer la résilience des populations menacées grâce au développement de leurs capacités à la fois au niveau institutionnel et communautaire »[41].

Il convient par déduction d'améliorer le lien entre réponse humanitaire et intervention à long terme, en mettant en place des programmes à vocations multiples. L'idée de résilience se déclinerait alors comme un concept et comme une méthode parachutant l'humanitaire de simple sujet du politique à un véritable acteur de transformation des sociétés. Nous mettons en avant l'idée que l'action humanitaire n'est et n'a jamais été neutre, « l'aide humanitaire a longtemps été perçue comme ce qui est juste de faire. Jugée indispensable pour les victimes, elle paraissait évidente pour ceux qui avaient été épargnés. Sa devise était d'être impartiale et libre de toute arrière-pensée politique. Mais l'aide humanitaire n'est jamais apolitique[42] ». Qu'il s'agisse d'une guerre ou d'une catastrophe naturelle, une crise est un événement politique.

En conclusion, la résilience est un enjeu politique au sens où elle questionne les capacités des institutions humanitaires mais aussi des foyers et des instances politiques locales, à insuffler et à porter des dynamiques de transition et d'adaptation des sociétés. Nous

[40] DELESGUES Lorenzo. Rôle des mobilisations citoyennes dans la construction de la résilience. 2014
[41] ACF International *Document stratégique: la gestion des risques aux désastres pour les communautés*, 36 p
[42] REYMOND Philippe, MARGOT Jonas & MARGOT Antoine. *Les limites de l'aide humanitaire.* SHS Développement Durable et Développement Nord-Sud. Lausanne 2006/ 2007. 62 p

mettrons en avant que le paradigme humanitaire se construit entre, d'un côté, des politiques locales sous-alimentées et décrédibilisées et, de l'autre, une gouvernance internationale fragile et critiquable pour concourir à la résilience des systèmes socio écologiques locaux. Nous conclurons que l'intégration du concept de résilience se trouve dans la reconquête, par et pour les collectivités, du caractère politique de la gestion et du développement de leurs territoires. Nous ouvrirons le débat sur la résilience individuelle et notamment psychologique des individus affectés ainsi que le leadership pour concourir à leur propre résilience et à celle de la collectivité.

La résilience, une méthode de l'approche systémique

Si la relation entre vulnérabilité, résilience et adaptation n'est pas encore bien articulée[43], nos résultats démontrent que ces concepts, en s'associant, nourrissent l'évolution de la pensée sur la gestion des catastrophes. Nous mettons en avant l'idée que, malgré leurs faiblesses et interprétations multiples, ces termes concourent à penser autrement la gouvernance des risques et catastrophes vers une meilleure analyse des enjeux locaux et des dynamiques sociales, institutionnelles et écosystémiques.

Par ailleurs, nous exposerons dans notre partie 3 qu'en intégrant ces différents concepts dans ses politiques et pratiques, l'humanitaire passe d'une approche réactive à une démarche préventive des catastrophes[44]. Démarche qui politise d'autant plus l'aide que la résilience est un sujet bien plus politique que le seul acte d'aider, parfois déconnecté des contextes d'intervention, et qui montre par ailleurs ses limites tant dans la gestion que dans la prévention des catastrophe et risques. En intégrant le concept de résilience mais surtout en modélisant l'idée de résilience au travers d'une approche intégrée vulnérabilité, résilience et adaptation, l'humanitaire doit désormais démontrer sa capacité à passer d'un concept à un modèle novateur d'organisation et de gestion des opérations de sauvetage et de prévention.

Structure de notre travail de recherche

---

43 Selon certains chercheurs, la résilience est une partie intégrante de la capacité adaptative (Adger 2006 Birkmann 2006 Folke 2006) tandis que d'autres considèrent capacité d'adaptation en tant que composante principale de la vulnérabilité (Burton et al, 2002, O'Brien et al 2004 Smit et al 1999). Une troisième perspective les considère comme des concepts imbriqués au sein d'une structure globale de la vulnérabilité (Gallopin 2006 Turner et al 2003).

44 REVET Sandrine et LANGUMIER Julien. *Le gouvernement des catastrophes*. Editions Karthala. 2013

Nous avons fait le choix d'analyser dans ce travail la portée du concept de résilience et ses enjeux sur l'évolution des pratiques humanitaires. Dans un premier temps, nous exposerons notre méthodologie et les fondements théoriques de la résilience en sociologie et dans le domaine de l'écologie. Cette recherche s'accompagnera, dans nos parties 2 et 3, d'une réflexion sur les termes de vulnérabilité et d'adaptation afin de cerner les attributs et limites de l'idée de résilience qui se profile dans les pratiques de l'aide. Nous illustrerons, au travers d'une analyse littéraire et de nos résultats dans la zone des Sundarbans au sud du Bangladesh, la nécessité tant de nuancer ces trois termes que d'en appréhender leurs paradoxes pour penser autrement la gouvernance des risques et catastrophes socio-climatiques. Nous discuterons alors en partie 4 des limites de la gouvernance contemporaine, des espoirs du capital social et de la résilience individuelle avant de mettre en avant l'idée de biomimétisme comme une approche intégrée inspirante entre société et services écosystémiques.

Notre objectif est de démontrer que l'intégration du concept de résilience aux catastrophes socio-climatiques nécessite de valoriser de nouveaux modèles de l'aide. Mais aussi de nouvelles méthodologies et évaluations qui appréhendent les dynamiques systémiques organisationnelles, fonctionnelles et opérationnelles pour appréhender les frontières entre secteurs d'activité, niveaux de gouvernance et domaines de recherches, non plus comme des obstacles mais comme des opportunités.

Avec l'idée d'améliorer les modèles de gestion des catastrophes et des risques en intégrant au processus d'identification des collectivités et des foyers des indicateurs et des systèmes de suivi de l'évolution des systèmes socio-écologiques. Des modèles, méthodes d'évaluation et pratiques qui visent finalement à renforcer l'idée de développement durable mis en avant depuis la fin du XXe siècle et la publication du rapport Brundland en 1987, à savoir un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes et futures. À cela près que ce modèle est difficilement appréhendable comme tel dans notre contexte d'étude qu'est le Bangladesh. Nous préférons ainsi parler de transition positive, à savoir un mode de développement qui permet suite à une catastrophe aux écosystèmes et aux générations présentes et futures de pouvoir se projeter dans l'avenir tout en améliorant leurs conditions d'existence présentes.

PARTIE 1

Postulats de l'étude et cadre méthodologique

Introduction

L'évolution du nombre et de l'intensité des catastrophes socio-climatiques interroge la gouvernance des collectivités les plus vulnérables[45]. Entre culture locale des risques et internationalisation des catastrophes, nous avançons l'idée que le concept de résilience est intégrateur. En effet, en s'ajustant aux facteurs de vulnérabilité et aux capacités d'adaptation, l'idée de résilience des sociétés se dote d'un cadre d'interprétation potentiellement novateur dans le secteur de l'aide.

Nous faisons l'hypothèse que ce cadre met en avant une approche systémique des catastrophes au niveau de l'organisation même des ONG, de leur fonctionnement et de leur pratique. Une approche qui défend une méthodologie en faveur de la durabilité des écosystèmes et des sociétés dans des zones à haut risque. La résilience par déduction remet en question autant les valeurs socio-économiques dominantes que la gouvernance qui les légitime. Ce qui nous permet de justifier que la résilience est potentiellement une brillante idée sur laquelle investir à condition de repenser en amont la gouvernance des sociétés. Par déduction et paradoxalement, si le plaidoyer pour la résilience des foyers et des services écosystémiques combine réactivité et prévention des risques sur des échelles de temps plus longues et sur d'autres spatiales plus vastes qu'une collectivité, l'institutionnalisation des catastrophes devient une évidence au même titre que la refonte des modèles de l'aide.

Nous proposons dans cette première partie de revenir brièvement sur les fondements de l'aide humanitaire afin de mettre un cadre historique à l'apparition du concept de résilience dans les mécanismes de réponse des ONG. Nous exposerons par la suite le profil de notre

---

[45] ADGER Neil. *Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change.* Economic Geography, Published by: Clark University. Oct Vol. 79, No. 4. pp. 387-404. 2003.

territoire et nos différentes méthodologies sur cinq années d'étude. Méthodologies qui tentent de capturer l'essence du concept de résilience comme un modèle intégrateur novateur.

Chapitre 1.

Intégration du concept de résilience dans l'humanitaire De la construction sociale des risques à la prévention des catastrophes

1.1 Assistance et droit humanitaire pour les victimes de catastrophes

La théorie de l'intervention humanitaire trouve son origine en Europe dans la philosophie humaniste du siècle des Lumières. Elle est portée par Henry Dunant, fondateur du Comité international de la Croix-Rouge (1875), suite à la bataille de Solferino en 1859. L'auteur, dans son récit de guerre *Un souvenir de Solférino*, met en avant deux objectifs. Tout d'abord, la création dans tous les pays de sociétés de secours pour secourir les blessés et, d'autre part, la formulation « d'un principe international, conventionnel et sacré »[46]. La signature en 1864 de la première convention de Genève marque les prémices du droit humanitaire et de la protection des blessés en temps de conflits armés[47].

Suite à la création des premières organisations humanitaires de la Croix-Rouge, organisation mondiale autours de l'aide humanitaire et de la protection juridique des victimes, le mouvement humanitaire se diversifie. Il est marqué par un fort engouement de la part de la société civile et par la création de multiples ONG lors de la première moitié du XXe siècle. Oxfam UK est créé en 1942 et Care USA en 1945 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces ONG sont nées en réaction au génocide des juifs par les nazis, dès la fin des années 1940, afin que le droit humanitaire protège non plus seulement les militaires mais aussi les civils. Cette fin des années 1940 sera en parallèle marquée par la création des Nations unies, dont le Conseil de sécurité est aujourd'hui en charge de défendre les populations en souffrance par des résolutions pénales et des conventions.

---

[46] DUNANT Henri, *Un souvenir de Solférino.* Genève1862.
[47] CROIX-ROUGE SUISSE. *Droit international humanitaire. 150 ans de la Convention protégeant les soldats blessés*. 2014

Si l'on parle des souffrances humaines comme l'origine de l'intervention humanitaire, qu'en est-il des victimes de « catastrophes » ? Pourquoi ont-elles été si longtemps absentes des politiques humanitaires ? Une catastrophe naturelle n'est pas une crise comme les autres ? Nous mettons en avant que l'on pardonne sûrement plus facilement à la nature qu'aux hommes et qu'à cet égard, il semble que l'humanitaire se soit attaché à secourir en premier lieu les victimes de guerre de par l'émotion que ces dernières renvoyait.

Si, depuis les années 1960, l'Assemblée générale des Nations unies est impliquée dans la réponse aux impacts des catastrophes, en termes de mesure, il faut attendre les années 1970 pour voir se construire une réelle institutionnalisation des catastrophes. En 1971 est créé le Bureau des Nations unies pour la gestion des catastrophes (United Nations Disaster Relief Office), dont les objectifs sont de promouvoir la prévention et de renforcer les capacités étatiques dans la planification des risques, systèmes d'alerte précoce et ceux de coordination des acteurs de l'aide[48].

Notons qu'en 1981, la résolution 43/131 de l'Assemblée générale des Nations unies pose les bases du vaste débat entre assistance et ingérence des ONG internationales sur les zones affectées par des catastrophes naturelles[49]. L'idée d'ingérence humanitaire est née dans la guerre du Biafra (1968 – 1970) en réaction à la neutralité des états face à la famine qui secoua le pays. Elle aurait par la suite été portée par l'ONG Médecin sans frontières, puis théorisée par M. Bettati et B. Kouchner et mise en avant comme un droit[50]. Pourtant, ce devoir ou droit d'ingérence semble être né bien avant la médiatisation de la guerre du Biafra au travers des écrits de Jean-François Revel, dans un article de l'Express de juin 1979[51]. L'idée d'ingérence est fortement critiquée parce que, dans le cas d'une catastrophe naturelle, il s'agit davantage du droit à l'assistance humanitaire. Un droit qui n'est pas lié à la force et à la contrainte que véhicule l'idée d'ingérence qui violerait la souveraineté des états. Notons que B. Kouchner a été fortement critiqué suite au cyclone Nargis qui toucha le Myanmar en 2008, en prônant une intervention par la force sous couvert de responsabilité à protéger[52]. Droit ou devoir d'ingérence, il n'en demeure pas moins que l'idée nourrit de nombreuses

48 http://www.unisdr.org/who-we-are/history

49 Nations unies .Assemblée générale, quarante troisième session, 75e plénière, 8 décembre 1988.

50 C. FLEURIOT. Droit d'ingérence, où en est-on ? Le Monde diplomatique. Sept. 2008. Pages 24

51 J.B VILMER. *La mythologie française du droit d'ingérence*. Libération.11 mai 2010.

52 J.B VILMER. *La mythologie française du droit d'ingérence*. Libération. 11 mai 2010.

craintes et polémiques sur la scène internationale autour de la souveraineté des états et des rapports de force inégaux dans la gouvernance des catastrophes[53]. « En effet, le droit d'ingérence, dépourvu d'existence légale, demeure un concept flou quant aux acteurs susceptibles d'y recourir (états, organisations internationales et ONG) »[54].

Nous venons ici de mettre en avant les fondements historiques de l'assistance humanitaire et le débat sur la légitimité des ONG, des états et des institutions internationales pour répondre aux catastrophes socio-climatiques. Pour sortir de ce débat, il est alors essentiel de se demander pourquoi intervenir, quand, avec qui et comment ?

1.2 Penser les catastrophes.
De la construction sociale des risques à la notion de prévention

La prise de conscience des années 1980, marquée par des catastrophes technologiques tragiques mais aussi les famines récurrentes en Afrique, va révéler la nécessité de trouver de nouveaux mécanismes de réponse dans l'humanitaire. Or ces leviers, pour être pertinents, vont questionner dans un premier temps les facteurs de vulnérabilité des populations. Facteurs qui ne sont plus à chercher seulement dans les phénomènes naturels mais aussi au sein même des sociétés.

Les catastrophes de la fin du XXe siècle vont alors venir confirmer la pensée des chercheurs en sciences sociales de cette époque comme U. Beck, professeur de sociologie à l'Université de Munich et auteur de *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*[55]. Un ouvrage paru en Allemagne en 1986 qui fit grand bruit alors que le nuage de Tchernobyl se propageait sur l'Europe. L'auteur y expose une analyse critique de la modernisation des sociétés contemporaines. U. Beck met en avant l'idée que la production sociale de richesse est systématiquement corrélée à la production sociale de risque. La modernité, censée apporter bien-être et sécurité, est vécue comme productrice de nouveaux risques. L'auteur, en se prononçant en faveur d'un État supranational et d'un gouvernement mondial, met en

53 N.ALBALA. Souveraineté des Etats et souveraineté des peuples. Le Monde diplomatique. Sept 2005. Pages 22 et 23

54 FLEURIOT Caroline. Droit d'ingérence, où en est-on ? Le Monde diplomatique. Sept 2008. p 24

55 BECK Ulrich, La société du risque: sur la voie d'une autre modernité, Aubier/Alto, Paris, 2001.

avant le concept de « modernité réflexive », comme une modernité qui serait entrée dans une phase de réflexion sur ses propres modèles de développement. Notons que le paradigme de catastrophe, qui ne serait plus naturelle mais humaine, est soutenu actuellement « par un lobbying de chercheurs au sein des Nations unies qui s'inquiètent des coûts économiques des catastrophes ».[56].

La prévention des catastrophes va ainsi connaître une réelle ampleur dans les différents domaines de recherche notamment en économie et dans les sciences politiques. « La prévention a fait son apparition en force dans les années 1990, parallèlement aux rapports qui montrent, chiffres à l'appui, qu'il serait moins onéreux d'investir dans des opérations visant à prévenir les événements, ou du moins à diminuer leurs conséquences, que de devoir financer des opérations de secours et de reconstruction »[57]. Dans l'humanitaire, cela se traduit par de nombreuses études qui plaident pour une institutionnalisation des liens entre les secteurs de l'urgence et du développement. Comme le démontre la création du centre de recherche français Groupe URD (Urgence Réhabilitation Développement) en 1993.

1.3 La résilience, entre rebond des systèmes et absorption des chocs, une dimension positive de la gouvernance des catastrophes

Le concept de résilience, entre réduction des risques et prévention des catastrophes, intègre une dimension positive de l'aide. Positive au sens où par son interprétation très large pour de nombreux chercheurs, praticiens et décideurs politiques[58], il ne fige ni les trajectoires de vie des foyers ni les multiples évolutions des systèmes socio-écologiques.

Dans un premier temps, notons que la résilience en écologie est un corps à deux têtes selon que l'on considère la résilience comme la capacité d'absorption d'un choc ou comme la

---

[56] REVET Sandrine *Penser et affronter les désastres, un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales.* Presse de Sciences Po, 2011

[57] REVET Sandrine. *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels ».* Les études du CERI. 2009

[58] BENE Christophe et al. Resilience: *New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits*. IDS Working paper. 2012

distance qui sépare un modèle d'un autre. Le tableau ci-dessous de N. Adger[59] illustre le double sens de la résilience[60].

Tableau. N.Adger. Le double sens de la résilience en écologie

Figure 1 Ecological resilience. There is no precise definition of resilience. Two alternatives appear to be (left) the disturbance which can be absorbed before the dynamic equilibrium is change completely (following Holling) and (right) the rate of recovery from a disturbance

L'une comme l'autre de ces figures interrogent aussi bien le mouvement que les liens entre les différentes entités du système pour permettre tantôt l'absorption tantôt le rebond.

Dans un second temps nous mettons en lumière le sociologue anglais A. Giddens et sa « théorie de la structuration »[61]. Une analyse de l'agent et de la structure dans la construction des réalités sociales. Il en conclut que ni l'un ni l'autre n'ont la primauté. Pour l'auteur, les individus sont des agents qui reproduisent avec plus ou moins de liberté la structure sociale et qui la bouleversent par la même occasion. Selon lui, les individus font la société en même temps qu'ils sont contraints par celle-ci. L'agent et la structure ne peuvent être analysés de manière séparée. Pour mettre en contexte sa pensée, nous soulignons que la gouvernance des catastrophes ne peut s'analyser sans les agents qui la composent et qui concourent à la rétablir et à en modifier ses structures au travers de la gestion des crises. Nous analyserons ainsi des trajectoires de vie des foyers au Bangladesh pour en appréhender les diversités et

[59] ADGER Neil, *Social and ecological resilience: are they related?* School of Environmental Sciences and CSERGE, University of East Anglia, Norwich NR4 7TJ, UK. Progress in Human Geography 24,3 (2000) pp. 347–364

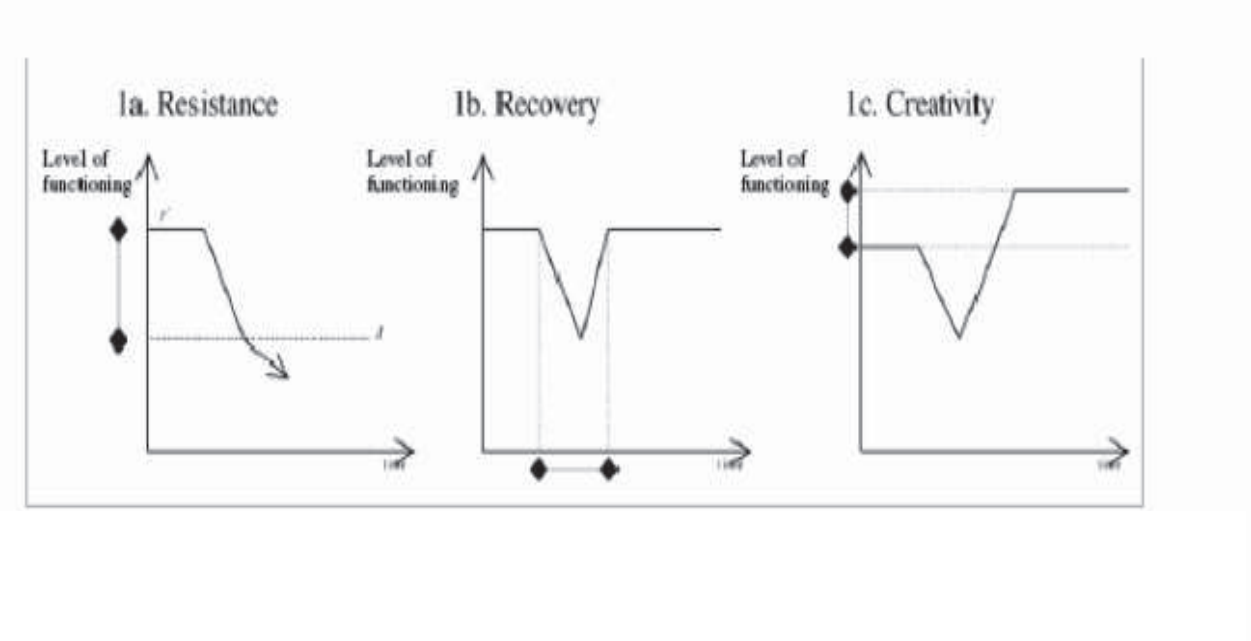
[60] http://geography.exeter.ac.uk/staff/index.php?web_id=Neil_Adger

[61] GIDDENS Anthony, Les conséquences de la modernité, L'Harmattan, Paris, 1994.

contenus qui concourent à modifier la manière dont l'aide doit être acheminé. Nous défendrons alors que l'idée de résilience tend à devenir une méthode de l'approche systémique entre agents et structures au travers d'une dimension socio-écologique spécifique (local et endémique), systémique (cyclique et en interaction continue) et enfin synchronique (convergence multi acteurs).

Enfin, nous utilisons la synthèse des recherches de N. Adger sur les propriétés de la résilience (cf. figure ci-dessous) comme une base théorique solide. Un fondement sur lequel nous nous sommes appuyés pour analyser nos résultats sur les différentes trajectoires de vie des foyers suite aux cyclones Aila et Sidr. Résultats qui mettent en avant des nuances dans différents types de capacités de rebond des foyers en fonction de leur sentiment de vulnérabilité. Sentiment que nous définissions comme leur perception des risques. Le risque permettant d'intégrer une multitude de facteurs qui se superposent ou non mais qui impactent les trajectoires de vie des foyers : changement climatique, chômage, pauvreté, inondations, législation et droits des sinistrés, etc.

Les propriétés de la résilience selon N. Adger, 2000



Nous mettons en avant qu'une des caractéristiques les plus complexes, mais pertinentes de l'articulation entre humanitaire et résilience est l'approche systémique société et service écosystémiques, qui fait sens aussi bien dans l'évolution du paradigme humanitaire, comme

nous le démontre les liens entre vulnérabilité, adaptation et résilience, que dans les premières théories socio-écologiques traitant de résilience portée par Holling dès les années 1970 et dont s'inspirent des auteurs comme N. Adger.

Nous conclurons que, face aux individus et sociétés affectés par des catastrophes socio-climatiques récurrentes et des vulnérabilités chroniques, la résilience malgré ses failles théoriques et méthodologiques a permis de voir les situations de crise non plus comme une superposition de multiples défaillances des systèmes, mais aussi comme la possibilité de percevoir des changements positifs dans la relation Hommes et écosystèmes.

Chapitre 2.
Terrain d'étude et caractéristiques

2.1 Terrain d'étude

2.1.1 Choix du terrain

Une récente liste de la Banque mondiale place le Bangladesh comme l'un des six pays les plus à risque de dérèglement climatique. Notre choix de terrain s'est ainsi porté sur ce pays et particulièrement sur la zone des grands deltas en raison de la diversité et de la récurrence de ses catastrophes.

Ces catastrophes sont dites lentes, lorsqu'elles sont relatives au climat, à la montée du niveau des mers ou encore aux pressions anthropiques sur l'environnement. Elles sont dites rapides lorsqu'elles sont causées par des cyclones ou des inondations. La zone des grands deltas se situe à moins d'un mètre du niveau de la mer et s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres. La population de cette région est estimée à 1 000 hab/km^2. Au croisement des trois rivières Gange, Brahmaputra et Meghna, vivent ainsi des foyers et des collectivités soutenues depuis plusieurs années par des ONG humanitaires qui tentent de réduire leur vulnérabilité aux catastrophes.

Dans nos trois études terrain T1 - T2 - T3, nous nous sommes focalisés sur trois districts du sud du Bangladesh : Shatkira, Khulna et Bagerhat. Ces trois districts ont les mêmes caractéristiques géographiques et climatiques, mais se composent de différentes collectivités, considérées par les acteurs de l'aide comme plus ou moins vulnérables.

Cartes des districts de notre étude

Cette région réunissait tous les critères d'un laboratoire d'analyse pour concourir à analyser l'évolution des pratiques humanitaires et de la gouvernance des catastrophes socio-climatiques.

- Les catastrophes y sont récurrentes (cyclones, inondations, salinisation des terres et érosion des sols) [62]. À titre d'exemple, le cyclone Sidr en novembre 2007 a fait : 6,8 millions de sinistrés, plus de 3 000 morts, plus de 1 000 disparus et environ 35 000 blessés selon l'ONG Action contre la Faim.
- Les populations y sont fortement vulnérables (pauvreté et migrations forcées) et les ONG humanitaires y sont présentes depuis près de dix ans pour certaines, comme Solidarités International.
- La croissance économique modifie la structure des systèmes socio-écologiques par l'exploitation des ressources ligneuses, des terres et des ressources aquacoles.
- Enfin, les concepts de vulnérabilité, adaptation et résilience inondent tous les colloques et conférences des acteurs humanitaires et politiques présents dans la zone.

2.2 Profil du territoire

2.2.1 Typologie des différentes catastrophes socio-climatiques

Le Bangladesh est un territoire à peine au-dessus du niveau de la mer. Les cultures et les moyens de subsistance des ruraux pauvres dans les zones côtières de basse altitude sont en proie aux changements climatiques, inondations, cyclones, submersion des terres, érosion et intrusion d'eau saline dans les systèmes aquifères.

Il fut une époque où cette région était le grenier à riz de la grande région du sous-continent indien, que l'on appelait le « Bengale d'Or ». Aujourd'hui, la famine endémique et la misère qui y sévissent ne pourraient s'expliquer uniquement par des contraintes naturelles et par la pression démographique. Selon S. Islam, enseignant en technique de l'environnement à l'Université Nord-Sud de Dacca, il semblerait que la région paie le prix de la domination des institutions financières internationales sur les orientations économiques des états et sur la

[62] Une récente liste de la Banque mondiale le place comme l'un des 6 pays les plus à risque sur les questions du climat et donc sur la sécurité alimentaire de sa population.

déréglementation des marchés internationaux. Or, et comme par incohérence, alors que les pressions sur l'agriculture sont d'autant plus fortes et que la démographie ne cesse de croître, les rendements semblent être mis à mal. « Les entrées d'eau salée liées à la montée du niveau des mers risquent de porter un coup fatal au secteur agricole »[63]. Ce paradoxe suggère d'ores et déjà une certaine complexité à adapter les dispositifs d'aide au défi climatique face à la pression économique sur les secteurs agricoles et aquacoles, mais aussi spatiale sur les écosystèmes.

Le Bangladesh est un pays densément peuplé. Selon les sources officielles du Fonds monétaire international (FMI), le revenu par habitant est de 1 033$/an. Plus d'un tiers de la population vit encore dans l'extrême pauvreté (29 % en dessous de 1 dollar par jour et 84 % en dessous de 2 dollars par jour), la majorité de la population vit dans les zones rurales même si la croissance des bidonvilles dans la baie du Bengale est en pleine expansion. Environ un quart du PIB du pays provient de l'agriculture, ce qui rend l'économie du pays relativement d'autant plus sensible à la variabilité et aux évolutions climatiques[64]. Pour les personnes les plus pauvres et vulnérables du pays, les fruits de la croissance que connaît le pays (un peu plus de 5 % par an) n'ont que peu ou pas d'impact sur leurs conditions de vie précaires. Ces personnes extrêmement vulnérables sont concentrées dans les régions éloignées ou à risque comme la zone du Delta des Sundarbans. Les catastrophes socio-climatiques accroissent par ailleurs les écarts entre les régions et au sein de celles-ci entre les collectivités et foyers qui auraient les moyens de s'affranchir de l'impact des catastrophes et les autres.

Au titre de l'indice de développement humain (IDH) publié par le PNUD en 2009, le Bangladesh est classé en 146e position sur 182 pays. Au niveau local et selon nos premiers constats dans la région du Delta des Sundarbans, les catastrophes climatiques se traduisent par une crise alimentaire latente, une pauvreté chronique (destructions récurrentes des récoltes de jute et de riz, qui sont source de vie et de revenus pour plus de 80 % de la population sur la zone des Sundarbans) et des vagues de migrations forcées vers les bidonvilles saturés des grandes métropoles au sein comme en dehors du pays.

---

[63] RAHMAN Nader, Les sept plaies climatiques du Bangladesh, Courrier International n°867, juin 2007

64 OXFAM GB. *Disaster Risk Reduction, Climate change and livelihood of the poor and marginalized people*. A Framework for Oxfam GB Bangladesh, final report, April 2009

2.2.2 Un territoire à haut risque

Le Bangladesh est vulnérable à une série de catastrophes et risques. Sa configuration géographique au cœur du golfe du Bengale le place dans une zone cyclonique très importante. Par ailleurs, cette région deltaïque sans relief et à un très faible niveau au-dessus de la mer rend le pays d'autant plus vulnérable au climat. Cette vulnérabilité, longtemps amputée aux divins ou à des phénomènes naturels, semble pourtant être considérée aujourd'hui comme failles du politique. Sinon comment expliquer qu'à l'exception de l'exposition aux cyclones tropicaux, on constate que les Pays-Bas, dont la géographie est assez similaire au Bangladesh, tirent un tout autre profit de leur situation.

La zone du delta des Sundarbans est située dans un vaste réseau de fleuves Gange-Brahmapoutre-Meghna et de leurs nombreux affluents qui s'entremêlent. Cette région aux contours instables se dessine depuis toujours entre puissance des marées d'une part et débit des rivières provenant de l'Himalaya d'autre part. Ce débit dépend de plusieurs facteurs comme les saisons (mousson, saison sèche, etc.), la fonte des glaciers de l'Himalaya mais aussi, et de plus en plus, des activités humaines : barrages, digues, canaux, etc.

Carte du delta des Sundarbans. Sources Google Earth.

Nous faisons le constat que depuis les années 1960, de nombreuses digues ont été construites pour protéger les terres les plus basses des inondations et des marées[65]. Beaucoup de terres sont ainsi devenues des zones agricoles à forte productivité grâce aux remparts que l'homme fit et continue de faire construire pour se protéger des phénomènes environnementaux tout en en tirant un maximum d'avantages, du moins à court terme. Pourtant ces infrastructures sont critiquées par de nombreux chercheurs comme l'océanographe J. Syvitsky.

J. Syvitsky est issu de l'Université de British Colombia. Il est actuellement le président exécutif de l'Institute of Alpine and Artic Research (INSTAAR). J. Syvitsky est reconnu dans le milieu scientifique pour avoir développé une compréhension quantitative de la dynamique des particules à travers la frontière terre-mer. Il a par ailleurs reçu plusieurs prix dont le Huntsman de la Société du Canada en 2010. Pour le spécialiste de la sédimentation et des zones deltaïques, les digues bloquent le drainage de l'eau douce en période de précipitations importantes. Elles augmentent ainsi les risques d'inondation. Par ailleurs, ces ouvrages créent de nouvelles vulnérabilités sur les foyers lors d'une catastrophe dite rapide, puisque les effets d'un cyclone sur une zone humide non habitée ne sont pas les mêmes que sur un village ou sur une terre agricole artificielle. Zone artificielle au sens où, sans une digue, elle ne serait pas propice à l'activité humaine.

Pour en faire l'illustration, nous proposons de mettre en avant deux autres phénomènes négatifs relatifs aux effets des digues sur la résilience des systèmes socio écologiques. Celui d'empêcher la sédimentation naturelle des terres agricoles et les processus de transformation et d'évolution naturelle du Delta. Par ailleurs, la congestion des systèmes de drainage et l'augmentation de la sédimentation sur les plaines augmentent leur niveau alors que les terres intérieures restent inchangées[66]. Le risque est alors un débordement à la hauteur de la crête de la digue affectant la productivité des terres. Puisque ces terres se trouvent à un niveau inférieur, elles ne peuvent pas compter sur la gravité pour rejeter leurs surplus en eau.

---

[65] DEWAN Camelia. Review of the historical evolution of policies and institutions of community based management in coastal Bangladesh. IWMI. 2012

[66] Huq et al., 1996

On constate qu'aux côtés des limites des infrastructures publiques, la stratégie traditionnelle de rebond des foyers, qui consiste à migrer de façon saisonnière au gré des phénomènes socio-climatiques, est sous tension.

La région du Bengale, où se situe le delta des Sundarbans et qui comprend une partie en Inde et l'autre au Bangladesh, a été bouleversée par la division du sous-continent indien et la naissance du Pakistan oriental, devenu en 1971 le Bangladesh. Le développement et la croissance de cette région reste d'autant plus à l'épreuve que la division étatique a entraîné des rapports de pouvoir inégaux dans la gouvernance et l'exploitation des eaux fluviales avec la construction de barrages. Le barrage de Farakka en Inde qui se trouve en amont du delta des Sundarbans réduit les volumes d'eau en période de saison sèche. Un contrôle qui augmente en aval, dans le delta des Sundarbans, le phénomène de salinisation des sols puisque les courants ne retiennent plus la mer. La situation se complique avec le changement climatique qui perturbe les neiges et la fonte des glaciers, les précipitations et la possibilité d'une augmentation de l'intensité des cyclones avec le phénomène El Niño. Enfin, l'élévation du niveau des mers due à la fonte des glaciers et au phénomène de réchauffement des océans entraînerait une augmentation de l'intrusion saline dans le système fluvial[67].

Nous faisons le constat que le changement climatique pourrait augmenter les inondations dans les zones protégées par des digues si les politiques omettent d'accompagner la gestion du risque dans sa dimension transnationale. Par ailleurs, le climat nécessite de repenser l'architecture des collectivités, des institutions et des infrastructures publiques avec comme toile de fond une capitalisation des connaissances qu'ont les collectivités sur les équilibres des systèmes socio-écologiques. Puisqu'il ne s'agit plus d'aller contre la nature des phénomènes par des solutions techniques dites brutes comme un barrage ou une digue, mais de l'accompagner par des solutions ingénieuses Homme-services écosystémiques (permaculture, agroforesterie, jardins flottants, zones de rétention d'eau, organisation sociale et démocratie participative, etc.).

[67] OCDE. Development and climate change in Bangladesh: focus on coastal flooding and the sundarbans by Shardul Agrawala, Tomoko Ota, Ahsan Uddin Ahmed, Joel Smith and Maarten van Aalst, 2003

2.2.3 Typologie des différents acteurs impliqués

Au sein de l'ONU, il existe plusieurs agences et fonds en charge de la gestion des risques et des catastrophes. En 1992, le Département des Affaires Humanitaires (DHA) est créé avec un fonds spécial, le Central Emergency Revolving Fund (CERF), pour le financement d'urgence humanitaire. Cette instance a pour but de superviser les différentes agences en charge des secours et de la prévention, comme les agences onusiennes ou le Comité international de la Croix-Rouge. Le DHA supervise également l'International Strategy for Disaster Reduction (ISDR) une plate-forme d'agences multiples au sein de l'ONU, en charge de la réduction des risques de catastrophes et de leur prévention. Notons que c'est la Conférence de Kobe en 2005 qui va vraiment légitimer cette plate-forme et multiplier par 8 le nombre de ses chercheurs, passant de 15 à plus d'une centaine, et ce, malgré un budget qui reste relativement faible, soit 25 millions de dollars. Les institutions financières multilatérales, les organismes d'aide internationale et les Nations unies ont un rôle important. Ils doivent répondre aux besoins des collectivités afin de les aider à relever le défi posé par le changement climatique[68]. Ces considérations renvoient aux politiques de développement spécifique à chaque contexte socio-économique[69].

Le Bangladesh fait par ailleurs partie de diverses conventions internationales : UNFCCC, UNCCD, UNCBD, etc. Pour autant, il reste des lacunes quant à l'intégration du changement climatique comme préoccupation transversale des politiques d'aménagement du territoire. En 1998 naît le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), dont la mission est la coordination des actions de secours. Son budget en 2008 est de 213 millions de dollars. Au sein de l'ONU, d'autres agences sont aussi mandatées pour intervenir dans le domaine des catastrophes comme le PNUD, le PNUE avec ses programmes de prévention et pour l'environnement, mais aussi UNICEF et UN Habitat. Il en est de même pour toutes les agences relatives au développement économique et social comme la FAO ou l'OMS[70]. L'ONU n'est pas seule à investir l'espace des catastrophes. La Banque mondiale est un bailleur de fonds central, avec le Global Facility for Disaster Reduction and Recovery.

---

[68]PALOMBI et LANCI. *Le changement climatique : un enjeu pour le développement, FIDA*, rapport d'activité Rome. 2010

[69] GAILLARD J. C., Retour sur les causes d'une catastrophe, Monde en développement 2007, n°137

[70] HEDGER Merylyn. Climate Finance in Bangladesh: Lessons for Development Cooperation and Climate Finance at National Level. Institute of Development Studies. March 2011

La Commission européenne est aussi présente sur le territoire. ECHO, la Direction générale de l'aide humanitaire née en 1992, gère un budget qui atteignait en 2007 plus de 700 millions d'euros. ECHO agit au travers de ses partenaires : ONG, CICR, HCR, PAM et agences des Nations unies. « En 1996, ECHO crée un programme de préparation aux désastres (DIPECHO) avec des projets essentiellement basés sur la formation, le renforcement des capacités locales, la construction de petits abris, etc., et met en place des programmes régionaux. Le budget annuel de DIPECHO s'élève à environ 17 millions d'euros par an, ce qui représente 3 % environ du budget de l'aide humanitaire de la Commission européenne »[71]. Le financement du changement climatique fait partie intégrante des politiques de l'UE et de ses programmes d'aide axés sur la réduction de la pauvreté. Outre les politiques humanitaires et plus globalement les normes permettant d'influencer l'action privée dans la réduction de la vulnérabilité, l'adaptation concerne aussi l'investissement public[72].

Selon certaines estimations, le Bangladesh pourrait perdre avec le changement climatique jusqu'à 15 % de son territoire, avec un déplacement de population estimé à plus de 35 millions d'individus. Certaines études sonnent l'alarme et pronostiquent plus de 60 millions de personnes déplacées entre 2015 et 2020[73]. Au niveau étatique, plusieurs ministères sont ainsi en charge des questions liées au climat et à la gestion des risques et catastrophes. Les principaux sont les suivants[74] :

---

[71] HEDGER Merylyn. Climate Finance in Bangladesh: Lessons for Development Cooperation and Climate Finance at National Level. Institute of Development Studies. March 2011

[72] HALLEGATTE Stéphane, *Économie de l'adaptation au changement climatique*, Rapport du Conseil Economique pour le Développement Durable.

73 AKTER, T. 2009, *Climate change and flow of environmental displacement in Bangladesh*, Unnayan Onneshan-The Innovators, Dhaka, Bangladesh.

[74] YPSA *Bangladesh housing, land and property. Rights initiative climate displacement in Bangladesh. Stakeholders, laws and policies – mapping the existing institutional Framework*, July 2014.

Liste des ministères au Bangladesh en charge de la gouvernance du climat et des ressources naturelles. YPSA. 2014

1. The Ministry of Environment and Forest	a. The Department of Environment b. The Bangladesh Forest Department
2. The Ministry of Disaster Management and Relief	a. The Department of Disaster Management b. The Directorate of Relief and Rehabilitation
3. The Ministry of Land	
4. The Ministry of Finance	
5. The Ministry of Agriculture	
6. The Ministry of Water Resources	a. The Bangladesh Water Development Board b. The Water Resources Planning Organization c. The River Research Institute d. The Bangladesh Haor and Wetland Development Board e. The Institute of Water Modeling
7. The Ministry of Social Welfare	a. The Department of Social Services
9. The Ministry of Local Government, Rural Development and Co-operatives	a. The Local Government Division b. The Local Government Engineering Department

The Ministry of Environment and Forest. Le ministère de l'Environnement et de la Forêt (MEF) est le pivot de l'intégration des politiques de changement climatique au Bangladesh. Il est responsable de la mise en place des politiques pour l'adaptation et de leur conformité avec les accords relatifs à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Par ailleurs, il est spécialement concerné par les négociations internationales sur les fonds liés au climat. « Le Programme national d'adaptation au Bangladesh d'action (NAPA) et la Stratégie Bangladesh changements climatiques et plan d'action (BCCSAP) ont tous deux été mis au point grâce à un processus de consultation des parties prenantes, coordonné par le MEF »[75]. Le département de l'Environnement (DoE) est en charge de la protection de l'environnement (conservation de la biodiversité) et du développement. Sous la responsabilité du MEF, le DoE est en charge de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'environnement (UNEP). Le Bangladesh Forest Department (BFD),

[75] IDS, *Planning exceptionalism? Political Economy of Climate Resilient Development in Bangladesh,* 2012. p. 38

département de la Gestion des forêts, est quant à lui responsable de la conservation et de la gestion des forêts et de leur biodiversité. Le département est en charge du développement économique et écologique du pays (écotourisme, foresterie sociale, etc.)[76]. Notons que plusieurs stratégies d'adaptation au changement climatique et de protection de la biodiversité ont été mises en œuvre par le département dans le cadre du Bangladesh Climate Trust Fond[77].

The Ministry of Disaster Management and Relief – MoDMR – Ministère responsable au niveau national de la gestion des risques liés au changement climatique. Son objectif est de promouvoir la sécurité alimentaire des collectivités et d'assurer la résilience aux risques futurs. Pour ce faire, il dispose d'un panel de législations, d'outils et de plans relatant les lignes directrices à suivre, de l'intervention d'urgence aux programmes d'adaptation au sens large. Il est responsable, en termes d'approbation et de coordination, des collectivités locales, des ONG qui agissent sur le territoire, ainsi que de toutes les autres parties prenantes. Il gère la construction mais aussi l'entretien des infrastructures comme des abris anti-cyclone et est en charge des alertes précoces. Enfin, il répartit les subventions au logement pour les personnes les plus affectées et dont les vulnérabilités restent importantes. Ce ministère est composé entre autres du département de la gestion des catastrophes (DDM) créé en 2012, en charge de la promulgation de la loi sur la gestion des catastrophes. Ce ministère mène aussi de nombreux programmes de recherche sur la gestion des catastrophes[78].

The Ministry of Land – MoL – Ministère en charge de l'acquisition, la réquisition et la gestion des terres appartenant au gouvernement. Il collecte les revenus fonciers, entretient des registres fonciers et enregistre les droits de propriété. Ce ministère s'appuie entre autres sur l'ordonnance de la réforme agraire (1984) et de la répartition et distribution des terres pour les paysans prioritaires n'en ayant pas, et dont la subsistance en dépend (cf. politique de 1997). Le ministère est chargé du projet « victimes du climat » adopté en 2013 dans 188 Upazilas à travers le Bangladesh[79].

---

76 Department of Forest, Home Page, available at: http://www.bforest.gov.bd [accessed 15 August, 2013].
77 Department of Forest, Home Page, available at: http://www.bforest.gov.bd [accessed 15 August, 2013].
78 Department of Disaster Management, Home Page, available at: http://www.ddm.gov.bd [accessed 15 August, 2013].
79 Ministry of Land, Home Page, available at: http://www.minland.gov.bd [accessed 15 August, 2013]

The Ministry of Finance – MoF – Ministère en charge des finances, du budget et de la fiscalité de l'état. Il joue un rôle clé dans les affectations budgétaires des différents ministères. Il est en charge des Fonds d'affectation spéciale pour le changement climatique, le « Climate Change Trust Fund and Resilience Fund ». Nous y reviendrons en partie 4.

The Ministry of Agriculture – MoA– Ministère en charge de l'agriculture. Il mène des recherches sur les variétés de cultures résistantes au climat et stress. Il gère les stocks de semences, pesticides et engrais et alloue des fonds pour l'achat et la distribution de semences lors des opérations de secours post-catastrophe[80].

The Ministry of Water Resources – MWR – Ce ministère est l'organe clé du gouvernement pour le développement et la gestion des ressources en eau. Il élabore des politiques et des feuilles de route en matière de gestion des inondations, du drainage et de l'irrigation des terres. Il contrôle l'érosion des terres, la construction de barrages, d'écluses, de canaux et de digues, notamment dans la zone des Sundarbans. Son objectif est d'accroître la productivité des secteurs agricoles et de la pêche. « Le Bangladesh Water Development Board (BWDB) a construit 9 143 km de digues, dont 4 199 km dans les zones côtières, cela a abouti à la récupération de 1 001 kilomètres carrés de terres (…) l'irrigation couvre aujourd'hui 10 millions d'hectares de terres avec comme objectif l'autosuffisance alimentaire »[81]. L'Institute of Water Modeling (IWM) fournit des services de modélisation (morphologie, transport des sédiments, écoulement des eaux souterraines, prévision, cartographie)[82].

The Ministry of Social Welfare – MoSW– Ce Ministère est l'un des ministères clés dans la lutte contre la pauvreté, le développement de l'aide et de la sécurité sociale pour les personnes les plus vulnérables et les collectivités affectées par les catastrophes et le stress. Ces programmes se calquent sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il offre par ailleurs des subventions et de la nourriture pour les groupes et collectivités dans les zones touchées par les catastrophes.[83]

---

[80] Ministry of Agriculture, Home Page, available at: http://www.moa.gov.bd/about_MoA.htm [accessed 15 September, 2013].

[81] Bangladesh Water development Board, Home Page: available at: http://www.bwdb.gov.bd [Accessed 15 August, 2013].

[82] Institute of Water Modeling, Home Page, available at: http://www.iwmbd.org [accessed 15 August, 2013].

[83] Ministry of Social Welfare, Home Page, available at: http://www.mosw.gov.bd [accessed 20 September, 2013].

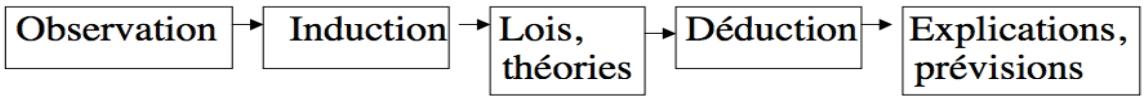
Le gouvernement du Bangladesh a par ailleurs adopté un certain nombre de lois, de politiques et de stratégies relatives au développement et à l'adaptation, comme le septième plan quinquennal (2016-2020) – 7FYP – fondé sur le NAPA et dont l'objectif est de fournir des études approfondies sur différentes thématiques : genre, sécurité alimentaire, santé, gestion des catastrophes, etc. Nous y reviendrons ultérieurement.

Chapitre 3.
Méthodologie

3.1 Approche scientifique

Ce travail de recherche est le fruit de cinq ans de recherche. Il se base sur une approche sociologique participative au sens de P. Bourdieu, complétée d'une démarche scientifique inductive. Pour appréhender le concept de résilience, nous nous sommes positionnés dans une démarche d'« objectivation participante » pour reprendre les termes du sociologue. L'objectivation, au sens de connaissance scientifique, de la conscience du rapport subjectif du chercheur face à son objet et de sa participation à l'objet qu'il analyse, comme les conditions de la scientificité de son analyse[84].

Enfin, la démarche inductive. Puisque nos premières observations participatives au travers de mes missions de consultante pour les ONG Rupantar, le Groupe URD et la Coopération Suisse nous ont menés à des hypothèses de recherche, puis à l'appréhension d'une évolution du concept de résilience au travers de l'idée de résilience portée par les ONG.



Source : Mouchot, 2003, p. 27

Nos premières recherches six mois après le passage des cyclones Aila et Sidr au Bangladesh, dans la zone des Sundarbans, nous ont permis d'appréhender la complexité du concept de résilience et de sa mise en pratique. Par généralisation de nos premières observations et résultats, nous avons alors mis en avant trois termes qui nous semblaient essentiels à investir pour appréhender les dynamiques qui se jouent dans la résilience des sociétés aux catastrophes. Les concepts de crise, de vulnérabilité et d'adaptation nous ont alors permis de nourrir le débat

[84] BOURDIEU Pierre, *Sur l'objectivation participante,* Actes de la recherche en sciences sociales, n°23, septembre 1978.

sur la résilience et d'en affiner son sens et sa portée politique en définissant ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas. Pour ce faire, nous avons exploré les courants de pensée dominants puis créé des rapprochements entre les idées et concepts exposés ci-dessus.

Au travers de nos observations, recherches et analyses de l'impact des programmes humanitaires dans un premier temps, de l'inégalité face au climat liée notamment au genre dans un second et, enfin, de l'étude de 144 trajectoires de vie de foyers, nous mettons en avant que la résilience est un concept qui s'appréhende dans l'humanitaire comme une méthode de l'approche systémique dans des environnements à haut risque.

3.2 Méthodologie terrain -T1- Janvier 2010
Observation des facteurs de vulnérabilité des collectivités et évaluation des pratiques humanitaires suite au cyclone Aila 2009.

Il nous a semblé important, pour investir le concept de résilience, de commencer par évaluer la pertinence et la durabilité des programmes humanitaires six mois après le passage des cyclones tout en appréhendant le sentiment de vulnérabilité des individus par l'observation de leurs réactions, émotions et perceptions des risques futurs.

Nous nous sommes rendus en janvier 2010, dans six villages du Delta des Sundarbans soutenus par les programmes de Swiss Development Cooperation (SDC) et de l'ONG Rupantar. Ces villages ont été sélectionnés en amont par l'ONG nationale Rupantar et les gouvernements nationaux et locaux en fonction de leur degré de vulnérabilité[85].

Notre étude a porté sur les points suivants :

- Exposition. Qui et quoi ont été affectés par le cyclone Aila en 2009
- Sensibilité. À quel degré la catastrophe a affecté les foyers et les lieux
- Attribut de la perturbation. Intensité du cyclone et permanence de l'inondation
- Qualité de l'aide humanitaire apportée pour répondre à l'urgence et réduire la vulnérabilité des foyers face aux risques futurs.

[85] Government of the People's Republic of Bangladesh. National Plan for Disaster Management. Disaster Management Bureau Ministry of Food and Disaster Management. May 2008-2015

Cette première approche terrain T1 s'est enrichie de plusieurs outils et techniques d'entretiens :

1. Une analyse approfondie de la bibliographie existante sur le concept de vulnérabilité et sur les différentes méthodologies humanitaires pour les évaluer et les prévenir comme le manuel d'Analyse de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation au changement climatique (CVCA) de l'ONG CARE[86].

2. Une série d'entretiens avec des acteurs humanitaires de la zone du Delta des Sundarbans : OIM, RUPANTAR, Solidarités, Action contre la Faim, Shushilam.

3. Six entretiens collectifs dans six villages parmi les plus affectés de nos trois régions d'étude. Entretiens avec le comité local en charge de la réponse aux catastrophes et de la réduction des risques (entre 8 et 12 personnes).

4. Ces entretiens ont enfin été complétés par une évaluation des programmes humanitaires se rapportant à la méthodologie COMPAS Qualité[87], développée par le Groupe URD.

Le COMPAS Qualité est une méthode spécifiquement conçue pour l'aide humanitaire. Il permet le pilotage du projet et son évaluation. Son objectif est d'améliorer la qualité du service rendu aux populations affectées. L'ensemble du COMPAS Qualité est construit autour d'un référentiel, constitué de 12 critères définissant la qualité d'un projet humanitaire. À chacun de ces critères, des indicateurs et des processus sont associés. Nous avons utilisé cet outil pour analyser plusieurs projets humanitaires en suivant ces indicateurs et chacun de ces 12 critères pour juger de la qualité du projet.

86 CARE, *CVCA Handbook (Climate Vulnerability and Capacity Analysis)*. Copyright CARE. Avril 2010

87 Site internet du Groupe URD. http://www.compasqualite.org/fr/index/index.php

La rose des vents. Compas Qualité. Groupe URD

L'essentiel à retenir de nos premières observations et analyses est le caractère cumulatif des différents chocs, la multitude des facteurs de vulnérabilité et la complexité pour les ONG d'appréhender et de renforcer les capacités de résilience des foyers dans un contexte de crises complexes découlant ou se superposant les unes sur les autres (cyclone, inondation, accès à l'eau, malnutrition, etc.).

Nos résultats mettent en évidence que les foyers ne sont pas seulement vulnérables à une catastrophe, mais à une multitude de chocs rapides ou lents et que leurs capacités à rebondir sont potentiellement freinées par la nature des phénomènes et par la construction sociale des risques. Nous avons fait le constat suite à nos différents entretiens qu'il existe pour les foyers différents types de chocs. Des chocs rapides comme une inondation ou un cyclone et des

considérés lents comme la déforestation et le changement climatique. Ces chocs sont accompagnés d'une toile de fond politique marquée par la corruption ou encore l'insécurité alimentaire, etc. Insécurité qui, par ailleurs, est liée aux conditions climatiques et donc aux chocs rapides et lents.

Nos premiers résultats mettent en avant que la technicité des ONG est sous-exploitée dans la prise en compte des enjeux locaux, parce qu'elle n'appréhende pas la dimension socio-écologique qui influe autant que la technicité sur la réduction de la vulnérabilité et sur les capacités d'adaptation de l'ensemble du système socio écologique.

3.3 Méthodologie terrain 2. Fin 2010

Vulnérabilité et dynamiques de résilience des femmes.

Dans un second temps, en décembre 2010, soit dix-huit mois après le passage du cyclone Aila, nous avons mené des entretiens collectifs et individuels auprès de 120 femmes dans les six mêmes villages que lors de notre étude T1. Notre objectif, évaluer l'impact des programmes de la Coopération Suisse (SDC) et déterminer en quoi la capacité de rebond des femmes permet d'appréhender les capacités de résilience du foyer et de la collectivité. Cette approche se justifie par de nombreuses études démontrant que les femmes sont plus vulnérables aux impacts des catastrophes que les hommes[88]. Nous avons choisi d'ouvrir le débat sur la perception des risques et les capacités de rebond en fonction du genre pour consolider nos premières observations qui mettent en avant différentes capacités de rebond des foyers.

Les groupes se composaient de 20 femmes par village ayant toutes bénéficié du mécanisme « argent contre travail » communément appelé « cash for work » pour développer des activités génératrices de revenus. Parmi ces femmes, nous avons sélectionné volontairement deux femmes, dont les trajectoires étaient significatives des traditions et de la transformation des modèles sociaux.

---

[88] BHUIVAN Mahfuzul Hasan. *Catastrophes naturelles : comment améliorer le sort des femmes* Banque mondiale. Article. 12 décembre 2013

L'analyse de nos questionnaires et de nos focus groupes sur l'évolution des activités génératrices de revenus des femmes, nous a permis d'avancer quelques conclusions. Tout d'abord que la résilience d'un foyer n'est pas un phénomène homogène. Elle est la somme de la cohésion et de la complémentarité des acteurs qui composent ledit foyer. Ce qui revient à poser une question liée en autre au genre de qui gère les dépenses et investissements au sein du foyer. Par ailleurs, l'activité économique des femmes n'est pas forcément un facteur de résilience de la collectivité. En effet, beaucoup de femmes exploitent des écosystèmes fragiles sans une vision à long terme permettant la résilience des systèmes socio écologiques et donc des collectivités. N'en démontre l'exploitation intensive des ressources comme la pêche, l'aquaculture et l'agriculture de rente dont elles font largement partie.

Enfin, cette étude nous a permis de faire un constat. Les femmes qui ont le plus de ressources économiques avant la catastrophe peuvent être celles les plus affectées suite à la crise. Elles peuvent perdre en valeur absolue plus que les autres.

Pour autant, cela ne nous dit pas si, sur le plus long terme, ces femmes ont moins d'opportunités et de capacités d'adaptation que les autres. Adaptation non pas au sens de s'accommoder de la pauvreté, mais au sens de pouvoir rebondir plus rapidement de sa situation de vulnérabilité. Nous faisons l'hypothèse qu'il existe ainsi de potentiels gagnants et perdants dans la redistribution des richesses et des risques avant et suite à une catastrophe. En bref, nous ne sommes pas égaux face aux catastrophes en fonction des facteurs sociaux sexes, statuts et secteurs d'activité qui précèdent la catastrophe : homme, femme, riche, pauvre, agriculteur ou pécheur.

À la suite de ce constat, nous défendons que la résilience dans l'humanitaire intègre une idée de modèle, d'équilibre et de projection des sociétés affectées devant amorcer des programmes de développement des zones affectées. En conclusion de ce T2, nous mettons en avant qu'une catastrophe transforme les modèles sociaux et la gestion des systèmes socio-écologiques et qu'elle questionne ainsi l'adaptation dont sont capables les foyers.

Pour enrichir nos recherches sur le concept de résilience, nous avons choisi de nous interroger sur les capacités d'adaptation des foyers aux côtés de leurs capacités de rebond. Nous sommes retournés fin 2014, soit quatre ans plus tard, dans les mêmes districts recueillir des données

quantitatives sur l'évolution des trajectoires de vie de 144 foyers afin de pouvoir analyser les différents liens en vulnérabilité, résilience et adaptation. Ce qui nous a permis d'affiner la portée du concept de résilience et de l'idée de résilience qui se dessine dans l'humanitaire.

3.4 Méthodologie terrain 3 - trajectoires de vie - fin 2014

Dans la troisième et dernière étape de notre travail de recherche terrain, nous nous sommes attachés à cerner les capacités de rebond des foyers et des collectivités en fonction de leur sentiment de vulnérabilité. Nos objectifs : discuter des paradoxes et convergences entre vulnérabilité, résilience et adaptation des foyers. Démontrer que la résilience ne nous dit rien si elle n'est justement pas associée à ces deux termes. Enfin, mettre en avant que ce n'est qu'au prix de la complexité et de la dimension systémique des phénomènes que la résilience permet de penser autrement la gouvernance des catastrophes humanitaires.

Pour ce faire, nous nous sommes rendus fin 2014, dans ces trois mêmes districts de la région des Sundarbans. Nous avons sélectionné six villages, soit deux villages par district, l'un considéré comme « résilient » et l'autre comme « vulnérable » selon la grille d'évaluation officielle des acteurs humanitaires locaux présents à Khulna, capitale administrative de cette région. Notons que les villages sélectionnés ont tous reçu le même montant et type de programme d'aide humanitaire suite au cyclone Aila.

Classification des villages de notre étude :

Zone 1	**Zone 2**	**Zone 3**
Village 1 : résilient	Village 3 : vulnérable	Village 5 : résilient
Village 2 : vulnérable	Village 4 : résilient	Village 6 : vulnérable

Au sein de chaque village, nous avons demandé à des chefs de foyers (CdF) de se réunir et de choisir, selon leurs sentiments de vulnérabilité (donc à postériori des cyclones Sidr et Aila), huit personnes pour chacun des groupes suivants :

1. Le moins à risque – *le groupe riche* – À savoir les foyers qui ont le plus de capital économique et de biens immobiliers et mobiliers (rente, animaux, objets, etc.).
2. Le vulnérable – *le groupe moyen* – À savoir les foyers qui ont un capital économique et de biens immobiliers et mobiliers relativement faible comparé aux autres foyers.
3. Le très vulnérable – *le groupe pauvre* – À savoir les foyers qui ont un capital économique et de biens immobiliers et mobiliers extrêmement faible voire inexistant.

Pour chaque village, nous avons interrogé 24 chefs de foyers (Cdf), soit un total de 144 CdF.

Une fois ces trois groupes de huit personnes constitués, nous avons demandé aux participants de nous retracer sur trois périodes : avant Aila et Sidr (2009), entre 2009 et 2011 et à partir de 2014, l'évolution de leur habitat et de leurs secteurs d'activité. Nous avons ainsi pu faire ressortir différentes tendances en fonction des catégories sociales et des villages.

Pour déterminer les liens entre vulnérabilité, adaptation et résilience, et une typologie des capacités de rebond, nous nous sommes appuyés sur des comparaisons :

1. Comparaison entre des villages considérés comme plutôt « vulnérables » et d'autres considérés comme davantage « résilients ».
2. Comparaison entre les différents moyens d'existence des foyers au sein de ces villages, afin de déterminer quel groupe semble le moins/plus résilient aux chocs.
3. Comparaison entre les différentes réponses aux chocs des foyers (récupération, adaptation, transformation), quelle perception des risques, opportunités et stratégies d'investissement dans les secteurs agricole, aquacole et de la pêche ?

La spécificité de notre démarche réside dans notre approche comparative de foyers et villages considérés comme extrêmement vulnérables avec d'autres qualifiés de davantage résilients sur une échelle de cinq ans. Cette approche comparative nous permet d'affiner l'interprétation du concept de résilience au travers de ses paradoxes.

Questionnaire terrain. C.Raillon 2014

Thème	Détails	Nom Var	Codes Réponse possibles
	identifiant individu interrogé	Id	
	n° du village interrogé	Village	1 à 6
	Sexe de l'individu	Sexe	2=femme
	Classe sociale	CSP	1= riche 2=moyen 3= vulnérable
Logement	Type habitat avant cyclone	1A	cabane sur espace public
		1E	maison sur espace public
		1I	maison sur espace privé
	Type habitat pendant cyclone	1C	cabane sur espace public
		1G	maison sur espace public
		1K	maison sur espace privé
	Type habitat maintenant	1D	cabane sur espace public
		1H	maison sur espace public
		1L	maison sur espace privé
Moyens d'existence	Moyen existence avant cyclone	2A	agriculture
		2D	petit élevage
		2G	aquaculture
		2J	pêche
		2M	petit marché regionaux
		2P	marché locaux
		2S	handicarft/artisanat
		2V	transport
		2Y	transfert monétaire des pairs
	Moyen existence pendant cyclone	2B	agriculture
		2E	petit élevage
		2H	aquaculture
		2K	pêche
		2N	petit marché regionaux
		2Q	marché locaux
		2T	handicarft/artisanat
		2W	transport
		2Z	transfert monétaire des pairs
	Moyen existence actuel	2C	agriculture
		2F	petit élevage
		2I	aquaculture
		2L	pêche
		2O	petit marché regionaux
		2R	marché locaux
		2V	handicarft/artisanat
		2X	transport
		2Znow	transfert monétaire des pairs
Agriculture	Type agriculture avant cyclone	3A	culture du propre terrain
		3E	location d'un terrain
		3I	salarié agricole
	Type agriculture pendant cyclone	3C	culture du propre terrain
		3G	location d'un terrain
		3K	salarié agricole
	Type agriculture maintenant	3D	culture du propre terrain
		3H	location d'un terrain
		3L	salarié agricole
Aquaculture	Type aquaculture avant cyclone	4A	culture du propre terrain
		4E	location d'un terrain
		4I	salarié agricole
	Type aquaculture pendant cyclone	4C	culture du propre terrain
		4G	location d'un terrain
		4K	salarié agricole
	Type aquaculture maintenant	4D	culture du propre terrain
		4H	location d'un terrain
		4L	salarié agricole

Choix de l'approche trajectoire de vie avec un focus sur l'évolution du principal secteur d'activité du foyer

Nous mettons en avant que les catastrophes ne peuvent être étudiées indépendamment de leur contexte sociopolitique. Que ce soit le phénomène catastrophique ou les éléments politiques, fonciers et économiques qui l'ont consolidé. L'ambition des recherches sur les trajectoires de vie est alors d'appréhender, comme le ferait un récit de vie, les différentes phases d'évolution que connaît un foyer suite à une catastrophe.

Dans notre étude, nous avons fait le choix de prendre en considération trois transitions. La première fait référence à la veille de la catastrophe, la seconde deux ans plus tard et, quant à la troisième, elle se réfère à cinq ans après les événements. En nous focalisant sur l'évolution de l'habitat et du secteur d'activité principal des foyers, nos résultats reflètent la complexité d'appréhender la gouvernance des catastrophes socio-climatiques comme une démarche institutionnelle et écosystémique. Les trajectoires de vie enseignent ainsi l'importance d'avoir une vision globale complexe, car multisectorielle, et à plus long terme sur les facteurs de vulnérabilité et les capacités d'adaptation des foyers.

Nous sommes partis de l'hypothèse que ces trajectoires sont influencées par deux déterminants majeurs. Le premier met en avant le résultat du projet de vie des chefs de foyer, qui dépend de leur capacité individuelle et subjective à se projeter. Par ailleurs, notons que ces trajectoires sont aussi le reflet d'un point de vue plus « pragmatique », au sens où elles sont le résultat d'une multitude d'événements extérieurs à l'individu qui concourent à modifier sa perception, son projet et finalement sa trajectoire de vie.

Nous préconisons dès à présent de poursuivre des recherches vers une approche plus holiste des trajectoires de vie des foyers affectés. Approche qui permettrait, sur une plus grande échelle de temps, d'explorer des données longitudinales individuelles en résumant les calendriers et la séquence des événements pour en réduire la complexité, tout en augmentant nos connaissances sur les typologies de résilience qui se dessinent.

Choix des chefs de foyers

Nous avons fait le choix de nous concentrer sur l'échelle du foyer pour trois raisons majeures. Tout d'abord, parce qu'elle est à l'échelle des programmes humanitaires, de l'identification des besoins à l'évaluation de leurs impacts. Par ailleurs, cette entité structure les individus tout au long de leur vie et fait souvent figure de socle de référence. Par ailleurs, c'est une échelle intermédiaire entre l'individu et son système socio-écologique local, qui permet d'affiner des hypothèses pertinentes sur la durabilité des trajectoires de foyers qui se dessinent. Deux de nos limites restent qu'un foyer n'est pas une entité homogène toujours rationnelle et que chaque foyer est composé d'individus dont les capacités de rebond individuel et pour la famille dans son ensemble sont complexes à évaluer.

Choix de la période d'observation

Dans un premier temps, nous avions limité notre période d'étude avant le cyclone Aila en 2009. Le fait est que certains villages de notre étude avaient déjà subi une transformation de leur modèle socio-économique et écologique suite au cyclone Sidr en 2007. Comme il était très complexe de déterminer avec les foyers les impacts à attribuer soit au cyclone Sidr soit au cyclone Aila, nous avons fait le choix de parler de la situation avant Aila, impliquant le cas échéant la situation avant Sidr. Soit finalement, la perception de la vulnérabilité et des conditions de vie des foyers avant ces deux catastrophes majeures. Notre période d'étude s'arrête en 2014.

Il est intéressant de noter qu'au sein d'une même région, la perception temporelle des chocs est différente selon les collectivités. Les dates de grands cyclones ne sont par exemple pas nécessairement les mêmes d'un village à un autre. Suivant les moyens d'existence des différents foyers, les catastrophes ont été perçues de manière très différente. Le cyclone Sidr et sa montée spectaculaire du niveau des eaux ont ainsi davantage marqué les consciences des agriculteurs, qui ont perdu toutes leurs semences, que des pêcheurs.

Choix du nombre de classes de la typologie des capacités de rebond

Définir le nombre de classes de la typologie est complexe et fait l'objet de multiples critiques. Le choix de nos trois classes : *riche, moyen, pauvre* est donc arbitraire. En cela, nous posons ainsi une autre limite de notre étude et de la méthode que nous avons utilisée. Si l'analyse des trajectoires reste robuste, la classification des tendances qui se dessinent est critiquable. Cette classification est exploratoire et son objectif est davantage d'identifier des capacités de rebond en fonction des catégories sociales et de l'évolution des secteurs d'activité.

Au travers de ces classes, il nous a semblé intéressant d'examiner la nature et l'évolution des différentes capacités de rebond que la catastrophe engage entre régularité et irrégularité des trajectoires de vie, en amont ou suite à une catastrophe. À partir de notre matrice et de l'évolution des trajectoires des foyers, nous mettons en avant quatre dynamiques des foyers tous villages, catégories et secteurs confondus :

1. capacité créatrice
2. capacité régénératrice
3. capacité d'ajustement
4. capacité de dévalorisation

Cette méthode de classification est hiérarchique. Elle regroupe les individus dont les trajectoires se ressemblent le plus (homogénéité). L'étude ne souhaitant pas rentrer dans le vif débat des seuils de résilience, elle fait malheureusement l'impasse sur les distances entre chaque catégorie, pourquoi les foyers d'une même catégorie ont des capacités distinctes. Enfin ces différentes catégories ne nous disent rien sur la résilience des systèmes socio-écologiques, même si elles nous renseignent sur celle des systèmes sociaux. Une étude de l'évolution de la valeur des services écosystémiques couplée à l'impact des catastrophes et à l'évolution des secteurs d'activité permettrait ainsi d'affiner cette typologie.

Pour aller plus loin dans la recherche sur les indicateurs de la résilience

Raisonner en termes de trajectoire nous a permis de comprendre l'environnement dans lequel le foyer se situe et d'admettre que les processus de vulnérabilité, adaptation et résilience à l'œuvre ne sont pas linéaires et imperméables les uns aux autres. Se pose alors la question des seuils au-deçà ou au-delà desquels les trajectoires des individus et des foyers évoluent (cf. graphique de B. Lallau). Notons ici une des principales limites de notre travail de thèse puisque la détermination de ces seuils de résilience n'était pas l'exercice. Travail qui aurait mérité à lui seul un travail de thèse. Nous nous sommes appliqués à faire une typologie des différentes caractéristiques de l'évolution des trajectoires des foyers plus qu'à déterminer ce que pourraient être ces limites au-dessous et au-dessus desquelles les foyers se déplacent. Nos recherches comportent au moins une limite, la difficulté de définir d'une manière générale des indicateurs de résilience.

Seuils et trajectoires

Source : Lallau & Droy, 2014

Préambule
Partie 2

L'objectif de ce travail de recherche est d'améliorer la compréhension du concept de résilience et de mettre en avant l'idée de résilience qui se joue dans l'espace humanitaire. Nous avons mis en avant que l'intégration du concept de résilience met l'accent sur deux autres concepts tout aussi polémiques qu'intégrés, la vulnérabilité et l'adaptation.

La partie 2 nous invite à revenir sur les notions de crise et de risque, qui sont les fondements des recherches en sciences sociales sur l'intervention humanitaire.

Nous mettons en avant que les deux notions sont, aux côtés de la nature pré-humaine, des constructions sociales qui permettent d'imposer une forme de domination au sein de la gouvernance des catastrophes Nous proposons d'analyser dans le chapitre 3 la dogmatisation de gouvernance internationale face à l'impossibilité dans laquelle seraient les états et le secteur privé d'assurer la sécurité des foyers. Au travers de nos résultats sur l'évolution de l'habitat, nous définirons alors les enjeux complexes entre réduction de la vulnérabilité des foyers et adaptation des collectivités. Ce chapitre 4 sera alors l'occasion de mettre en avant l'évolution du paradigme humanitaire depuis son intégration du concept de résilience en l'illustrant par notre étude de cas sur l'évolution des programmes de l'ONG Solidarités International.

PARTIE 2

Aux fondements de la vulnérabilité des sociétés et de la gouvernance des catastrophes humanitaires

Introduction

Les enjeux de gestion des catastrophes et de prévention des risques émergent dans les années 1970 et intègrent rapidement toutes les sphères politiques. Alors que cette gestion était jusque-là cantonnée aux responsabilités de l'état, la gouvernance des catastrophes s'internationalise et s'institutionnalise[89]. Dans un premier temps, nous nous questionnons sur l'influence et les limites de la gouvernance internationale et des politiques publiques pour répondre aux catastrophes et risques futurs sur les sociétés.

L'objectif premier de cette Partie 2 est de mettre en avant que les crises et les risques sont des constructions sociales qui légitiment des rapports de domination. Nous défendons que, si les catastrophes ont une part amputable à la nature même des phénomènes, la gouvernance des territoires a une responsabilité de plus en plus importante sur leurs impacts socio-écologiques. Par ailleurs, nous mettons en avant que les perceptions des crises et risques ne sont pas les mêmes et qu'elles n'ont pas les mêmes valeurs selon les acteurs qui les défendent. Cet arbitrage questionne ainsi les possibles déroutes du concept de résilience dans l'humanitaire.

Nous soutenons que cette gouvernance internationale concourt à l'évolution du paradigme humanitaire d'une approche réactive à une préventive. Un humanitaire d'autant plus politique qu'il s'agit désormais de raisonner en termes de convergences opérationnelles avec une multitude d'acteurs aux intérêts et relations de pouvoirs inégaux.

---

[89] REVET Sandrine. *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels ».* Les études du CERI. 2009

Nous démontrerons qu'entre une gouvernance internationale critiquable et des politiques publiques limitées, l'approche de la résilience dans l'humanitaire est porteuse, si ce n'est d'un nouveau modèle d'intervention, au moins d'un questionnement sur de nouveaux modèles de l'aide.

Le deuxième objectif de cette partie est de mettre en avant que la vulnérabilité est une des composantes du concept de résilience. Une entité démontre qu'elle est résiliente à un choc parce qu'elle a été, à un moment donné, vulnérable. On peut être ainsi vulnérable et résilient à la fois. À contrario, la résilience ne s'applique pas de façon systématique à la vulnérabilité. Nous illustrerons ce propos par les résultats de notre étude T3 concernant l'habitat, qui démontrent les non-dits de la vulnérabilité et ceux de la résilience. Résultats qui démontrent une transition du modèle de l'aide entre réduction de la vulnérabilité des foyers et résilience des collectivités. Nous illustrerons ce propos par nos différentes études de terrain T1 et par une analyse approfondie de l'évolution des programmes de l'ONG Solidarités International dans la zone des Sundarbans.

Chapitre 4.

Perceptions des crises et enjeux stratégiques dans la gouvernance des catastrophes socio-climatiques

4.1 Clarification des termes et contenu politique

4.1.1 Qu'est-ce que la gouvernance ?

Dans la littérature, le concept de gouvernance est généralement appréhendé de deux manières. Dans la première, la gouvernance est perçue comme un cadre au service de la coordination des acteurs, pour construire et consolider des projets et équilibres sociétaux. Selon P. Brousseau, si les acteurs sont nombreux et prennent des décisions de manière indépendante, aussi rationnelles soient-elles, la société court le risque de ne pas trouver l'état d'équilibre et d'être dans une situation de chaos[90]. Par son principe de coordination, la gouvernance renvoie donc à organiser l'action collective. Enfin, elle implique la capacité de cette gouvernance à intervenir en produisant des politiques publiques cohérentes. Pour R. Bird et F. Vaillancourt, cet exercice de l'autorité se trouve sur différentes échelles et au travers des interactions de l'ensemble des organisations qui représentent la société civile et le secteur privé[91].

La deuxième manière d'interpréter la gouvernance est de la définir comme un cadre se rapportant au gouvernement des territoires, une gouvernance faite par des gouvernements avec leurs réformes et leurs interventions. Si nous nous appuyons sur cette seconde manière de percevoir la gouvernance, cela signifie qu'en se positionnant comme une institution suprême, l'état serait la clé de la résilience du système.

La critique que nous proposons ici concerne les différentes perceptions des risques et des crises entre gouvernements, collectivités et foyers.

---

[90] SEBASTIEN Léa et BRODHAG Christian , *A la recherche de la dimension sociale du développement durable*, Revue Développement et territoire, 2004

[91] BIRD Richard et VAILLANCOURT François, *Décentralisation financière et pays en développement : concepts, mesure et évaluation,* Cahier de recherche #9714, Département de sciences économiques, Université de Montréal, 1997

L'une comme l'autre de ces interprétations de la gouvernance est limitée dans une perspective de développement résilient des collectivités aux catastrophes. Dans un premier temps, parce que les acteurs ne trouvent pas forcément de consensus qui permettent la résilience sociale et celle des écosystèmes. Enfin, parce qu'il existe un conflit, toujours latent entre la société civile et l'état sur la réponse aux catastrophes. Puisque l'histoire de la région nous a démontré suite au cyclone Bhola de 1970 la révolte d'un peuple et sa répression sanglante.

Si nous parlons de gouvernance des catastrophes et des risques, c'est parce que celle-ci est en crise. Et que, si cette dernière l'est au niveau international et étatique, c'est parce qu'elle n'est plus seulement la somme des rapports de pouvoir entre et au sein des états. Pour J. Theys, « la matrice des régulations internationales ne se situe plus en effet dans la bonne volonté des États souverains, mais dans l'interaction complexe entre la connaissance scientifique, l'information, la stratégie des organisations internationales, les forces de marché, le jeu des groupes de pression et enfin, le pouvoir des villes et des régions »[92].

4.1.2 Qu'est-ce qu'une crise ?

Une catastrophe est une crise comme une autre au sens où les modèles sociaux se trouvent à un instant ébranlés. Pour autant, nous mettons en avant qu'il n'existe pas de consensus sur l'idée même de crise. Les perceptions des acteurs sont différentes et il n'existe pas de référents rationnels des facteurs et des issues de la crise. Dans le Delta des Sundarbans, les crises telles que l'insécurité alimentaire, les cyclones ou les inondations sont associées aux volontés de Dieu pour les collectivités hindoues comme pour les musulmanes. Les catastrophes sont perçues comme relevant du châtiment et de l'épreuve du divin. Elles ne sont pas appréhendées comme une construction sociale. Pour autant, la crise semble aussi être vécue comme un déséquilibre dans la gouvernance des ressources et des écosystèmes, avec une pression économique d'autant plus forte sur les foyers que leur vulnérabilité croît face au climat. Aux côtés de son caractère divin, la crise est perçue comme une réponse et un symptôme des pressions qu'exerce la société sur le système socio-écologique local. Pressions qui tendent à accroître les inégalités sociales entre les régions, les communautés et les foyers.

---

[92] THEYS Jacques, *La Gouvernance, entre innovation et impuissance*, *Développement durable et territoires,* 2002. P28

La question des référents de la crise est ici centrale. Or, elle fait défaut sur notre terrain d'étude puisque si l'on considère qu'il y a crise, c'est par rapport à un état antérieur jugé stable et meilleur pour la collectivité. Quel aurait pu être cet état dans le Delta des Sundarbans ? Les catastrophes faisaient beaucoup plus de morts il y a encore quarante ans. En 1970, le cyclone de Bhola fait entre 300 000 et 500 000 morts, alors que le cyclone Aila en 2009 en dénombre 190. Il semble par déduction que l'on érige aujourd'hui en crise ce qui a toujours été le lot d'infortunes des foyers de cette région. Les perceptions des situations de crise sont ainsi multiples et contradictoires. Si certains scientifiques perçoivent les cyclones, ou encore les inondations du delta des Sundarbans, comme des crises contemporaines nouvelles, d'autres nous disent que la situation a finalement toujours été comme cela. Les études du GIEC illustrent ces doutes et incertitudes quant à la mesure de l'impact des crises sur les sociétés ainsi que leurs effets cumulatifs et domino, puisque leurs résultats sur l'ampleur des crises climatiques à venir sont incertains et extrêmement variables.

On peut alors se demander, pour appréhender le sens et la portée du concept de résilience, « qui définit l'état de crise, qui a intérêt à en parler ? » Cette rhétorique de U. Beck nous questionne sur la perception qu'ont les acteurs des crises, ainsi que sur les enjeux géopolitiques au travers de la gestion des catastrophes. Puisque pour C. Beck, vice-présidente depuis 2008 du Réseau universitaire des chercheurs en histoire de l'environnement, la crise est aussi l'occasion de faire naître de nouvelles inégalités et fractures sociales, « elle peut susciter des tensions politiques en donnant plus de pouvoir à des groupes émergents »[93]. Une crise fait des gagnants et des perdants. Dans ce contexte, cerner les enjeux locaux et les capacités de résilience des foyers devient un enjeu politique central.

Si se questionner l'idée de crise permet de mettre en avant des rapports de domination dans la gouvernance des catastrophes, l'évolution du concept de risques nous semble tout aussi centrale à examiner.

[93] BECK Corinne, LUGINBUHL Yves et MAUXART, Temps et espaces des crises de l'environnement. Editeurs scientifiques. 2006,

4.1.3 Qu'est-ce qu'un risque ?

Le concept de risque est une variante de la théorie des jeux du XVIIe siècle. Il est né de la théorie des probabilités, « selon Durkheim, l'expérience sociale de l'individu lui fournit les modèles à partir desquels il se forge par analogie une représentation des états probables du monde. Sa théorie du sacré, qui selon lui constitue une défense émotionnelle, explique la résistance du public à l'information et le manque de succès des programmes d'éducation mis en place pour informer des différents risques »[94]. L'approche anthropologique du risque construite autour de la construction sociale du risque nous démontre que « la perception rationnelle des risques est biaisée par le manque d'information, la limite mentale de saisie des informations, les phénomènes d'angoisse et d'aliénation, et plus largement, par la prégnance des contextes sociaux sur la définition des symboles permettant d'identifier les risques[95] ».

Dans ce contexte et au travers de la gestion des catastrophes, comment donner du contenu et de la crédibilité aux politiques de prévention quand les savoirs scientifiques et les mécanismes traditionnels locaux sont limités dans leurs connaissances et appréhensions des risques présents et futurs ?

Pour l'anthropologue et sociologue M. Douglas, nous ne voyons le risque qu'à travers les lunettes noires ou roses de nos déterminations culturelles. L'existence de multiples visions du risque pose le problème de ses référentiels et de son évaluation. Peut-on avoir un regard objectif sur le risque avec des méthodes et des indicateurs reconnus par tous ? Nous mettons en avant que l'évaluation des risques se dessine comme une opportunité fragile et complexe dans l'humanitaire pour créer des convergences multi-acteurs et multisectorielles au niveau local tout en dessinant des politiques davantage intégrées.

Ce qui nous permet de faire le lien dans un second temps sur les rapports de domination au sein de la gouvernance des catastrophes, afin d'appréhender les limites de l'intégration du concept de résilience dans l'humanitaire.

---

[94] THEYS Jacques et al *; La société vulnérable, évaluer et maîtriser les risques*. Presses de l'École normale supérieure. 2002

[95] BASTIDE Sophie, PAGES Jean Pierre, *Le risque une construction sociale ?* 1987

4.2 De la société du risque à la gouvernance internationale

4.2.1 De la vulnérabilité des sociétés aux sociétés du risque

Nous mettons en avant l'idée que la vulnérabilité des foyers aux catastrophes socio-climatiques est un phénomène socialement construit. Nous faisons le choix de revenir sur les théories dominantes relatives à l'évolution de l'idée de risque des sociétés contemporaines. Ce qui nous permet de proposer que la vulnérabilité des sociétés est attribuable à la nature des phénomènes, mais aussi aux mécanismes endogènes qui créent parfois de nouveaux risques en voulant pallier les anciens.

Les années 1980 sont marquées par de nombreuses et tragiques catastrophes socio–climatiques, qui vont accentuer les recherches sur les facteurs qui rendent les sociétés vulnérables[96]. C'est aux côtés des recherches sur la vulnérabilité des sociétés aux catastrophes industrielles et socio-naturelles que la notion de risque va prendre une ampleur considérable dans les recherches en sciences sociales. Deux théories vont s'opposer et se nourrir mutuellement. La première conduite par des valeurs de progrès et d'innovations techniques et la seconde se questionnant sur lesdites valeurs pour réduire la vulnérabilité des sociétés face aux risques[97].

Ulrich Beck, professeur à l'Université de Munich et à la London School Economics, publie en 1986 *La société du risque*. Pour l'auteur, nous ne sommes plus face à des risques (aléas, signes de Dieu, etc.), mais dans les risques. Les risques sont l'essence même de nos sociétés et leur talon d'Achille. Dans la logique de U. Beck, les risques s'auto-entretiennent dans les sociétés dites modernes car, en cherchant à les maîtriser, la technicité (comme finalité) concourt à la création d'autres risques. La science a ses limites face aux aléas de la nature. Elle produit des incertitudes sur l'impact social de ses innovations dès qu'elle tente de prédire ou de bouleverser la nature même des choses. Nos observations dans la zone des Sundarbans confirment cette pensée entre innovations et questionnements sur les valeurs de progrès portés par les principaux acteurs politiques et économiques.

---

[96] REVET S., *Penser et affronter les désastres: un panaroma des recherches en sciences sociales et des politiques internationales*. Presses de Sciences Po. 2011.
[97] BECK Ulrich, *La Société du risque - Sur la voie d'une autre modernité*. Flammarion - Champs 2003

Les ouvrages tels que les digues ou les routes sont justifiés par la perception des risques et de la gestion des crises des acteurs dominant la gouvernance des catastrophes, bailleurs de fonds, fonds d'investissements publics et privés, ONG, etc. Ces ouvrages sont pourtant critiquables au sens où ils ne prennent encore que trop peu en considération les dynamiques de résilience du système socio-écologique. Une route, un puits ou encore une digue modifient le paysage naturel et, à travers lui, les sociétés et les écosystèmes. Si ces infrastructures sont justifiables, une critique se pose quand ces infrastructures permettent une exploitation exacerbée et non renouvelable des ressources naturelles notamment grâce à des voies de communication nouvelles. Enfin, une autre critique se pose quand ces infrastructures ne permettent plus à la nature d'être ce qu'elle est, à savoir dans un mouvement continuel de transformation d'autant plus rapide dans les zones deltaïques comme nous l'avons mis en avant précédemment.

La gestion des risques par la technicité, sans ingéniosité économique et sociale, comporte de nouveaux risques pour les sociétés et des pressions sur les ressources naturelles sans réduire pour autant les coûts des catastrophes pour les collectivités.

Pour U. Beck, cette société du risque a permis la naissance d'une société assurantielle qui marque le dépassement et la fin du dogme de l'État-providence et de la sphère économique. Pour l'auteur, les menaces planétaires comme l'évolution du climat posent des limites aux états pour prévenir et protéger par l'assurance et la protection sociale les secteurs d'activité et les citoyens. Nous mettons avec prudence en avant que cette perception des sociétés et des risques justifie la dogmatisation d'une gouvernance mondiale. Enfin, et avec davantage de mesure, nous mettons en avant les travaux de F. Ewald qui décrit la naissance d'une « société assurancielle » sous la forme de l'État-providence[98].

Il n'en demeure pas moins que, si l'on ne peut connaître les lois de ce que l'on ne peut prévoir dans toute sa dimension écosystémique, les questions de l'assurance et de la redistribution des richesses et des risques sont des enjeux politiques centraux pour concourir à la résilience des foyers aux catastrophes.

[98] KESSLER Denis, Ulrich Beck et la théorie du risque. Denis Kessler Président de la Fédération française des sociétés d'assurances. 2012

4.2.2 Sécurité des états et internationalisation de la gouvernance

Si nous partons du principe qu'il est impossible pour un état de répondre à lui seul à l'ampleur des catastrophes liées au climat et des risques à venir, la première question est de savoir pourquoi. Il nous semble important de revenir ici sur la notion de sécurité pour mettre en avant comment la gouvernance internationale peut s'emparer de la gestion des catastrophes au détriment ou en complément des états.

Nous mettons en avant l'idée que si la gouvernance des catastrophes a pu s'internationaliser et s'institutionnaliser, c'est parce que les crises ont démontré à plusieurs reprises leurs impacts sur la sécurité des états[99]. Un cyclone n'est plus un événement local, c'est une thématique transnationale avec des répercutions économiques et sociales pouvant déstabiliser plusieurs régions et pays. L'état de crise renverrait ainsi à une crise de l'état. Une catastrophe peut déstabiliser les plus hauts sommets de l'état, voire renverser un gouvernement. Ce fut le cas avec celle de 1970 à la suite du cyclone Bhola. La famine régnant sur le pays encouragea les mouvements de protestation et la partition du Pakistan occidental, aujourd'hui le Pakistan, avec le Pakistan oriental, le Bangladesh[100]. La crise, écrit Edgard Morin, se reconnaît ainsi « non seulement à la progression des incertitudes et de l'aléa, mais aussi à la rupture des régulations, c'est-à-dire au déferlement des antagonismes et des processus incontrôlés s'auto-accélérant et s'auto-amplifiant d'eux-mêmes »[101].

Les catastrophes et risques liés au climat, et donc à la sécurité des états, ont de facto consolidé de nouvelles normes, outils juridiques et institutions de gestion et de contrôle sur la scène internationale au travers de l'aide humanitaire et du développement. La gestion internationale des risques, en permettant l'émergence de multiples et nombreux acteurs internationaux, a ainsi permis l'édification d'un système de normes et de standards légitimant l'action internationale : le Disaster Vulnerability Index (DVI) et les Disaster Risk Indicators (DRI) mis en avant par ECHO, le Global Risk and Vulnerability Index Trends per Year (GRAVITY) défendu par l'UNDP, et le Natural Hazard Apparent Vulnerability Indicator (NHAVI) de la Banque mondiale. Ces systèmes de normes participent ainsi à l'élaboration d'une forme de

---

[99] REVET Sandrine, *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels ».* 2009

[100] REVET Sandrine. 2009

[101] MORIN Edgard, *L'avenir de la vie,* Paris Editions Seghers, 1981

rationalisation scientifique des catastrophes et des risques[102]. Rationalisation qui tend à renforcer le pouvoir de la gouvernance internationale sur les institutions étatiques, comme nous le verrons ultérieurement avec l'exemple du Five Year Plan (5YP).

Pourtant cette gouvernance aux acteurs multiples et aux perceptions divergentes des risques et des méthodes d'évaluation laisse transparaitre un manque d'efficience pouvant être néfaste pour les foyers et les collectivités par le manque de convergence et de cohésion à tous les échelons. Nous mettons par ailleurs en avant que les institutions internationales sont divergentes sur deux approches exposées par P. Bouveret et L. Mampaey. Une approche productiviste qui « s'inscrit dans une logique de puissance […] met en avant l'idée que l'insécurité de l'environnement […] aura en particulier des solutions militaires et qui conduisent à "l'administration de la peur" »[103].

La sécurité, ou plutôt l'insécurité, ici n'est pas perçue comme le reflet d'un modèle en perdition, mais comme une question à gérer[104]. Dans cette approche, la résilience court le risque de devenir dans l'humanitaire un outil de gestion supplémentaire qui prône une amélioration incertaine des conditions de vie dans un modèle de société en perdition.

Enfin, une approche alternative qui serait « basée sur un type de développement "équitable et durable" », des remises en question et des réformes des différents pouvoirs en place. « Une approche qui met en avant l'idée qu'il n'existe pas de solutions militaires à l'insécurité de l'environnement et qu'il faut redéfinir les priorités locales, nationales et internationales »[105]. Dans cette approche, le concept de résilience peut être appréhendé dans l'humanitaire comme une troisième voie. Une dynamique qui met en avant de multiples acteurs sur une scène politique nouvelle entre capitalisme et socialisme, économistes et environnementalistes. Une dynamique qui permet de redéfinir les catastrophes et les enjeux locaux avec positivisme et existentialisme au sens de J. P. Sartre. Un existentialisme où l'être humain a les capacités de prendre conscience de sa situation, la subjectivité d'interpréter la vérité et le pouvoir d'agir pour transformer sa situation.

---

[102] REVET Sandrine. 2009
[103] BOUVERET Patrice et MAMPAEY Luc, *Sécurité collective et environnement, nouveaux enjeux des relations internationales*, Les rapports du GRIP, 2008
[104] HIBOU, op. cit.
[105] BOUVERET Patrice et MAMPAEY Luc, 2008

4.3 Suprématie et rapports de domination

Le Bangladesh est un pays témoin de l'internationalisation de la gestion des risques et catastrophes, dont l'état est à la fois la victime et le seul à pouvoir renforcer les capacités de résilience des foyers et des collectivités en pensant autrement la gouvernance des catastrophes par la décentralisation et la démocratie participative. Pourtant comme nous venons de le mettre en relief, longtemps considérés comme des phénomènes localisés, les catastrophes et les risques sont devenus avec l'économie de marché et leurs impacts géopolitiques des phénomènes interconnectés.

4.3.1 Domination des institutions internationales

Nous mettons en avant que la gouvernance internationale tend à prendre le pas sur la souveraineté des états en matière de perception, de stratégies de réduction des risques et de gestion des catastrophes, mais qu'elle est aussi limitée pour réduire la vulnérabilité des foyers et des collectivités locales.

La première raison de cette domination est à chercher dans la corruption, la gestion anarchique et le manque de transparence des états tels que le Bangladesh, ainsi que dans une déresponsabilisation du gouvernement pour faire face aux impacts du climat qu'il n'a pas ou peu concouru à modifier. Pour S. Revet, la deuxième raison se trouve dans la puissance de la rhétorique scientifique qui consolide l'intervention internationale entre politiques, scientifiques et « experts ». La suprématie des organisations internationales en matière de collectes de données – et de chiffres – est un exemple qui en dit long. En effet, les chiffres ne sont pas anodins : « pour fonctionner et légitimer son intervention, le "système" a besoin de chiffres, qu'il contribue par conséquent à produire »[106]. Les pourcentages, rapports et cartes dénoncent finalement une situation à laquelle une institution internationale invite à remédier en véhiculant des recommandations et des enjeux idéologiques et stratégiques.

L'augmentation en nombre et en intensité des catastrophes couplée à la croissante des activités humanitaires semblent alors légitimées cette approche. En effet, si les états sont considérés

[106] REVET Sandrine, op. cit., 2009.

comme incapables d'assumer seuls les impacts du climat sur les populations et que la sécurité est devenue un enjeu international, il est alors possible de mettre en scène de nouveaux acteurs, des « experts » avec des compétences scientifiques et techniques appartenant à un système de normes, de « bonnes pratiques »[107]. Or tout devient mesurable dans le cadre de ce que l'on cherche à démontrer, justifiant les politiques des bailleurs de fonds du type « argent contre travail ».

4.3.2 Limites de la gouvernance internationale

Cette gouvernance internationale au travers et entre autres des ONG reste limitée pour répondre aux défis de la résilience des foyers et des écosystèmes pour trois raisons. Ce qui ne signifie pas qu'elle n'en a pas les moyens ou encore qu'elle n'en est pas capable.

Tout d'abord, l'espace international est multiple et hétérogène, consensuel au moins autant qu'il est conflictuel. Pour S. Revet, « cette dynamique se construit au croisement de plusieurs domaines et met en scène des acteurs de natures et de statuts divers : banques, bailleurs de fonds, organisations internationales et régionales, acteurs étatiques, ONG, centres de recherche, universités, entreprises privées, compagnies d'assurances »[108]. Les institutions internationales composées de la Banque mondiale, d'institutions financières et d'agences des Nations unies ne dressent pas un tissu homogène. Quant à la gouvernance mondiale des catastrophes, elle se cherche encore entre institutionnalisation et pression de plus en plus importante des organisations non gouvernementales pour des solutions novatrices de sortie de crise et de transition entre urgence et développement.

Pour autant, au coté de cette gouvernance, l'état et les institutions politiques locales sont des éléments incontournables pour renforcer la résilience des foyers et des collectivités, comme nous le verrons en dernière partie avec l'exemple de la redistribution des terres publiques *Khas*. Enfin, les trajectoires des foyers ne sont pas toujours rationnelles et prévisibles, et encore moins

[107] Le Disaster Vulnerability Index (DVI) et les Disaster Risk Indicators (DRI) chez ECHO, le Global Risk and Vulnerability Index Trends per Year (GRAVITY) au UNDP, et le Natural Hazard Apparent Vulnerability Indicator (NHAVI) de la Banque mondiale participent à l'élaboration d'une forme de rationalisation scientifique des processus en cours.

[108] REVET Sandrine, *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels »*, Les Etudes du CERI, n°157, 2009

dans des situations proches de la survie, ce qui limite d'autant plus les différentes politiques internationales.

Enfin, la gouvernance internationale semble ne plus pouvoir contrôler les impacts négatifs de la mondialisation et de la course aux profits économiques qu'elle valorise pour réduire la vulnérabilité des états et la pauvreté des individus, et ce, au détriment de la résilience des systèmes socio-écologiques. Ce qui revient à décrédibiliser les modèles de croissance et de développement mis en avant au travers de l'aide. La gouvernance internationale est ainsi tiraillée entre deux discours.

Le premier se rapporte au dogme du libre-échange, avec une vision des politiques publiques non pas comme un remède à la résilience des collectivités aux catastrophes, mais bien comme le problème. Par extension, les ONG pourraient alors être considérées comme néfastes pour la résilience du système puisqu'elles sont juges et parties des politiques publiques. Le second se rapporte à un système qui s'appuierait sur le dogme d'une société gouvernée par et pour sa société civile, représentée entre autres par son milieu associatif et ses ONG, ses scientifiques et ses acteurs politiques locaux dans un cadre de droit permettant le vivre-ensemble dans une économie de marché équitable et durable[109]. Force est de constater les limites de ces deux approches. L'une par sa vision qui semble déconnectée des rapports de domination des secteurs financiers sur les sphères socio-politiques, l'autre par la complexité pour les ONG de démontrer et de « vendre » aux autorités gouvernementales, bailleurs de fonds, foyers et collectivités un modèle de développement résilient.

L'idée n'est pas ici de faire un plaidoyer sur les indicateurs de « bonne gouvernance » ou de « bonne résilience », mais de mettre en relief les critiques qui traversent le concept de gouvernance et, par déduction, la construction du paradigme humanitaire qui se dessine au travers de l'intégration du concept de résilience.

---

[109] THEYS Jacques, *La Gouvernance, entre innovation et impuissance Le cas de l'environnement*, Gouvernance locale et Développement Durable. 2003. 28 pages

4.3.2 L'exemple de la sécurité alimentaire

L'échec des stratégies de sécurité alimentaire mondiale dans de nombreux pays montre les limites de la gouvernance internationale et de la lutte contre la pauvreté pour réduire la vulnérabilité des peuples. En effet, les différentes restructurations imposées par les organismes internationaux, sous couvert de croissance et de développement économique des pays les moins avancés, montrent depuis plus de trente ans leurs limites.

Tout d'abord, parce que sous couvert de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire, on crée de nouveaux risques comme la dépendance des territoires aux fluctuations des marchés et à la surexploitation des écosystèmes, tout en remettant en cause les activités traditionnelles d'autosuffisance alimentaire, qui sont par essence des secteurs non marchands. L'économiste Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix en 2006, constate que « "le Bangladesh paie trente ans de politique dirigée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international". […] Poussé à s'ouvrir au libre-échange, le Bangladesh dépend maintenant de ses importations : il est devenu moins cher d'acheter du riz que d'en cultiver »[110]. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), le Bangladesh est un pays déficitaire qui importe 2 millions de tonnes de céréales chaque année, alors que le pays en produit chaque année plus de 25 millions, soit assez pour nourrir toute sa population. Il est désormais admis que ce sont les pressions sur l'économie de subsistance, et non l'appât du gain, qui pousse les paysans à quitter leur terre ou à s'endetter pour produire davantage. Seulement, la pression du système est telle que les paysans sont poussés vers des cultures d'exportation livrées à la volatilité du marché entre les mains d'intermédiaires.

Paradoxalement, nous pouvons dire que la réduction de la pauvreté par l'intégration à l'économie de marché est devenue un facteur clé de la sécurité alimentaire alors même que, pour enrichir les peuples, elle augmente leur vulnérabilité aux catastrophes socio-climatiques. Pour soutenir notre propos, notons que la Banque mondiale met en avant depuis les années 2007-2008 de multiples plans devant permettre « l'empowerment des pauvres, c'est-à-dire […] leur capacité à intégrer des marchés »[111]. Ce qui revient à dire que même le foyer le plus vulnérable a les capacités de créer des bénéfices économiques sur ses ressources humaines ou

---

[110] DOUGNAS Vanessa, *Bangladesh : Quand le riz vient à manquer,* Le Point, 07/08/2008

[111] LALLAU Benoît, *op. cit.*, 2014

naturelles. Cette perception met en avant une approche individualiste qui déstabilise les systèmes traditionnels et la relation qu'entretiennent les individus entre eux et avec leur environnement, sans les rendre pour autant forcément plus résilients, comme le démontrent les migrations forcées que nous exposerons ultérieurement.

Par ailleurs, l'extension d'un modèle agro-industriel qui absorberait les masses pauvres tout en permettant la sécurité alimentaire est une fausse bonne idée dans le Delta des Sundarbans. Sur le long terme, ce modèle menace les systèmes écologiques et le capital environnemental indispensable à la résilience des sociétés. Il renforce par ailleurs les inégalités et le difficile accès à la terre des foyers les plus vulnérables. Enfin, ce modèle prôné par des multinationales et financé par des instances internationales, elles-mêmes impliquées dans la gestion des catastrophes, ne prône pas une approche spécifique, systémique et synchronique de chaque contexte. Elle omet des études approfondies sur le fonctionnement des écosystèmes locaux dont dépendent les économies locales et la résilience de millions de foyers ruraux.

Cette critique de la gouvernance internationale sur la sécurité alimentaire nous montre ainsi ses limites pour renforcer la résilience des foyers et des collectivités. Elle questionne alors les moyens dont dispose l'état pour répondre aux impacts des catastrophes dans les Sundarbans.

4.4 Des institutions étatiques fragiles

Nous tentons de démontrer ici que les limites de la gouvernance internationale tendent à déstabiliser les états tout en les responsabilisant paradoxalement d'autant plus face à la société civile. Nous soutenons que la déstabilisation des états s'illustre par la réponse organisationnelle, la diversité des sources de financements et, enfin, le problème de la responsabilité des états[112].

4.4.1 Réponse organisationnelle et influences sur les politiques publiques

La gestion des catastrophes au sein des états dépend largement de la réponse organisationnelle, c'est-à-dire de la coopération étroite de nombreuses organisations et institutions. Au niveau

[112] KESSLER DENIS, Ulrich *Beck et la théorie du risque*. Président de la Fédération française des sociétés d'assurances. 2012

local, différents comités sont établis à différents niveaux institutionnels. Ces comités sont responsables de mener et de coordonner les activités de prévention, d'atténuation, de préparation et de secours. Nous mettons ici en avant que l'intégration des ONG au sein des instances politiques locales démontre l'internationalisation de la gestion des catastrophes et les nouveaux enjeux politiques des zones affectées et à risque.

Bangladesh housing, land and property. Rights initiative climate displacement in Bangladesh. Stakeholders, laws and policies – mapping the existing institutional Framework, July 2014. YPSA

Le Comité de gestion des catastrophes au niveau des districts (DDMC) est composé entre autres : d'un président, de nombreux agents des Comités des Upazilas[113] (niveau inférieur), de représentants de différents secteurs d'activité : pêche, agriculture, élevage, etc., mais aussi d'officiers en charge de l'éducation, de la santé publique, du droit des femmes, etc. Ce comité inclut un représentant de la Société du Croissant-Rouge, un représentant de chaque ONG présente sur la zone ainsi que des personnes représentant la société civile (président du Club de

[113] Une Upazila est une subdivision administrative du Bangladesh

la presse, président de l'Association des avocats et président des Chambres ou Business Society) et les forces armées. Le président du comité peut former plusieurs groupes et sous-groupes en fonction des circonstances qu'il juge opportunes. En temps normal, le comité se réunit une fois par mois.

Le DDMC est en charge d'organiser des ateliers sur les questions liées aux catastrophes et de veiller à ce que les plans de développement prennent en considération les facteurs de risques et les possibilités de réduction. Il prépare et met à jour des rapports sur la vulnérabilité aux catastrophes et risques, et est en charge de préparer et de mettre en œuvre des plans d'urgence. Il cartographie les communautés les plus vulnérables et les localise. Dans les phases d'urgence post-catastrophe, ce comité tient une place prépondérante. Il diffuse les alertes d'évacuation, pilote l'opération de sauvetage et assure l'accès à des abris sûrs et à des services essentiels (eau, nourritures essentielles, médicaments, etc.). Il coordonne aussi toutes les activités de secours, dont celles des ONG. Enfin, il est un pivot entre les différents ministères et les différentes localités.

On est alors en mesure de se demander si les ONG financées par des bailleurs et institutions internationales ne courent pas le risque d'être instrumentalisées pour influer sur les politiques publiques ou, à l'inverse, d'instrumentaliser une catastrophe pour mieux la « contrôler », en évinçant une réflexion plus approfondie sur les facteurs de vulnérabilité des foyers et des collectivités.

Le Comité de gestion des catastrophes au niveau des Upazilas (UzDMC) est composé, entre autres : d'un président, de représentants des Unions (au niveau inférieur) et de représentants de différents secteurs d'activité : pêche, agriculture, élevage, etc. On y trouve des officiers en charge de l'éducation, de la santé publique, du droit des femmes, etc. Par ailleurs, ce comité est aussi représenté par les mêmes membres de la Société du Croissant-Rouge et des ONG nationales ou désignées par l'ONU. En cas d'alerte et de réponse aux catastrophes, le comité est en charge des mêmes fonctions que le Comité des districts. Par ailleurs, il prépare le rapport sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités pour chaque Upazila en cartographiant les zones les plus sensibles : sexes, âges, capacités physiques, statut social, etc., des personnes habitant ces zones. Il facilite la diffusion de l'information et la coordination entre les agences de développement et les services publics ainsi que le suivi de leurs actions.

On constate au niveau des Upazilas une présence des ONG importante dans la cartographie et l'évaluation des risques et des plans de sauvetage. Or, si l'on admet que les ONG véhiculent une certaine perception des risques et des crises, peuvent-elles restreindre les capacités de résilience endogènes des foyers et collectivités affectées ?

Enfin, *le Comité de gestion des catastrophes au niveau des unions (UDMC)* est le niveau inférieur de l'administration locale au Bangladesh. Il est composé d'un président et de différents membres représentant les mêmes enjeux et thématiques qu'au sein des comités des districts et des Upazilas. Il en va de même pour les représentants des différentes ONG présentes sur la zone. Ce comité est aussi représenté par des chefs religieux (imam, brahmane ou prêtre) nommés par le président. Il est en charge de recueillir les statistiques des pertes subies en cas de catastrophe et de prendre des mesures nécessaires. C'est aussi ce comité qui rend des comptes aux bailleurs de fonds et au Comité de gestion des catastrophes au niveau des Upazilas. Il est sous l'autorité du gouvernement du Bangladesh et de ses « Standing Order on Disasters » (règlements). Au niveau le plus proche des collectivités, on constate que l'UDMC est en charge d'une lourde responsabilité en matière de prévention et de réponse aux catastrophes et risques.

Alors que ces différents comités mettent en avant une internationalisation des catastrophes, construite sur les outils d'évaluation des risques mis en avant par les ONG et les institutions internationales, on constate qu'ils semblent divisés et fragilisés par des tensions politiques autour des financements qui consolideraient l'institutionnalisation des catastrophes.

4.4.2 La diversité des financements, opportunité et talon d'Achille de l'état

Depuis la production de son NAPA, Plan national d'adaptation pour le climat, le Bangladesh a vu ses activités relatives au changement climatique se multiplier. Celles-ci sont financées entre autres par l'Union européenne et des agences multilatérales et mettent en avant des ponts stratégiques entre les acteurs des secteurs les plus à risque : agriculture, emploi et lutte contre la pauvreté ou encore la santé.

Pourtant, il existe des tensions concernant l'affectation de ces fonds entre le Gouvernement du Bangladesh (GdB) et les ONG, d'une part, et les donateurs et la Banque mondiale, de l'autre. Certains programmes seraient ainsi financés par le GdB au travers du Fonds d'affectation

spéciale du Bangladesh sur le changement climatique (BCTF) alors que d'autres programmes le seraient par les bailleurs de fonds via des Fonds pour la résilience au changement climatique du Bangladesh (BCCRF)[114]. Or ces différents mécanismes de financement attirent des investisseurs et donateurs différents.

Dans notre étude sur le concept de résilience, on peut se demander, avec un scepticisme certain, si la prolifération de ces fonds et des intérêts qui les traversent participe à l'harmonisation des approches et à l'efficacité de l'aide. D'un côté, on perçoit le caractère positif de ces fonds avec une augmentation indéniable des engagements pour répondre aux impacts des catastrophes sur les sociétés. De l'autre, cette multiplication des sources de financement rend assez floue la coordination des différents acteurs ainsi que les référentiels qualité à adopter pour évaluer les pratiques de l'aide. Pour sortir de cette vision, finalement assez dualiste, entre ces deux sources de financement, il devient alors essentiel de questionner la responsabilité des états.

4.4.3 Responsabilité des états et limites institutionnelles

Pour U. Beck, les pouvoirs publics ont la responsabilité de gérer l'information sur le climat, de la diffuser et de créer des politiques publiques préventives sous forme d'assurance, de normes, de lois et de protection sociale. Cette idée de responsabilité des états qui se rapproche finalement de l'État-providence met en avant plusieurs dilemmes. Tout d'abord, la capacité institutionnelle du pays, quand on sait que le Bangladesh est un des pays le plus corrompu au monde selon l'agence Transparency International[115]. Nous mettons ainsi en avant la nécessité de politiques publiques pour répondre à l'impact des catastrophes sur les foyers et collectivités, même si ces dernières sont critiquables sur bien des points comme l'illustre la redistribution chaotique des terres publiques *khas*. Nous y reviendrons. La responsabilité des états s'exprime ainsi par le respect du droit, que lui seul à le devoir de faire respecter et de nourrir.

---

[114] HEDGER Merylyn, *Climate Finance in Bangladesh: Lessons for Development Cooperation and Climate Finance at National Level*, Institute of Development Studies, 2011.

[115] Business Anti-corruption Portal, *Business corruption in Bangladesh* Business Anti-corruption Portal. December 2015. Retrieved May 18, 2016.

Par ailleurs, si nous partons du postulat que la croissance économique et la redistribution sociale sont souhaitables pour réduire la vulnérabilité des foyers et des collectivités, la notion de modernité devient alors un enjeu éthique complexe à appréhender en politique. La modernité, pour U. Beck, se distingue entre une modernité conduite par des valeurs de progrès techniques et scientifiques, et une autre qui remettrait en cause ces paradigmes dominants. Ainsi, dans un contexte de gouvernance internationale dominante, de quelle marge de manœuvre disposent encore les états pour soutenir des modèles de développement innovants adaptés aux contextes locaux ?

4.5 L'exemple du 5YP

Il est intéressant, au travers de l'exemple du Five Year Plan (5YP) de noter que l'état semble se soumettre aux diagnostics et outils de gestion des risques des institutions internationales.

Qu'est-ce que le Five Year Plan ? Le premier 5YP date de 1973. Il a été formulé par Sheikh Mujibur Rahman, homme politique considéré comme le père de la nation. Ce plan visait à développer une vision et un cadre d'action pour satisfaire les besoins fondamentaux des individus et concourir au développement et à la croissance économique du pays. Après son assassinat et les multiples bouleversements politiques suite à la déclaration d'indépendance du Bangladesh en 1971, le 5YP a connu plusieurs passages à vide avant d'être réintroduit par la Ligue Awami dans les années 1995. En mars 1998, et via les recherches de multiples universitaires, dirigeants d'entreprises, ONG, etc., le Conseil économique national valide ainsi le 4$_e$ 5YP[116]. Depuis lors, ces différents plans, par leur structure et leur flexibilité, tendent dans le contexte tumultueux du Bangladesh de concourir aux mêmes objectifs une croissance et de développement.

Le gouvernement du Bangladesh (GdB), à travers la Division de l'économie générale (GED), met en avant fin 2014 son 7e 5YP (2016-2020). Le thème choisi est « l'accélération de la croissance et la responsabilité citoyenne » (Accelerating Growth: Empowering Every Citizen). Pour se décliner en connaissances et objectifs, le GED a ainsi mandaté plusieurs partenaires et centres de recherche internationaux. L'agence onusienne (PNUD) a par ailleurs été sélectionnée

[116] http://www.plancomm.gov.bd/fifth-five-year-plan/

par le gouvernement du Bangladesh pour coordonner ces différentes études menées principalement par d'autres agences onusiennes. Quant à l'Union européenne (UE), en tant que membre du Groupe d'analyse des risques, elle est en charge de passer en revue chaque étude aux côtés des experts. En termes de légitimité à évaluer et à répondre aux risques, il existe plusieurs mandats obligeant l'UE et ses États membres à mettre en place la résilience au sein de l'UE. Pour autant, passer de l'agenda de la résilience au sein de l'UE à celui du Bangladesh met en avant un débat complexe entre Nord et Sud sur la perception des risques et des crises ainsi que les manières et moyens d'y répondre et de les prévenir.

Notons que, pour les représentants de l'UE avec lesquels nous nous sommes entretenus à Dhaka en 2014, le 5YP est perçu comme une occasion de plaider en la faveur du concept de résilience, en mettant en avant des dynamiques de sensibilisation à long terme. Cette approche est pertinente pour : l'UE, le PNUD, le DFID, la Suède et l'USAID qui perçoivent l'opportunité d'introduire des éléments dans le 5YP, relatifs à la prise en compte des risques, de la vulnérabilité et des capacités des systèmes à absorber et à rebondir dans et face aux crises. Notons, cependant, que le concept de résilience prôné par l'Union européenne et les agences onusiennes, au travers de leurs experts, ne fait pas l'unanimité pour le gouvernement du Bangladesh (GdB). Selon nos entretiens avec Gonzalo Serrano de la Rosa, de la Commission européenne de Dhaka, la résilience est parfois perçue comme un outil qui réinvente la roue, ou alors elle est si complexe à évaluer qu'elle finit par perdre de sa crédibilité dans le discours politique.

4.5.1 Analyse sectorielle du 7e 5YP et critiques de la gouvernance

Nous nous appliquerons, dans cette sous-partie, à analyser brièvement via la méthodologie ISO 31000 la prise en compte du risque dans deux documents stratégiques du 7e 5YP, « strategic paper for lagging région » (document stratégique pour les régions les moins avancées) et « strategic paper for local government strengthening » (document stratégique pour renforcer les gouvernements locaux), tous deux présentés par l'UNDP en vue d'influer sur le 7e 5YP. Notre objectif est de démontrer les limites de la gouvernance internationale ainsi que la nécessité de réformes institutionnelles et de financements conséquents pour renforcer les capacités de résilience des sociétés aux catastrophes socio-climatiques.

Dans le premier document « *strategic paper for local government strengthening* », on constate plusieurs points critiques concernant la prise en compte et la gestion des risques :

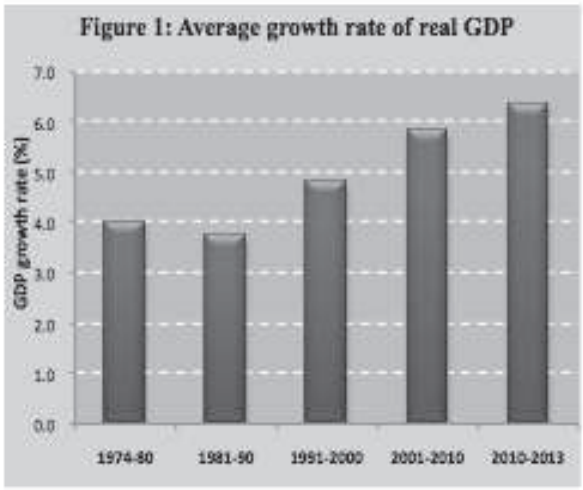
1. Peu de référence aux enjeux de coordination multisectorielle autour du management des ressources naturelles et des défis de développement durable à un niveau local.
2. Un manque de critères qui permettraient pourtant de hiérarchiser les risques préétablis par l'UE et de les prioriser.
3. Enfin, des processus de réforme administrative et budgétaire des secteurs agricole et rural peu clairs (planning, budget et parties prenantes).

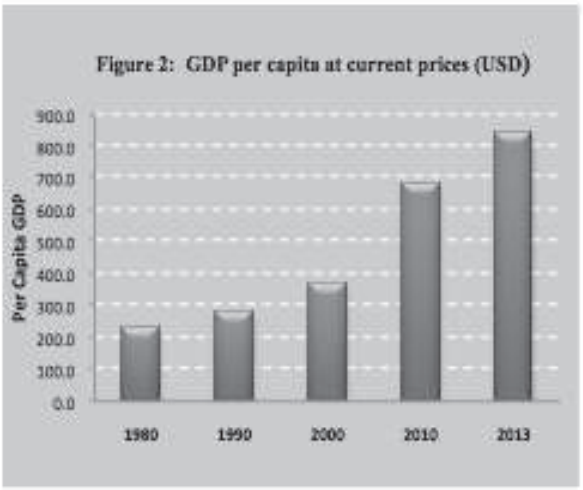
Par ailleurs, notons que le présent document pointe une organisation étatique limitée, car composée d'organismes divers, dispersés et fragmentés par différents mandats et sources de financement verticales hiérarchisées sous un seul ministère de tutelle. Enfin, les lois prévoient de longues listes de fonctions sans dispositions ni fonds adéquats. Notre entretien avec G. Serrano de la Rosa, réalisé en décembre 2014, révèle que les enjeux de planification des risques et de résilience des sociétés mettent en concurrence différents ministères autour des enveloppes budgétaires qui leur seront allouées pour mettre en place le 5YP.

Par ailleurs, les engagements que prône l'UE consistent à soutenir des gouvernementaux locaux forts. Échelle locale qui devrait alors être investie d'une certaine autonomie financière avec des obligations de résultats en matière de développement et de croissance. Le fait est que les politiques de décentralisation et les pouvoirs des strates politiques locales restent extrêmement limités et décrédibilisés par leur manque de moyens humains et financiers.

Dans le second document « *strategic paper for lagging région* », on constate que le Bangladesh connaît une croissance économique forte, comme nous le démontre le schéma tiré du Bureau national des statiques ci-dessous :

Bureau national des statistiques. GDP Bangladesh. 2014





Cette croissance questionne pourtant les enveloppes financières dont disposent les différentes régions, et particulièrement le soutien aux régions les moins avancées et les plus à risque, comme celle du Delta des Sundarbans. Or, pour P. Roqueplo, « la gestion du risque pose inéluctablement la question de l'articulation dans la redistribution des richesses des pouvoirs locaux et du pouvoir central »[117]. Nous faisons ici le constat de plusieurs points critiques concernant la prise en compte au niveau national de la gestion des risques aux niveaux inférieurs :

1. La disparité des 64 districts est identifiée et démontrée tout au long du document, ainsi que les facteurs sous-jacents à ces inégalités économique et de développement. Pourtant, l'élaboration de critères pour évaluer les conflits latents d'un tel écart entre les régions manque d'une manière générale au texte. Cette déficience de critère limite la pertinence des politiques publiques par leur difficulté de prioriser leurs actions pour réduire les risques futurs. Par ailleurs, notons que l'ampleur des inégalités entre les 15 districts les

[117] ROQUEPLO Philippe, *Les enjeux politiques de la gestion du risque*. Editions Rue d'Ulm. 1987

plus avancés et les 15 plus vulnérables a tendance à croître depuis 2010, et ce, même si d'une manière générale la consommation/habitant augmente depuis 1995. Encore une fois, nous revenons à cette idée que la résilience peut être utile pour combler le vide politique entre ceux qui auraient les moyens de s'affranchir de l'impact des catastrophes et les autres. Mais que ces capacités de résilience des foyers ne pourront être entièrement satisfaites sans une refonte du politique sur la redistribution sociale des richesses avec le risque de diminuer la part du gâteau pour certains acteurs.

2. Par ailleurs, plus qu'une liste de domaines cloisonnés, un examen de réactions en chaîne permettrait de révéler les effets de risques en cascade qui agissent sur les foyers, les collectivités et donc sur les districts au travers de leurs connections et interdépendances. Si une catastrophe est tout sauf un événement apolitique, une catastrophe est aussi tout sauf un événement confiné à un espace fermé en autarcie. Il existe des effets cumulatifs et dominos aux catastrophes : hausse du prix des denrées alimentaires, migrations forcées, etc. Nous y reviendrons dans notre Partie 4.

Pour clore cette partie sur l'analyse du 5YP. Nous faisons le constat que l'UE comme les agences des Nations unies prônent des réformes institutionnelles et juridiques conséquentes, mais peu détaillées et complètes. Ces différentes études, qui se concentrent sur la croissance économique et la prise en compte du risque, restent limitées par le manque d'outils sur les mécanismes sociaux et financiers à investir. Des modèles de gestion des ressources renouvelables sont par ailleurs suggérés, mais restent incomplets.
Ces rapports officiels illustrent, pour plusieurs raisons, les limites de la gouvernance internationale comme des politiques publiques à insuffler des dynamiques économiques basées sur la résilience des sociétés aux catastrophes et risques.

Tout d'abord parce que les termes de risques, crises et résilience ne font pas l'unanimité, comme nous l'avons précédemment mis en avant. Ils ne permettent ainsi pas de créer entre les différents acteurs des fins et des moyens communs. Enfin, parce que cette gouvernance, qu'elle soit internationale ou nationale, est limitée si nous la considérons étrangère, ou du moins en potentiel conflit avec les capacités de résilience des individus et des écosystèmes.

Si nous partons du principe que la résilience d'un foyer et d'une collectivité est une capacité spécifique qui leur est propre. En d'autres termes, aucune institution, qu'elle soit basée à New York ou à Rome, ne peut prétendre à la résilience d'une entité pour deux raisons. Nous mettons en avant que la première se rapporte au manque de connaissances des zones à risque et notamment de l'équilibre des systèmes sociaux et des écosystèmes locaux. Deuxièmement, parce que la gouvernance mondiale, en même temps qu'elle prône la décentralisation, la condamne en décrédibilisant l'état. Pour autant, cette gouvernance semble être la seule qui puisse encore y prétendre.

Nous mettons en avant que la gouvernance internationale des catastrophes ne doit pas non plus être perçue comme une bête noire de la résilience des individus et des états. En effet, si la gouvernance mondiale s'accorde sur le climat en replaçant les activités humaines comme faisant partie de systèmes obéissant à des lois naturelles faites d'équilibres, cela signifie qu'elle aura en amont questionner sa propre résilience institutionnelle. À savoir sa capacité à créer de la cohésion là où règne le chaos. Chaos au sens où comme nous l'avons mis en avant la gouvernance mondiale est plurielle et faite d'une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques, qui ne partagent ni les mêmes perceptions des risques ni les mêmes référentiels pour engager des processus de développement résilient des sociétés dans ou en marge d'une économie de marché.

Pour conclure ce sous-chapitre, nous constatons que la gouvernance des catastrophes s'internationalise pour des raisons attribuables à la suprématie des connaissances scientifiques, mais aussi à la fragilité et à la sécurité des états. Nous soutenons que le concept de résilience bouleverse le paradigme humanitaire puisqu'il s'agit de d'accompagner une transition dans la pensée des catastrophes. Au niveau institutionnel, de la gestion locale des catastrophes à des stratégies internationales de gouvernance (et vice versa). Au niveau fonctionnel, de spécificité des ONG à leur flexibilité et à leur capacité d'innover. Enfin, au niveau opérationnel, du foyer vulnérable à celui de communauté résiliente au travers des équilibres des systèmes socio-écologiques.

Conclusion

Nous défendons que les risques et crises dépendent de ceux qui les regardent et du caractère naturel relatif à la nature même des phénomènes et aux déséquilibres des systèmes socio et écologiques. Ces deux termes produisent ou renforcent de nouvelles organisations, règles et rapports de domination au sein de la gouvernance des catastrophes. Dans cette perspective plutôt pessimiste des choses, l'aide humanitaire est prise entre deux feux, entre une récupération politique de ses pratiques et une politisation d'autant plus forte de ses dernières. Au sens où la catastrophe deviendrait un prétexte pour les bailleurs de fonds d'imposer leurs perceptions des risques et des crises.

L'une de nos hypothèses est que le concept de résilience couplé aux réflexions plus anciennes sur la vulnérabilité des sociétés renforce l'institutionnalisation des catastrophes. Dans une perspective plutôt optimiste des choses, nous conclurons que la résilience permet d'appréhender la gestion des catastrophes d'une manière fondamentalement différente. La résilience questionne une transition entre pouvoir des entités et espace-temps pour concourir à chercher des équilibres socio-écologiques dans des environnements à haut risque.

Pour accompagner cette réflexion sur l'intégration du concept de résilience, son sens et sa portée dans l'humanitaire, il nous semble central de revenir sur la vulnérabilité des sociétés. Nous justifions que questionner les différences et échos entre concept de résilience et facteurs de vulnérabilité des sociétés permet de consolider une approche nouvelle de la gouvernance des catastrophes. En effet, il ne s'agit plus d'assurer uniquement la survie des collectivités en lui permettant de retrouver ses attributs d'avant la catastrophe. Il s'agit d'être force de proposition dans des environnements à risque avec des opportunités restreintes ou multiples pour les organisations, les foyers et la résilience des écosystèmes, selon si on voit le verre à moitié vide ou à moitié plein.

Chapitre 5.

De la vulnérabilité des foyers à la résilience

Introduction

Aux côtés du concept de résilience, la vulnérabilité est bien souvent exposée dans la littérature sur la construction sociale des risques. Nous mettons en lumière que pour comprendre le sens de la résilience dans l'humanitaire et sa portée (modèle de l'aide), une analyse comparative entre les deux termes se défend. Puisque les convergences et paradoxes qui les composent et qui les font se répondre dans la littérature ne permettent pas de les dissocier complètement dans la gouvernance des catastrophes.

La résilience n'est pas juste l'inverse de la vulnérabilité. Elle est cela et bien plus encore, puisqu'elle s'appuie sur une autre dimension : celle de pouvoir se projeter, selon B. Lallau. Par ailleurs, quand la vulnérabilité se concentre sur les facteurs et l'exposition des entités aux catastrophes, la résilience offre une meilleure compréhension des systèmes (Gallopin, 2006). Ainsi, en profitant de la relative cohésion des acteurs sur les facteurs de vulnérabilité des sociétés, intégrer le concept de résilience comme une approche systémique permet, si ce n'est une mutation des pratiques de l'aide, une manière de penser autrement la gouvernance des catastrophes.

L'humanitaire se trouve ainsi au carrefour d'une reformulation de ses politiques et modèles d'intervention, avec des interprétations nouvelles aussi bien de la vulnérabilité des sociétés que de leurs capacités de résilience. Nous souhaitons dans ce chapitre 5 débattre de l'évolution des pratiques humanitaires au travers des points de convergences et de tensions de ces deux concepts, que révèle notre étude sur l'évolution de l'habitat T3.

Nous conclurons que l'intégration du concept de résilience aux cotés des facteurs de vulnérabilité des sociétés concourt au déploiement d'un modèle de gestion des catastrophes en marge des modèles classiques linéaires de l'aide.

5.1. Qu'est-ce que la « vulnérabilité » ?

La vulnérabilité est un terme utilisé dans différentes traditions de recherche[118]. Il n'existe pourtant pas de consensus sur sa signification. S'il a été appliqué aux sciences sociales et naturelles de manière distincte, il tend aujourd'hui à fusionner ses disciplines[119].

Depuis les années 1970, le terme de vulnérabilité est mis en avant dans plusieurs études sur les causes sous-jacentes des catastrophes[120]. La nature ne va plus être la seule responsable des catastrophes. Les catastrophes ont des causes qui sont à rechercher dans les facteurs de vulnérabilité socio-économiques et politiques des collectivités. Selon la terminologie de l'UNISDR de 2009, la vulnérabilité est définie comme « les caractéristiques et les circonstances d'une communauté ou d'un système qui le rendent susceptible de subir les effets d'un danger (…). La vulnérabilité varie sensiblement au sein d'une communauté et dans le temps »[121]. Son évaluation manque encore d'une définition claire et d'outils opératoires, « le mot souffre d'un trop-plein sémantique puisqu'il évoque aussi bien la dépendance ou la fragilité que l'insécurité, la centralité, la complexité, l'absence de régulations efficaces, le gigantisme ou la faible résilience et ce ne sont là que des exemples »[122].

La vulnérabilité sociale d'une population est fonction de l'exposition (qui ou quoi est à risque), la sensibilité (le degré auquel les gens et les lieux peuvent être lésés) et la capacité d'adaptation du système affecté, qui dépend d'un éventail de caractéristiques socio-économiques du système[123]. Pour Gallopin, la sensibilité est la mesure dans laquelle le système est modifié ou touché par une perturbation ou un ensemble interne ou externe de perturbations[124]. Les perturbations sont définies comme les principaux pics de pression marquant l'histoire de la zone. Dans notre contexte de recherche, il s'agirait des cyclones ou d'une inondation majeure, à la différence du stress qui est quant à lui défini comme une pression continue du climat sur les activités humaines. Ces différents types de crises modifient les trajectoires de vie individuelles

---

118 ADGER Neil. Cit. 2006

119 GALLOPIN Gilberto C. *Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity.* Institute for Climate Impact Research. 13-14, 2007, Potsdam.

120 O'KEEFE et al. 1976

121 UNISDR Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe. 2009.

122 BECK Corinne La société vulnérable.

123 AGRAWALA Shardul et al *Development and climate change in Bangladesh: focus on coastal flooding and the Sundarbans*, 2003

124 GALLOPIN Gilberto C. *Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity.* Institute for Climate Impact Research. 13-14, 2007, Potsdam.

et collectives, et tendent bien souvent à la création de nouvelles vulnérabilités venant remplacer, s'ajouter ou se superposer aux anciennes.

Les différences entre sensibilité, capacité de réponse et exposition peuvent être illustrées par un exemple très simplifié que nous avons pu observer en 2010 au Bangladesh. La première se rapporte aux effets d'une inondation sur une communauté. Les maisons les plus précaires sont plus durement touchées par une inondation que les maisons plus solides (sensibilité). Souvent, les foyers les plus pauvres sont situés dans les endroits les plus sensibles aux inondations (exposition). Les familles ayant davantage de capitaux ont une plus grande possibilité de réparer les dégâts (capacité de réponse). Enfin, l'impact final dépend de l'intensité, l'ampleur et la permanence de l'inondation (attributs de la perturbation) sur la collectivité dans son ensemble.

De nombreux outils et des modèles conceptuels d'évaluation de la vulnérabilité ont été développés pour promouvoir des démarches humanitaires de réduction et de prévention des catastrophes. On constate dans ces différents outils (cf. tableau ci-dessous) des conséquences objectives de la catastrophe (mesurables) et des perceptions subjectives des individus sur leur souffrance et aspirations[125]. Le terme de « capabilité », employé par l'économiste A. Send, reviendra dans notre travail de thèse, il permet de regrouper ces deux dimensions entre capacités effectives et capacités potentielles, qui dépendent d'une multitude de comportements possibles.

[125] DUBOIS Jean-Luc et OUATTARA Mama. *Vous avez dit « résilience » ? Éléments conceptuels et politiques publiques*. 2014

Outils relatifs à l'évaluation de la vulnérabilité dans l'humanitaire

Box 2.3: Examples of Community vulnerability and assessment tools

Community Risk Assessment (CRA) Tool Kit	Provention Consortium
Vulnerability and Capacity Assessment (VCA)	International Federation of the Red Cross Societies
Community Based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods (CRiSTAL)	International Institute for Sustainable Development (IISD), World Conservation Union–IUCN
Climate change and Environmental Degradation risk assessment (CEDRA)	TearFund
Opportunities & Risks of Climate Change & Disasters (ORCHID)	Institute of Development Studies (IDS)
Capacity and Vulnerability Assessment (CVA)	Citizenry-Based & Development-Oriented Disaster Response (CDRN)
Disaster Risk Assessment	UN-HABITAT
Vulnerability and capacity assessment (CVCA)	Emergency Preparedness Canada
Hazard Risk Vulnerability Assessment (HVRA)	British Colombia, Provincial Emergency Program
Hazard, Vulnerability and Capacity Assessment (HVCA)	Citizens Disaster Response Network (CDRN), Philippines
Participatory, Vulnerability & Capacity Assessment (PVCA)	PROYAS
Participatory Disaster Risk Assessment	Asian Disaster Preparedness Centre
Participatory Vulnerability Analysis (PVA)	ActionAid
Resilience and Vulnerability Assessment (RVA)	Emergency Management Australia (EMA)
Community Vulnerability and Adaptation (CV&A)	SPREP, part of CBDAMPIC Project
Climate Witness	WWF

Community-Based Climate Vulnerability Assessment and Adaptation Planning. Asian Development Bank. 2011

5.2 Quel sens donner au concept de résilience dans l'humanitaire ?

L'évolution des sciences sociales et naturelles pour déterminer les causes et impacts de la vulnérabilité des sociétés aux catastrophes va nourrir de nouvelles réflexions sur la gouvernance des catastrophes socio-climatiques. Ce qui va permettre, aux côtés des recherches sur la vulnérabilité des sociétés, d'intégrer dans l'humanitaire le concept de résilience, deux décennies plus tard. Notons que les liens entre résilience et vulnérabilité sont souvent mis en avant dans la littérature par une approche intégrée et complexe des écosystèmes et de la relation qu'entretiennent les sociétés avec leur environnement. Avec la polémique toujours d'actualité entre résilience sociale et résilience des systèmes socio-écologique (SES).

Une distinction entre résilience des SES et résilience sociale est ici cruciale pour appréhender l'idée de résilience au travers de la gouvernance des catastrophes. La résilience des SES définie par C. S. Holling et ses prédécesseurs désigne la capacité des SES à maintenir leurs fonctions et structures en cas de perturbations, tout en étant capable de s'auto-organiser et de renforcer les capacités d'apprentissage et d'adaptation (cf. partie 1). Or cette définition de la résilience ne met pas forcément en avant le caractère vulnérable du système, puisque le système est sans cesse en devenir, oscillant continuellement d'un équilibre, voire de plusieurs équilibres, à un autre[126]. La résilience est ici liée aux équilibres du système SES et à la relation que l'homme entretient avec son écosystème. Dans cette perspective, le défi de réduction des risques pour les sociétés est de déplacer les facteurs de stress vers d'autres équilibres moins à risque pour la durabilité du système SES.

Nous partons du postulat mis en avant par N. Adger que la résilience d'un écosystème ne veut par ailleurs pas dire la résilience d'une collectivité, mais qu'à contrario un environnement qui se dégrade ne peut être le terreau de la résilience d'une société. Prenons ici l'exemple de la protection de la forêt de Mangroves qui limite aujourd'hui l'accès aux communautés locales, ce qui renforcerait à priori les capacités de résilience des écosystèmes en le séparant du système social. Nous émettons ici des doutes puisque cette séparation tend à renforcer la vulnérabilité des sociétés en changeant notamment leurs rapports avec leur patrimoine naturel.

---

[126] UNSW, *Disaster risk reduction and climate change adaptation in the Pacific: The challenge of integration* 2010

À contrario, la résilience sociale, certes moins développée dans la littérature, met en avant le caractère vulnérable des entités mais aussi leurs capacités à se projeter, comme nous l'avons défini en amont. Selon la plate-forme Résilience Alliance, la résilience des systèmes sociaux est la capacité des hommes à anticiper et à planifier leur avenir[127]. La résilience sociale diffère donc de la résilience d'un écosystème. Même si la résilience sociale est une propriété liée au SES, elle implique une approche écosystémique soumise au climat, à l'utilisation des terres, à leur exploitation et aux valeurs humaines, politiques et sociales[128]. Le sens de la résilience dans l'humanitaire questionne ainsi une approche systémique au niveau fonctionnel de l'organisation et de ses relations avec les autres institutions en charge de la gouvernance des catastrophes, mais aussi au niveau opérationnel avec une approche écosystémique sur la valeur du vivant.

Enfin, la résilience, d'une manière générale, permet de se projeter dans des contextes de crises complexes et non linéaires qui dépassent le temps de l'urgence. Cette idée fait valoir une approche cyclique du système et des catastrophes. Si le système manque de résilience, il est vulnérable. Et s'il est vulnérable, c'est parce qu'il manque de résilience. Selon le groupe de chercheurs Résilience Alliance, la vulnérabilité est perçue comme la cause d'une résilience réduite et inversement « dans ce cas, la résilience est un facteur de vulnérabilité et la vulnérabilité est un facteur de résilience »[129].

En conclusion, nous pouvons dire que c'est de la résilience sociale suite à une catastrophe dont parle davantage l'humanitaire, mais que le nouveau paradigme qui se dessine avec le changement climatique questionne les relations des organisations avec le vivant (biotope et biocénose) au sein d'un écosystème.

Suite à nos différentes observations et résultats (sur une échelle de cinq ans) de la perception de vulnérabilité des individus et de leurs capacités de résilience, nous mettons en avant que le sens du concept de résilience s'appréhende dans l'humanitaire comme une approche nouvelle de la gestion des catastrophes. Une approche fonctionnelle, opérationnelle mais aussi organisationnelle qui intégrerait à la réduction de la vulnérabilité individuelle des enjeux sociaux et écosystémiques. Nous faisons l'hypothèse que cette approche intégrée questionne

[127] SIWI, resilience : Going from Conventional to Adaptive Freshwater Management for Human and Ecosystem Compatibility SIWI
[128]RESILIENCE ALLIANCE, *Assessing Resilience in Social-Ecological Systems: Workbook for Practitioners Revised Version* 2.0
[129] SIAMBALA Bernard, Disasters, The concept of resilience revisited. Manyena, 2006

l'histoire des écosystèmes et des sociétés pour inspirer de nouveaux équilibres. Nous y reviendrons dans notre dernière partie.

5.3 Intégration des termes de vulnérabilité et de résilience

Historiquement, l'évolution des sciences pour déterminer les causes et impacts des catastrophes socio-climatiques va consolider une réflexion nouvelle de leur gouvernance dès la fin du XXe siècle entre vulnérabilité et adaptation des sociétés. Un questionnement stratégique pour améliorer la qualité des programmes de l'aide qui se dote désormais du concept de résilience.

Si, dans les pratiques humanitaires, ces deux instruments conceptuels au service de l'analyse des catastrophes, de leur gestion et de l'évaluation des programmes de l'aide sont limités par de discutables convergences, mesures et indicateurs, leur intégration au sein de notre sujet d'étude nous permet de poser notre premier constat. Comme le concept de résilience, celui de vulnérabilité s'intègre dans la façon dont les systèmes répondent à un choc.

La résilience, d'une manière générale, tend à intégrer de multiples approches qui mêlent sciences sociales et sciences naturelles (Adger, 2000), ce qui lui permet de s'accorder sur certains points avec le concept de vulnérabilité, comme le démontre le tableau ci-dessous. Dans cette approche intégrée de la résilience et de son lien avec la vulnérabilité, ce sont les dynamiques comportementales des entités qui sont étudiés en amont et suite à des catastrophes (Burton et al., 1993). La vulnérabilité met en avant les facteurs et conditions : sociales, politiques et physiques des collectivités, et à travers elles, les moyens de subsistance pouvant être affectés par les catastrophes (DFID, 1999 ; Peacock et al., 2010). En complémentarité, le concept de résilience s'appuie sur les capacités de réponse du système et les dynamiques systémiques aussi bien des individus, des institutions que des systèmes socio-écologiques.

Tableau sur les points de convergence dans l'espace humanitaire entre résilience et vulnérabilité[130]. Camille Raillon. 2015

	Vulnérabilité	**Résilience**	**Points de convergence**
Temps	Court terme	Long terme	Panarchy (cf. Holling, partie 3) soit l'interaction entre le court et le long terme Intégration de la sphère écologique et des réalités socio-économiques locales
Échelles spatiales	Famille Communauté Région État	Écosystème Gestion des ressources naturelles dans des secteurs clés : pêche, agriculture, la forêt, etc. paysage Région	Étude de cas localisée Reconnaissance que l'approche multi-échelle est nécessaire, obstacles à la résilience et la manifestation de la vulnérabilité qui se produisent à différentes échelles
Attribut	En constante évolution, sa nature comme ses degrés Multitude de facteurs de stress	Caractère Moyen Objectif Multitudes de perturbations	Le caractère dynamique
caractères	Interne et extérieur. Elle s'oriente sur les réseaux sociaux et sur les approches participatives, Focus groupe, etc.	Interne et extérieur (tuteur de Résilience) Elle s'oriente sur les « bonnes pratiques »	L'espace humanitaire se dote de multiples outils qui se répondent et se superposent entre approches participatives et boîtes à outils

Par ailleurs, N. Adger consolide un autre lien entre résilience et vulnérabilité. L'auteur défend que la vulnérabilité est influencée par l'environnement social et écologique et que réciproquement « la vulnérabilité est influencée par la construction ou l'érosion des éléments de résilience socio-écologiques »[131].

[130] MILLER Fiona et al, Synthesis Resilience and Vulnerability: Complementary or Conflicting Concepts? Collection Unu. 2014
[131] BENE Christophe 2012

Cette idée fait valoir une approche cyclique, et non plus linéaire, de l'appréhension et de la gestion des catastrophes. Si le système manque de résilience, il est vulnérable. Et s'il est vulnérable, c'est parce qu'il manque de résilience (Klein, Nicholls et Thomalla, 2003). Selon le groupe de chercheurs Résilience Alliance, la vulnérabilité est perçue comme la cause d'une résilience réduite « dans ce cas, la résilience est un facteur de vulnérabilité et la vulnérabilité est un facteur de résilience »[132]. La résilience peut être alors mise en avant comme un élément de la vulnérabilité (Pelling, 2003, p. 48). Cette dernière pouvant être considérée comme un élément de la première : je suis résilient parce qu'à un moment j'ai été vulnérable. La vulnérabilité et la résilience sont ainsi étudiées simultanément dans plusieurs études scientifiques.

Enfin, la définition de la vulnérabilité de N. Adger propose un autre lien avec le concept de résilience par sa double entrée comme réponse à une perturbation et conséquence pour l'homme et son écosystème « la vulnérabilité est un état de sensibilité faisant face à une exposition à des contraintes liées aux changements environnementaux et sociaux, et à l'absence de capacité d'adaptation » (2006)[133]. La résilience quant à elle est définie comme la capacité d'un système à absorber des perturbations et à réorganiser ses attributs fonctionnels. Cela comprend notamment la capacité du système à revenir à son état (ou plusieurs états) existant avant la perturbation, tout en intégrant des dynamiques d'apprentissage et d'adaptation (Adger et al., 2005 ; Klein et al., 2003 ; Folke, 2006)[134]. Nous reviendrons sur la définition et l'intégration du concept d'adaptation aux côtés des termes de vulnérabilité et du concept de résilience des sociétés en Partie 3.

Nous faisons enfin le constat que l'évolution des outils, méthodes et évaluations humanitaires n'a de cesse de concilier et de superposer ces deux termes, comme le met en avant le tableau ci-joint, qui relate leur intégration dans une même approche de réduction des risques.

---

[132] SIAMBALA Bernard, Disasters, The concept of resilience revisited. Manyena, 2006
[133] BENE Christophe 2012
[134]CUTTER Susan et al, *A place-based model for understanding community resilience to natural disasters*. Sciences direct. 2008. Pages 598–606

Outils prenant en considération l'évaluation de la vulnérabilité dans une perspective de résilience

Table 3.1 Vulnerability assessment toolkits compatible with a 'from vulnerability to resilience' perspective

Toolkit	Organisation	Description
From Vulnerability to Resilience: A handbook for programming design based on field experience in Nepal	Practical Action	• Handbook intended to provide practitioners with examples of how "a framework for resilience can be used in practice" • Built on a vulnerability and capacity analysis which helps to identify where to focus efforts to build resilience.
Participatory Vulnerability Analysis of people and ecosystems to climate impacts: a methodological guide (forthcoming)	IDS-GIZ	• A guide produced for field staff of Mexico's National Commission for Natural Protected Areas. • Produces understanding of vulnerability based on analysis of climate impacts on humans and ecosystems. • Concerned with the underlying drivers of vulnerability. • Can be used to identify ecosystem-based adaptation measures which can contribute to the resilience of social-ecological systems
Climate Vulnerability and Capacity Analysis (CVCA)	CARE	• One of the original toolkits which incorporated climate change into conventional VCA • Combines good practices from analyses done for development initiatives and those done within for disaster risk reduction (DRR) • strong emphasis on implications of governance for adaptive capacity
Framework for social adaptation to climate change	IUCN	• Assesses climate related vulnerability of coastal communities and marine-based industries, though is more widely applicable • Uses VCA to offer guidance on how a range of actors can "manage for resilience" • Grounded in resilience theory, with a view to showing how it can be applied in practice
Participatory tools and techniques for assessing climate change impacts and exploring adaptation options	DfID-Livelihoods & Forestry Programme	• Aims to assess vulnerability to climate change in order to develop adaptation measures • Designed with Nepal in mind but more broadly applicable • Strong livelihood focus

BENE et al Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes. September 2012

5.3.1 Limites de leurs relations

Dans un premier temps, nous mettons en avant l'idée que les termes de vulnérabilité et de résilience souffrent tous deux d'une multitude de définitions et d'interprétations qui laissent place à plusieurs ambivalences. Il est possible de parler de vulnérabilité positive. Une force du désespoir qui conduirait à une transformation bénéfique. Une même ambivalence a été notée en ce qui concerne la résilience, en ce sens que « la résilience n'est pas toujours une bonne chose » (Walker et al., 2004)[135].

La vulnérabilité et la résilience ne peuvent pas être liées sur tous les plans en fonction des définitions retenues. La vulnérabilité se rapporte souvent à une exposition à un danger et aux risques, avec la perte notamment des actifs d'une entité (Cutter et al 2003), tandis que la résilience tend à s'appuyer sur les capacités de rebond d'une entité. On voit ici deux perceptions de la gestion des catastrophes. L'une s'appuyant sur les faiblesses réelles ou perçues des foyers et collectivités, et l'autre sur ses forces et capabilités, pour reprendre le terme de l'économiste A. Send.

Or, chaque approche considère les systèmes de manières très différentes. Nelson et al. (2007) observent que les « pro » résilience ont tendance à préférer une approche systémique (voir aussi Olsson et al., 2006 ; Walker et al., 2006), tandis que les « pro » vulnérabilité ont tendance à adopter une approche multi-acteurs (voir aussi Wisner et al., 2004 ; McLaughlin et Dietz, 2007)[136]. De tradition, la résilience s'inscrit ainsi dans une approche positiviste, alors que celle de la vulnérabilité s'inscrit davantage dans une approche constructiviste. Il existerait donc une distinction épistémologique même si cette dernière n'est pas absolue.

[135] GALLOPIN Gilberto. 2006
[136] MILLER Fiona, 2014.

5.4 Relations entre vulnérabilité et résilience

5.4.1 Étude – T3 – Habitat : facteurs de vulnérabilité des foyers et capacités de résilience

Par une étude sur l'évolution de l'habitat suite aux catastrophes, nous proposons d'étudier les relations entre vulnérabilité et résilience entre et au sein des collectivités. Des termes ni totalement inclusifs ni totalement incompatibles, mais bien complémentaires et qui s'auto-alimentent. Pour en comprendre leur sens et leur portée, nous nous interrogeons sur les attributs qui permettent aux foyers de reconstruire leur habitat suite à une catastrophe. Nous nous questionnons sur les différences entre les collectivités considérées comme vulnérables et celles comme davantage résilientes. Nous conclurons par des recommandations dans l'humanitaire.

Nos résultats mettent en avant que c'est au prix de la complexité des systèmes sociaux et des écosystèmes que l'approche de la résilience fait sens dans la perfectibilité de l'aide humanitaire. Si l'on veut comprendre la globalité qui se joue dans la gouvernance des catastrophes, nous devons connaître chaque élément et chaque relation liant les acteurs entre eux afin de trouver des équilibres entre nature et construction sociale des risques. Nous posons l'hypothèse que l'idée de résilience a une portée politique au sens où elle se décline en un modèle de l'aide basé sur l'approche systémique, avec une idée forte de réponse multi-acteurs qui dépendent donc d'accords politiques.

5.4.2 Logique de l'étude et principaux résultats

En 2014, pour chacun des trois districts les plus affectés du Delta des Sundarbans suite aux cyclones Aila et Sidr, nous avons sélectionné deux villages, l'un considéré comme plus vulnérable, selon les grilles d'évaluations nationales et les perceptions des ONG de la région, et un autre considéré comme plus résilient.

Classification des villages de notre étude :

District Zone 1	District Zone 2	District Zone 3
Village 1 : résilient	Village 3 : vulnérable	Village 5 : vulnérable
Village 2 : vulnérable	Village 4 : résilient	Village 6 : résilient

Au sein de chaque village, nous avons demandé à des chefs de foyers (CdF) de se réunir et de choisir, selon leurs sentiments de vulnérabilité (donc à postériori des cyclones Aila et Sidr), huit personnes pour chacun des groupes suivants :

1. Le moins à risque – *le groupe riche* –
2. Le vulnérable – *le groupe moyen* –
3. Le très vulnérable – *le groupe pauvre*

Par village, nous avons interrogé 24 chefs de foyers (CdF), soit un total de 144 CdF sur nos trois districts. Une fois ces trois groupes de huit personnes constitués, nous avons demandé aux participants de nous retracer sur trois périodes : avant Aila et Sidr (2009), entre 2009 et 2011 et à partir de 2014, l'évolution de leur habitat selon qu'ils soient d'un village dit vulnérable ou d'un dit résilient. Qu'il s'agisse d'une hutte sur un espace public, d'une maison sur un terrain public ou encore d'une maison sur un terrain privé.

Si le climat est une des principales causes de la vulnérabilité des foyers, elle n'est pas l'unique facteur. Nos résultats nous interrogent sur la propriété privée comme facteur de résilience et sur la précarité de l'habitat sur les espaces publics comme caractéristique des collectivités les plus vulnérables. Et ce, alors même que la propriété ne signifie pas systématiquement une amélioration des conditions d'existence et une réduction de la sensibilité des foyers aux catastrophes. Ce constat nous permet de révéler de nouveaux enjeux dans l'humanitaire, entre ressources économiques et endettement pour l'accès à la terre et sédentarisation des foyers les plus vulnérables sur des zones publiques à risque.

Résultats – T3 : vulnérabilité et types d'habitats.

En 2009 (avant Aila)									
Zones	Village	Hutte		Maison/ terrain public		Maison/ terrain privé		Ensemble	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
1	1	1	4,2	0	0,0	23	95,8	24	100%
	2	2	8,3	2	8,3	20	83,3	24	100%
2	3	3	12,5	0	0,0	21	87,5	24	100%
	4	0	0,0	5	20,8	19	79,2	24	100%
3	5	5	20,8	4	16,7	15	62,5	24	100%
	6	2	8,3	0	0,0	22	91,7	24	100%

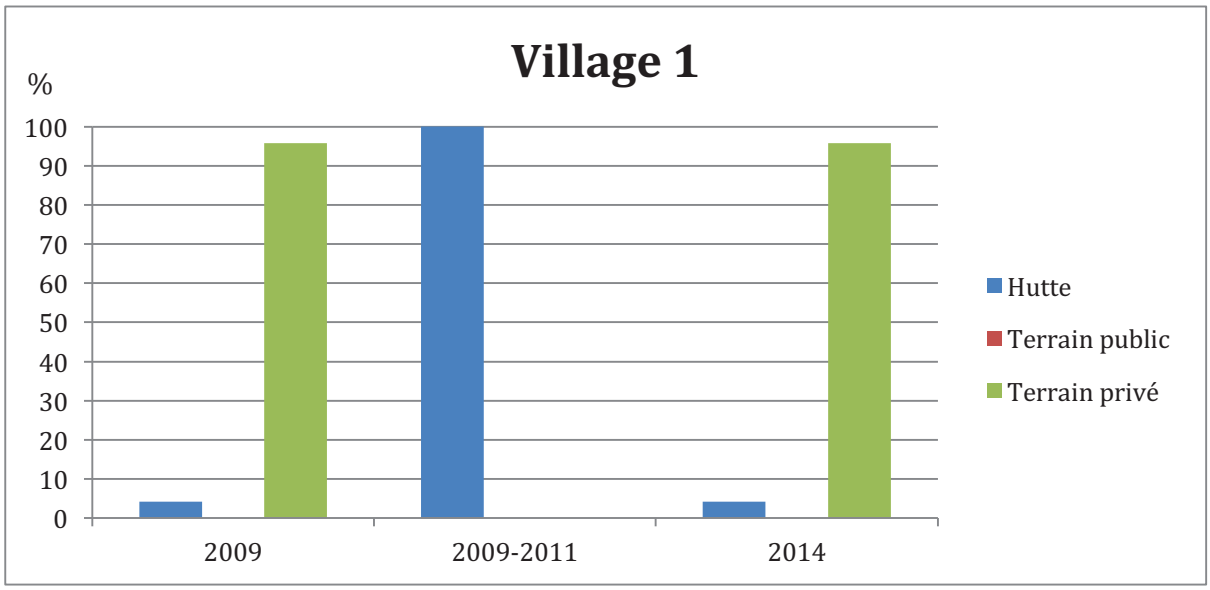
Entre 2009 et 2011 (Après Aila)									
Zones	Village	Hutte		Maison/ terrain public		Maison/ terrain privé		Ensemble	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
1	1	24	100,0	0	0,0	0	0,0	24	100%
	2	24	100,0	0	0,0	0	0,0	24	100%
2	3	23	95,8	0	0,0	1	4,2	24	100%
	4	23	95,8	3	12,5	1	4,2	27	100%
3	5	8	33,3	3	12,5	16	66,7	27	100%
	6	3	12,5	0	0,0	21	87,5	24	100%

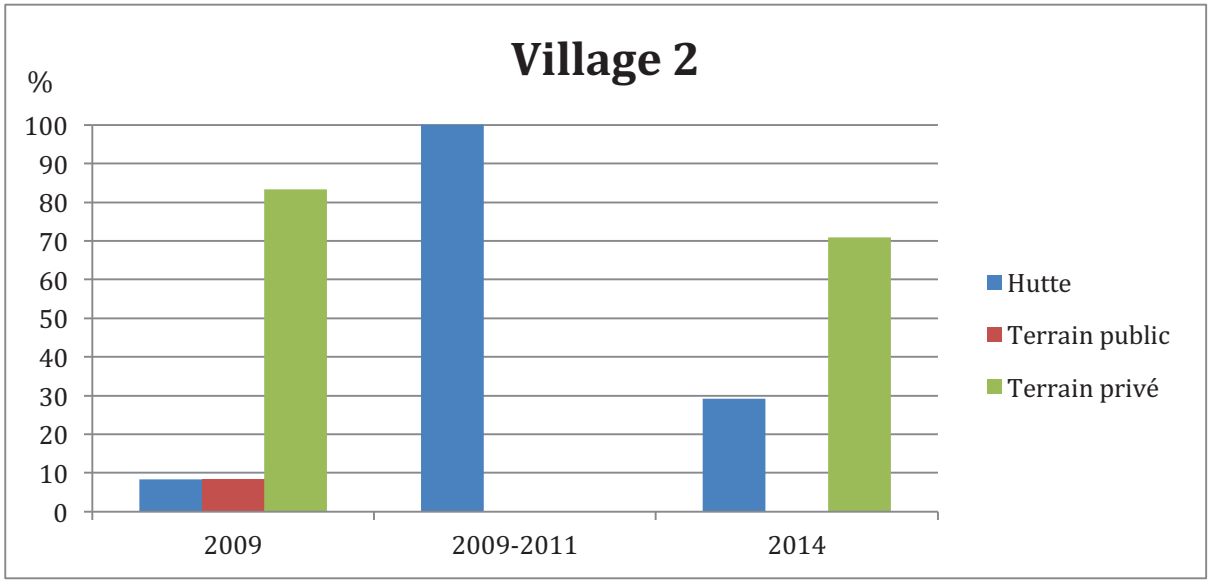
En 2014 (5 ans après Aila)									
Zones	Village	Hutte		Maison/ terrain public		Maison/ terrain privé		Ensemble	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
1	1	1	4,2	0	0,0	23	95,8	24	100%
	2	7	29,2	0	0,0	17	70,8	0	100%
2	3	5	20,8	2	8,3	17	70,8	24	100%
	4	0	0,0	7	29,2	17	70,8	24	100%
3	5	6	25,0	4	16,7	14	58,3	24	100%
	6	2	8,3	2	8,3	20	83,3	0	100%

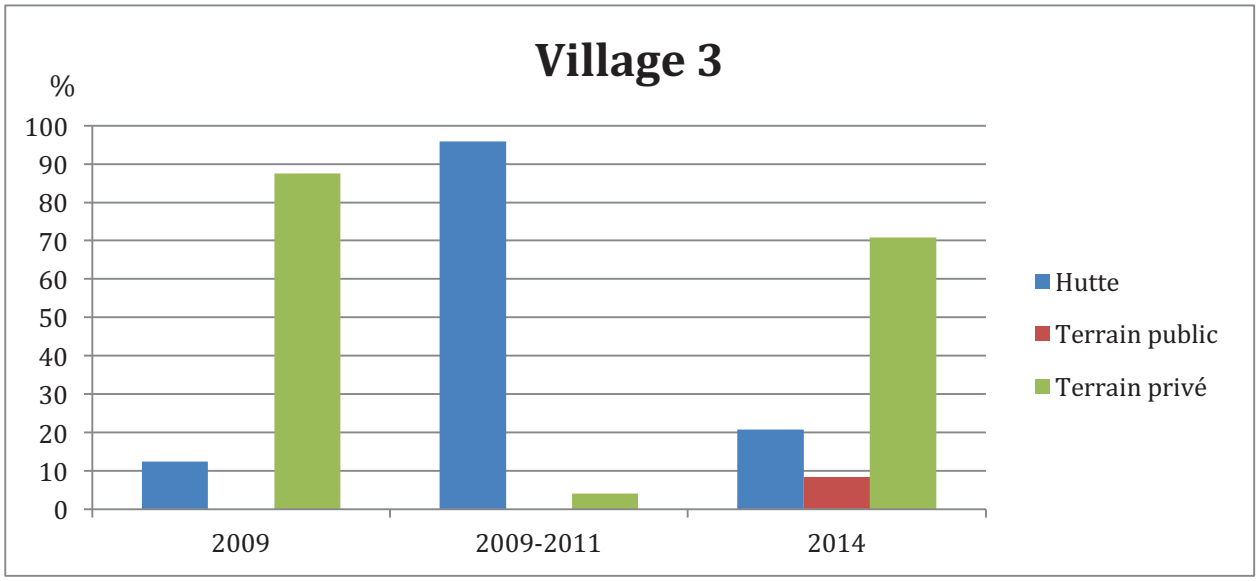
Nos résultats mettent en avant qu'en 2009, quelle que soit la zone et les villages étudiés, une majorité des foyers interrogés vivent dans des maisons sur terrains privés : entre 62,5 % et 95,8 % des foyers. À contrario, seuls 5 à 20 % des foyers vivent dans des huttes ou maisons sur terrains publics. D'une manière générale, nous faisons le constat qu'en 2014, la situation est plus ou moins similaire à celle d'avant 2009, avec une légère diminution des foyers qui habitent sur des terrains privés et une très faible augmentation de foyers vivant dans des huttes. Ce qui sous-entend, que malgré les différents choix et capacités de résilience dont disposent les foyers, la vulnérabilité de la collectivité n'est pas pour autant toujours réduite.

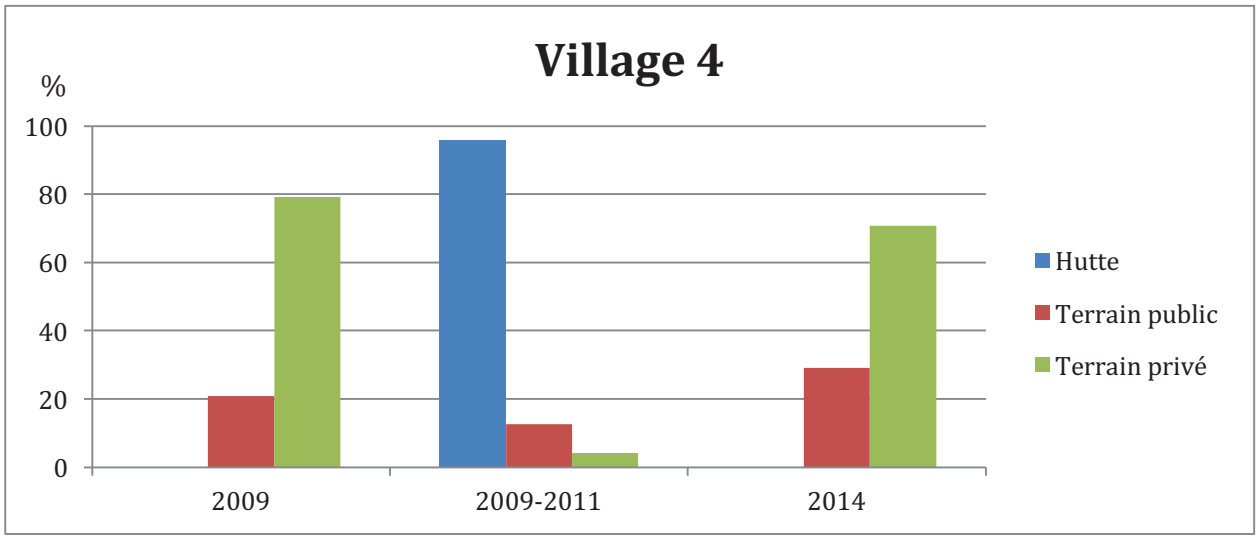
Caractéristiques de l'habitat dans les zones 1 et 2, avant 2009, suite à la catastrophe et 2014

Type de logement en fonction des périodes avant 2009, entre 2009 et 2011, en 2014





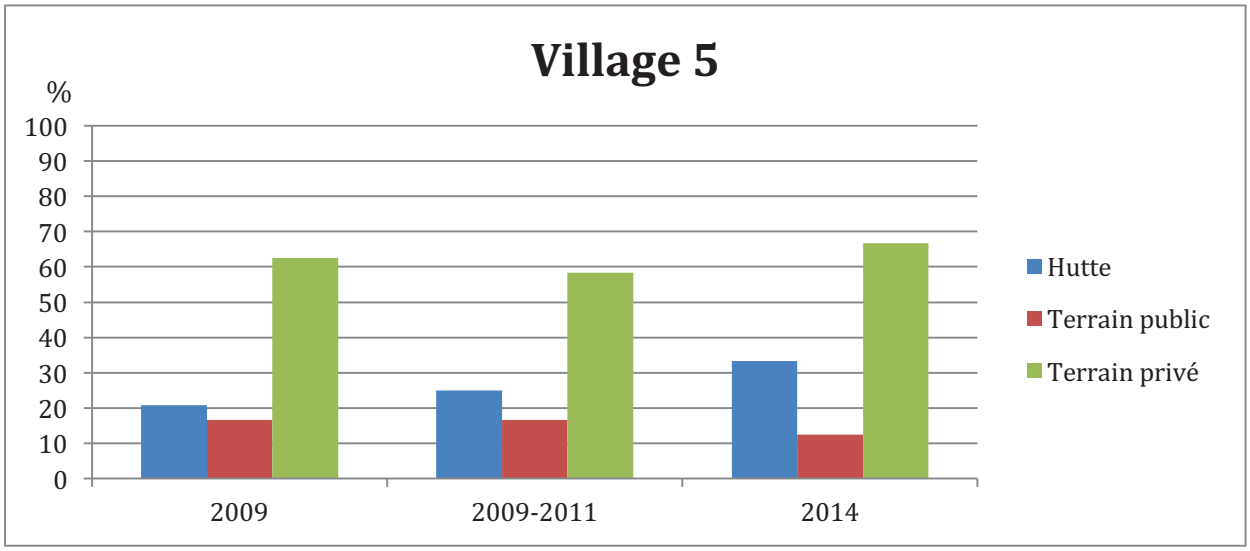


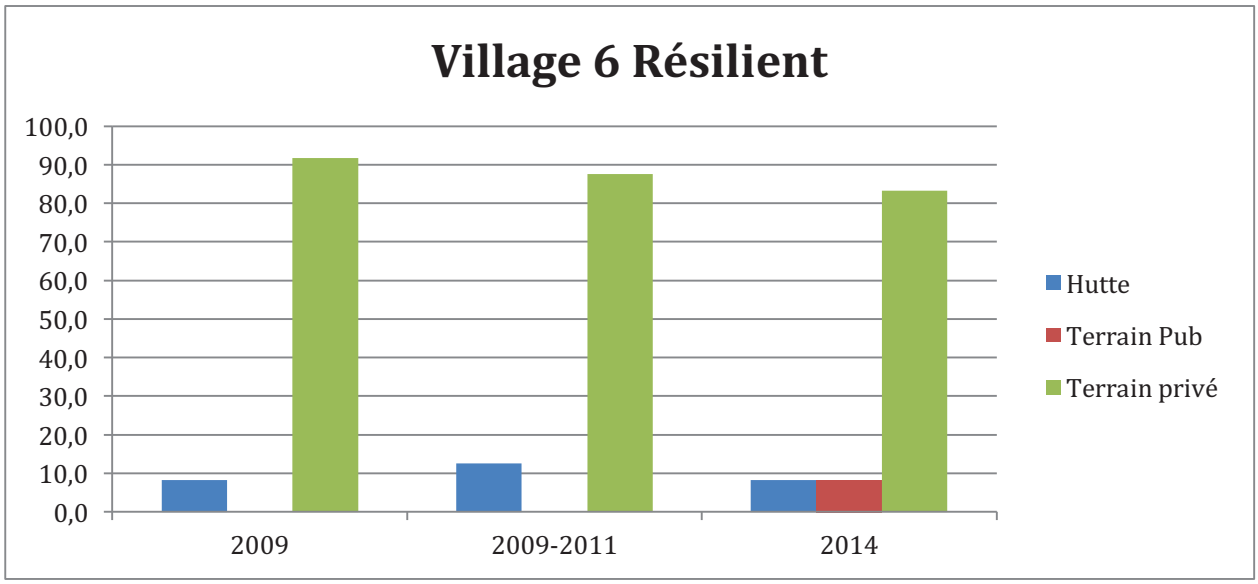


Suite aux cyclones Aila et Sidr, sur la période 2009-2011, les villages des zones 1 et 2 enregistrent quasiment l'intégralité des foyers vivant dans des huttes. Nous faisons le constat que les types d'habitat se sont, pour la majorité des foyers, dégradés suite aux cyclones. Cinq ans après Aila, deux tendances semblent ressortir. Premièrement, les foyers des villages 2 et 3 (les plus vulnérables de leur zone) n'ont pas récupéré leur type d'habitat initial et vivent dans des logements plus précaires (maisons sur terrains public ou huttes). Par ailleurs, nous faisons le constat que le village 4, considéré comme plus résilient que le village 3, enregistre le même type de tendance que ce dernier avec un déversement, même faible, des foyers habitant dans des maisons sur terrain privé vers des logements sur terrain public, voire dans des huttes. Deuxièmement, on constate que seul le village 1, plus résilient que le 2 sur la même zone, conserve un statu quo et a donc pu revenir à la situation d'avant la catastrophe.

Caractéristiques de l'habitat de la zone 3 entre avant 2009, suite à la catastrophe et 2014

Type de logement en fonction des périodes avant 2009, entre 2009 et 2011, en 2014





Pour la zone 3, la situation semble différente des deux zones précédentes. En effet, les foyers ont conservé leur type de logement entre avant, suite et après la catastrophe même si, dans le village 6, on constate un léger déversement des foyers habitant dans des maisons sur terrains

privés vers des terrains publics. D'une manière générale, la zone 3 semble ainsi moins touchée par les cyclones que les zones 1 et 2.

Discussions

Tous les villages identifiés comme étant plus résilients (1, 4 et 6) ont globalement retrouvé leur type de logement initial. Nous faisons le constat que le taux de personnes vivant dans des maisons sur espaces privés y est plus élevé que dans les autres villages. Par ailleurs, nos résultats mettent en avant qu'en 2014, ce taux ne s'accompagne pas, ou de manière infime pour le village 6, de foyers vivant dans des huttes sur terrain public. Nous mettons en lumière que les villages considérés comme les plus résilients semblent être ceux dont les caractéristiques de l'habitat sont les plus homogènes en termes d'accès à la propriété. La propriété semble ainsi un pilier fondateur pour concourir à la résilience des foyers. Cependant, nos résultats ne nous permettent pas de connaître les niveaux d'endettement des foyers pour avoir accès à la propriété, l'entretenir et la remettre en état suite à une catastrophe. Ils ne nous permettent par ailleurs pas de déterminer dans quelle mesure l'individu concourt à la résilience du système socio-écologique à travers l'accès à la propriété.

Une connaissance approfondie des politiques de gestion des territoires, du foncier et des capacités individuelle d'accès à la terre semble ainsi fondamentale pour comprendre les causes sous-jacentes aux catastrophes socio-climatiques et aux risques futurs. Cette connaissance des enjeux locaux interroge les pressions économiques entre investissements, survie et stratégies de croissance mises en avant par les multiples et hétérogènes acteurs au sein et en dehors des collectivités.

Par ailleurs, nos résultats mettent en avant que les foyers des régions 1 et 2, qui vivent dans des maisons sur terrains privés, ont été autant affectés par les cyclones que les foyers pauvres vivant dans des huttes. Ces foyers étaient donc davantage vulnérables en valeur absolue, puisqu'ils ont perdu plus que ceux qui de facto n'avaient déjà que très peu. Mais à moyen terme, les ménages les plus riches ayant une propriété privée ont pu, au moins partiellement, reconstruire dans les deux ans suivant le choc leur habitat. En revanche, pour les foyers considérés comme les plus pauvres, les effets de la catastrophe s'étendent sur une plus longue durée, puisque ce qu'ils ont perdu est d'autant plus difficile à reconquérir.

Ce qui nous permet d'avancer l'hypothèse que les catastrophes augmentent les inégalités entres les foyers au sein même des collectivités.

Il est donc important de faire une distinction entre vulnérabilité (les plus riches ne sont pas forcément les moins sensibles) et résilience (les capacités de rebond ne sont pas les mêmes selon les catégories sociales). Ces différentes capacités de rebond ouvrent ainsi vers de nouveaux axes de recherche sur une typologie de ces dernières ainsi que sur les ressources économiques et sociales dont disposent les foyers en amont comme en aval des catastrophes.

5.4.3 Limites de notre étude sur les concepts de vulnérabilité - résilience

Nous mettons en lumière que les collectivités, comme celles du delta des Sundarbans, sont encore identifiées par la relation intime qu'elles entretiennent avec leur environnement naturel, mais que leur capacité à faire face, à rebondir et à s'adapter aux risques et catastrophes socio-climatiques est encore peu considérée dans la littérature.

Par ailleurs, le manque d'étude, de recherches scientifiques et de données sur l'histoire des catastrophes et de leurs impacts sur le tissu social et économique, et l'évolution des SES, marquent les limites de nos recherches. Combien de fois et à quelle fréquence les foyers et les collectivités ont-ils dû s'adapter ? Enfin, sur quels mécanismes sociaux et relations avec leur écosystème se sont-ils appuyés pour perdurer au fil des siècles ? [137]

Dans un autre temps, nous mettons en avant que la complexité et la critique de l'étude réside dans le fait que les trajectoires des systèmes sont imprédictibles, puisque les risques restent non mesurables et que les catastrophes ne sont pas des phénomènes linéaires. Les moyens et capacités de réponse diffèrent d'une entité du système à une autre, or leur diversité et leur imprévisibilité sont difficiles à calculer.

[137]GAILLARD Jean-Christophe, Resilience of traditional societies in facing natural hazards Laboratoire Territoires, Institut de Geographie Alpine, Grenoble, France. 2007

Préconisations

On note que les six villages semblent affectés par les catastrophes de manière différente en fonction de leur localisation, mais aussi de l'inégalité quant à l'accès à la propriété privée des foyers qui les composent. L'espace humanitaire gagnerait à avoir accès à davantage d'informations sur le foncier en amont des catastrophes, afin de mieux cibler les villages les plus vulnérables suite à la crise. Car ce sont ces villages qui, suite à un choc, mettront davantage de temps à se relever.

Par ailleurs, avoir une maison sur un espace privé ne signifie pas que cet espace est utilisé de manière à réduire les vulnérabilités des foyers. L'agroforesterie, l'agriculture familiale ou la gestion des réserves d'eau sont autant de techniques permettant une amélioration des conditions de vie et une réduction des risques d'insécurité alimentaire. L'espace humanitaire, au travers de l'habitat, questionne ainsi une approche intégrée autour de la gouvernance et de l'exploitation durable des ressources locales publiques ou privées.

Enfin, les matériaux utilisés pour l'habitat : briques, bambous, terre, paille, tôle et plastique sont autant de sujets techniques et traditionnels à investir. S'il semble difficile, au vu de notre étude, de blâmer l'utilisation de la tôle qui serait moins coûteuse que les constructions traditionnelles en terre et en paille, notons que les maisons en tôle ou les huttes en plastique disparaissent, alors que les maisons surélevées en terre et en brique sont endommagées par un cyclone, voire épargnées par une inondation. De nouveaux types d'habitat, ou plutôt d'anciens revisités, pourraient être porteurs d'un nouvel élan pour réduire l'insécurité alimentaire, la précarité de l'emploi et le chômage qui touche les districts de notre étude. On pourrait ainsi imaginer des entreprises locales de construction de maisons et de jardins flottants ou sur pilotis, adaptés au climat, qui créeraient de l'emploi et feraient travailler d'autres entreprises locales en charge de la forêt, de sa conservation et de son exploitation durable. Ce type d'initiative pourrait relancer l'économie locale tout en réduisant la vulnérabilité des foyers aux catastrophes.

5.5 Évolution du paradigme humanitaire

5.5.1 Dilemme entre réduction de la vulnérabilité et approche de la résilience dans l'humanitaire

La résilience est un concept complexe, puisque les interactions entre les agents des systèmes et leur environnement sont de multiples natures. La question est alors de savoir comment enclencher ou accompagner un processus de résilience en proposant des modèles spécifiques, à la fois de réduction de la vulnérabilité et de résilience sociale et des SES [138]. Un dilemme dans l'humanitaire peut être ici mis en avant, celui d'une connaissance fragile des écosystèmes locaux au sein des zones d'intervention, mais aussi des systèmes sociaux qui unissent les foyers et leur environnement entre eux. Par ailleurs, une des difficultés majeures pour consolider une approche processus de la résilience reste à définir où commence et où s'arrête l'action humanitaire.

Ces choix renvoient l'humanitaire à un dilemme entre une approche pro-résiliente ou pro-vulnérable. Les limites de la première se trouvent dans le caractère incomplet des modèles d'évaluation climatique, économique et financière. Ce qui limite la crédibilité et la pertinence de politiques préventives réunissant sous le même drapeau les concepts de vulnérabilité et de résilience. Par ailleurs, une autre limite se dégage dans l'approche humanitaire pro-vulnérabilité des catastrophes puisqu'elle met en avant des convergences multi-acteurs, alors que les relations de pouvoir et de domination au sein même des collectivités sont encore peu modélisées et le comportement individuel peu étudié.

Pour autant, les limites des modélisations de l'impact du climat sur les sociétés et activités humaines créent autant d'incertitudes qu'elles justifient de s'interroger sur de potentielles sorties de crise plus souhaitables et efficientes que d'autres en termes de réduction de la vulnérabilité et de résilience des sociétés.

---

[138] DUBOIS Jean-Luc et OUATTARA Mama. *Vous avez dit « résilience » ?Éléments conceptuels et politiques publiques*. 2014

5.5.2 L'exemple de l'ONG Solidarités International dans le delta des Sundarbans. Évolution des pratiques entre vulnérabilité et résilience

Solidarités International (SI) est une ONG française présente dans plus de 20 pays, dont le Bangladesh. Elle mène dans ce pays des programmes liés aux secteurs de l'eau et de l'assainissement depuis 2007. Nous faisons le constat que depuis le cyclone Sidr (2007), l'ONG urgentiste est présente dans le delta des Sundarbans. Soit plus de huit ans après la catastrophe. Notre question est de savoir pourquoi ? Comment ses programmes ont-ils évolué sur une durée de sept ans ? Enfin, que nous apportent-ils en termes d'illustration de l'intégration du concept de résilience dans les politiques et pratiques de l'aide ?

Selon nos différents entretiens réalisés entre 2010 et 2015, avec les membres basés au siège à Paris comme avec les expatriés de l'ONG dans le district de Shatkhira (un de nos districts d'étude), la situation des foyers dans les Sundarbans, suite au cyclone Sidr en 2007, se résume à des populations qui restent extrêmement vulnérables aux aléas climatiques. La relance des activités économiques ne permet pas de dire que nous avons écarté les risques. La phase de développement est encore considérée comme extrêmement fragile et les conditions de vie restent extrêmement précaires. Ce premier point nous démontre l'évolution du paradigme humanitaire entre vulnérabilité et résilience. Il ne s'agit plus d'avoir uniquement une approche curative mais aussi une approche préventive et pro active. On est moins vulnérable quand on est plus résilient et réciproquement. Ainsi, si l'ONG a mis en place des programmes d'urgence liés à l'accès à l'eau potable, à la distribution de kits d'hygiène ou encore à la reconstruction de puits endommagés suite au cyclone Sidr en 2007, elle a par la suite diversifié ses activités aux côtés d'autres ONG internationales. Nous prenons, pour illustrer cette évolution des pratiques vers des dynamiques multisectorielles et multi-acteurs, le consortium NARRI.

Le consortium NARRI rassemble les ONG Oxfam ou Islamic Relief, entre autres. Il est né plusieurs années après le cyclone Sidr. Ce consortium a pour objectif de mettre en place un programme pilote de transfert d'argent grâce à la téléphonie mobile. Le programme s'appelle bKash. En sécurisant les flux de liquidité monétaires, bKash crée pourtant d'autres risques pour les collectivités, une surveillance non transparente des mouvements d'argent et une taxation de ces derniers par l'intermédiaire de sociétés privées en ligne. Les transferts d'argent par la téléphonie mobile sont critiquables pour de multiples raisons qui ne font pas l'objet de cette

thèse, mais ils illustrent le changement de paradigme auxquelles les ONG se confrontent lorsqu'il s'agit de manier réduction de la vulnérabilité et résilience des foyers. Nous mettons ainsi en relief que l'ONG dépasse le cadre de sa spécialité technique vers une approche systémique institutionnelle et fonctionnelle intégrant le secteur privé et public.

Par ailleurs, le consortium NARRI va plus loin en intégrant aux stratégies de réduction de la vulnérabilité des foyers par la lutte contre la pauvreté, une approche de la résilience qui met un point d'honneur à respecter les principes environnementaux et à évaluer les différents programmes humanitaires sur la durabilité des écosystèmes. Nous faisons ainsi le constat qu'en se référant aux procédures et normes conçues par le Cluster Wash, l'ONG se tourne vers des activités de plaidoyer en faveur de solutions intégrées Homme et approches écosystémiques. Des solutions autour de l'accès à l'eau potable, qui prendraient en compte l'exploitation forestière et l'éducation comme causes et solutions de l'adaptation au climat.

Selon les rapports internes de SI qui nous ont été transmis en 2014, les bailleurs de fonds ont déjà injecté près de 25 millions d'euros. Cependant, alors que la résilience tend à devenir un maître-mot, les causes profondes de la vulnérabilité des foyers restent encore sous-investies, comme l'exploitation forestière qui met à mal les sources d'eau potable et la qualité des eaux fluviale, facteurs clés de la résilience des sociétés. La boucle est bouclée. Ces constats confirment notre hypothèse d'un espace humanitaire intégrant les services écosystémiques comme facteur clé de la résilience sociale.

On constate, par l'analyse de l'évolution des pratiques de l'ONG SI, que la phase de réhabilitation suite au cyclone Sidr a été marquée par la prise en compte de la diversité des risques et de la complexité à analyser les mécanismes de résilience au sein des foyers, des collectivités et des SES. Il semble, plusieurs années après la catastrophe, que le cyclone ait ainsi permis de révéler les failles et les défis d'une approche intégrée dans l'humanitaire. À savoir la difficulté de mesurer la qualité des approches de l'aide en termes de réduction de la vulnérabilité, de renforcement des capacités de résilience et d'adaptation.

Nous mettons en avant, par cette évolution des activités de l'ONG, que le concept de résilience est politique au sens où il se décline en un modèle de l'aide encore peu évalué avec une approche systémique, fonctionnelle, organisationnelle et opérationnelle.

Il illustre par ailleurs les limites politiques du concept de vulnérabilité à insuffler de nouveaux modèles de réduction des risques au niveau des institutions et des collectivités. Alors que, paradoxalement, la résilience semble démontrer la puissance de la gouvernance mondiale à institutionnaliser les catastrophes au travers de normes et de budgets qui sont alloués aux ONG à court et à moyen terme pour réduire les risques qui pèsent sur les sociétés.

5.5.3 Forces et faiblesses de la résilience

Les approches multisectorielles et multi-acteurs prônées par la réforme humanitaire de 2005 concordent avec l'intégration du concept de résilience aux côtés des stratégies plus anciennes de réduction de la vulnérabilité. Cette intégration, qui défend une gouvernance plus intégrée illustre l'évolution du modèle de l'aide. On assiste, par l'étude des catastrophes socio-climatiques dans leur complexité, à une réflexion nouvelle sur les facteurs de vulnérabilité des sociétés au travers de l'approche systémique. Une réflexion, qui en voulant créer des passerelles entre urgence et développement, questionne la transformation du concept de résilience en modèle de l'aide. Au sens où ce dernier prendrait en considération les interconnections sociales, institutionnelles et écosystémiques locales. Nous mettons en avant que ces multiples réseaux et échanges permettent d'appréhender d'autant mieux l'idée de résilience.

Enfin, la question fondamentale et encore peu développée dans la littérature, sur les relations de pouvoir entre les différents groupes et acteurs, est sous-jacente. « Les évaluations de la résilience des systèmes socio-écologiques devraient tenir compte non seulement du niveau du système plus général, mais aussi prendre en compte les possibles arbitrages et symétries dans la résilience entre les différents groupes et les individus dans le système lui-même »[139]. Malgré ses avantages à pouvoir réformer les organisations et à appréhender les situations de crise comme un tout société et écosystème, une des limites de l'approche de la résilience est qu'elle ne reflète que trop peu les relations de pouvoir qui influent sur la résilience des SES. La potentielle liberté ou non choix des foyers sur leur propre destinée n'est ainsi pas mise en avant[140].

---

[139] BENE Christophe. 2012
[140] LISTER 2004: 125

Conclusion

Les acteurs humanitaires historiquement focalisés sur la vulnérabilité des foyers et des collectivités utilisent depuis peu, et en complémentarité, le concept de résilience pour répondre aux impacts sociaux des catastrophes. Or, si nous acceptons que la résilience intègre trois dimensions : (1) la capacité d'absorber les chocs, (2) la capacité de rebondir, et enfin (3) la capacité d'apprentissage et d'adaptation[141], nous pouvons en déduire que l'humanitaire se déplace d'une approche réactive à une approche préventive des catastrophes. Puisqu'il s'agit désormais de renforcer les capacités des individus dans l'urgence d'une crise (absorber) et face aux risques futurs (rebondir, apprendre et s'adapter).

En passant d'un modèle classique de réduction de la vulnérabilité à un modèle davantage intégré et préventif, l'humanitaire interroge la gouvernance des catastrophes autant qu'elle concourt à son institutionnalisation. Une gouvernance qui tend à s'internationaliser et à prendre le pas sur la responsabilité des états.

Pourtant, et comme nous l'avons mis en avant, cette gouvernance est limitée dans sa connaissance des enjeux locaux. Par déduction, si nous parlons aujourd'hui de la gouvernance des catastrophes, c'est parce que cette dernière est en crise aussi bien dans ses principes que dans ses modalités de fonctionnement. Une crise liée au défi contemporain à trouver des équilibres sociaux et écosystémiques entre redistribution des richesses et des risques, croissance et dégradation de l'environnement. Par ailleurs, une institutionnalisation des catastrophes sous tension qui rencontre de multiples blocages entre lobbyings, compétitions et pressions financières et budgétaires des états.

Enfin, nous avons mis en avant dans cette Partie 2 que la vulnérabilité comme la résilience nécessitent de ne pas faire d'amalgame, l'une et l'autre ne sont pas le revers d'une même pièce. À contrario, de manière réactive, l'ensemble des corps de recherche qui travaillent sur le concept de vulnérabilité s'entend sur les phases cycliques qui se succèdent, phases dont la vulnérabilité des unes met en avant les facteurs de résilience des autres, rythmant ainsi l'évolution des sociétés.

---

[141] MILLER FIONA et al. 2014

Nos résultats démontrent que le degré de vulnérabilité au travers de l'habitat influe sur les capacités de résilience, mais qu'à contrario la résilience ne signifie pas une absence de vulnérabilité. Nos résultats nous permettent de nourrir le sens du concept résilience dans l'humanitaire comme un principe finalement intégrateur, né d'une relation historique et de complémentarité avec la vulnérabilité des sociétés.

Préambule Partie 3

La résilience est novatrice au sens où elle vient bouleverser la perception des catastrophes. Les catastrophes ne sont plus considérées comme des faits linéaires mais comme des phénomènes cycliques, dynamiques et interconnectés entre sociétés et environnements. La résilience est alors complexe au sens où les systèmes sociaux et écosystémiques se composent de multiples entités et relations avec une part toujours incertaine de leurs impacts sur la durabilité du système SES.

Améliorer la compréhension du concept de résilience nécessite par déduction de se questionner sur un autre terme tout aussi polémique, l'adaptation. En effet, plus qu'un rebond face à l'adversité, la résilience est aussi appréhendée dans les sciences sociales, comme dans celles de l'environnement, comme la capacité du ou des systèmes (selon que l'on défend l'homme et son environnement naturel comme deux objets distincts ou comme un tout) d'apprendre et de s'adapter.

Pour B. Lallau, « du rebond, on passe donc à l'adaptation, voire à l'évitement, faisant de la résilience une notion intégratrice par excellence »[142]. Nous mettons en avant, dans cette Partie 3, que la résilience, par sa force de convergence entre facteurs de vulnérabilité et capacités adaptation des foyers, se dessine comme une méthode spécifique (locale), systémique (écosystème) et synchronique (relation des acteurs). Un modèle social et écologique complexe mais novateur dans la gouvernance des catastrophes, qui interroge et critique le modèle contemporain de l'aide.

[142] LALLAU Benoît. Cit. 2009

PARTIE 3
« Adaptation » et modèle humanitaire

Introduction

Dans les années 1990, les débats politiques sur le climat se concentrent sur l'atténuation des risques et sur la manière de réduire l'impact de la croissance économique sur l'environnement. Depuis les années 2000, faute d'accords et de lois contraignantes, on constate une transformation de ces objectifs vers une attention plus importante donnée au concept d'adaptation[143]. Il ne s'agit plus de réduire les risques mais bien de vivre avec. Le risque devant être vécu non plus comme le talon d'Achille d'un système, mais comme une opportunité pour tirer des avantages d'une situation déstabilisante. Aux côtés des facteurs de vulnérabilité, l'idée de résilience dans l'humanitaire nécessite de questionner l'adaptation des sociétés. Dans un premier temps, nous nous questionnerons sur les liens entre société et écosystème. Ces distinctions théoriques nous permettront d'affiner l'idée d'adaptation des sociétés aux catastrophes socio-climatiques et la portée du concept de résilience dans l'humanitaire.

Dans un second temps, nous mettons en avant que les termes d'adaptation et de résilience sont sur certains points indissociables. Au travers de nos résultats sur l'évolution des moyens de subsistance des foyers, nous défendons que ces termes engagent une réflexion sur les facteurs de vulnérabilité. Cette perspective nous permet d'intégrer dans la gouvernance des catastrophes une vision systémique fonctionnelle et organisationnelle de l'aide, tout en asseyant l'idée que la résilience est une démarche intégratrice qui redéfinit un nouveau modèle humanitaire. Ce qui nous amène à défendre deux idées. Premièrement, il est possible de penser autrement la gouvernance des catastrophes pour améliorer la qualité de l'aide. Enfin, ce modèle de l'aide, basée sur une approche spécifique, systémique et synchronique que nous défendons comme le sens et la portée même de l'intégration du concept de résilience, est défendable si l'on considère qu'il est encore possible de trouver des équilibres bénéfiques pour les sociétés au travers de la résilience des SES aux catastrophes socio-climatiques.

---

[143] ADGER Neil, DESSAI Suraje, GOULDEN Marisa, et al. *Are there social limits to adaptation to climate change?* Climatic Change April 2009, Volume 93, Issue 3, pp 335-354

Chapitre 6.
Adaptation et politiques publiques

Introduction

Afin de discuter des capacités d'adaptation des sociétés, nous proposons dans ce chapitre 6 de revenir brièvement sur la situation socio-climatique du delta des Sundarbans. Notre objectif est de comprendre dans quelle mesure les processus d'adaptation sont des phénomènes complexes à appréhender entre société et environnement. Nous mettrons en avant que leurs relations sont aussi essentielles que fragiles à travers l'exemple de la culture de crevette.

Nous définissons l'adaptation comme une dynamique permettant de réduire les migrations forcées, de créer et d'ajuster de nouveaux équilibres pour les sociétés et les écosystèmes. Si dans l'humanitaire ces processus d'adaptation sont au cœur de la réponse aux catastrophes socio-climatiques et de la portée du concept de résilience, nous ouvrirons le débat dans notre dernière partie sur de nouvelles manières de percevoir les enjeux locaux au travers du biomimétisme et de la restructuration des institutions humanitaires.

Nous partons du postulat que les foyers et collectivités sont adaptables, sinon ils ne seraient tout simplement plus là. Mais que cette adaptation est menacée. La gouvernance et la rationalisation des catastrophes mettent aux défis les politiques publiques tout comme les foyers pour préserver cette capacité d'adaptation. En effet, la compréhension des systèmes SES pour concourir à la résilience des sociétés, demande des politiques publiques adaptées, équitables et justes. Justes, au sens où ces politiques ne devraient être ni corrompues ni néfastes sur les conditions de vie des foyers les plus vulnérables aux phénomènes climatiques. Or cette gouvernance est en crise. Dans ce contexte, de quelle marge de manœuvre disposent encore les foyers pour rebondir ?

6.1 Pauvreté et adaptation, entre dualisme et intégration des systèmes SES

La région des Sundarbans est particulièrement affectée par les phénomènes climatiques définis par la montée du niveau des mers, la salinisation des terres arables, la raréfaction des eaux de consommation, les inondations et les cyclones. Notons que le pays se situe dans un couloir cyclonique très actif, avec une exposition aux risques de catastrophes accentuée par une densité de population élevée sur la zone côtière. Ces phénomènes affectent directement les sources de revenus et la sécurité alimentaire de la majorité des foyers des Sundarbans. L'ampleur de ces phénomènes va alors être conditionnée par les capacités institutionnelles à gérer la crise, alors qu'en amont elle est aussi confrontée à la pauvreté des collectivités et à la difficulté majeure de créer des emplois durables dans des contextes à haut risque. Nous revenons ici à la fameuse rhétorique « qu'est-ce qui est apparu en premier : l'œuf ou la poule ? », la catastrophe ou la pauvreté ?

La pauvreté est perçue comme un frein à l'adaptation des foyers et comme une des principales causes et conséquences de la vulnérabilité des sociétés aux phénomènes naturels. Or, si nous partons du principe que l'ampleur des phénomènes sur les sociétés est un phénomène socialement construit, puisque la pauvreté est une construction sociale, alors l'adaptation est à la fois un processus endogène et un outil de gestion. Au travers de cette mise en perspective que les catastrophes sont des phénomènes socio-naturels, nous mettons en avant que la gouvernance des catastrophes intègre par déduction une vision dualiste. Entre ce qui tiendrait de l'ordre de la construction sociale et/ou de la nature des phénomènes.

L'internationalisation et l'institutionnalisation des catastrophes renforcent ainsi l'idée de deux entités distinctes, la société et l'environnement. Une vision nuancée par C. S. Holling et ses successeurs dans leurs recherches sur l'adaptation et sur la résilience des systèmes SES. Ces différentes perceptions et arguments sur les rapports de l'Homme à/et son écosystème questionnent l'aide humanitaire selon si l'on appréhende, l'adaptation comme un tout intégrant le vivant, le fonctionnement des organisations, leurs structures et leurs histoires ou comme un ensemble hétérogène de concepts et d'idées distinctes qui tentent de traiter tantôt l'Homme tantôt l'environnement, tantôt les deux à la fois.

6.2 L'exemple de la culture de crevettes : une illustration des différentes perceptions société et environnement

L'aquaculture et la pêche de la crevette sont des activités ancestrales qui profitent aujourd'hui aux marchés mondiaux. Le libre-échange et la valeur monétaire de l'exploitation des ressources alimentent ainsi une expansion rapide de ces activités au détriment des écosystèmes[144]. Les chercheurs en géographie ou en sciences de l'environnement observent ainsi que de nombreuses parcelles de forêt ont été converties pour l'élevage. Un phénomène de conquête de l'Homme sur la nature qui s'auto-alimente à mesure que les catastrophes renforcent les inégalités sociales, institutionnalisent et internationalisent leur gestion.

Les personnes investies dans l'aquaculture, que nous avons rencontrées en 2014, nous disent qu'il est impossible aujourd'hui de trouver des embryons naturels de crevettes (larves). Il faut les acheminer de Chine. Par ailleurs, l'élevage de la crevette demande de plus en plus d'entrants médecine, nourriture, etc., qui finissent par polluer les cours d'eau tout en endettant les paysans. Faire une distinction entre hommes et services écosystémiques ne permet ainsi pas de penser l'adaptation des sociétés dans une dynamique équitable et durable. Si nous pouvons nous questionner sur les impacts de la mondialisation sur les économies locales ainsi que sur les activités ancestrales, nous devons en amont nous questionner sur les modèles de société qu'elle défend.

En effet, ne considérer l'Homme qu'au travers de son rationalisme économique et sans interroger son existentialisme, pour reprendre ici encore les termes et la pensée de J. P. Sartre, concourt à créer plusieurs risques pour les sociétés que nous avons pu identifier sur notre zone d'étude :

1. L'exploitation des Hommes sur les Hommes et l'esclavagisme moderne (exploitation ouvrière, trafic d'êtres humains, prostitution infantile, etc.).

2. Des risques de conflits. La culture du riz semble au premier abord embaucher plus de personnes que celle de la culture de la crevette, même si l'industrie de la crevette dans

[144] GROWING J. W. et al. *Land and Water Management in Coastal. Zones: Dealing with Agriculture–Aquaculture–Fishery Conflicts.* CAB International 2006. 16 pages

l'ensemble de son processus démontre le contraire[145]. Le problème qui se pose au niveau local est que les personnes employées dans la culture de la crevette sont souvent de la main d'œuvre extérieure. Les raisons, selon les travailleurs sociaux de l'ONG Rupantar, sont simples. Cette main d'œuvre est plus flexible, moins revendicatrice de justice sociale et, surtout, elle n'est pas organisée pour défendre ses droits. Pour les populations locales, les avantages de la culture de la crevette sont donc faibles et laisse craindre de potentiels conflits entre populations locales et travailleurs étrangers.

3. La perte d'identité des individus au travers d'une réforme drastique de leurs moyens de subsistance, des migrations forcées et des frustrations sociales.

Si, à contrario, nous mettons en avant que l'existence même de l'Homme s'intègre à la nature et à la résilience de son SES, l'économie ne deviendrait alors qu'un appendice à son évolution et non plus une condition sine qua non. Cette hypothèse est rejetée, tout simplement parce que les services écosystémiques sont gratuits. L'Homme, comme faisant partie de la nature, ne serait plus sous l'emprise et la pression du capital économique. Une perception qui dérange, au sens où nous nous sommes persuadés que réduire la pauvreté des peuples suffirait à réduire la vulnérabilité des sociétés aux risques non intentionnels futurs.

La gouvernance des catastrophes mais aussi la gestion des terroirs et des activités traditionnelles sont de facto des enjeux politiques et économiques considérables. Or, si le modèle économique dominant prôné par la mondialisation des échanges et l'accroissement des inégalités semble non durable pour les écosystèmes et les sociétés, il est possible de questionner sa bienveillance pour concourir à la résilience des sociétés face aux catastrophes. Pour aller plus loin, si la gouvernance mondiale est limitée pour permettre la résilience des foyers par l'adaptation des moyens de subsistance traditionnels, doit-on douter des institutions internationales et de leurs influences au travers de l'espace humanitaire ? À contrario, l'humanitaire dispose-t-il encore d'une plus-value pour définir et prévenir les risques tout en proposant des alternatives et transitions, afin de réduire la vulnérabilité des foyers et des collectivités ? Dans un monde où les inégalités augmentent, les capacités d'adaptation des uns se traduisent enfin, et bien souvent, par un déplacement socio-temporel des risques sur d'autres catégories plus vulnérables.

---

[145] GROWING J.W et al. *Land and Water Management in Coastal. Zones: Dealing with Agriculture–Aquaculture–Fishery Conflicts.* CAB International 2006. 16 pages

L'adaptation des uns ne signifie ainsi ni la résilience des SES ni celle de la collectivité. La culture de crevette permet au niveau du foyer de s'adapter à la montée du niveau des mers, mais son exploitation intensive tend à vulnérabiliser à moyen et long terme les conditions de vie de l'ensemble du SES. Cet exemple illustre les liens conflictuels entre Homme et nature, comme des éléments qui se répondent ou comme les deux parties indivisibles d'une seule et même entité ; la planète terre.

6.3 Adaptation et politiques publiques

La définition et l'utilisation du concept d'adaptation est encore vague. Elle peut être vue comme l'antithèse de la résilience[146] comme une capacité à améliorer la résilience d'un système[147] ou encore comme un outil au service de la résilience des SES et de leur gouvernance[148]. L'adaptation dans la littérature est appréhendée comme une finalité, un moyen et un outil de gestion de la résilience.

6.3.1 Définitions retenues en vue de notre étude de cas

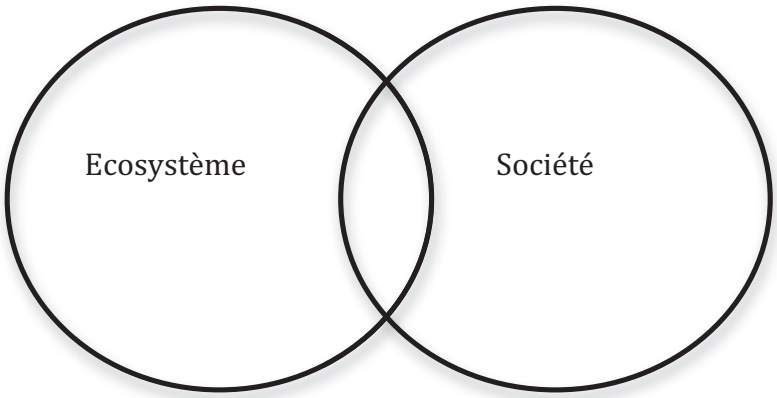
Nous prendrons ici trois définitions de l'adaptation pour inspirer nos recherches sur le sens et la portée du concept de résilience dans l'humanitaire, au travers de l'adaptation des systèmes sociaux. Pour Lorenz Petersen, directeur de la division Eau, Énergie et Transport du GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), « l'adaptation a pour but de réduire la vulnérabilité des populations (principalement les populations pauvres) afin d'éviter les déplacements ainsi que les conflits pour des ressources insuffisantes »[149]. Les migrations forcées des individus les plus vulnérables sont ici perçues comme une mauvaise adaptation, résultant ou engendrant de nouveaux risques pour l'équilibre des sociétés. Dans cette optique, il est possible de questionner l'humanitaire sur la capacité de ses programmes à pouvoir prévenir les risques de conflits liés aux catastrophes socio-naturelles.

---

[146] Smith, 1997
[147] Walker, 2004
[148] SCHOON Michael, *A Short Historical Overview of the Concepts of Resilience, Vulnerability, and Adaptation*, Indiana University Pre-Dissertation International Travel Grant, 2005
[149] JEINE Britta et PETERSEN Lorenz, *Adaptation et cooperation* Forced migration revue. RMF 31.

Dans un second temps, nous prenons comme référence la définition de l'UNISDR. L'adaptation est définie comme « l'ajustement dans les systèmes naturels ou humains en réponse à des changements climatiques actuels ou attendus, ou à leurs effets, qui atténue les dommages ou en valorise les bénéfices (...) L'adaptation peut venir d'une entité ou être portée par des facteurs extérieurs comme l'évolution du marché ou des politiques publiques »[150]. Cette définition provient des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC). En termes d'écosystème, cela se traduit par la manière dont un écosystème peut faire face à une perturbation avant de passer à un état différent. Sur le plan social, l'adaptation est davantage exprimée comme la capacité des humains à résister tout en évoluant, afin de tirer profit de situations de stress telles que le changement de l'environnement ou des bouleversements politiques[151]. L'adaptation est ici perçue comme préexistante au système[152]. Par ailleurs, dans cette logique, l'adaptation distingue les systèmes naturels des systèmes humains. La résilience sociale et celle des écosystèmes sont ici deux parties distinctes du SES, dont l'équilibre et l'adaptation se trouvent dans l'exploitation durable des ressources.

Vision dualiste de l'adaptation. C. Raillon. 2016

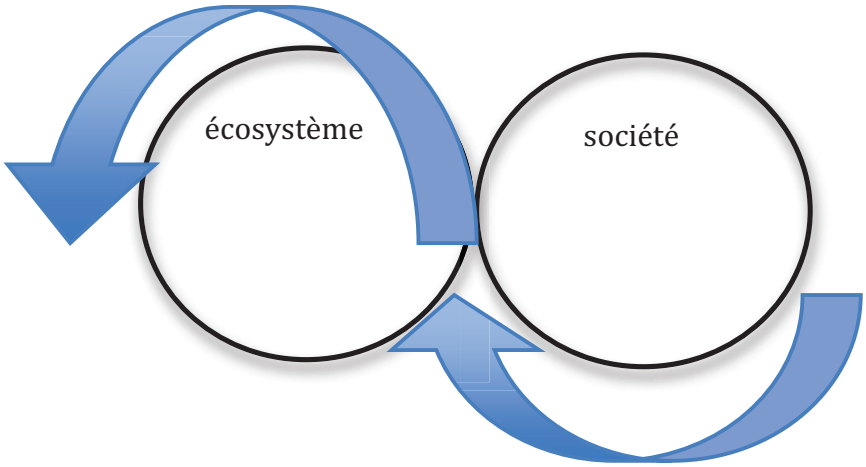


[150] UNISDR. *Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe.* 2009
[151] UNSW 2010
[152] GALLOPIN, *Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity.* Global Environmental Change 16. 2006, pp 293–303

Cette vision est recevable au sens où la résilience de l'écosystème ne signifie pas la résilience du système social, comme nous l'avons démontré en amont. Elle est critiquable au sens où la résilience sociale est indépendante de la résilience des écosystèmes.

Enfin, par la troisième définition du concept d'adaptation mis en avant par G. Galopin, nous élargirons notre appréhension de la résilience des foyers par les dynamiques des SES. L'adaptation est ici perçue comme une réponse aux événements qui lient société et environnement au travers de phases temporelles et de nouveaux états du système. Pour l'auteur, « les adaptations sont les réponses du système aux perturbations ou aux stress qui sont suffisamment fondamentales pour modifier le système lui-même, le déplaçant parfois vers un nouvel état. (…) »[153].

Vision sociocentrée de l'adaptation société et environnement. C. Raillon. 2016



Dans cette même interprétation de l'adaptation des SES, Walker et al. [154] vont plus loin en mettant en avant une idée socio-centrée de la résilience des SES. Ils définissent ainsi la capacité d'adaptation comme la capacité collective des hommes et des écosystèmes à gérer la résilience, notamment en rendant souhaitables certains bassins d'attraction, le rétrécissement de certains

[153] Gallopín, G.C. (2006) "Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity". Global Environmental Change 16: 293–303
[154] WALKER et al. cit. 2004

autres ou encore la création de nouveaux. [155] Les capacités d'adaptation ont ici deux composantes : la capacité des SES de faire face aux risques et celle d'améliorer son état. Notons que la capacité d'adaptation semble se différencier de celle de « faire face » en concourant à des ajustements à plus long terme, et ce, tout en profitant des opportunités qui se produisent pour améliorer les conditions de vie[156]. L'adaptation se réfère ici à la capacité des individus, foyers et collectivités à changer finalement le cours de l'histoire en étant flexibles face aux changements d'états (long terme). Le système serait donc ici préexistant aux processus d'adaptation des entités qui le composent.

En combinant ces trois définitions, nous analyserons nos résultats de terrains T3 sur les trajectoires de vie des foyers en considérant le processus migratoire et ses enjeux, le caractère durable des moyens d'existence et la valorisation de la relation et des équilibres Homme et écosystème. Nous mettrons alors en avant une typologie des capacités de résilience des foyers selon leur sentiment de vulnérabilité et leurs capacités d'adaptation.

6.4 Théories dominantes relatives au concept de résilience et au processus d'adaptation du système

6.4.1 Résilience et système adaptatif complexe : *panarchie*

C'est dans un article de C. S. Holling de 1973, père fondateur de la résilience systémique, que l'on trouve les origines de la résilience des systèmes face aux stress environnementaux. La résilience à cette époque est définie comme une mesure de la résistance des systèmes et comme leurs habilités à absorber les perturbations tout en maintenant les mêmes caractéristiques. Ce n'est que plus tard, dans un ouvrage intitulé « la résilience et la stabilité des systèmes écologiques », que C. S. Holling introduit deux nouvelles définitions de la résilience. La première précise que la résistance aux perturbations et la vitesse de retour à un état d'équilibre permettent de mesurer la résilience. Il la nomme résilience d'ingénierie. La seconde définition met l'accent sur des conditions de non-équilibre, où les perturbations risquent de modifier un système vers un autre état. Dans ce cas, la résilience se calcule par l'amplitude de la

[155] GALLOPIN Gilberto C. *Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity.* Institute for Climate Impact Research. 13-14, 2007, Potsdam.
[156] SMIT et WANDEL (2006)

perturbation qui peut être absorbée avant que le système ne se restructure en quelque chose de nouveau. Il baptise celle-ci résilience écologique[157]

Il est intéressant de noter que les notions de résilience et d'adaptation sont très proches dans les études de C. S. Holling, comme le met en avant le modèle *panarchie*. Un modèle générique pour tenter de comprendre les transformations et évolutions entre systèmes humains et naturels[158]. Cet ensemble est regroupé sous le terme de Système socio-écologique (SES), qui se définit au sein d'un système complexe d'adaptation. « Un SES est défini comme un système qui inclut la société humaine et écologique (biophysiques) en interaction mutuelle (Gallopin, 1991). Un SES peut être appliqué à l'échelle locale pour relater les évolutions d'une communauté et de son environnement, comme à l'échelle mondiale constitué par l'ensemble de l'humanité (l'anthroposphère) et de l'écosphère".

Le modèle *panarchie* (Gunderson et Holling, 2002) explique ainsi les dynamiques du système (Cf. figure de gauche plus bas). On observe des périodes de changements exponentiels (l'exploitation ou phase r), des périodes de croissance et de rigidité (la conservation ou phase K), des périodes d'effondrement (phase Omega) et enfin des périodes de réorganisation et de renouvellement (phase alpha)[159].

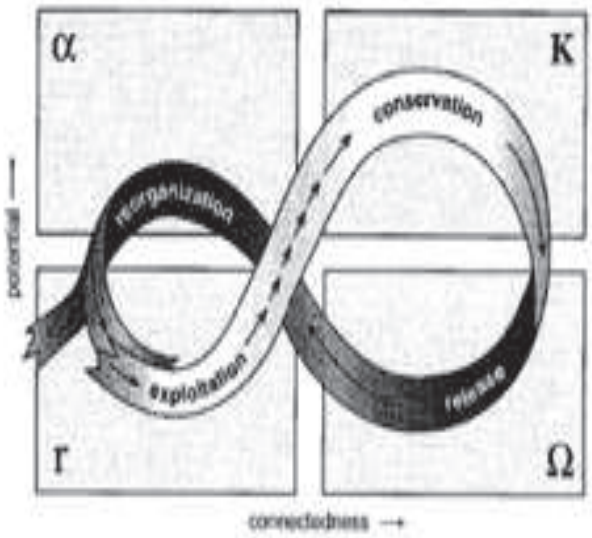
---

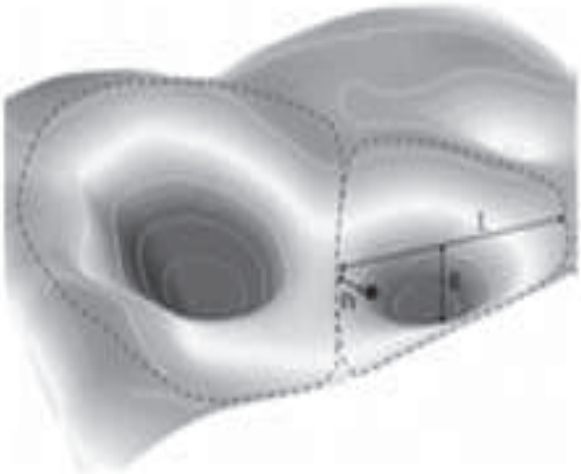
[157] THERRIEN Marie-Christine, *Stratégies de résilience et infrastructures essentielles*, Télescope, vol. 16, n° 2, 2007. pp. 154-171

[158] GUNDERSION et HOLLING C. S. cit 2001

[159] FOLK Carl, Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses. 2006

Le modèle *panarchie*





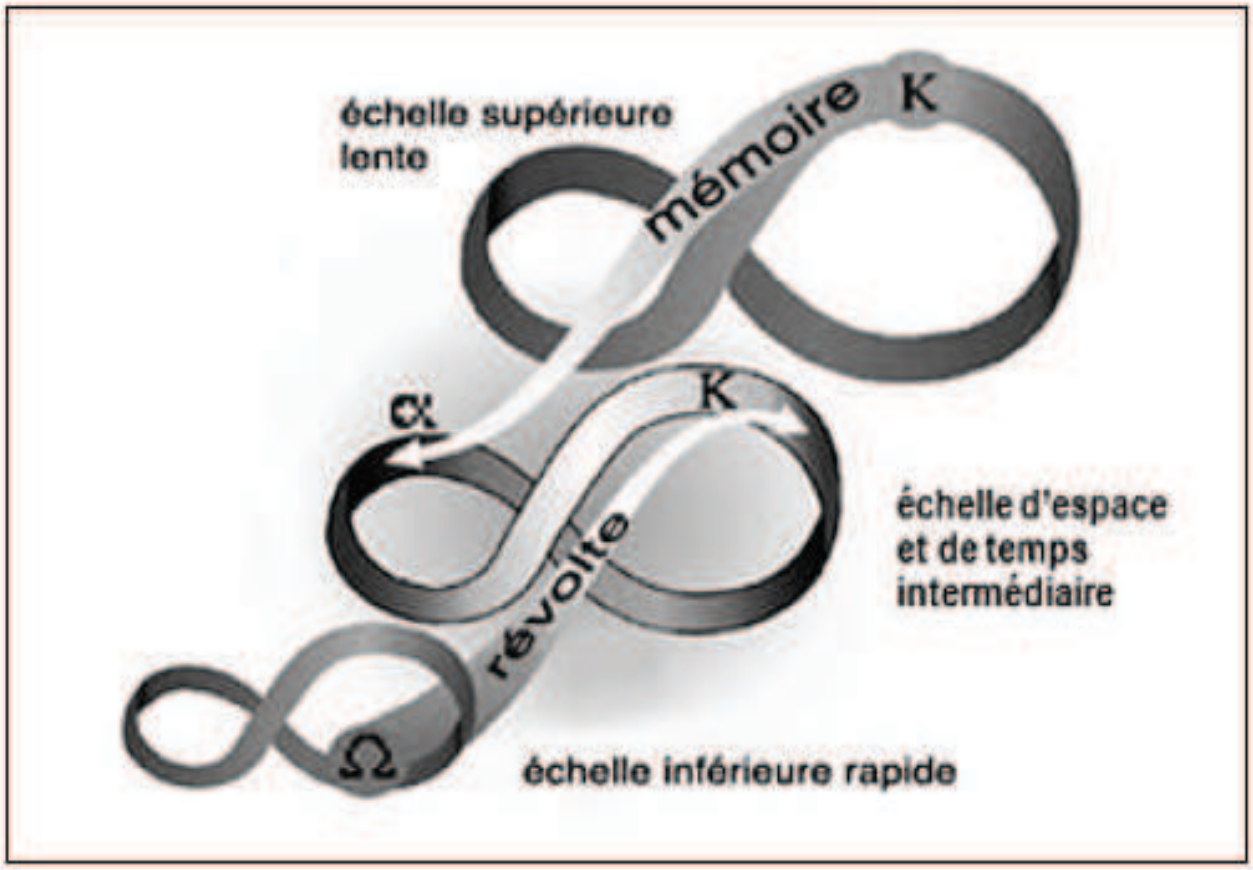
Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems *Brian Walker, C. S. Holling, Stephen R Carpenter,* **and** *Ann Kinzig*, **2004**

Walker, B., C. S. Holling, S. R. Carpenter and A. Kinzig. 2004. Resilience, adaptability and transformability in social–ecological systems. Ecology and Society

Notons que le modèle *panarchie* a été enrichi au cours des années par les apports scientifiques de C. Folk et de Gunderson. Une vision multi-échelle avec des interaction top-down et bottom-up a ainsi été mise en avant entre les différents cycles d'adaptation[160].

[160] GUNDERSON, HOLLING. 2002

Le modèle d'analyse multi-scalaire ou panarchie



Source : Folke (2006), adapté de Gunderson et Holling (2002).

On constate que les cycles des échelles inférieures ont des mouvements plus rapides. Avant de constater que ces mêmes mouvements bouleversent, mais de manière plus lente, les cycles des échelles supérieures. Dans ce modèle, la mémoire joue un rôle fondamental. Elle permet au cycle de se renouveler sans se renier, à partir de la phase de conservation (k). La mémoire semble ici gardienne de la résilience des systèmes et de leur processus d'adaptation. Enfin, nous constatons que chaque niveau est autorisé à fonctionner à son propre rythme, protégé au-dessus de niveaux plus lents, eux-mêmes nourris et dynamisés par le bas avec des cycles plus rapides d'innovation. Selon Simon, dans une telle hiérarchie, chaque niveau assume deux fonctions. Il constitue un « stabilisateur » des niveaux d'organisation inférieurs. Enfin, il engendre et expérimente des innovations à son propre niveau dont résulte le cycle d'adaptation»[161].

[161] BECK Corinne, Editeurs scientifiques. 2006

L'ensemble *panarchie* revisité est donc à la fois créatif et conservateur puisque les interactions entre les cycles combinent à l'apprentissage et à la capacité créatrice du système une notion forte de continuité[162]. Par ailleurs et pour reprendre les conclusions des travaux de U. Beck sur les crises de l'environnement, nous pouvons dire que les niveaux hiérarchiques, quelles que soient les échelles de référence, interagissent constamment d'un niveau à l'autre, chacun avec des dynamiques qui peuvent varier dans certaines limites, dont l'assemblage maintient une cohérence globale et flexible, grâce à la communication entre niveaux.

En parallèle, on note que le système *panarchie* contemporain prend davantage en considération les limites des premiers travaux de C. S. Holling, qui omettait les relations de pouvoir entre et au sein des différentes strates et hiérarchies du système. Cette approche systémique reconnaît différentes échelles interconnectées (Adger, Hughes, Folke, Carpenter et Rockstrom, 2005) du local au global et de l'individu aux structures politiques qui le gouvernent, etc.[163] (cf. figure ci-dessous[164]).

[162] HOLLING C.S. 2001
[163] BENE.C. 2012
[164] HOLLING C.S. 2001

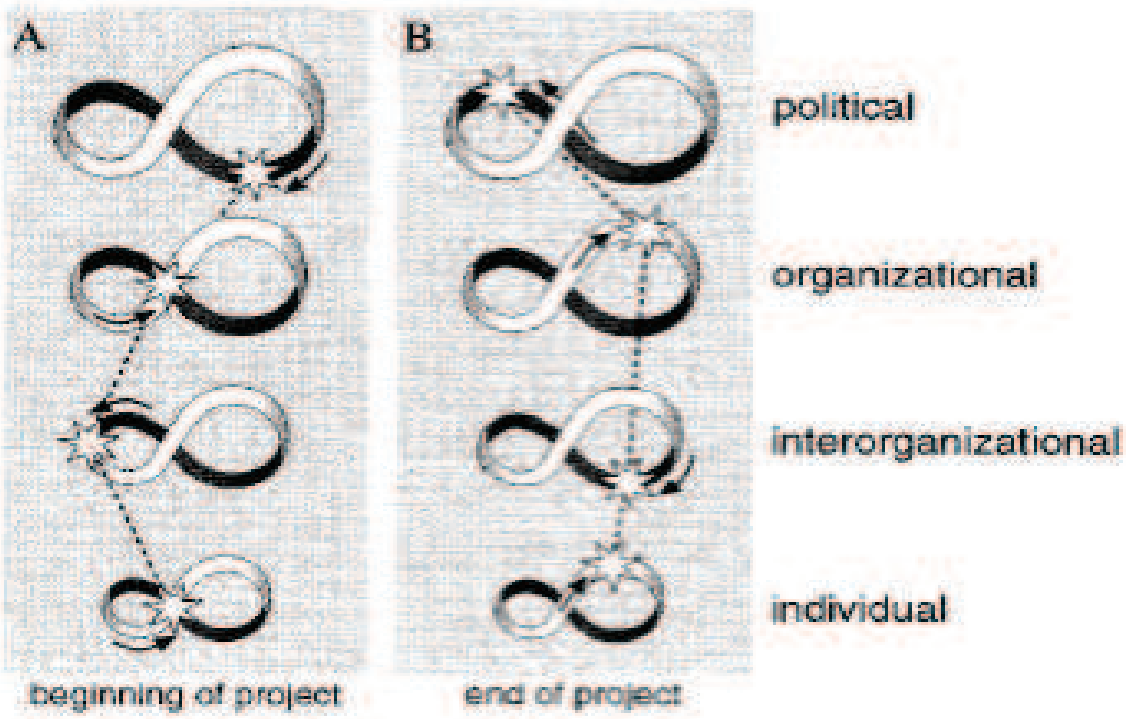


Figure 9. Separate adaptive cycles are used to depict phases of issues as interpreted in four systems—political, organizational, interorganizational, and individual. Managers' actions and solutions must account for these dynamics of these systems (Westley 2001). (Reprinted from Gunderson and Holling 2001 with permission of Island Press)

A la lecture de ce graphique, on note que la dynamique de chaque cycle d'adaptation est liée aux relations complexes entre individus, organisation collective et institutions politiques qui les gouvernent. On comprend ainsi que la dimension sociale prenne une place de plus en plus considérable dans les recherches sur la résilience des écosystèmes.

6.4.2 *Panarchie,* limites dans l'humanitaire

Au travers du modèle *panarchie*, la théorie de la résilience des SES portée par C.S Holling et ses successeurs est riche de réflexions dans l'humanitaire. Tout d'abord, notons que l'approche systémique fait de toute évidence écho dans la gouvernance des catastrophes car elle met en avant l'effet domino de leurs impacts sur les différentes structures et éléments du système. Pour autant, cette approche systémique ne prend pas en considération les entités plurielles du système que sont les personnes[165]. Or, parmi ces personnes, il existe une multitude de trajectoires de vie plus ou moins contraintes et rationnelles pour réduire les risques et l'impact des catastrophes sur la résilience des collectivités et des SES.

Enfin, la théorie *panarchie* reste limitée dans l'humanitaire pour appréhender des modèles d'attraction et des dynamiques de résilience des sociétés les plus vulnérables aux catastrophes socio-climatiques au travers d'un développement durable. Quelles sont les dynamiques des systèmes ? Comment savoir ce que peut supporter un modèle avant qu'il ne se transforme complètement ? Quelles sont les seuils de résilience et les référentiels qui permettent de déterminer des bassins d'attraction « indésirables » ou souhaitables pour la résilience sociale et du SES ? Ces limites s'illustrent parfaitement par le débat houleux sur les indicateurs qualité des différentes approches intégrées portées par de multiples acteurs aux pouvoirs inégaux.

En conclusion, le modèle *panarchie* nous semble utile pour comprendre la dynamique des systèmes, mais reste incomplet pour appréhender dans l'humanitaire des modèles de développement résilient suite à une catastrophe. De quelle essence se nourrit la dynamique des systèmes ? Comment appréhender la multitude de pouvoirs et de relations entre les entités des microsystèmes que sont le foyer et les individus ? Enfin, de quelle capacité de projection, mais aussi de modification de la trajectoire du système SES, disposent finalement ces sous-systèmes ?

[165] BERKE et FOLK, 1998

6.5 Politiques d'adaptation et pauvreté : le système économique en question

Pour aller plus loin dans notre réflexion sur le sens et la portée du concept de résilience, nous discutons dans cette sous-partie de la pauvreté comme le talon d'Achille de l'adaptation des foyers. En mettant en avant les avancées et limites des politiques publiques pour l'adaptation des sociétés et la réduction des risques, nous introduirons une critique du système économique. Une critique qui nous permet de penser que l'intégration du concept de résilience dans l'humanitaire permet de modifier la réponse aux catastrophes par des mécanismes d'adaptation des foyers en dehors et à l'intérieur du système économique contemporain.

6.5.1 Pauvreté et fatalité

Nous reprenons l'hypothèse d'En Xuan Thuy qui affirme que la croissance économique est la principale cause de l'augmentation des inégalités. Ces inégalités renforcent la pauvreté de certains foyers qui ne peuvent plus avoir accès aux actifs et conserver leurs activités et propriétés. Elles donnent ainsi naissance à de multiples cercles vicieux de la vulnérabilité des foyers.

Le delta des Sundarbans est une zone où le travail rémunéré manque et où les salaires sont dérisoires. En parallèle à un taux de croissance annuel fort, on se retrouve avec des problèmes majeurs de consommation puisque les foyers les plus vulnérables ne peuvent plus, ou de manière très limitée, se procurer ce dont ils ont besoin. S'en suit saturation de la production locale avec pour seule échappatoire, les exportations. Exportations qui sont certes bénéfiques pour les pays qui importent, mais qui ne règlent pas le problème du chômage, des revenus extrêmement faibles et de l'insécurité alimentaire de notre zone d'étude.

Il semble qu'au Bangladesh la croissance et l'investissement ne trouvent plus le potentiel d'emploi pour toute une population qui ne cesse de croître. La productivité du travail augmente et l'on a, de facto, besoin de moins d'hommes pour le même travail. Le chômage et le travail précaire se développent de facto alors qu'il y a croissance. Si nous partons de ce postulat, nous notons toute la complexité pour les foyers du delta des Sundarbans de se projeter. Les villes sont saturées de travailleurs pauvres et les activités économiques traditionnelles bouleversées

par des technologies nécessitant moins de main-d'œuvre ou plus de main-d'œuvre, mais à l'étranger comme le secteur de l'aquaculture.

Le Bangladesh n'est donc pas dans une situation de trappe de pauvreté selon Solow puisque la croissance et l'investissement sont là. Ce qui démontre la force de l'économie de marché qui, au travers de l'investissement financier et des multiples plans d'adaptation du territoire, semble justifier l'accroissement des inégalités sociales et la pauvreté au profit de la rentabilité des activités, de la productivité et de l'exportation. Ce qui démontre par ailleurs les failles des politiques publiques pour préserver et créer des bassins d'attraction socialement éthiques et durables, qui préserveraient et créeraient l'adaptation et la résilience des SES. En effet, les politiques publiques ne disposent que de trop peu de pouvoir, de connaissances et d'outils pour mettre en œuvre des mesures dissuasives économiquement novatrices. En découle une érosion du tissu social « dans une telle situation, les membres individuels de la société doivent dépendre uniquement d'eux-mêmes et peut-être sur les membres de leur famille »[166].

On peut alors se questionner avec un certain cynisme si les sociétés peuvent encore se relever et si oui, combien de temps pourront-elles le faire dans un environnement à haut risque de catastrophes socio-climatiques majeures où des millions de foyers sont confrontés à la pauvreté chronique.

6.5.2 Trappe de pauvreté et responsabilités pour C. S. Holling

Nous faisons ici la différence entre le terme de trappe de pauvreté utilisé dans le modèle panarchie de C. S. Holling et le même terme mis en avant dans la macroéconomie par Solow, théorie par ailleurs relativement obsolète en économie.

La littérature est marquée par un point critique entre adaptation et pauvreté. C. S. Holling emploie le terme de trappe de pauvreté pour illustrer un effondrement du système où le potentiel et la diversité sont éradiqués par « une mauvaise utilisation ou une force extérieure »[167]. Les réactions en chaîne mises en avant par C. S. Holling peuvent entraîner une faible connectivité entre les échelles et une faible résilience, voire une disparition du système dans son ensemble.

[166] HOLLING C. S. cit 2001
[167] HOLLING. C. S., 2001

Cette condition, nous dit Holling, peut se propager du haut vers le bas. Par déduction, nous pouvons supposer que l'internationalisation des catastrophes peut endommager la résilience d'une collectivité située sur une échelle institutionnelle inférieure. Dans ce contexte, on peut se questionner sur la légitimité des politiques de gestion des catastrophes mises en avant dans la gouvernance internationale au travers de l'humanitaire.

Figure 8. Maladaptive systems. A poverty trap and a rigidity trap are illustrated as departures from an adaptive cycle. If an adaptive cycle collapses because the potential and diversity have been eradicated due to misuse or an external force, an impoverished state can result, with low connectedness, low potential, and low resilience, thus creating a poverty trap. A system with high potential, connectedness, and resilience is represented by the rigidity trap. It is suggestive of the maladaptive conditions present in hierocracies, such as large bureaucracies (Holling and others 2001). (Reprinted from Gunderson and Holling 2001 with permission of Island Press)

Lorsque la récupération est possible, c'est, pour C. S. Holling, sur la mémoire qu'elle doit se fonder pour réinventer, rétablir, maintenir un nouveau cycle adaptatif, une nouvelle *panarchie*. Or la mémoire de ces foyers et de ces collectivités nous rappelle que la sédentarité n'est peut-être pas toujours la meilleure des solutions face au climat. Nous avons pu constater via nos études terrain que beaucoup de foyers restent dans les zones rurales, enfermés dans une trappe de pauvreté par le caractère incertain lié notamment aux stratégies migratoires. Au Bangladesh, les ménages pauvres et proches du seuil de subsistance ne prennent pas toujours le risque de migrer et de se déplacer, puisque cela nécessite aujourd'hui sûrement plus qu'hier des économies préalables. Pourtant, même si ce type de stratégie est limitée par la congestion et le développement anarchique de grandes villes comme Dhaka et par la réticence des politiques à encourager les mouvements de population[168], faciliter, organiser et harmoniser les relations entre les personnes et collectivités d'accueil pourrait encourager la sortie de certains foyers de ces dites trappes de pauvreté.

À contrario, on observe à une échelle locale que la pauvreté qui caractérise les individus et le manque de formation des adultes à la résilience des SES sont aussi des facteurs qui handicapent la création de structures sociales. Structures économiques, éducatives, sanitaires et politiques qui auraient assez de pouvoir pour maintenir les propriétés adaptatives du système social local face à la surexploitation des ressources. Structures qui pourraient, selon l'hypothèse que les catastrophes sont tout sauf des événements apolitiques, redessiner de réelles stratégies locales de réduction de la pauvreté, de sécurité et d'autosuffisance alimentaire des collectivités et, sur une échelle plus vaste, des districts, des régions, de l'état, etc.

6.5.3 Points forts et faiblesses du National Adaptation Programmes of Action (NAPA)

Le Bangladesh a reconnu le changement climatique comme une problématique centrale aux stratégies de développement du pays. C'est dans cette dynamique que le National Adaptation Programmes of Action(NAPA) a été préparé par le ministère de l'Environnement et des Forêts du Bangladesh suite à la septième Conférence des parties de Marrakech (COP7) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La septième

[168] KRAAY Aart et MCKENZIE David, *Do Poverty Traps Exist? Assessing the Evidence*. Journal of Economic Perspectives—Volume 28, Number 3—Summer 2014—Pages 127–148

conférence fait suite aux décisions politiques internationales de consolidation d'un espace financier autour des crédits d'émission, échanges permettant d'acheter ou de vendre des crédits d'émission, mais aussi d'investir dans des pays en voie de développement tel que le Bangladesh[169].

Le NAPA est un document officiel qui priorise les problèmes liés aux changements climatiques et aux impacts socio-économiques. Le rapport suggère des stratégies et mesures d'adaptation sur la base probabiliste de futurs scénarios dans les secteurs de l'infrastructure publique, de l'agriculture et de la pêche[170]. Le NAPA est un outil politique et financier qui doit concourir à l'adaptation des collectivités locales et au développement durable[171].

Il y a pourtant un certain nombre d'obstacles au NAPA. Tout d'abord, le manque de conscience des impacts socio-économiques du passage d'un état à un autre (cf. *panarchie*). Or les études scientifiques récentes démontrent que « les récifs coralliens, les forêts, les lacs et les océans montrent que la perte de la résilience ouvre généralement la voie à un autre état[172] ». La question est de savoir vers quel autre état les sociétés s'engagent, et quels outils financiers et politiques publics mettre en place pour les accompagner vers de nouveaux équilibres.

Enfin, le NAPA se limite, du moins dans sa forme actuelle, sur la question fondamentale de la redistribution des bénéfices de la croissance. À ce jour, les multiples réformes économiques et de dérégulation qui façonnent le pays depuis les années 1990, ont permis certes une évolution constante du PIB, mais aussi une omniprésence de la pauvreté endémique, avec une disparité entre riches et pauvres qui tend à s'agrandir. Malgré les échecs, aussi bien du marché que des politiques publiques, le NAPA ne remet pourtant pas en question le modèle économique dominant ; la croissance à tout prix et les moyens pour y parvenir. Dans un même ordre d'idée, notons que la décentralisation est limitée au Bangladesh. Les Provinces, Unions, Upazillas (sous Union) disposent de plus en plus de responsabilités alors que leurs budgets restent trop restreints pour informer sur le changement climatique, éduquer et créer les conditions d'un développement durable sur un modèle financier novateur.

---

169 http://www.actu environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/conference_des_parties_cop.php4

170 http://unfccc.int/resource/docs/napa/ban01.pdf

171 Ministry of Environment and Forest Government of the People's Republic of Bangladesh National Adaptation Programme of Action (NAPA) Final Report, November 2005

172 Ministry of Environment and Forest Government of the People's Republic of Bangladesh National Adaptation Programme of Action (NAPA) Final Report, November 2005

Ce constat nous fait prendre la mesure d'un tout autre problème, celui de l'intégration des impacts du changement climatique et de l'adaptation des collectivités dans l'élaboration des politiques publiques. Nous pensons que cette intégration nécessite de multiples réformes qui peuvent mettre en péril certains avantages des classes sociales dominantes. Par ailleurs, nous présupposons qu'un état n'est pas une entité homogène. Il existe des relations de pouvoir et de concurrence interministérielle pour l'accès aux financements NAPA, qui peuvent ralentir les processus d'intégration. En effet, la liste des projets retenus au sein du document NAPA, leurs coûts en millions de dollars USD (allant de 5 à 23 millions de USD) et les agences en charge de faire valoir les directives, laissent craindre de potentiels conflits d'intérêt et concurrences inter-agences, la part la plus importante revenant au ministère des Forêts (un tiers des fonds)[173].

Enfin, si l'adaptation coûte cher à institutionnaliser, à définir et à mettre en place, elle semble pourtant justifiable et rationnelle d'un point de vue financier et social. Avec la globalisation des échanges, on imagine facilement que des ondes de choc au Bangladesh puissent se répercuter sur les pays développés, incapables de gérer les flux de migrants ou de se procurer des denrées alimentaires de base comme le riz, ou alors à des prix exorbitants. Nous concluons que le NAPA, en mettant en avant le concept polémique d'adaptation, reflète l'air du temps marqué par la société du risque, la responsabilisation des individus et les relations de domination qui restreignent ou encouragent la résilience sociale et des SES. Phénomènes socio-politiques qui questionnent les ponts entre systèmes économiques, écologiques et durabilité sociale[174]et qui sous-entend de nouvelles approches à questionner dans l'humanitaire.

6.5.4 L'histoire des « poor house » et raisons de se questionner sur la gouvernance des catastrophes

L'histoire des « poor house » de Bombay est l'exemple type de l'échec de la croissance à tout prix sur les réductions de la pauvreté et de la vulnérabilité des peuples aux catastrophes. En 1897, la prospérité de la ville de Bombay (Mumbay) repose sur le déclin des conditions de vie des habitants. Les salaires avaient certes relativement augmenté, mais très peu, si on comparait

[173] Ministry of Environment and Forest Government of the People's Republic of Bangladesh *National Adaptation Programme of Action* (NAPA) Final Report November 2005
[174] BERKES et FOLKE. 1998

cette augmentation à celle, spectaculaire, des prix des matières premières, des terrains et des loyers. Les foyers qui pâtirent le plus de cette hausse des prix furent ceux vivant en milieu rural, exploités par des marchands qui pillaient leur campagne pour nourrir les grandes villes du pays et l'Angleterre[175].

Cet exemple nous démontre que l'équilibre d'un système dépend d'un contrôle certain des politiques publiques par la société civile et des marchés par le droit et la justice. Pour Hamidul Hug, « au-delà des catastrophes comme Sidr, la crise alimentaire est exacerbée par les dysfonctionnements de circuits de distribution dominés par les intermédiaires et les spéculateurs. Seule une reprise en main du secteur par l'état permettra de maîtriser les prix et garantir l'approvisionnement des pauvres »[176].

Cet exemple illustre les limites de la fameuse rhétorique de A. Smith « laissez faire, laissez passer ». D'autant que, selon Mike Devis, « non seulement les Britanniques furent incapables de financer l'entretien ou l'expansion des systèmes traditionnels d'irrigation [mais] ils détruisirent les mécanismes sociaux qui permettaient aux villages de les prendre en charge »[177]. Selon A. Kraay, et de manière plus contemporaine et moins colonialiste, « les efforts de l'aide étrangère se portent souvent sur une solution technique pour permettre aux ménages ou à un pays de passer à un autre équilibre »[178]. Le paradoxe est qu'en souhaitant réduire la pauvreté des foyers par la technicité, on développe une économie de marché qui exacerbe la vulnérabilité et la pauvreté réelle des collectivités sur le long terme.

6.5.5 Marché contre sécurité alimentaire

La réduction de la pauvreté et l'accès au marché sont des facteurs déterminants dans la gouvernance des risques et catastrophes. Pourtant, il semblerait qu'ils ne nous disent pas tout. En effet, de nombreux foyers sont encore plus ou moins protégés de la variabilité du libre marché par la persistance de leur activité de subsistance. Leur capacité de résilience pourrait

---

175 DAVIS Mike, *Génocide tropicaux, catastrophes naturelles et famines coloniales*, La Découverte, 2004

176 HUG Hamidul, DELCOURT Laurent (dir), *Etats des résistances dans le Sud - 2009, Face à la crise alimentaire.* Alternative Sud, Syllepse, 2009

177 DAVIS Mike, 2004.

178 KRAAY Aart et MCKENZIE David 2014

donc être positivement ou négativement affectée par leur intégration au marché, même si théoriquement cette intégration doit réduire leur vulnérabilité par des opportunités économiques nouvelles.

En créant des opportunités indéniables, l'accès au marché peut vulnérabiliser aussi les foyers ruraux pauvres, en raison d'une dépendance plus forte aux cultures de rente en contrepartie de la sécurité alimentaire du foyer. Par ailleurs, ces cultures de rente sont bien souvent « écologiquement inappropriées et diminuent la résilience des SES »[179] tout en ne servant que les intérêts des familles de propriétaires les plus aisées. Le marché pourrait donc être contre la résilience des SES tout en augmentant l'accroissement des inégalités.

Par déduction, nous pouvons dire que, mettre l'accent dans l'humanitaire sur la relance et la croissance économique par des activités notamment « d'argent contre travail » pour réduire la pauvreté et renforcer la résilience sociale et des SES, est un débat polémique contextuel. Nous y reviendrons dans notre dernière partie. La fin justifie-t-elle les moyens, quand réduire la pauvreté met à l'épreuve la sécurité alimentaire des foyers et la résilience des SES sur un plus long terme ?

Les solutions techniques, pour permettre la relance des activités économiques comme les puits, barrages et routes, trouvent une autre limite dans l'humanitaire. Elles n'incluent pas d'études approfondies sur la transformation des modèles socio-économiques qui en découlent et qui peuvent entraver les capacités d'adaptation des foyers et la résilience des SES. Un ouvrage technique peut devenir la propriété d'une entité, un foyer ou un groupe d'individu et créer des pressions économiques et sociales nouvelles sur les autres entités du système. Cette approche ne peut ainsi concourir à des solutions durables. Pour C. Folk et C. S. Holling « au lieu de cela les efforts devraient être faits pour créer des synergies entre le développement économique, l'évolution technologique et la capacité dynamique des ressources naturelles pour soutenir le développement social et économique[180] ».

Dans l'humanitaire, cela revient à s'interroger sur un modèle social éthique et durable avec cette idée centrale de passer d'un état d'urgence à un état de développement résilient. Un modèle de l'aide qui se focaliserait sur l'humain et sur la résilience de son écosystème, tout en permettant

[179] ADGER Neil, 2009
[180] FOLKE Carl. 2002

une croissance durable et équitable avec une réduction des risques pour les foyers les plus vulnérables face aux phénomènes climatiques déstabilisants.

6.5.6 Transformation des modèles socio-économiques et déséquilibre des SES

Les modèles sociaux, pour survivre, doivent se transformer. On constate que les pêcheurs et les aquaculteurs se tournent vers des solutions dites agressives pour survivre : surpêche, braconnage, entrants polluants avec l'exploitation extensive et intensive des ressources naturelles. La protection de la nature est ainsi encore jugée incompatible avec les activités économiques, et ce, alors même que paradoxalement l'économie locale repose sur l'exploitation des ressources.

Nous mettons en avant que ce ne sont pas les gains économiques qui poussent les foyers à endommager la résilience de leur écosystème, mais les mécanismes économiques qui les soumettent à une mauvaise exploitation de leurs ressources. Mauvaise exploitation au sens où l'utilisation des ressources naturelle pour subvenir aux besoins du foyer ne permet ni des rendements durables, puisque les sols appauvris ont des rendements décroissants, ni la régénération de l'écosystème, barrière naturelle contre les cyclones et les inondations. Superposé ou découlant des catastrophes, nous faisons le constat que le statut des pêcheurs ou agriculteurs évolue au gré de l'économie de marché et des investisseurs publics ou privés.

Au Bangladesh, suite au cyclone Aila et à l'immersion des terres arables, de nombreuses entreprises privées ont pourtant connu une croissance inquiétante pour l'écosystème en rachetant les terres des paysans les plus affectés par la catastrophe. Or ce modèle de société et les lois qui le permettent modifient les équilibres du SES. Non pas tant parce que ce modèle ne prend pas en considération les questions environnementales, mais parce qu'il en évince les dynamiques sociales. La protection de la forêt de mangrove, dont le premier plan date de la fin du XIXe siècle et qui est subventionnée aujourd'hui par la Banque mondiale[181] ou l'UNESCO, impose une restriction de son accès aux populations autochtones. Ce qui semble à première vue bénéfique pour l'écosystème ne permet pas toujours la résilience de la société. Au contraire, elle crée de nouvelles divisions sociales, avec les ayants droit et les autres. Par ailleurs, elle tente

181 http://www.banquemondiale.org/fr/results/2013/04/13/environment-results-profile

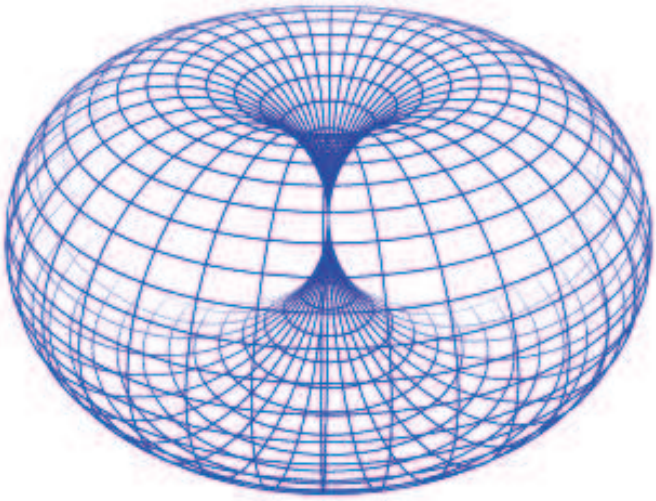
d'extraire les sociétés de leur environnement avec une idée de dualisme entre Homme et écosystème. Comme l'illustre ces femmes qui nous ont dit lors de notre étude T2 « avant de protéger les arbres, donnez-nous à manger ». Nous faisons ainsi le constat que l'humanitaire considère encore trop peu les relations multiples que les sociétés ont avec leur environnement institutionnel et écosystémique, tout comme les modèles économiques résilients qui peuvent les accompagner.

6.5.7 La dynamique des systèmes

Nous proposons d'ouvrir le débat sur les liens entre vulnérabilité, résilience et adaptation comme les caractéristiques indissociables de la dynamique et de la complexité des systèmes. Une complexité dont les impacts environnementaux, sociaux et économiques sur les sociétés sont difficilement qualifiables et quantifiables, mais dont les recherches permettent de penser autrement la gouvernance des catastrophes et des risques.

On constate schématiquement deux grandes stratégies de réponse aux catastrophes dans l'humanitaire plus ou moins distinctes. La première se réfère à la satisfaction ponctuelle des besoins vitaux. La deuxième met davantage en avant des dynamiques de prévention par la relance de l'activité économique, l'éducation ou encore la reconstruction d'infrastructures essentielles (digues, puits, etc.). Nous mettons en avant que l'une comme l'autre de ces politiques de l'aide gagneraient à interroger la relation d'interdépendance société-écosystème pour concourir à une vision non plus dualiste ou de déterminisme de l'adaptation, mais davantage intégrée.

Le torus, image d'une vision intégratrice de l'adaptation Homme et écosystème.
C. Raillon. 2016. Inspiration formation permaculture design Grenade.



Nous avons choisi ici l'image du torus pour illustrer les relations imbriquées des différents systèmes société et écologiques. Ce symbole est intéressant pour enrichir de nouveaux modèles humanitaires au sens où chaque sous-système écologique ou social se renouvelle indéfiniment en circuit fermé sur la vulnérabilité, la résilience et l'adaptation des autres. Nous y reviendrons dans notre dernière partie.

Conclusion

Le concept d'adaptation se construit dans l'humanitaire sur une vision dualiste de la résilience des systèmes SES. En définissant la vision dualiste comme celle qui sépare les différents éléments d'un système pour mieux les appréhender, les exploiter et les gouverner. L'humanitaire définit par là même les limites de sa spécialisation tout en la légitimant. Nous faisons ici l'hypothèse que, dans la vision dualiste de la résilience, se joue aussi la refonte institutionnelle et politique des ONG au travers des approches multi-acteurs et multisectorielles.

Le concept d'adaptation se construit ainsi et aussi sur une vision intégrée des systèmes socio-écologiques. Comme un tout où chaque élément interagit sur et en fonction des autres. La résilience questionne de facto dans l'humanitaire la dynamique des systèmes socio-écologiques comme un tout, dont l'équilibre des uns dépend des autres.

Loin d'être en opposition, ces deux visions trouvent un terreau fertile pour proposer et introduire de nouveaux modèles de l'aide. Comment penser, organiser et financer la gestion et la prévention des catastrophes ? Autrement dit, comment se répartir aux niveaux institutionnel, organisationnel et opérationnel le temps, les tâches et les pouvoirs sur la redistribution des bénéfices de l'aide à long terme ? Comment penser non plus en terme de pertes et d'actifs que de causes à effets.

Chapitre 7.
Étude de trajectoires de vie. De la différence des termes de vulnérabilité, résilience et adaptation aux dynamiques systémiques

Introduction

Nous analysons dans ce chapitre l'évolution des moyens d'existence sur 144 trajectoires de vie de foyers en fonction de leurs perceptions de vulnérabilité. Par l'analyse de ces trajectoires, nous illustrerons les liens entre vulnérabilité, adaptation et résilience. Nous mettrons en avant plusieurs dilemmes dans l'humanitaire. Comment définir et interpréter les différentes capacités de rebond des foyers ? En quoi une certaine typologie de ces capacités permet-elle de questionner différentes perceptions des risques et de la gouvernance des catastrophes ?

Si nous avons choisi l'échelle du foyer, c'est parce qu'elle fait référence dans l'action humanitaire et qu'elle permet d'illustrer l'asymétrie conceptuelle et pratique entre vulnérabilité, résilience et adaptation, qui se répondent et se superposent dans la littérature.

Nos résultats mettent en avant que cette asymétrie demande et justifie une vision systémique de la gouvernance des catastrophes. Une vision qui assigne l'intégration du concept de résilience comme un élan intellectuel et pratique permettant d'intégrer, dans une même dynamique de durabilité sociale et écologique, les termes de vulnérabilité et d'adaptation. Une dynamique pourtant limitée par un trop-plein de critères et d'indicateurs, ainsi que par la rigidité des mécanismes de gouvernance et le rouleau compresseur de l'économie de marché sur les collectivités rurales les plus pauvres et les plus dépendantes au climat. Cette conception plutôt pessimiste des choses reviendrait à dire que le paradigme humanitaire, qui se dessine au travers de l'intégration du concept de résilience, place l'action humanitaire au rang d'outils du politique. Pour autant, et selon si l'on voit le verre à moitié vide ou à moitié plein, l'intégration du concept de résilience et les dynamiques systémiques qu'il met en avant justifient une redéfinition des modèles de l'aide. Une approche qualitative de l'aide sur des critères de durabilité des foyers et des écosystèmes pour répondre à la catastrophe et prévenir les risques futurs. La politisation du paradigme humanitaire peut être perçue comme une occasion d'accompagner des processus alternatifs novateurs au sein des foyers et des collectivités, avec une notion très forte de sécurité par et pour les collectivités, qu'il s'agisse de sécurité alimentaire, de paix sociale, de régénération de la nature, etc. Une occasion pour l'humanitaire

de proposer une autre voie que celle de la militarisation des états face aux impacts du climat, et notamment aux vagues de migration sur lesquelles les scientifiques nous alertent depuis les années 1990[182].

Nous mettons en avant dans ce chapitre les interactions entre adaptation et vulnérabilité, et entre adaptation et résilience, afin de démontrer les dynamiques systémiques en jeu.

7.1 Vulnérabilité, résilience et adaptation : une convergence multifacette

Nous ouvrons ici le débat sur la richesse des divergences entre vulnérabilité, adaptation et résilience, et sur la complexité de proposer un modèle humanitaire qui accompagne leurs paradoxes. Modèle qui renverrait à des concepts aussi prometteurs qu'encore incomplets de transformation des risques en opportunités et de développement durable dans des environnements à haut risque socio-climatique.

Notre étude sur l'adaptation, et au travers de ce terme sur les concepts de vulnérabilité et de résilience, ouvre sur un nouveau débat qui nous semble crucial dans le design même des pratiques de l'aide suite à une catastrophe. En effet, et comme nous l'avons mis en avant précédemment, il nous semble que le concept d'adaptation se base sur un paradoxe, entre une vision dualiste des systèmes SES et une vision intégratrice. Nous définissons la vision dualiste comme celle qui séparerait les différents systèmes les uns des autres, afin de mieux les appréhender, les exploiter et les gouverner. La vision intégrée quant à elle considèrerait alors les systèmes comme un tout, dont chaque élément interagit sur et en fonction des autres.

---

[182] COURNIL Corinne et al. *Mobilité humaine et environnement, du global au local*. Nature et Société. Edition Quao. 2015

7.1.1 Objectifs de notre étude – T3 - Évolution des moyens d'existence et trajectoires des foyers

Cette étude des tendances des différentes trajectoires des foyers, au sein de villages considérés comme plus ou moins vulnérables à postériori des cyclones Aila et Sidr (2009), met en avant la complexité d'une approche humanitaire intégrant réduction de la vulnérabilité, adaptation et résilience.

Objectifs de notre étude terrain :

- Caractériser différents types de capacités de rebond des foyers
- Définir les points de convergence et de divergence entre les concepts de vulnérabilité, adaptation et résilience
- Interroger l'espace humanitaire sur ses modèles de réponse aux catastrophes

Nous souhaitons mettre en avant l'évolution des moyens d'existence sur trois temps : avant 2009, entre 2009 et 2011, et en 2014 des 144 foyers des six villages de notre étude T3. Nous dégagerons plusieurs tendances en fonction des catégories *riches, moyens et pauvres,* et des villages considérés, à posteriori des catastrophes Sidr et Aila, comme résilients ou vulnérables. Ces tendances nous permettront de proposer une typologie des capacités de rebond des foyers et de nourrir notre réflexion sur les liens entre vulnérabilité, résilience et adaptation.

Zone 1	**Zone 2**	**Zone 3**
Village 1 : résilient	Village 3 : vulnérable	Village 5 : vulnérable
Village 2 : vulnérable	Village 4 : résilient	Village 6 : résilient

Nous analyserons nos données en revenant systématiquement aux trois définitions du concept d'adaptation, que nous avons mis en avant précédemment. Est-ce que les tendances qui se dégagent proposent des alternatives et une potentielle réduction des migrations forcées ? Est-ce qu'elles permettent un ajustement du système au climat avec des bénéfices pour les collectivités et les systèmes socio-écologiques ? Enfin, est-ce que ces trajectoires modifient le

système au point de le faire basculer vers de nouveaux états (cf. définition de Galopin) ? Enfin, dans notre dernière partie, nous proposerons des angles d'amélioration des pratiques humanitaires au travers de modèles de gestion des catastrophes qui nous semblent inspirants et novateurs.

En conclusion de ce chapitre, nous ouvrirons le débat sur les tensions politiques qui se jouent dans la gouvernance des catastrophes et sur les dilemmes humanitaires entre réduction des vulnérabilités, adaptation et résilience des sociétés.

7.1.2 Résumé de nos résultats

L'analyse de nos résultats démontre une typologie de la capacité de rebond des foyers au travers de l'analyse de leur trajectoire de vie :

1. *La capacité innovatrice* : quand la catastrophe permet de découvrir de nouveaux secteurs d'activité et d'augmenter le nombre d'opportunités afin de modifier, voire de transformer, les conditions de vie du foyer/la collectivité.
2. *La capacité régénératrice* : quand la catastrophe permet de redécouvrir et/ou d'accroître un même secteur d'activité.
3. *La capacité d'ajustement* : quand la catastrophe permet de mettre à l'épreuve la capacité de rebond et de retour à l'équilibre du système. La résilience d'ajustement peut être rapide ou s'étaler sur une durée beaucoup plus longue.
4. *La capacité de dévalorisation*: quand la catastrophe ne permet pas le rebond du foyer dans le secteur d'activité qui était le sien avant catastrophe.

Ces différents types de rebonds ne sont pas exclusifs. Ils peuvent se superposer ou découler les uns des autres. Par ailleurs, pour chacun de ces types de trajectoires, les trois concepts de vulnérabilité, adaptation et résilience ne se répondent pas forcement, voir même s'opposent. Une trajectoire de résilience innovatrice ne signifie pas forcément la réduction de la vulnérabilité du foyer ou de la collectivité dans son ensemble, tout comme la réduction de la vulnérabilité du foyer ne signifie pas non plus une augmentation de ses capacités de résilience sur le long terme. Ce qui nous permet de mettre en avant la principale hypothèse de notre travail

de recherche. L'intégration du concept de résilience, comme un concept intégrateur par excellence, questionne des dynamiques systémiques dans la gouvernance des catastrophes.

Limites de notre étude

Faute de modèles et d'outils d'évaluation pertinents, nous nous intéressons ici davantage à la résilience sociale qu'à celle des écosystèmes. Même si nous questionnons, pour chacune des grandes tendances que notre étude met en avant, leur durabilité et leur impact sur l'environnement institutionnel et écosystémique.

7.1.4 Résultats

a. Adaptation sur trois périodes des activités économiques (en effectif)

Nous avons observé dans un premier temps l'intensification des activités sur trois périodes, et non l'évolution en nombre de travailleurs/activité.

	En 2009 (avant Aila)								
	Moyens de subsistance (en effectif)								
	agriculture	petit élevage	aquaculture	pêche	petit marché regionaux	marché locaux	handicarft/ artisanat	transport	transfert monétaire des pairs
Village 1	**12**	**7**	**14**	**4**	**0**	**0**	**4**	**0**	**2**
Riche	5	4	7	0	0	0	0	0	0
Moyen	5	2	6	3	0	0	4	0	2
Pauvre	2	1	1	1	0	0	0	0	0
Village 2	**20**	**12**	**17**	**21**	**2**	**5**	**3**	**1**	**4**
Riche	6	4	4	5	0	1	0	0	1
Moyen	9	6	9	10	1	4	1	0	2
Pauvre	5	2	4	6	1	0	2	1	1
Village 3	**0**	**1**	**20**	**8**	**0**	**2**	**7**	**4**	**0**
Riche	0	0	7	1	0	1	1	2	0
Moyen	0	1	8	2	0	1	3	2	0
Pauvre	0	0	5	5	0	0	3	0	0
Village 4	**0**	**8**	**24**	**12**	**0**	**8**	**3**	**0**	**2**
Riche	0	4	7	4	0	3	2	0	1
Moyen	0	4	11	6	0	5	1	0	1
Pauvre	0	0	6	2	0	0	0	0	0
Village 5	**9**	**1**	**13**	**11**	**4**	**4**	**3**	**0**	**4**
Riche	4	1	7	1	3	1	0	0	1
Moyen	5	0	6	8	1	2	1	0	2
Pauvre	0	0	0	2	0	1	2	0	1
Village 6	**1**	**21**	**17**	**15**	**2**	**7**	**6**	**3**	**2**
Riche	1	6	7	1	1	2	1	0	1
Moyen	0	10	7	9	0	1	3	1	0
Pauvre	0	5	3	5	1	4	2	2	1

	Entre 2009 et 2011								
	Moyens de subsistance (en effectif)								
	agriculture	petit élevage	aquaculture	pêche	petit marché regionaux	marché locaux	handicarft/ artisanat	transport	transfert monétaire des pairs
Village 1	**16**	**0**	**14**	**4**	**0**	**1**	**4**	**0**	**22**
Riche	6	0	5	0	0	0	0	0	6
Moyen	7	0	8	3	0	1	4	0	11
Pauvre	3	0	1	1	0	0	0	0	5
Village 2	**0**	**8**	**4**	**20**	**3**	**5**	**2**	**0**	**1**
Riche	0	1	0	5	1	0	0	0	1
Moyen	0	6	2	10	0	3	0	0	0
Pauvre	0	1	2	5	2	2	2	0	0
Village 3	**0**	**3**	**19**	**11**	**3**	**6**	**9**	**3**	**8**
Riche	0	0	7	1	2	2	2	1	2
Moyen	0	0	7	5	1	2	4	2	4
Pauvre	0	3	5	5	0	2	3	0	2
Village 4	**0**	**8**	**24**	**16**	**0**	**8**	**7**	**0**	**3**
Riche	0	4	7	4	0	3	2	0	1
Moyen	0	4	11	9	0	5	1	0	2
Pauvre	0	0	6	3	0	0	4	0	0
Village 5	**0**	**1**	**14**	**9**	**2**	**8**	**3**	**0**	**6**
Riche	0	1	7	1	1	1	0	0	0
Moyen	0	0	7	6	1	4	1	0	5
Pauvre	0	0	0	2	0	3	2	0	1
Village 6	**0**	**21**	**17**	**15**	**2**	**6**	**4**	**3**	**6**
Riche	0	6	7	1	1	2	1	0	3
Moyen	0	10	7	9	0	2	2	1	1
Pauvre	0	5	3	5	1	2	1	2	2

En 2014

	Moyens de subsistance (en effectif)								
	agriculture	petit élevage	aquaculture	pêche	petit marché regionaux	marché locaux	handicarft/ artisanat	transport	transfert monétaire des pairs
Village 1	**19**	**9**	**15**	**4**	**0**	**1**	**4**	**0**	**4**
Riche	5	4	7	0	0	0	0	0	0
Moyen	9	3	7	3	0	1	4	0	2
Pauvre	5	2	1	1	0	0	0	0	2
Village 2	**24**	**21**	**11**	**20**	**2**	**6**	**3**	**0**	**12**
Riche	7	6	4	5	0	1	0	0	3
Moyen	11	11	6	11	0	3	1	0	7
Pauvre	6	4	1	4	2	2	2	0	2
Village 3	**0**	**23**	**19**	**6**	**4**	**5**	**11**	**1**	**0**
Riche	0	7	7	0	3	4	2	0	0
Moyen	0	11	7	1	1	1	6	1	0
Pauvre	0	5	5	5	0	0	3	0	0
Village 4	**0**	**8**	**24**	**10**	**0**	**8**	**9**	**0**	**0**
Riche	0	4	7	2	0	3	3	0	0
Moyen	0	4	11	5	0	5	2	0	0
Pauvre	0	0	6	3	0	0	4	0	0
Village 5	**0**	**3**	**15**	**7**	**2**	**4**	**3**	**0**	**6**
Riche	0	2	7	1	1	1	0	0	0
Moyen	0	1	8	4	1	2	1	0	5
Pauvre	0	0	0	2	0	1	2	0	1
Village 6	**4**	**21**	**19**	**23**	**1**	**9**	**7**	**1**	**6**
Riche	1	6	7	2	0	3	3	0	3
Moyen	0	10	10	17	1	4	3	1	1
Pauvre	3	5	2	4	0	2	1	0	2

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif).
C. Raillon. 2014

Dans un second temps, nous avons interrogé uniquement les familles, dont l'activité en 2009 était agricole ou aquacole (soit les deux activités majoritaires sur l'ensemble des zones d'études), sur le statut de leur activité en 2009, 2009-2011 et 2014. Les résultats sur les trois périodes (avant Aila, juste après et en 2014) sont présentés en effectif.

b. Statut de l'activité : quelles conséquences des cyclones Aila et Sidr ?

En 2009						
Statut de propriété de l'activité économique						
	Agriculture			Aquaculture		
Village	culture du propre terrain	location d'un terrain	salarié agricole	culture du propre terrain	location d'un terrain	salarié agricole
1	10	3	3	11	5	3
2	21	5	12	16	5	4
3	0	0	0	14	9	8
4	0	0	0	8	11	16
5	8	0	0	11	4	5
6	1	1	1	10	0	8

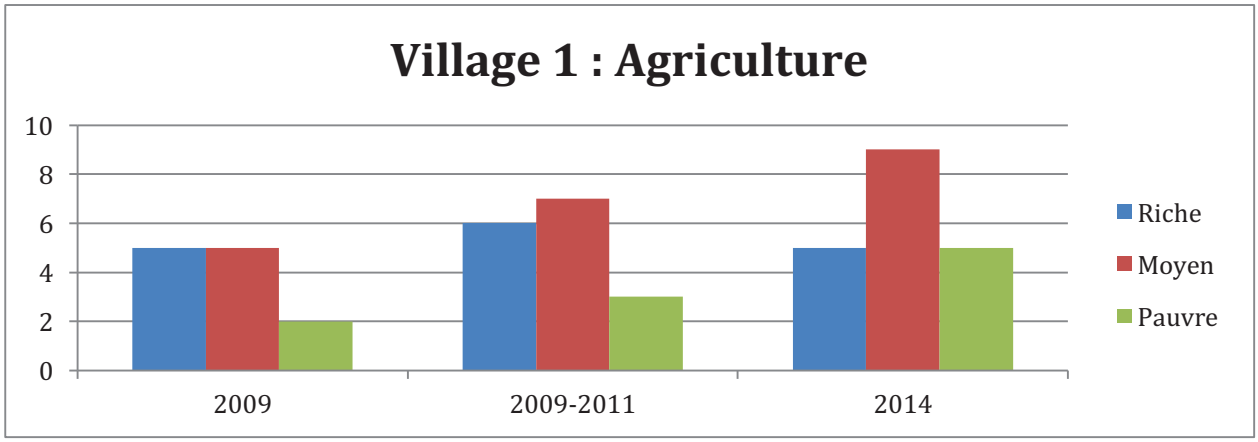
Entre 2009 et 2011						
Statut de propriété de l'activité économique						
	Agriculture			Aquaculture		
Village	culture du propre terrain	location d'un terrain	salarié agricole	culture du propre terrain	location d'un terrain	salarié agricole
1	10	3	1	11	7	2
2	0	0	0	0	0	6
3	0	0	0	12	5	18
4	0	0	0	12	2	4
5	0	0	0	11	1	6
6	0	0	9	0	0	0

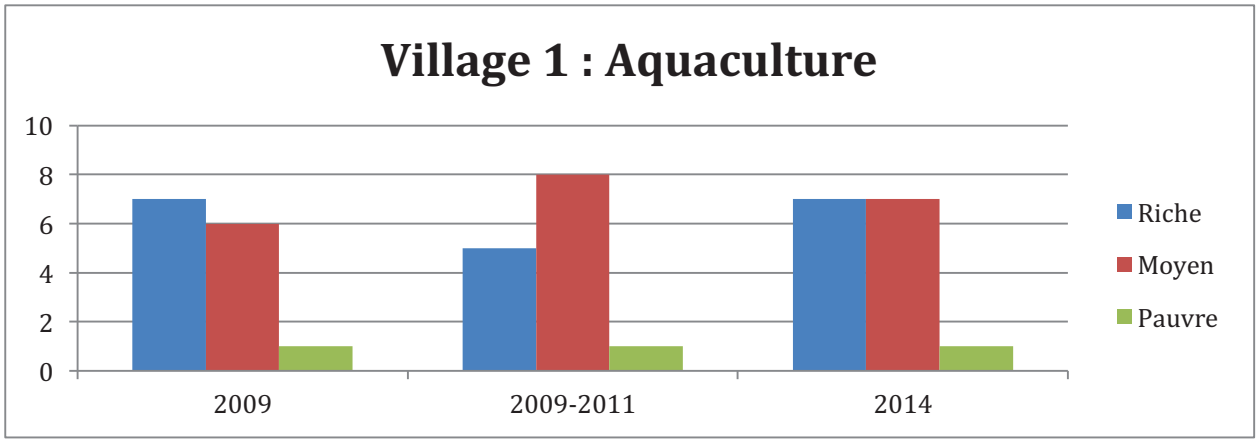
En 2014						
Statut de propriété de l'activité économique						
	Agriculture			Aquaculture		
Village	culture du propre terrain	location d'un terrain	salarié agricole	culture du propre terrain	location d'un terrain	salarié agricole
1	11	8	4	11	1	3
2	0	0	0	14	11	7
3	0	0	0	11	11	16
4	0	0	0	13	2	8
5	1	1	4	14	1	8
6	18	13	14	11	4	1

7.1.5 Analyses et discussions

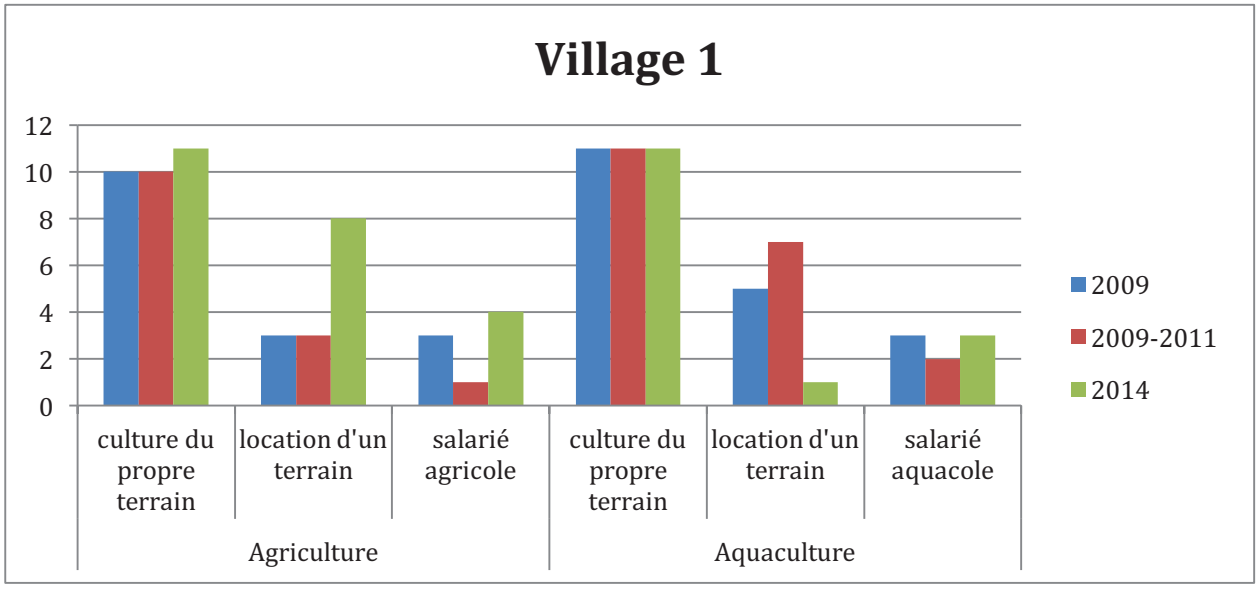
Zone numéro 1. Agriculture et aquaculture.

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif)





Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif)



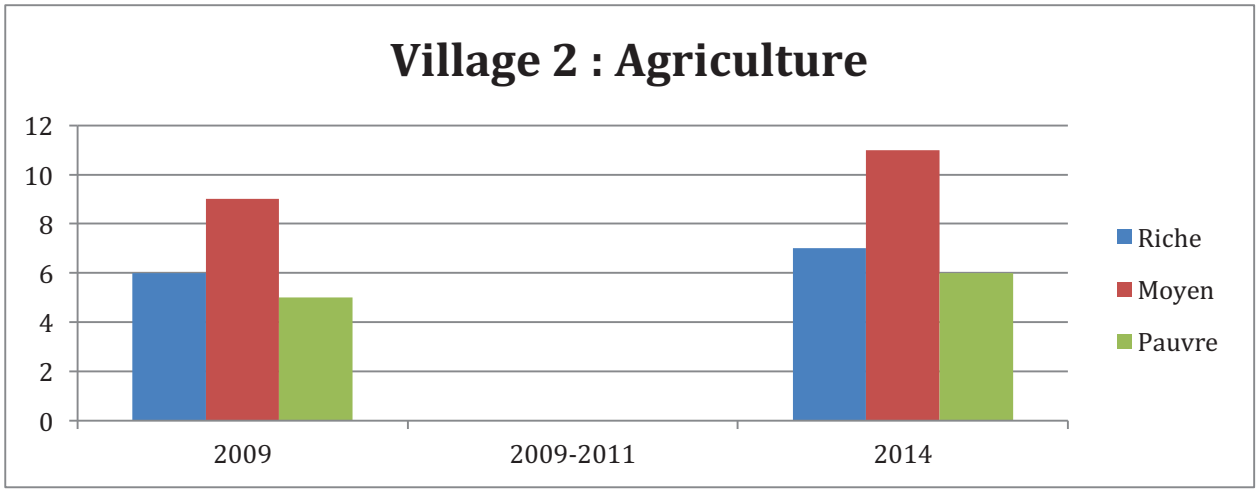
Le Village 1, à savoir le plus résilient, montre une augmentation générale de l'activité agricole qui se diffuse notamment dans les catégories « moyen » (M) et « pauvre » (P). On constate plus de salariat agricole et de cultures sur terrain propre, statut qui par ailleurs est le plus répandu. On remarque par ailleurs une augmentation très importante des locations de terres agricoles cinq ans après la catastrophe.

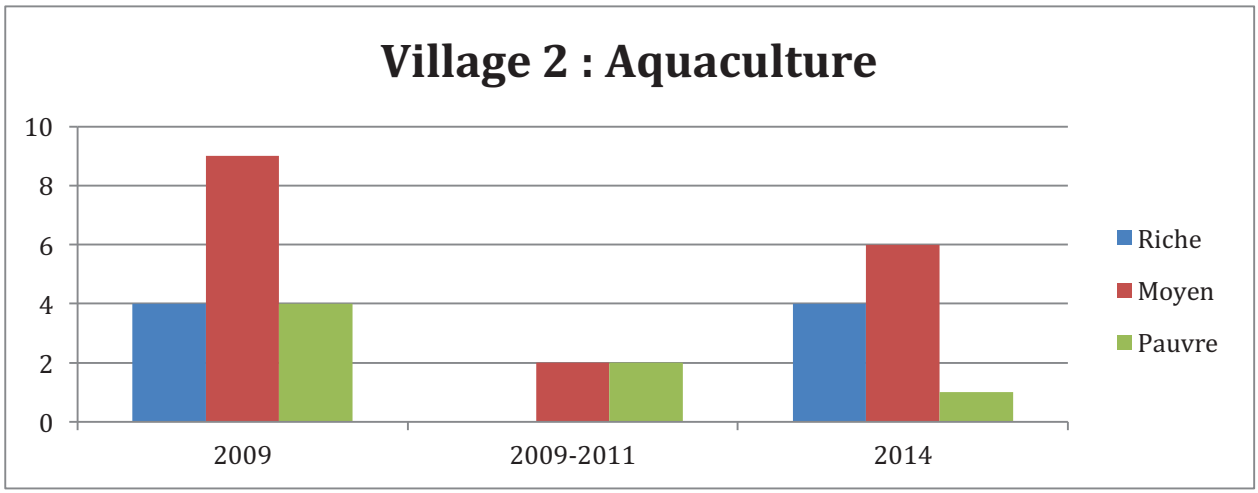
Concernant l'aquaculture, la situation est globalement identique entre les périodes 2009 et 2014. On observe cependant une diminution drastique des locations de terrain pour pratiquer cette activité.

Un possible déversement des aquaculteurs en location vers le secteur de l'agriculture sur terrain locatif est une hypothèse qui se défend.

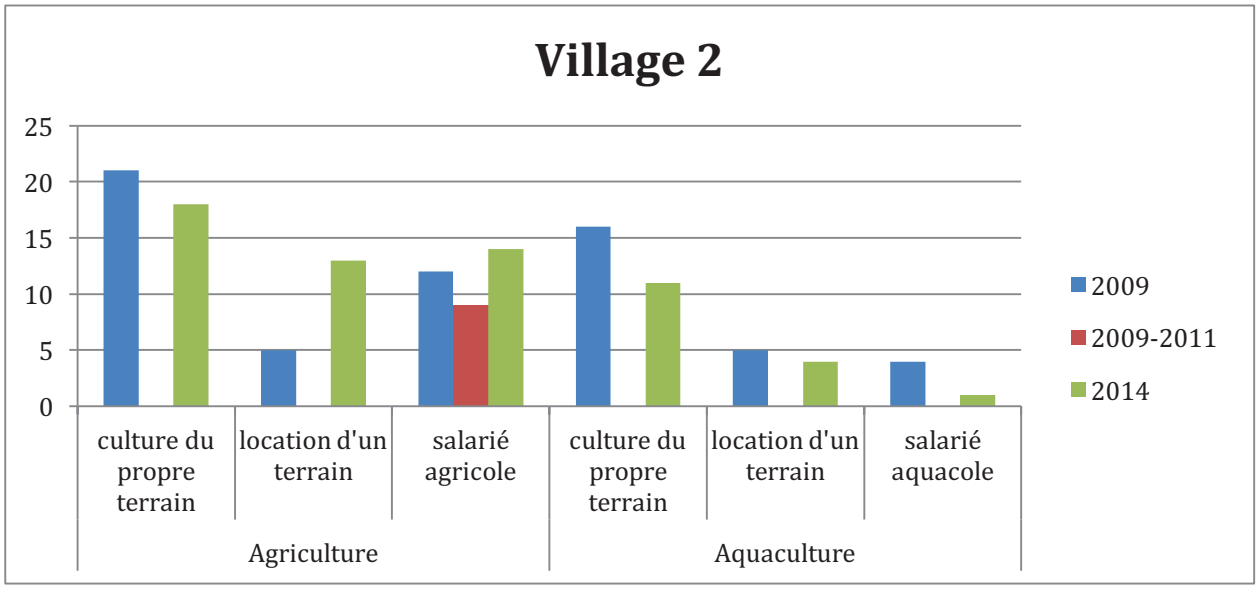
La période post-catastrophe 2009-2011 est par ailleurs intéressante dans notre étude. La catégorie R investit dans l'agriculture alors que la catégorie M investit dans l'agriculture et dans l'aquaculture suite à la catastrophe. Cinq ans plus tard, l'agriculture semble être le secteur qui ait permis de créer davantage d'emploi et de bénéfices pour les catégories P et M.

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif)





Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif)



Le Village 2, le plus vulnérable, met en avant une vulnérabilité très forte de toutes les catégories. On observe une quasi-disparition de ses activités agricoles et aquacoles sur la période 2009-2011.

Pourtant, cette période est suivie d'un rebond important dans le domaine agricole, allant jusqu'à augmenter le nombre de foyers, toutes catégories confondues, investis dans ce secteur. On constate par ailleurs une forte augmentation de la location de terrain en 2014, qui s'accompagne d'une diminution des familles agricultrices sur leur propre terrain.

Enfin, les résultats de l'enquête montrent une baisse de l'activité aquacole, mais une part toujours importante des catégories M et les R dans ce secteur sur leur propre terrain.

Tableau récapitulatif et questionnements

<table>
<tr><th></th><th>Village 1 résilient</th><th>Type de capacité</th><th>Village 2 vulnérable</th><th>Type de capacité</th></tr>
<tr><td>Tendances foyers catégorie P</td><td rowspan="2">Intensification des activités agricoles et stabilisation des activités aquacoles</td><td rowspan="2">◆ Régénératrice
◆ Ajustement</td><td>Légère augmentation des activités agricoles et chute de l'aquaculture</td><td>◆ Ajustement
◆ Dévalorisation</td></tr>
<tr><td>Tendances foyers catégorie M</td><td rowspan="2">Suite à une perte presque totale de toutes les activités entre 2009 et 2011, on constate une légère augmentation des activités agricoles (location) et un rebond partiel des foyers R, et total des M, dans le secteur aquacole en 2014</td><td rowspan="2">◆ Régénératrice
◆ Ajustement</td></tr>
<tr><td>Tendance foyers catégorie R</td><td>Déversement d'un secteur vers un autre en période post-crise, puis retour à l'équilibre dans les deux secteurs</td><td>◆ Régénératrice
◆ Ajustement</td></tr>
</table>

Réflexion autour du concept d'adaptation

L'adaptation du village 1, le plus résilient :

	Migration (résultats page 189)	**Ajustement SES et bénéfices pour la collectivité**	**Modification du système et nouvel état**
Catégorie P	Soutien moyen avec une légère hausse suite aux cyclones	Statut quo aquaculture	Plus d'agriculture
Catégorie M	Soutien fort (surtout suite aux cyclones)	Statut quo aquaculture	Plus d'agriculture
Catégorie R	Soutien faible (pic suite aux cyclones)	Statut quo aquaculture et agriculture	x

Nos résultats mettent en avant que les catégories les plus vulnérables, à savoir les P et potentiellement les M, sont celles qui semblent avoir une capacité régénératrice et une capacité d'ajustement plus importante que la catégorie R.

Lien entre adaptation et résilience :

Les tendances qui se dégagent dans le village 1 laissent penser que le phénomène migratoire pourrait être une des raisons de l'expansion du secteur agricole et du renforcement des capacités de résilience des foyers les plus vulnérables.

Nos résultats démontrent que l'adaptation au climat, par l'augmentation des foyers investis dans l'agriculture, renforce la résilience de certaines catégories sociales mais augmente potentiellement aussi la vulnérabilité de la collectivité dans son ensemble face aux risques futurs d'un nouvel état du système SES. <u>On ne peut ainsi parler d'adaptation réussie sans prendre en compte la résilience sociale et des SES.</u>

<u>Par ailleurs, la résilience d'une collectivité ne signifie pas que tous les foyers sont moins vulnérables et plus adaptés aux évolutions du SES. Il existe des gagnants et des perdants des catastrophes à tous les niveaux.</u>

L'adaptation du village 2, le plus vulnérable :

	Migration (résultats page 189)	**Ajustement SES et bénéfices pour la collectivité**	**Modification du système et nouvel état**
Catégorie P	Faible voire nulle	x	Plus d'agriculture Moins d'aquaculture
Catégorie M	Faible mais avec un pic en 2014	X	Plus d'agriculture Moins d'aquaculture
Catégorie R	Faible voire nulle	Statut quo aquaculture	Plus d'agriculture

Lien entre adaptation et vulnérabilité

Nos résultats mettent en avant que toutes les catégories ont été affectées par les catastrophes, mais qu'elles ont pu rebondir en augmentant leurs implications dans le secteur agricole et en réduisant leurs activités aquacoles.

Pourtant, à la différence du Village 1, la stratégie d'adaptation des foyers qui consiste à augmenter les activités agricoles ne permet pas à ce village de s'extraire de la vulnérabilité qui le caractérise.

Nous émettons l'hypothèse que le déséquilibre du SES limite les capacités d'adaptation des foyers et ne concourt pas à la résilience sociale, puisque les écosystèmes surexploités ne donnent que des rendements décroissants. Il est ainsi possible d'être résilient et vulnérable à la fois.

Par ailleurs, les capacités d'adaptation des foyers peuvent, dans une certaine mesure, renforcer la vulnérabilité de la collectivité face aux risques d'un nouvel état du système SES. On ne peut parler ainsi d'adaptation réussie sans prendre en compte la résilience sociale et des SES.

Discussions

Dans le village 1, l'intensification des activités agricoles par la location de terrain à côté de l'agriculture sur terrain propre, des catégories P et M, sont des facteurs clés dans la perception de résilience de la collectivité. À la lecture de nos résultats, nous postulons que ces locations de terres agricoles ont pu être possibles grâce aux transferts économiques des migrants ou par la transformation des agricultures traditionnelles en agriculture de rente, permettant d'accumuler du capital économique pour louer un espace.

Notons, en parallèle à cette hausse des foyers P et M investis dans le secteur agricole, que le nombre de foyers de la catégorie R reste inchangé entre 2009 et 2014, alors qu'il a augmenté juste après la catastrophe. Ce qui par déduction laisse entendre deux possibilités. Tout d'abord que des investisseurs extérieurs acquièrent des terres à la suite d'une catastrophe pour les louer ensuite aux foyers des catégories P et M. Par ailleurs, les catastrophes pourraient aussi avoir donné une certaine opportunité aux foyers R de devenir rentiers et de se retirer des activités agricoles cinq ans plus tard.

Ce qui reviendrait à dire, qu'au travers des catastrophes, on assiste à une inégalité croissante entre ceux qui ont les moyens de faire fructifier, au moins à court terme, les zones sinistrées et ceux condamnés à être sous la coupe des nouveaux acteurs de la gouvernance des territoires. La catastrophe renforcerait le pouvoir des acteurs économiques dominant la sphère de la finance et des investissements privés. Ce qui nous permet d'élargir cette discussion, en nous demandant, si cette adaptation des foyers vers une agriculture de rente ne met pas à mal la résilience des SES et donc la résilience sociale et des collectivités dans leur ensemble face aux risques futurs.

Préconisations humanitaires

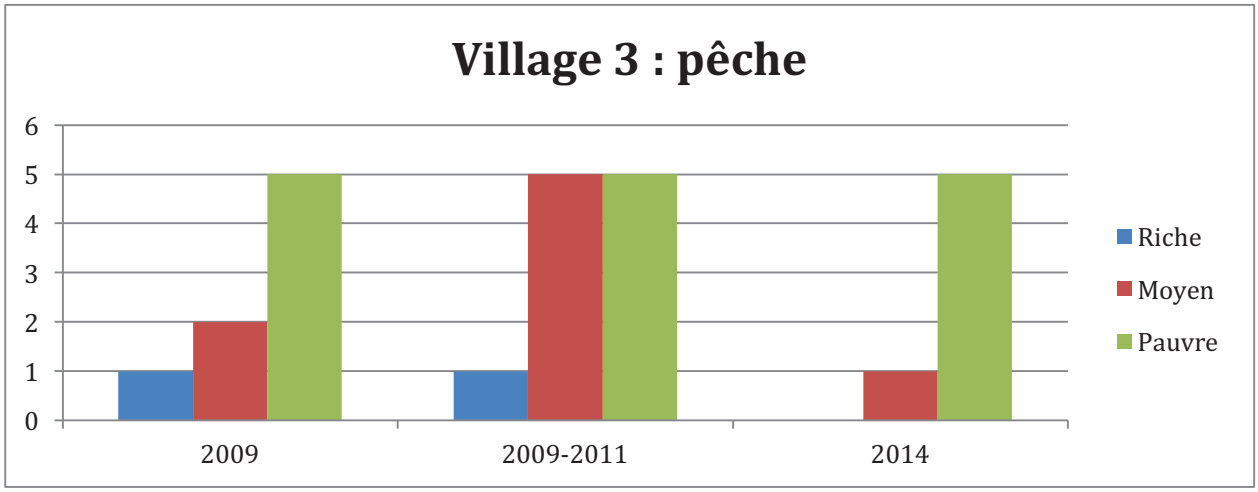
- Un ciblage des foyers en fonction de la situation avant la catastrophe et non pas seulement suite aux catastrophes ;
- La prise en compte des migrations comme un facteur de résilience et de vulnérabilité des foyers et des collectivités ;
- Une réflexion profonde sur les dynamiques systémiques sociétés et écosystèmes au sein même des politiques humanitaires et organisations en charge de l'aide.

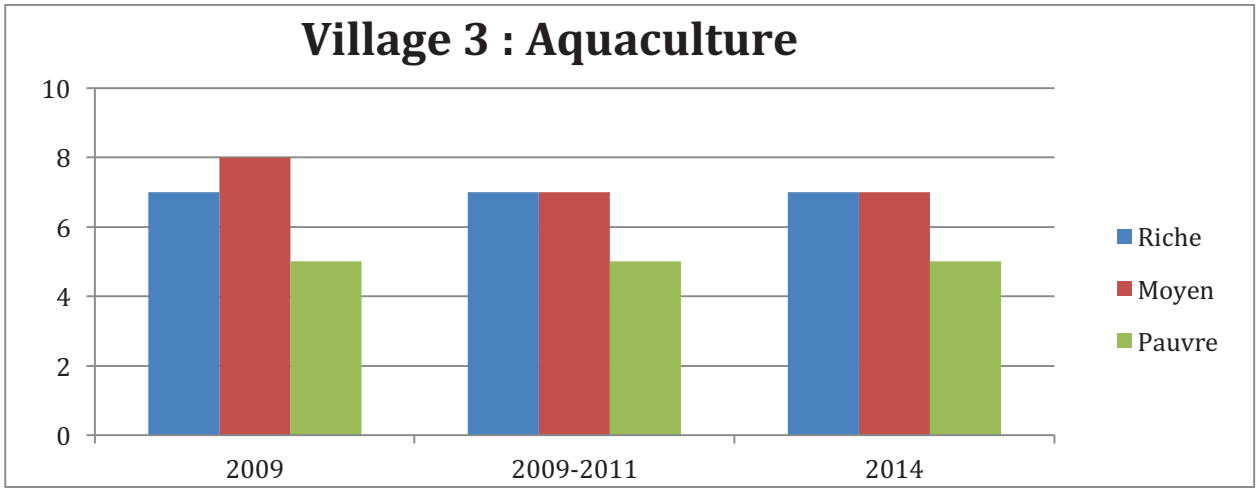
Par ailleurs, dans un contexte de catastrophe où la vulnérabilité des collectivités se couple à l'expansion d'activité agricole, la mise en place de projets intégrant l'agriculture autosuffisante et auto gérée à l'échelle du foyer et de la collectivité est un élément central à considérer aux côtés de la culture de rente.

Au moins pour deux raisons, elle permet, si ce n'est de créer de l'emploi, d'assurer une certaine sécurité alimentaire des foyers. Par ailleurs, cette agriculture est la mémoire vivante des collectivités des Sundarbans et la seule capable d'accompagner l'adaptation durable des SES et la transformation du système économique dominant.

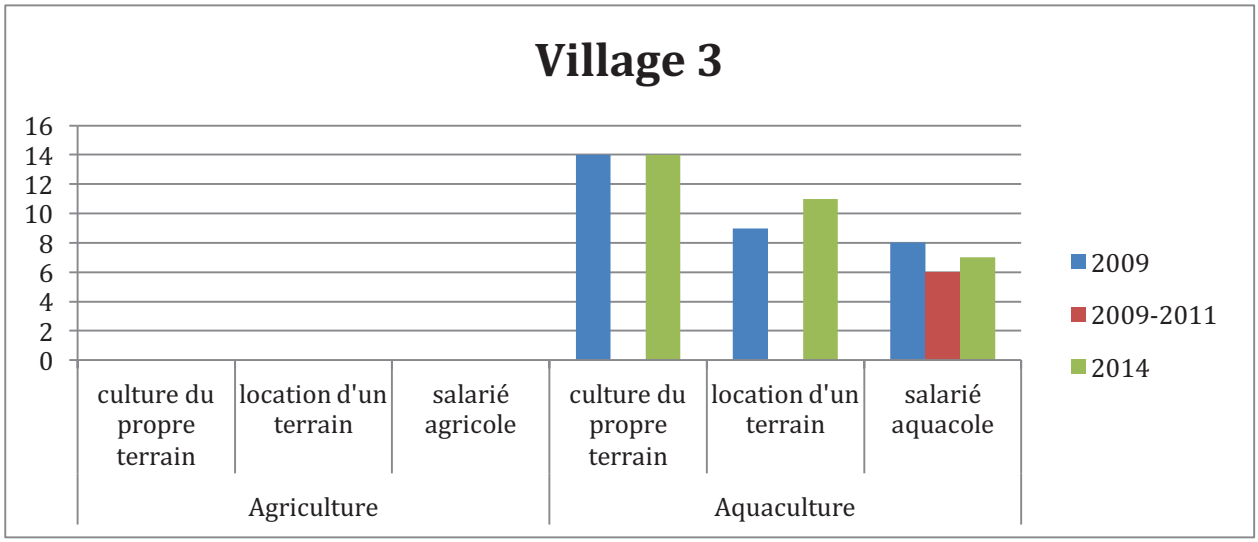
Zone numéro 2. Aquaculture et pêche.

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif).





Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif)



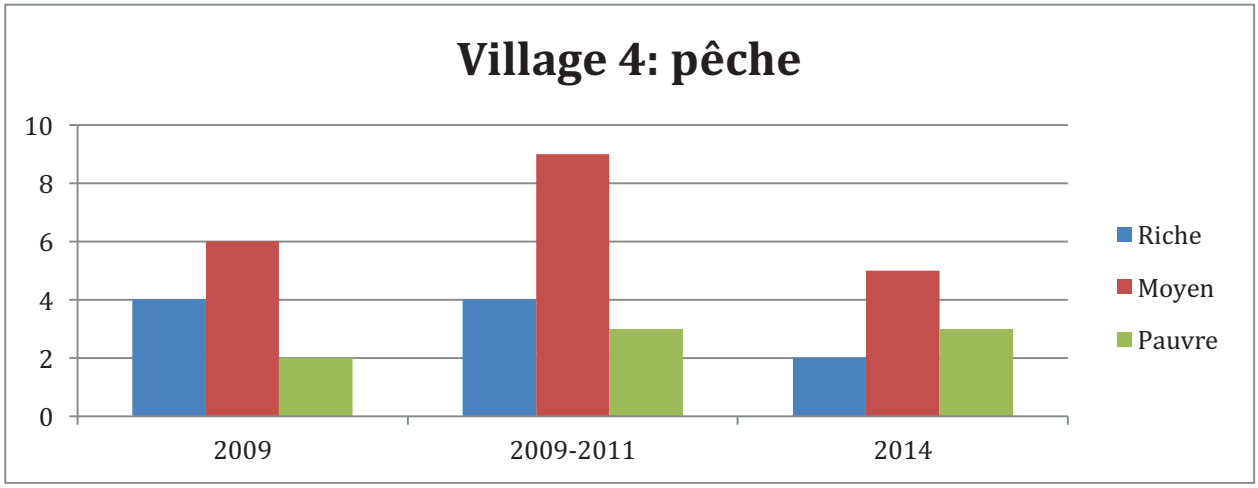
Village 3, le plus vulnérable. Nous faisons le constat dans un premier temps que les deux principaux secteurs d'activité, à savoir la pêche et l'aquaculture, n'ont pas été affectés par les catastrophes Aila et Sidr (2009).

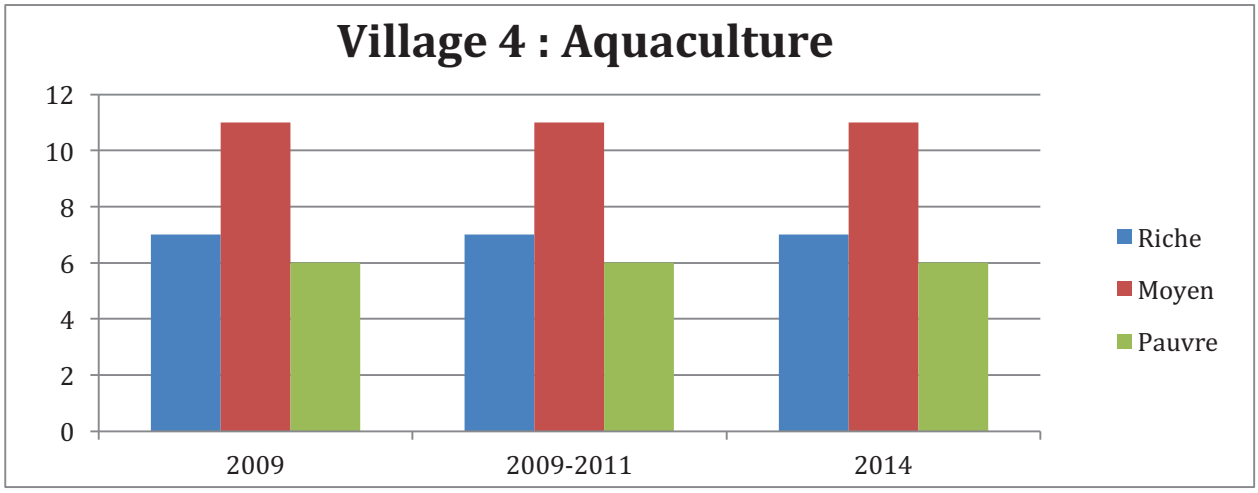
Nous faisons l'hypothèse que si le secteur de l'aquaculture n'a pas été affecté par la catastrophe, ce n'est pas tant parce que les foyers ont pu continuer à exploiter leur propre terre endommagée, mais parce qu'ils ont pu être embauchés comme salariés aquacoles. On assiste à un déversement de toutes les catégories vers une stratégie compensatoire dans le même domaine d'activité, mais sous un statut différent au sein et en dehors du village.

Par ailleurs, on note dans le secteur de la pêche que la catégorie P est largement représentée sur les trois périodes de l'étude. Peu sont les catégories M et R investies. On constate pourtant, dans les années 2009-2011, une augmentation très forte de la catégorie M dans ce secteur. Chiffre qui diminuera drastiquement en 2014. La catégorie « riche » disparaît de ce secteur d'activité la même année.

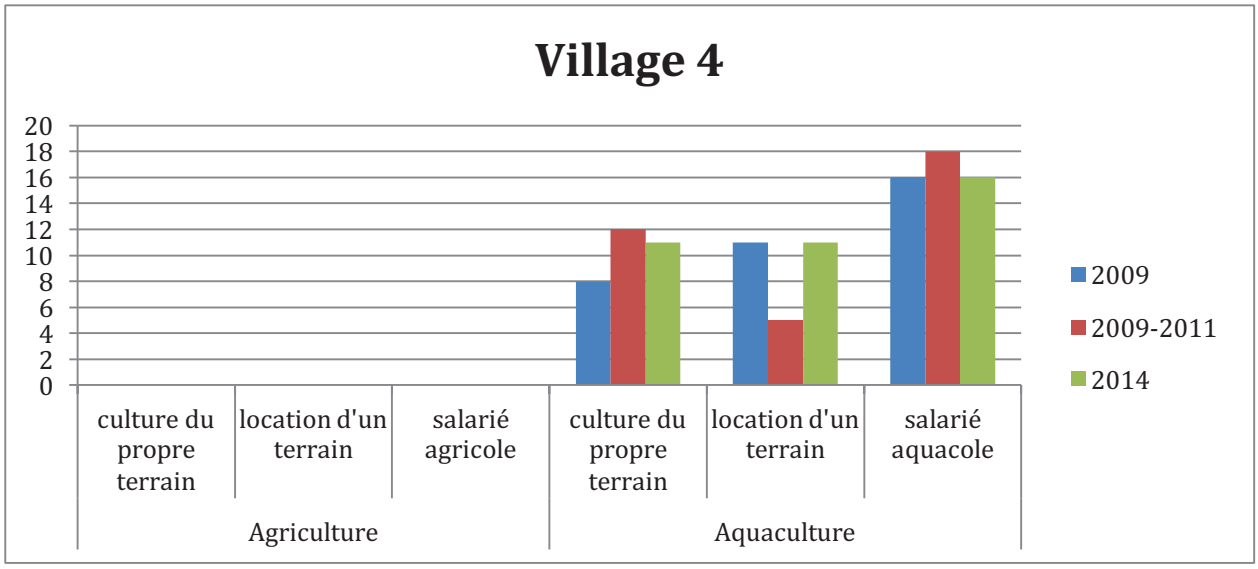
La pêche semble donc un secteur réservé aux plus vulnérables, excepté à la suite d'une catastrophe où ce secteur d'activité devient un référentiel pour toutes les catégories.

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif)





Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif)



Village 4, le plus résilient. Concernant le secteur de la pêche, on constate une augmentation très forte de la catégorie M entre 2009 et 2011. Courbe qui diminue en 2014 pour atteindre un niveau inférieur à celui d'avant les catastrophes. D'une manière générale, la collectivité a diminué ses activités de pêche entre 2009 et 2014.

Il est intéressant de noter que le secteur de la pêche dans le village 4 est largement représenté par la catégorie M, à la différence de la catégorie P qui est majoritaire dans le village 3. Par déduction, la pêche peut être perçue soit comme un secteur regroupant les plus vulnérables des villages les plus à risque, soit comme un secteur florissant pour les villages considérés comme résilients.

Enfin, même constat que pour le village 3, on remarque une stabilité du secteur de l'aquaculture avec une même proportion de foyers par catégorie dans nos trois périodes d'étude. Notons tout de même que la catégorie M y est la plus investie comme dans le secteur de la pêche. Le salariat aquacole est très répandu, suivi de l'aquaculture sur terrain propre.

D'une manière générale, on remarque qu'il y a davantage de foyers M dans le village 4 qui sont investis dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture que dans le village 3. Le village 3 compense donc davantage avec d'autres secteurs d'activité comme le petit commerce ou l'artisanat, qui par ailleurs ne lui permettent pas de réduire drastiquement la vulnérabilité de ses foyers.

Tableau récapitulatif et questionnements

Adaptation	Village 4 résilient	**Type de capacité**	Village 3 vulnérable	**Type de capacité**
Tendances foyers catégorie P	Légère augmentation des foyers investis dans des activités de pêche entre 2009 et 2014	♦ Régénératrice	Statu quo dans les 2 secteurs d'activité.	♦ Ajustement
Tendances foyers catégorie M	Forte augmentation entre 2009-2011 des foyers dans le secteur de pêche. Diminution globale entre 2009 et 2014	♦ Innovatrice ♦ Ajustement	Situation identique que dans le Village 4	♦ Innovatrice ♦ Ajustement
Tendance foyers catégorie R	Statut quo du secteur de la pêche entre avant et après les catastrophes, puis diminution en 2014	♦ Dévalorisation ♦ Ajustement	Situation identique que dans le Village 4	♦ Dévalorisation

Réflexion autour du concept d'adaptation

L'adaptation du village 4, le plus résilient :

	Migration (résultats page 189)	**Ajustement SES et bénéfices pour la collectivité**	**Modification du système et nouvel état**
Catégorie P	Faible voire nulle	Statut quo aquaculture	Plus de pêche
Catégorie M	Faible voire nulle	Statut quo aquaculture	Plus de pêche suite à la catastrophe, puis moins de pêche en 2014 qu'avant la catastrophe
Catégorie R	Faible voire nulle	Statut quo aquaculture	Moins de pêche

Lien entre adaptation et résilience :

Nos résultats mettent en avant que toutes les catégories investies dans l'aquaculture n'ont été que peu affectées par les catastrophes et que le secteur de la pêche a connu une forte croissante pour les catégories P et M. Les capacités d'adaptation des foyers ne sont pas les mêmes selon le degré de vulnérabilité de la collectivité, la catégorie sociale des individus et les secteurs d'activités en jeu.

Pour autant, plus de pêche, c'est aussi plus de risques de déséquilibre des SES et de vulnérabilité des collectivités face aux risques futurs. La résilience qui caractérise le village 4 est donc liée à la capacité d'adaptation de certains foyers, au sens de tirer un avantage de la situation. Pour autant, on ne peut parler d'adaptation réussie sans prendre en compte la résilience des SES et la réduction de la vulnérabilité des foyers à ce nouvel état du système.

L'adaptation du village 3, le plus vulnérable :

	Migration (resultats page 189)	**Ajustement SES et bénéfices pour la collectivité**	**Modification du système et nouvel état**
Catégorie P	Faible voire nulle	Statut quo pêche et aquaculture	x
Catégorie M	Faible voire nulle	X	Plus de pêche suite à la catastrophe, puis moins de pêche en 2014 qu'avant la catastrophe Moins d'aquaculture
Catégorie R	Faible voire nulle	Statut quo aquaculture	Moins pêche

Lien entre adaptation et vulnérabilité

La catastrophe n'a pas affecté les activités des foyers, mais nos résultats mettent en avant que leur statut a été modifié avec la disparition, au lendemain de la catastrophe, de l'aquaculture sur terrain propre et sur terrain en location, au profit du salariat aquacole. Nos résultats montrent que la catégorie M a potentiellement pu profiter de la catastrophe pour investir à court terme dans le secteur de la pêche, avant de voir toutes ses activités se réduire en comparaison à la période 2009.

<u>Les capacités d'adaptation des foyers ne sont pas les mêmes selon le degré de vulnérabilité des collectivités, la catégorie sociale des foyers qui les composent et les secteurs d'activités en jeu.</u>

Discussions

Le village 4 (le plus résilient) note un fort salariat aquacole qui dépasse les deux autres statuts que sont l'aquaculture sur terrain propre et sur terrain en location. Le village 3 (plus vulnérable) est quant à lui marqué par une très forte proportion de foyers à avoir des activités aquacoles sur leurs propres terrains. Nous en déduisons que la vulnérabilité des foyers du Village 3 suite aux catastrophes n'est pas liée à l'accès à la propriété privée, mais au manque d'opportunités économiques, de rentabilité et de protection sociale pour compenser ses failles.

Nous posons ainsi l'hypothèse que les activités salariales aquacoles du village 4 ont permis de protéger dans une certaine mesure les foyers de l'impact des catastrophes.

Nous postulons que les foyers qui ont des possibilités de statuts multiples au sein d'un même secteur d'activité, avec d'un côté des cultures sur terrain propre et de l'autre un salaire permettant de cumuler du capital économique, tout en enrichissant leurs réseaux professionnels et sociaux qui réduisent leur vulnérabilité.

Enfin, notons que la période post-catastrophe 2009-2011 est marquée dans les deux villages résilients et vulnérables par un investissement très important des catégories M dans le secteur de la pêche. Nous postulons ici que la catastrophe peut permettre à certaines catégories d'investir de nouvelles activités en vue de potentiels bénéfices (au moins à court terme). La vulnérabilité d'une collectivité ne signifierait donc pas la vulnérabilité de tous les foyers.

Préconisations humanitaires

Nos résultats questionnent deux axes majeurs à investir dans l'humanitaire.

Tout d'abord celui des choix auxquels les foyers sont confrontés suite à une catastrophe, entre stratégies migratoires ou investissements en fonction des opportunités et des moyens dont disposent les foyers. La question est de savoir comment interpréter et accompagner ces stratégies individuelles avec de nouveaux lots de vulnérabilités, comme la scission des familles ou la transformation des modèles sociaux et des SES, et la perte d'identité.

Dans un même ordre d'idée, comment accompagner l'intégration de nouveaux migrants qui convergent vers nos villages d'étude comme salariés agricoles, bien souvent extrêmement pauvres et d'autant plus vulnérables aux catastrophes qu'ils ne disposent pas de structures pour s'organiser. Selon l'ONG Rupantar, ces salariés pauvres venus de l'extérieur sont davantage appréciés par les propriétaires de terrains. Ils sont moins organisés que les locaux pour défendre leurs droits et leurs intérêts. Par ailleurs, ils sont aussi moins exigeants sur leurs salaires. Si nous allons plus loin, la précarité et la vulnérabilité de ces personnes migrantes peuvent vulnérabiliser la collectivité dans son ensemble, non pas tant en prenant le travail des locaux qu'en précarisant le travail. La vulnérabilité des uns peut donc diminuer la résilience des autres.

L'espace humanitaire a ainsi toute une réflexion à intégrer au sein de ses programmes de réduction des risques, sur l'intégration des nouveaux arrivants comme potentiels freins et opportunités de résilience de la collectivité, c'est-à-dire toutes catégories de foyers confondues, nouveaux et anciens habitants.

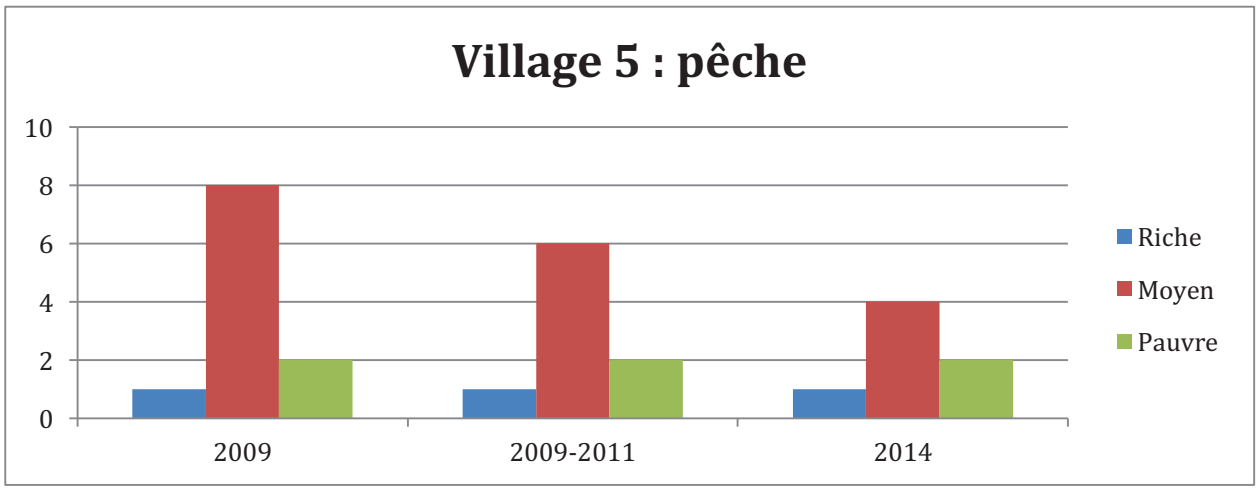
Nous mettons en avant que le leadership est un facteur clé dans le ciblage des individus les plus à même de renforcer les capacités de résilience sociale et des SES. Ce ciblage implique de nouvelles institutions, centres de recherche et investissements publics et privés sur ces porteurs de projets. Qui ? Quoi ? Comment ? Il justifie alors une institutionnalisation d'autant plus importante de la gestion des catastrophes tout en permettant de libérer des forces créatrices et novatrices. Nous y reviendrons dans notre dernière partie.

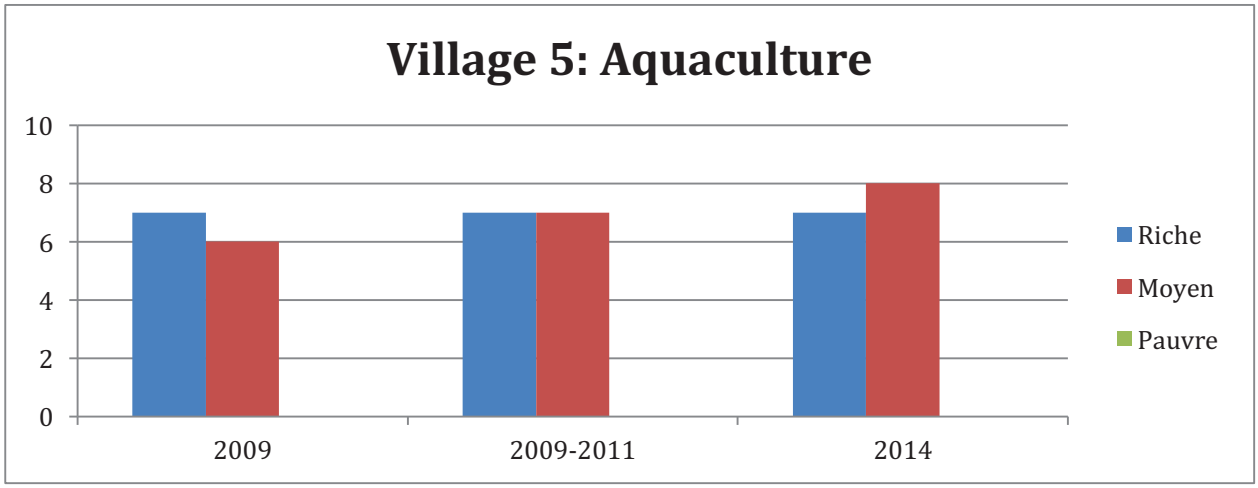
Par ailleurs, et d'une manière générale, au travers des programmes techniques et des réponses d'urgence, l'humanitaire devrait questionner les valeurs fondatrices des sociétés aidées telles

que la spiritualité, l'honneur ou encore la réussite, qui nourrissent la perception de vulnérabilité et de résilience des foyers. Nous mettons en avant que le caractère psychologique, au sein des approches urgentistes, fait grandement défaut.

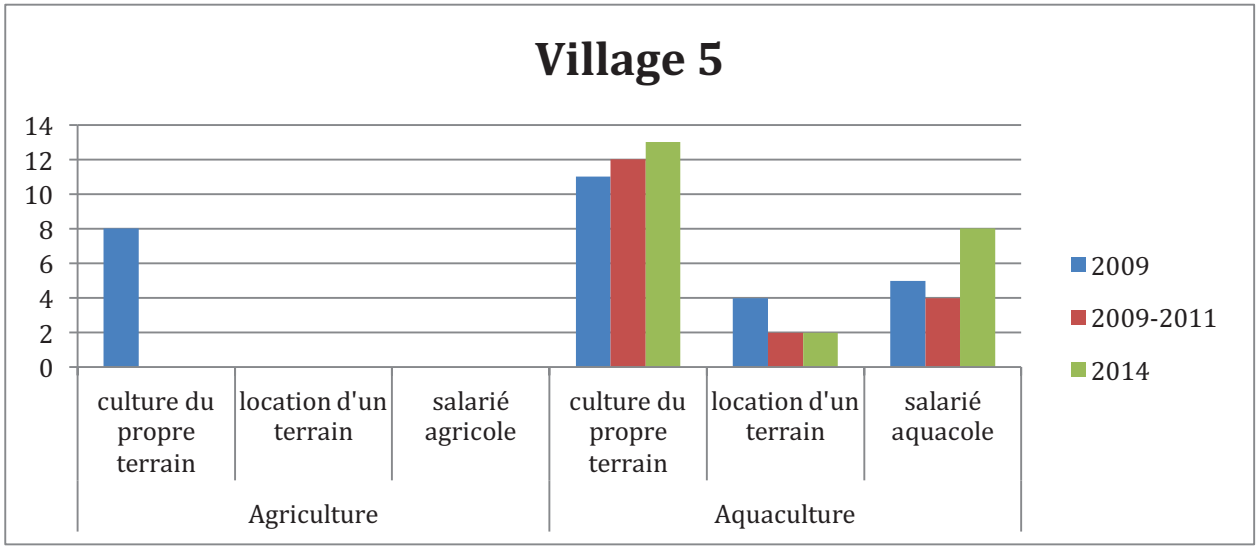
Zone numéro 3. Aquaculture et pêche.

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif).





Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif)



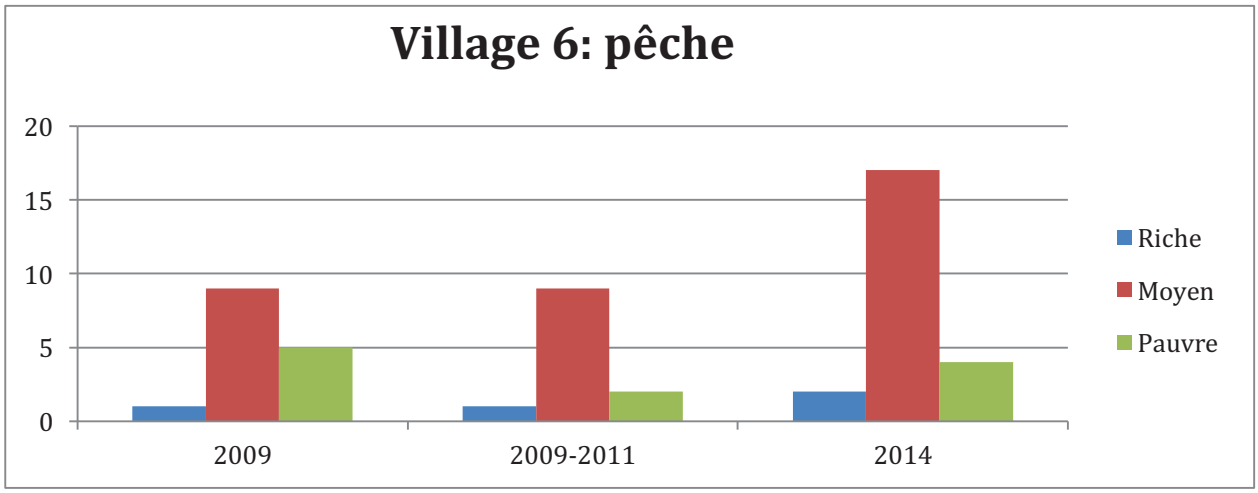
Le Village 5, le plus vulnérable, montre une diminution par deux des activités de pêche entre 2009 et 2014 pour la catégorie M, même si cette catégorie reste majoritaire dans ce secteur d'activité en 2014. Les catégories R et P, certes plus faiblement représentées, sont quant à elles stables sur nos trois périodes.

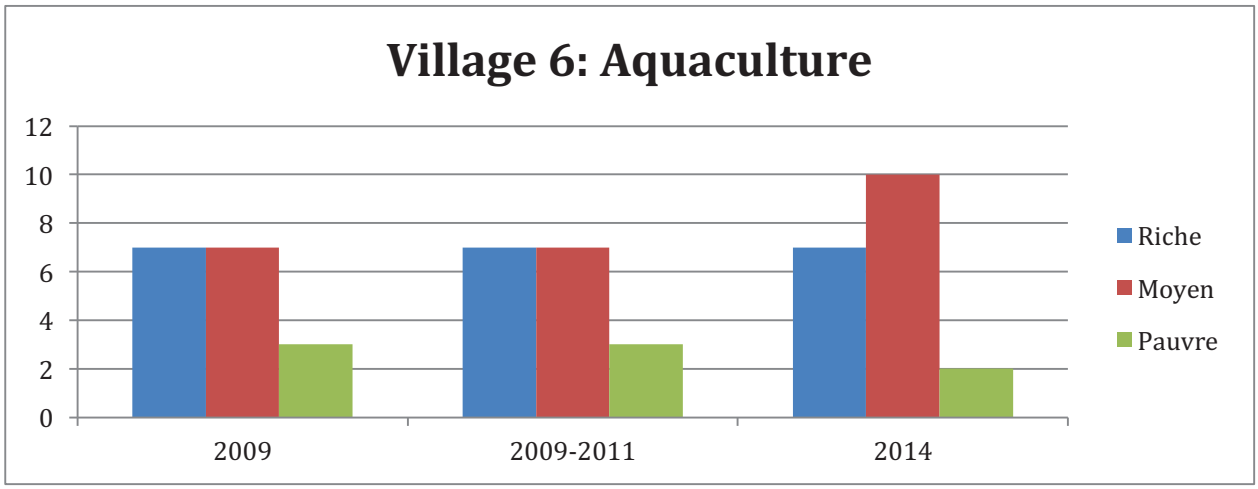
Concernant le secteur de l'aquaculture, on constate que la catégorie P n'est pas présente, à contrario des catégories M et R qui sont largement représentées dans ce secteur.

Par ailleurs, on note que le secteur de l'aquaculture n'a pas été touché par les catastrophes Sidr et Aila (2009). Bien au contraire, on constate une augmentation du nombre de foyers de la catégorie M sur nos trois périodes d'étude, couplée à une augmentation du salariat comme des cultures aquacoles sur terrain propre.

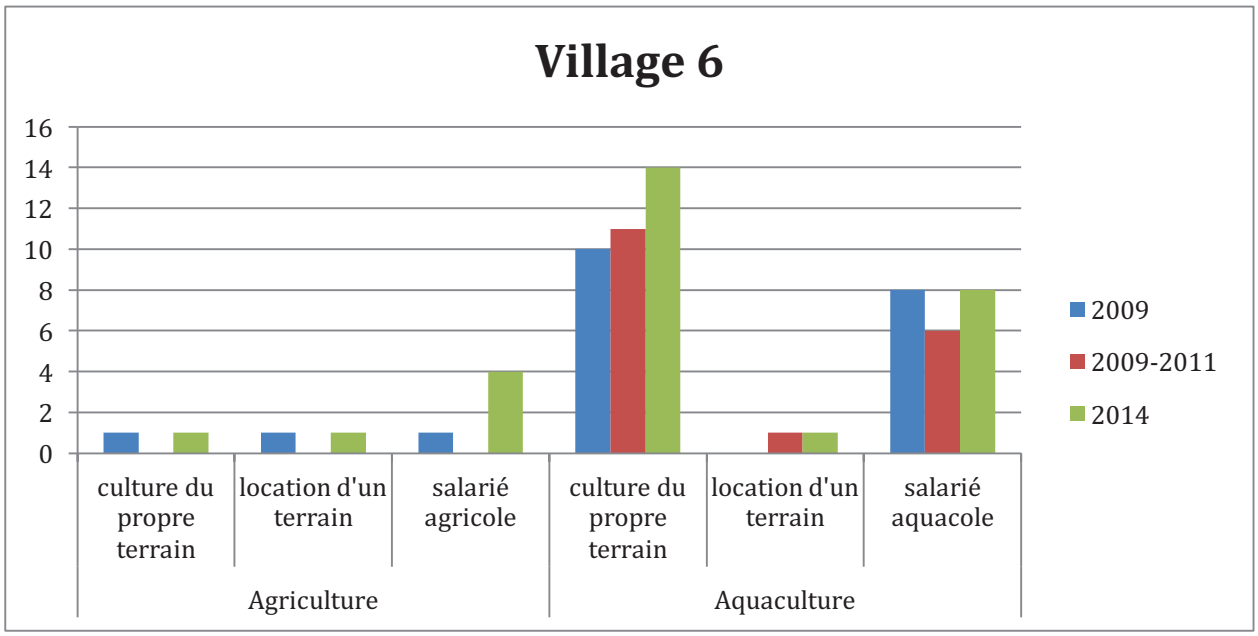
Notons que la culture aquacole sur terrain propre est le statut le plus représentatif de ce village 5, considéré comme le plus vulnérable.

Tableaux sur l'évolution des activités des foyers (en effectif).





Tableaux sur le statut des activités des foyers (en effectif)



Le village 6, le plus résilient, nous montre une augmentation des secteurs de la pêche et de l'aquaculture entre 2009 et 2014. Cette augmentation est marquée par une hausse très importante de la catégorie M dans ces deux secteurs.

Dans le secteur de la pêche, entre 2009 et 2014, le nombre de foyers M a été multiplié par deux, faisant de cette catégorie la détentrice majeure des activités de pêche. On note par ailleurs une légère augmentation de la catégorie R au cours de ces trois périodes d'étude. Quant à la catégorie P, l'implication des foyers dans le secteur de la pêche semble fragile et plus sensible aux catastrophes que dans les deux autres catégories.

Le secteur de l'aquaculture reste quant à lui stable sur nos trois périodes d'étude, avec en 2014 une légère poussée de la catégorie M et une relative diminution de la catégorie P. Notons que la catégorie P n'est que très faiblement représentée dans ce secteur d'activité, tout comme dans le secteur de la pêche.

Enfin, on note que le village 6 est composé d'une majorité de foyers qui pratiquent l'aquaculture sur leurs propres terres, avec une augmentation de ce statut entre 2009 et 2014. Le salariat aquacole, qui est le deuxième statut représentatif, reste quant à lui stable avec une légère diminution entre 2009 et 2011.

Tableau récapitulatif et questionnements

Adaptation	Village 6 résilient	**Type de capacité**	Village 5 vulnérable	**Type de capacité**
Tendances foyers catégorie P	Baisse activités de pêche et aquaculture	♦ Dévalorisation ♦ Création (déversement des activités, cf. p. 189)	Statu quo pêche	♦ Ajustement
Tendances foyers catégorie M	Hausse des activités de pêche et d'aquaculture	♦ Régénératrice	Diminution activités de pêche Hausse secteur de l'aquaculture	♦ Dévalorisation ♦ Régénératrice
Tendance foyers catégorie R	Statu quo activités liées à l'aquaculture Légère hausse de celles liées à la pêche	♦ Ajustement ♦ Régénératrice	Statu quo dans les secteurs de l'aquaculture et de la pêche	♦ Ajustement

Réflexion autour du concept d'adaptation

L'adaptation du village 6, le plus résilient :

	Migration (résultats page 189)	**Ajustement SES et bénéfices pour la collectivité**	**Modification du système et nouvel état**
Catégorie P	Faible voire nulel	x	Moins de pêche Moins d'aquaculture
Catégorie M	Hausse suite aux catastrophes	x	Plus de pêche Plus d'aquaculture
Catégorie R	Faible voire nulle	Statut quo aquaculture	Plus de pêche

Lien entre adaptation et résilience :

Nos résultats mettent en avant que les foyers de la catégorie P ont été davantage affectés, au sens où ils ont dû réduire toutes leurs activités, alors que les deux autres catégories M et R ont pu se stabiliser, voire tirer avantage de la catastrophe. Notons, cinq ans plus tard, que le secteur de la pêche est en pleine expansion au sein de la catégorie M.

Les capacités d'adaptation des foyers ne sont pas les mêmes selon le degré de vulnérabilité de la collectivité, la catégorie sociale des individus et les secteurs d'activité en jeu.

L'adaptation du village 5, le plus vulnérable :

	Migration (résultats page 189)	**Ajustement SES et bénéfices pour la collectivité**	**Modification du système et nouvel état**
Catégorie P	Faible voire nulle	Statut quo pêche	x
Catégorie M	Faible voire nulle	x	Moins de pêche Plus d'aquaculture
Catégorie R	Hausse suite aux catastrophes	Statut quo pêche et aquaculture	x

Lien entre adaptation et vulnérabilité

Notons dans ce village, considéré comme plus vulnérable, que la catégorie P n'est pas représentée dans le secteur aquacole. La vulnérabilité de cette catégorie dépend donc de sa capacité plus ou moins réduite d'adaptation par l'investissement dans de nouveaux secteurs d'activité plus rentables et adaptés au climat.

Par ailleurs, les catégories P et M connaissent une diminution de leur implication dans le secteur de la pêche. Cela nous permet de poser plusieurs hypothèses. Tout d'abord, cette diminution pourrait être le fruit d'une dégradation du marché qui ne permettrait pas aux pêcheurs de subvenir dignement à leurs besoins. Autre hypothèse, la pression sur l'environnement dans la zone ne permet pas la résilience des SES et la capacité de tirer des avantages significatifs des activités de pêche pour les foyers.

<u>Nous pouvons confirmer l'idée que les capacités d'adaptation des foyers ne sont pas les mêmes selon le degré de vulnérabilité de la collectivité, la catégorie sociale des individus et les secteurs d'activité en jeu</u>

Discussions

Nous faisons le constat que les activités des deux villages n'ont pas été touchées directement par les catastrophes, voire même qu'elles ont continué de croître. Dans ce contexte, pourquoi le village 5 est-il pourtant considéré comme vulnérable aux catastrophes ?

Nous mettons en avant l'hypothèse que le village 5 est considéré comme tel car la catégorie P est exclue du secteur de l'aquaculture et très peu représentée dans le secteur de la pêche. Cette exclusion suggère que la catégorie P est investie dans d'autres secteurs comme l'artisanat ou des activités locales de vente dans des petites boutiques ou de manière ambulante. Or ces activités leur permettent plus de maintenir un certain seuil de survie que de concourir à l'adaptation des foyers qui la compose.

Nous touchons du doigt une problématique centrale de la résilience des foyers et des collectivités. Une catastrophe, ce n'est pas seulement ce qui est physiquement visible, destruction des infrastructures, pertes de vie humaine, etc. Une catastrophe, se consolide aussi, en amont et en aval, sur des modèles et mécanismes économiques, financiers et socio-politiques défectueux.

Nous concluons que les impacts des catastrophes sont des phénomènes à effet domino au sein et entre les collectivités. Au sein des collectivités, parce que la phase qui suit une catastrophe nourrit des dynamiques sociales nouvelles, qui consolident des rapports de domination entre les foyers et des capacités de rebond multiples et complexes à analyser en termes de résilience des collectivités et des écosystèmes Ces dynamiques sont illustrées par des pics d'investissement ou le retrait d'activités de certaines catégories suite à la catastrophe.

L'effet domino des catastrophes concerne aussi les liens qui unissent les collectivités entre elles. La résilience d'une collectivité peut être renforcée par celle des autres. Quand une collectivité moins affectée par une catastrophe propose, par exemple, aux foyers d'une autre collectivité des emplois, même précaires. Cet emploi permet, dans le meilleur des cas, une potentielle amélioration des conditions de vie du foyer resté dans la collectivité d'origine. Par ailleurs, la vulnérabilité d'une collectivité peut tout aussi bien renforcer le pouvoir de certains agents économiques. Nous avons mis en avant par nos résultats que la catastrophe fait des gagnants et des perdants. Une zone dévastée est un terrain d'investissement comme un autre. Les terres des

collectivités les plus vulnérables nourrissent les spéculations des acteurs économiques dominants. Spéculations qui par effet boule de neige déstabilisent les collectivités dans leur ensemble et l'équilibre des SES, entre lois coutumières et celles du marché des terres agricoles et aquacoles.

L'effet domino des catastrophes concerne aussi les liens qui unissent les foyers et collectivités entre eux. Les stratégies d'adaptation qui consistent à renforcer par exemple la croissance de l'aquaculture sur terrain propre montrent de potentielles modifications des rapports socio-économiques, avec des opportunités pour la collectivité comme des risques de conflits. Enfin, l'effet domino concerne les liens qui unissent les foyers entre eux, mais aussi avec leur système SES. Quand nous savons le caractère néfaste sur l'environnement de l'extension des bassins d'aquaculture que connaît la région, on peut se demander si résilience il y a au sein d'une collectivité lorsque la dégradation des conditions de vie cristallise des stratégies d'adaptation offensives en « réaction à » et non pas « en prévention de » ? Nous constatons très clairement ici que l'adaptation ne signifie pas forcément la résilience des SES.

Préconisations humanitaires

Des questions se posent dans l'humanitaire sur l'amélioration des pratiques dans des environnements complexes, où adaptation, vulnérabilité et résilience ne se font pas toujours écho.

Sortir de cette impasse, c'est se questionner sur les points de convergence de ces trois concepts au travers des programmes humanitaires. Nous mettons en avant ici trois propositions d'amélioration.

1. **L'information**. Les foyers n'ont pas attendu l'aide humanitaire pour agir. Il est ici important de capturer l'essence des trajectoires de vie et les relations de pouvoir que dessine la catastrophe. Relations qui vont modifier à leur tour la vulnérabilité et les capacités d'adaptation des foyers (évolution du foncier, et notamment de l'accès à la terre, mais aussi modification du statut des activités).
2. **L'innovation et le capital social**. Si nous partons du postulat que les foyers comme les collectivités sont interconnectés et que la vulnérabilité des uns a un impact sur celle des autres, il semble que les programmes humanitaires omettent dans leur planification les potentiels réseaux et interconnexions à consolider ou à bâtir avec et entre les différents acteurs et collectivités pour concourir à la résilience sociale.
3. **La connaissance des services écosystémiques**. L'idée de résilience des SES interroge dans l'humanitaire une connaissance et une utilisation plus efficience des écosystèmes pour lutter contre la pauvreté tout en permettant l'adaptation des foyers
4. **La construction d'une matrice** permettant d'intégrer les concepts de vulnérabilité, d'adaptation et de résilience pour permettre de guider et d'évaluer l'espace humanitaire. Nous mettons en avant que cette matrice se dessine autours d'une approche spécifique, systémique et synchronique.

7.1.5 Conclusion de nos résultats

Tout d'abord, nous avons mis en évidence qu'il existait différentes tendances au sein des foyers d'un même village. Cette typologie illustre de multiples capacités de résilience et choix/non choix d'adaptation des foyers en fonction de leur sentiment de vulnérabilité : « riche », « moyen », « pauvre » :

1. *La capacité créatrice* : quand la catastrophe permet de découvrir de nouveaux secteurs d'activité et d'augmenter le nombre d'opportunités afin de modifier, voire de transformer, les conditions de vie du foyer/collectivité.
2. *La capacité régénératrice* : quand la catastrophe permet de redécouvrir et/ou d'accroître un même secteur d'activité.
3. *La capacité d'ajustement* : quand la catastrophe permet de mettre à l'épreuve la capacité de rebond et de retour à l'équilibre du système. La résilience d'ajustement peut être rapide ou s'étaler sur une durée beaucoup plus longue.
4. *La capacité de dévalorisation*: quand la catastrophe ne permet pas le rebond du foyer dans le secteur d'activité qui était le sien avant la catastrophe.

Ce qui nous permet de conclure, au travers de ces premiers résultats, que la résilience se dote de multiples capacités de rebond des foyers. Mais que ces capacités ne nous disent finalement rien sur l'amélioration des conditions d'existence des foyers comme des collectivités. En effet, un foyer qui va s'investir dans de nouveaux secteurs d'activité ne permet pas de dire dans notre étude s'il est moins vulnérable ou plus adapté au climat et aux risques futurs. Même si l'amélioration des conditions d'existence, permet une capacité de rebond plus rapide en cas de catastrophes.

Nous avons alors démontré que les liens entre vulnérabilité, adaptation et résilience sont aussi essentiels pour comprendre l'enjeu de gouvernance des catastrophes qu'ils sont étroits et complexes à intégrer dans l'humanitaire.

La vulnérabilité n'est pas le contraire de la résilience. En effet, la vulnérabilité d'un foyer ne signifie pas la non-résilience de ce dernier. Tout comme la résilience d'une collectivité ne signifie pas que tous les foyers sont moins vulnérables. Par ailleurs, les capacités d'adaptation des uns peuvent renforcer la vulnérabilité de la collectivité dans son ensemble. On ne peut parler ainsi d'adaptation réussie sans prendre en compte la vulnérabilité et la résilience sociale

et des SES. Enfin, les capacités d'adaptation des foyers ne sont pas les mêmes selon le degré de vulnérabilité de la collectivité, la catégorie sociale des individus et les secteurs d'activité en jeu. On ne peut de fait exclure une dimension politique à l'intégration du concept de résilience dans l'humanitaire.

Ce qui nous permet de défendre, au travers de ces seconds résultats, que l'idée de résilience dans l'humanitaire consolide un champ interdisciplinaire et interroge les dynamiques fonctionnelles (échanges avec les parties prenantes), organisationnelles et opérationnelles (finalité de l'aide). Par ailleurs, cette idée de résilience des sociétés aux catastrophes socio-climatiques interroge les systèmes socio-écologiques, et donc les services écosystémiques et leurs fonctionnements ainsi que les sociétés et les individus qui les menacent, les transforment et concourent à leurs développements.

Préambule Partie 4

Nos résultats mettent en avant différents types de trajectoires plutôt offensives comme la résilience créatrice ou régénératrice, ou à contrario plutôt défensives comme les résiliences d'ajustement et de dévalorisation. Ces tendances exposées par B. Lallau, sur l'étude des mécanismes traditionnels, ouvrent sur un vaste débat concernant les équilibres et la durabilité des systèmes socio-écologiques. Elles posent alors des questions d'ordre individuel et collectif sur la gouvernance des catastrophes. De quoi dispose un individu, au travers de ses réseaux et de son rapport à sa collectivité, pour modifier sa trajectoire de vie et concourir à l'adaptation et à l'équilibre de ses pratiques et activités économiques avec son écosystème ?

Nous mettrons en avant que la résilience n'est ni bonne ni mauvaise puisqu'elle n'est jamais acquise. On peut être extrêmement vulnérable mais toujours aussi résilient, et inversement. Pourtant, certaines caractéristiques des foyers et des collectivités laissent penser que la résilience n'est pas non plus impossible à appréhender. Nous soutenons que les catastrophes socio-climatiques n'attendent pas forcément des solutions d'adaptation, mais posent davantage des questions d'ordre politique, scientifique et collectif sur la durabilité des systèmes socio-écologiques et sur des modèles de l'aide innovants et intégrés.

Nous conclurons que les catastrophes comme le changement climatique imposent des réflexions sur les modèles de l'aide pour renforcer la résilience sociale et celle des écosystèmes.

PARTIE 4
La résilience et le social

Introduction

En dernière partie de ce travail, nous nous interrogeons moins sur le sens que sur la portée du concept de résilience. En quoi l'intégration du concept de résilience bouleverse la perception des catastrophes, leur gouvernance et le modèle humanitaire qui en découle ?

Nous mettrons en avant l'idée que la résilience d'une société dépend de la résilience de son écosystème, de ses membres et des institutions qui composent, influencent et sont influencées par de multiples relations de pouvoir. Ce postulat nous permet de mettre en avant l'idée d'un changement de paradigme. Un humanitaire plus politique, au sens où la gouvernance des catastrophes s'institutionnalise. Mais aussi un modèle humanitaire plus complexe avec de nouveaux phénomènes à accompagner comme les migrations forcées liées au climat, l'exploitation non renouvelable des ressources et la dégradation des services écosystémiques. Nos résultats nous permettent de faire l'hypothèse qu'au travers de l'intégration du concept de résilience, la gestion de la qualité dans l'humanitaire s'appréhende aujourd'hui à de nouvelles pratiques qui s'inspirent de la valeur des cultures, des capacités des foyers et enfin des services écosystémiques.

Cette dernière partie, qui met en valeur nos recherches sur la résilience individuelle, illustre que l'intégration du concept de résilience se décline en une méthode systémique. Une méthode qui interroge autant l'aide humanitaire sur son fonctionnement et sur son histoire que sur les relations qu'elle entretient avec les sinistrés, leurs cultures et leur environnement naturel et institutionnel. Ce qui nourrit le débat d'un humanitaire en déroute puisque questionner le modèle de l'aide nécessite, d'une certaine manière, de mettre en perspective le modèle existant.
Pour conclure nos recherches sur la portée du concept de résilience, et finalement sur sa mise en pratique, nous ouvrirons le débat sur de nouveaux modèles de l'aide plus intégrés Homme et écosystème, l'un concernant l'organisation, l'autre ouvrant sur la biomimétique comme une « technologie » prometteuse dans des zones à haut risque.

Chapitre 8.

Résilience et psychosocial : une étape fondamentale pour asseoir l'idée de résilience des systèmes socio-écologiques

Suite à nos échanges avec F. Grünewald en 2012 lors des Universités d'automne de l'humanitaire, le cloisonnement au sein des ONG, des bailleurs de fonds et des agences des Nations unies, entre urgence et développement, réduit l'efficacité de l'aide. Par ailleurs, la segmentation de l'aide ajoutée aux pressions des bailleurs pour obtenir des résultats rapides et quantitatifs ne valorise pas une réelle connaissance de la crise et de ses antécédents, ce qui porte une limite non pas tant à la nécessité mais à la portée des stratégies de sortie de crise. La première question n'est alors pas tant de savoir pourquoi. Pourquoi la résilience n'est pas le monopole d'un seul acteur, mais comment la résilience peut-elle s'appréhender et donc se modéliser dans une réponse plurielle aux catastrophes ?

Nous mettons en avant, au travers de nos observations et de notre étude littéraire, que si la portée du concept de résilience est limitée par la gouvernance des catastrophes, il n'en demeure pas moins que son sens s'affine vers une conception individuelle de la résilience des sociétés. Une conception humaniste qui tend à redessiner les contours de l'aide aussi bien dans son fonctionnement que dans ses pratiques.

8.1 Entre urgence et développement, risques de la refonte de l'aide et opportunités

Pour F. Grünewald, il y a un réel besoin de mettre en avant des approches intégrées basées sur la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté mais aussi sur l'adaptation individuelle et collective au climat. « Les acteurs du développement, souvent peu sensibles à l'effet "risques" et aux enjeux de vulnérabilités (les personnes vulnérables étant des charges et non des moteurs du développement), auront à se frotter à l'extrême sensibilité des humanitaires à ces questions. D'autre part, les humanitaires oublient souvent que sortir les sociétés de la pauvreté et de la vulnérabilité demande la mise en place de mécanismes qui nécessitent des "locomotives", des "entrepreneurs", des "créateurs d'emploi", lesquels ne sont pas dans "l'écran radar" des

mécanismes humanitaires »[183].

Nous faisons le même constat suite aux évaluations que nous avons faites après le passage du cyclone Aila en 2010. Les programmes ne prennent pas en considération les processus sociaux et environnementaux qui permettent de réduire la vulnérabilité des foyers sur le long terme. Faute de temps mais aussi de moyens institutionnels et financiers, l'approche humanitaire piétine pour capturer les dynamiques des systèmes socio-écologiques et mettre en avant des mesures de prévention et d'adaptation durables novatrices. Pour L. Delesgues, il existe alors un risque néfaste de l'intervention humanitaire sur les sociétés. « Le risque d'une telle approche est de déstabiliser les équilibres de pouvoirs locaux, de renforcer certains réseaux clientélistes et finalement d'être manipulées par les acteurs locaux sans réellement contribuer à l'objectif premier de leur intervention : le support de stratégies de résilience vertueuse »[184].

La dimension segmentée de l'aide – et sa division entre ce qui a trait à l'urgence et au développement – est donc néfaste aussi bien pour la légitimité des organisations que pour les collectivités affectées et au sein d'elles les foyers les plus vulnérables. Nous mettons en avant que l'idée de résilience définit dans l'humanitaire le besoin d'appréhender des dynamiques systémiques au travers des capacités des individuels et de l'intelligence collective. À savoir les capacités des individus résultantes de leurs interactions et des institutions qui encouragent ou restreignent le champ de leurs capacités de rebond.

8.2 La résilience et le psychosocial

Si l'apparition du concept de résilience est relativement récente dans l'humanitaire, il n'en est pas de même dans les domaines tels que la psychologie. Liée à l'image du rebond, de la résistance ou encore de l'adaptation à un choc extérieur, la résilience est perçue parfois comme « un trait (caractère intrinsèque), un processus complexe multidimensionnel ou un résultat, ce

[183] GRÜNEWALD François, Jean-Marc CHATAIGNER (dir), « La résilience et les ONG », dans *op.cit.*, Paris, Karthala, 2014

[184] DELESGUES Lorenzo dans Jean-Marc CHATAIGNER (dir),, « Rôle des mobilisations citoyennes dans la construction de la résilience », *op.cit.*, Paris, Karthala, 2014

qui pose le problème de trouver des critères d'évaluation »[185]. Elle est parfois même appréhendée comme les trois à la fois.

Notons que la résilience est un concept qui fait largement écho aux études du psychiatre et psychanalyste B. Cyrulnik. Dans son ouvrage *Autobiographie d'un épouvantail*, l'auteur met en avant l'importance de donner du sens à l'action. Autrement dit, comment valoriser l'individu qui s'aide lui-même tout en aidant les autres. L'auteur défend que la valorisation des individus dans le processus de secours et de sauvetage est un des piliers de la résilience des individus. « La ville de Naples a subi des tremblements de terre successifs dans les années 1980. Dans une entreprise un petit groupe a été protégé et éloigné de la zone détruite. Un autre a été aidé sur place. Tandis que le troisième n'a pas été sécurisé. Après les tremblements de terre suivants (…) le groupe qui a donné le moins de syndromes psycho traumatiques était composé d'hommes qui non seulement avaient été entourés sur place parmi les décombres, mais qui, en outre avaient été engagés dans l'action des secours »[186]. Notons que l'auteur met en avant que seule la solidarité doit cimenter le lien social et non le fait de désigner des boucs émissaires. La résistance n'est pas la résilience.

Il est intéressant de constater que la résilience dote le paradigme humanitaire d'un nouveau souffle palpable dans la communication des ONG. Des mains tendues de la veuve et de l'orphelin, nous sommes passés à un autre statut, celui d'individus qui ne sont pas passifs face à leur destin. Bien au contraire. Cette communication n'est pas le fruit du hasard. Elle met en avant une volonté profonde des acteurs de l'aide d'intégrer des dynamiques individuelles aux côtés de l'institutionnalisation de la gouvernance des catastrophes.

La gestion des catastrophes invite ainsi les sciences sociales, et notamment la psychologie, à investir le débat pour analyser les capacités d'appropriation et de réaction des individus à la crise. Nous entendons par appropriation, la capacité des individus à surmonter la crise et à partager leur expérience tout en étant dans l'estime, la connaissance et le respect de soi et des autres. Le message de la psychologie au moyen du concept de résilience est de rappeler que, pour appréhender la gouvernance des catastrophes, il faut aussi pointer du doigt l'influence des

---

[185] LIGHEZZOLO Joelle et DE TYCHEY Claude. *La résilience se reconstruit après le traumatisme.* Editions in press. Psych-procket. 2004. 127 p

[186] B. Cyrulnik. *autobiographie d'un épouvantail*, Odile Jacob. 2008

trajectoires de vie individuelles sur l'évolution des systèmes, leur vulnérabilité, leur résilience et leur adaptation. Le concept de résilience, qui comme nous l'avons mis en avant est un concept intégrateur dans l'humanitaire, questionne par déduction les effets de l'acte d'aider sur la valorisation des individus et sur les liens qui l'unissent à la société et à son environnement naturel et institutionnel.

Enfin, l'approche psychosociale remet la spécificité de chaque individu, mais aussi de chaque collectivité, culture, territoire et même terroir, au cœur de l'évolution des pratiques humanitaires, avec cette idée phare que l'urgence comme le développement ne peuvent s'appréhender partout de la même manière.

Nous mettons en avant dans cette dernière partie que la résilience est une thématique socio-écologique relative au domaine du psychosocial et à l'étude anthropologique de l'évolution des sociétés. Puisqu'au travers de la résilience sociale et des SES, c'est bien de la perception des catastrophes et de la relation spécifique que l'individu entretient avec lui-même, les autres et son environnement dont il est question. Une relation à la fois sentimentale, identitaire, créative et culturelle que nous considérons dans cette dernière partie, comme le moteur de la complexité à analyser et à différencier de ce qui est de l'ordre de la nature et de la construction sociale du risque.

8.3 L'individu pour appréhender la résilience des collectivités

L'approche de la résilience questionne l'individu et son influence sur la résilience sociale et du SES. De quelle capacité de réaction et de quels choix disposent les individus ? Ces choix concourent-ils à la résilience et à l'adaptation du foyer et de la collectivité ? Au travers de ce questionnement, les critères et indicateurs de résilience font toujours défaut dans l'humanitaire comme nous l'avons mis en avant précédemment. L'individu n'est pas seulement une partie d'un tout qui obéit à des lois rationnelles. Il est cela et bien plus encore. Le psychosocial nous semble ainsi un axe de recherche central à investir. Pourquoi certaines personnes s'en sortent mieux que d'autres dans des situations jugées identiques : même statut familial, activités professionnelles, etc. ? Tout comme il devient central de ne pas dénigrer la responsabilité des

politiques publiques sur les trajectoires de vie des individus. Personnes qui n'ont pas toutes les mêmes attributs pour sortir de la vulnérabilité qui les caractérise.

Nous faisons l'hypothèse qu'au niveau individuel les capacités de rebond suite à une catastrophe sont multiples et à double tranchant, si le collectif et le bien commun ne sont pas assumés collégialement pour redéfinir une identité et des dynamiques sociales inspirantes pour chaque individu. Le *leardership* est ici une composante centrale des capacités de résilience des foyers et des collectivités, tout comme les modalités politiques, juridiques et économiques qui les soutiennent, les ignorent ou les entravent. Nous y reviendrons.

Nous mettons en avant ici les critiques de l'approche *Panarchy* développée par C. Holling. Puisque dans ce modèle, la résilience des systèmes omet les rapports de pouvoir entre les entités multiples et hétérogènes des sous-systèmes sociaux. Or c'est bien cette hétérogénéité qui stimule les échanges au sein d'une collectivité et qui module les capacités de résilience sociale et SES entre création, stabilité, transformation et changement d'état du système.

8.4 Humanitaire, faire ou ne pas faire ?

Si nous mettons en avant la résilience individuelle comme un élément clé de la résilience des foyers aux catastrophes, alors la première question à se poser concerne l'action humanitaire en elle-même. Qu'est-ce que l'humanitaire, pourquoi et comment aider l'autre ? Le sens et la portée du concept de résilience se confrontent ainsi au dilemme premier de l'action. Faire ou ne pas faire. Si nous partons du principe que la résilience est « liée à la mesure dans laquelle la réorganisation vient de l'intérieur plutôt que forcée par des facteurs externes »[187], quelle légitimité donner à une aide humanitaire extérieure ? La résilience interroge ainsi l'humanitaire sur son histoire et sur sa capacité à se transformer au travers de l'intégration du concept.

Il existe trois formes de réponses possibles. La première consiste à ne rien faire en se disant que les collectivités sont dotées des capacités endogènes pour faire face afin que le système revienne à un état stable ou trouve un tout autre équilibre. La seconde consiste à soutenir, voire

[187] CARPENTER Stephen et al *From Metaphor to Measurement: Resilience of What to What?* Ecosystems 4: 765–781. 2001

à influer, le système afin qu'il se dote d'outils lui permettant de « ramener le système à un domaine de stabilité souhaitable »[188]. La dernière option est d'admettre que les catastrophes infligent comme les guerres des dommages irréversibles. La seule stratégie serait donc de s'adapter à un nouveau système, un système où l'appui (les ONG) qui était extérieur au sous-système (les collectivités puis les foyers) deviendrait un élément clé. Dans cette approche, l'humanitaire aurait un rôle politique à jouer pour soutenir les collectivités dans un monde qui leur échappe et qui ne leur permet plus de s'adapter et de réduire leurs vulnérabilités.

Si la première réponse nous semble renier les principes mêmes de l'éthique et de l'histoire de l'action humanitaire, notamment lorsque les catastrophes dévoilent une souffrance humaine des plus tragiques, la dernière nous paraît bien arrogante. En effet, l'espace humanitaire n'a pas, fort heureusement (ou non), l'influence politique et les capacités techniques et financières pour changer le destin d'une société. La question n'est alors pas tant de savoir la nécessité de l'aide, mais comment soutenir à une échelle locale les dynamiques de résilience sociale vertueuse sur le long terme pour l'individu, la collectivité et son écosystème.

8.5 Capital social et dynamiques à explorer

Dans la littérature économique et sociologique, le capital social prend une place importante aux côtés de l'adaptation des sociétés aux risques et catastrophes. Nous prenons pour référence la définition de P. Bourdieu qui définit le capital social comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter reconnaissance »[189]. Si le capital social questionne les recherches sur l'évolution des sociétés et de leur modèle de gouvernance des catastrophes et risques, c'est parce que l'adaptation peut être perçue comme un processus social faisant partie intégrante du capital social. Capital social qui par ailleurs influe, au moins indirectement selon P. Bourdieu, sur le capital économique d'un foyer. Plus une personne dispose de réseaux, plus elle a de chance de rebondir dans la catastrophe. Pour N. Adger, l'adaptation est un processus de la dynamique des sociétés or cette adaptation est déterminée

---

[188] GUNDERSON Lance, *Ecological resilience – In theory and application*, Annual Review of Ecology and Systematics, 2000

[189] ALESSANDRINI Megane, Is Civil Society an Adequate Theory ? Third sector review. Volume 8 Issu 2. 2002

par la capacité des sociétés à agir collectivement « adaptation is a dynamic social process: the ability of societies to adapt is determined, in part, by the ability to act collectively »[190].

Nous avons fait le choix de discuter dans ce travail de recherche de deux illustrations du capital social portées par cet auteur dans son ouvrage *Social capital, collective action and Adaptation to Climate Change*, et ce, afin d'établir des liens entre capital social, fragilité des états et réflexion d'un modèle humanitaire pro-résilience innovant.

Capital social et adaptation des collectivités 1. N. Adger

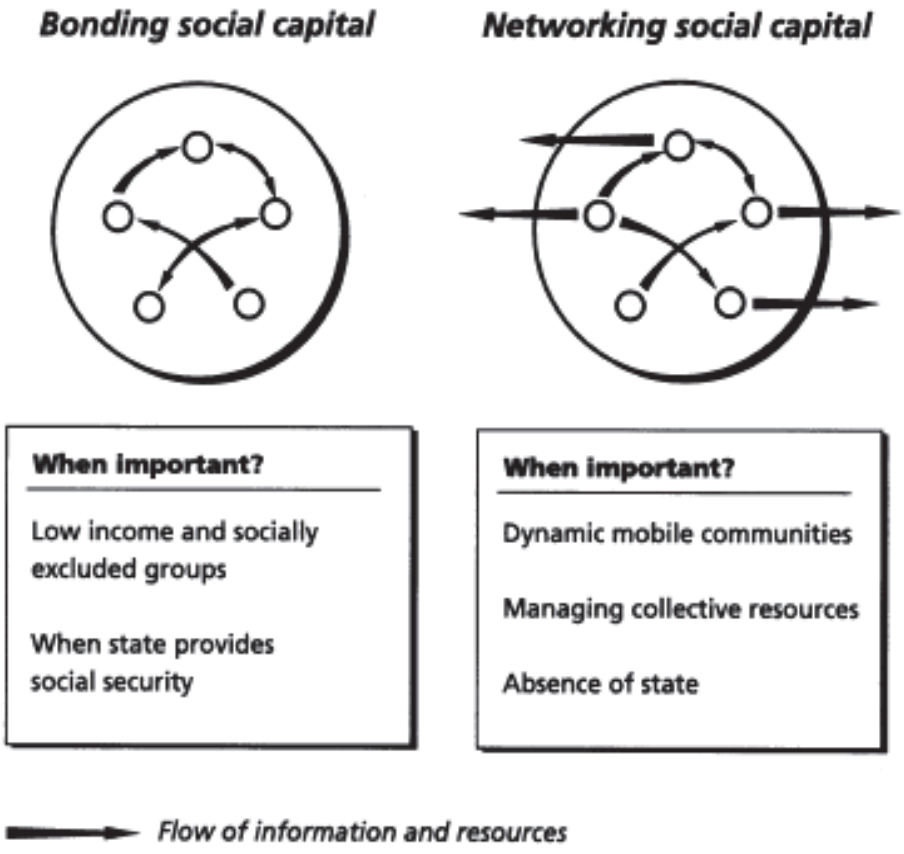


Figure 1. Circumstances in which bonding and networking social capital are important for adaptive capacity.

[190] ADGER Neil, 2003

Le capital social est représenté par des flèches entre individus au sein d'un groupe social. Ces flèches symbolisent le partage de la connaissance, les principes de réciprocité en temps de crise, mais aussi le partage des risques financiers et des opportunités du marché. À la lecture de cette illustration, on constate que, dans la figure 1 « bonding social capital », les liens sont plus fermés et restreints. À la différence de la figure 2 « networking social capital » qui fait davantage référence aux liens économiques et « autres », pour reprendre le terme englobant de N. Adger, qui sont internes mais aussi externes aux groupes. On parle ici de réseaux basés sur une confiance plus faible, puisque le cadre est plus large mais permettant aussi de nouvelles opportunités économiques. Les règles et principes de réciprocité se basent ici sur des règles différentes qui tendent à faire disparaître les mécanismes traditionnels de gestion des catastrophes. Nous faisons l'hypothèse qu'au Bangladesh, l'institutionnalisation des catastrophes et des risque prônée et enclenchée depuis plusieurs décennies (cf. 7FYP, partie 2) a déstabilisé les modèles traditionnels de gestion des catastrophes comme l'illustre la construction de digues. Les digues, principaux investissements publics avec la construction d'abris anti-cyclone, sont à double tranchant pour la résilience des collectivités. En effet, le modèle social et les principes de réciprocité se décousent. On ne construit plus une digue de manière volontaire et pour la collectivité. On la construit parce qu'il y a avant tout un intérêt individuel économique à court terme.

On constate à contrario que le capital social que nous pouvons qualifier de « local » dans la figure 1, s'appuie sur des fins moins économiques que de cohésion sociale. Mais que ce capital social, pour permettre à lui seul la résilience de la collectivité, nécessite que l'état instaure un filet de sécurité efficace pour permettre aux individus de fonctionner suite à une catastrophe et face aux risques futurs. Pour N. Adger, ce capital social des sociétés qualifiées de traditionnelles ou d'alternatives, selon les écoles de pensées, est une composante centrale pour faire face aux impacts des phénomènes météorologiques extrêmes et des risques futurs[191].

Pour autant, nous défendons dans la même lignée de pensée que N. Adger, que ce point de vue n'est pas incompatible avec une dimension des réseaux sociaux plus vaste et stratégique pour concourir à la résilience des foyers et des écosystèmes, et ce, d'autant plus quand les failles étatiques contraignent les choix d'adaptation et leurs capacités de rebond suite à une catastrophe. Pour N. Adger, l'habileté des sociétés à créer une transition durable réside dans ces

[191] ADGER, 1999

deux combinaisons de capital social, l'une et l'autre devant se compléter pour réduire la vulnérabilité des foyers, la pauvreté, l'inégalité sociale face aux risques et catastrophes, mais aussi la force des lobbyings économiques pour l'exploitation des terres. Pour approfondir cette thèse, la deuxième illustration de N. Adger nous apprend qu'il existe plusieurs formes de capital social en fonction du type de gouvernance et de ses maux. Que nous parlions d'état aux fonctions limitées, voire d'un état illégitime.

Capital social et adaptation des collectivités 2. N. Adger

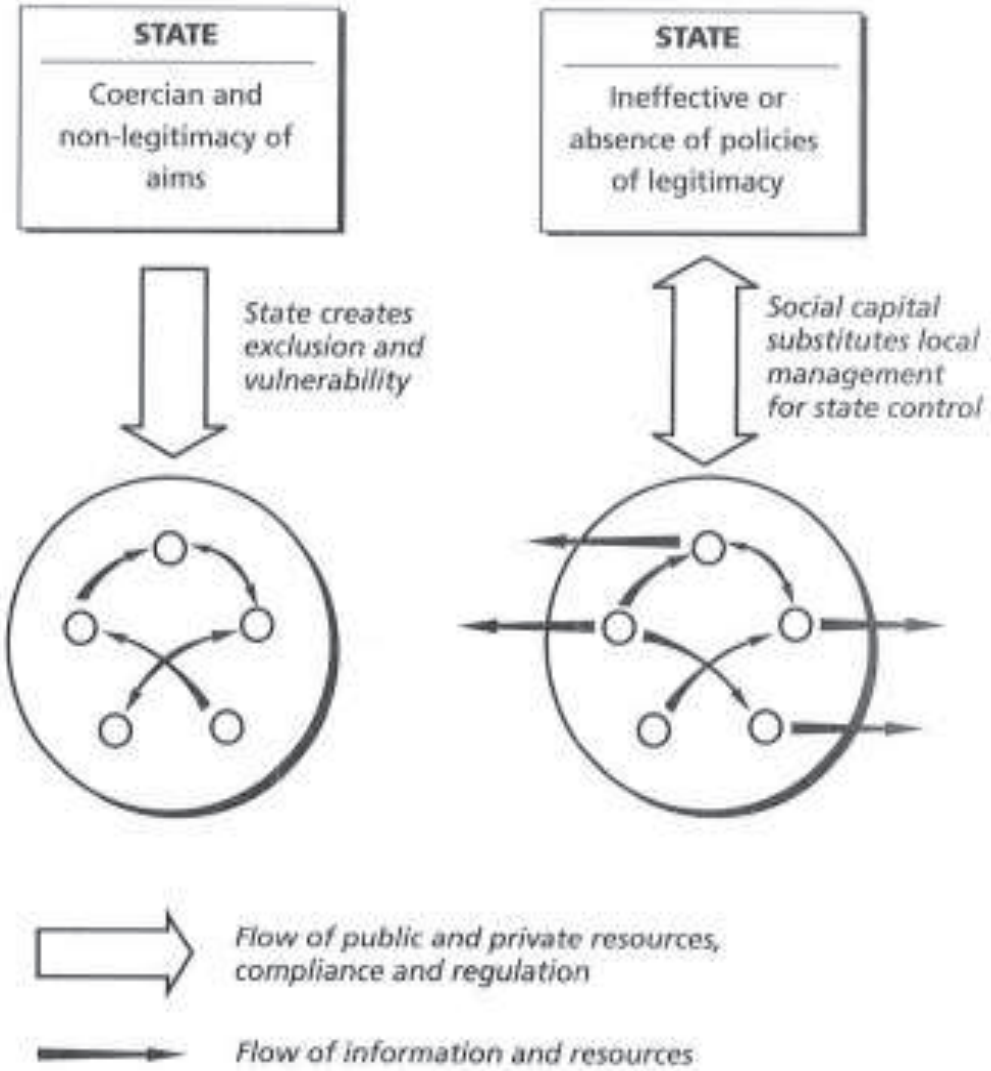


Figure 3. Vertical linkages between state and society with a dysfunctional or absent state.

La figure ci-dessus met en avant le fait que, dans un état limité, pour renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des foyers, le capital social peut dans certain cas prendre une place prépondérante au sens où il se substitue au rôle des pouvoirs publics. Dans ce cas, le réseau est un facteur central de résilience des foyers. Pour autant, ce facteur comporte autant d'opportunités que de risques comme la corruption, l'exploitation, le trafic d'êtres humains et, d'une manière générale, la violence que peut impliquer un tel système non formel sur les foyers les plus vulnérables.

Nous pouvons d'ores et déjà nous interroger sur cette relation capital social et état dans la construction d'un paradigme humanitaire pro-résilience. En effet, mettre en avant des stratégies de renforcement des capacités individuelles dans des états dits faibles revient à dire selon B. Lallau qu'une personne, même très vulnérable, est toujours capable de s'en sortir. Ce qui omet une certaine responsabilité politique. Dans le contexte des Sundarbans, doit-on ainsi construire un modèle humanitaire pro-résilience basé sur le capital social local des collectivités, ou doit-on considérer qu'il faille davantage miser sur les réseaux en dehors de ces dernières pour soutenir la résilience des collectivités ? Nous défendons que l'une n'exclut par l'autre et que ces deux approches doivent être complémentaires.

En conclusion, la résilience d'un individu, d'un foyer ou encore d'une collectivité dépend fortement de ses réseaux et de son environnement social et institutionnel, que ce soit en l'absence d'un état-providence et d'opportunités économiques, ou en présence de filets de sécurité. Le modèle humanitaire pro-résilience questionne autant une certaine forme d'autosuffisance et de circuits fermés au sein des collectivités que les mécanismes institutionnels permettant de les sécuriser et de les ouvrir au « monde » suite à une catastrophe.

8.6 Limites de la gouvernance et migrations

Dans un contexte socio-politique et climatique complexe entre croissance démographique et protection de l'environnement, corruption et économie de marché, changement climatique et construction sociale des risques, nous mettons en avant que les limites des états reflètent certains vides juridiques et des politiques clientélistes. Nous questionnerons alors les phénomènes migratoires qui se dessinent au travers des catastrophes et finalement de leur

ingouvernabilité, à la fois bénéfiques et à risque pour concourir à un développement résilient des zones affectées comme celles qui accueillent les sinistrés.

8.5.1 Quel droit pour les victimes des catastrophes ?

Il nous semble essentiel, dans un premier temps, de mettre en avant le vide en matière de droits de l'Homme et de droits internationaux concernant les catastrophes récurrentes dans un environnement de changements climatiques[192].

Notons que la justice environnementale a émergé aux États-Unis dans les années 1980, avec la dénonciation des différentes formes de discrimination raciale et des contraintes environnementales pesant sur les catégories sociales (exposition à des nuisances, aux pollutions, aux risques naturels ou industriels)[193]. Mais aucun instrument contraignant pour l'action publique comme pour le secteur privé, en termes de prévention et de protection de la sécurité des foyers et des collectivités, n'est encore réellement fonctionnel. Par ailleurs, le droit humanitaire se cantonne davantage aux situations de conflit qu'à celles liées aux catastrophes naturelles. Le PNUD, agence clé en termes de réponse aux catastrophes et aux changements climatiques, ne fait pas non plus référence au droit des sinistrés et des plus populations les plus vulnérables au climat.

Pour le Comité économique et social européen (CESE), « l'approche fondée sur les personnes, leurs droits, l'équité, le droit à la protection mais aussi le droit au développement durable comprenant la viabilité environnementale, devrait être inscrite comme principe avec plus de force dans le Cadre d'Action Hyōgo post-2015 »[194]. Dans cette perspective, on assisterait à une responsabilité accrue des états et des institutions internationales pour encadrer par le droit la réduction de la vulnérabilité, la résilience et l'adaptation des foyers et des collectivités. Il n'en demeure pas moins que le modèle de résilience n'est pas vendeur car il remet en cause la

---

192 TORTEL Julia, dans Jean-Marc CHATAIGNER (dir) "Droit international et résilience : les liaisons improbables" *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris, Karthala, 2014.

193 DEBOUDT Philippe, *Inégalités écologiques, territoires littoraux et développement durable*, Presses Universitaires du Septentrion, Environnement et société, 2010.

194 IULIANO Giuseppe, *Le cadre d'action de Hyogo post-2015 : gérer les risques pour parvenir à la* résilience, 2014

croissance économique basée sur l'exploitation non durable des écosystèmes et des Hommes.

8.6.2 Illustration par la gestion des terres publiques – *Khas* – de la complexité des liens entre individu, écosystème et gouvernance

Bien qu'il existe de nombreux défis dans la lutte contre les impacts du changement climatique et de la pauvreté sur les capacités de rebond des foyers, l'accès à la terre reste un des défis premiers pour les gouvernements. Le Bangladesh dispose pour cela d'un système politique connu sous le nom « *khas* » qui signifie « terre ». Ce système permet de distribuer des terres appartenant à l'État aux ressortissant du pays déplacés ou sans terre.

Depuis l'indépendance, cette réforme est une politique clé du Bangladesh. On dénombre plus de 40 millions de personnes structurellement sans terre. Si l'accès à la terre de près de 150 000 foyers a été rendu possible entre 2009 et 2013, il n'en demeure pas moins que le système *khas* est entaché par la corruption et une bureaucratie extrêmement complexe et décourageante[195]. « Les estimations actuelles mettent en avant que 90 % des terres agricoles *khas* sont actuellement occupées non pas par les foyers pauvres et sans terre, mais par les élites politiques et économiques »[196]. Pour autant, cet outil juridique peut être une clé de la résilience des foyers, parce que le cadre est solide et déjà établi dans le paysage politique du pays et parce qu'il existerait des millions de parcelles de terres *khas*.

Comment fonctionnent les processus de distribution ? Quelles sont leurs lacunes et leurs opportunités pour concourir à la réduction de la vulnérabilité des foyers ?

---

195 *Guidance note : new land for climate displaced persons in Bangladesh*, Displacement Solutions & Young Power in Social Action, 2015 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Guidance-Note-Access-to-Khas-Land-for-Climate-Displaced-Persons-in-Bangladesh-for-web.pdf)

196 "Official sources claim that approximately 44 percent of the 803,308 acres of (identified) agricultural *Khas* land has already been distributed among the poor, landless and destitute. This statistic is questionable as at best 26 percent of agricultural *Khas* land has been distributed, the remainder is illegally occupied by rich and powerful people and their associates. Further, of the amount distributed so far, approximately 56 percent has not been able to be retained by landless people, who are pressured by local influential people to leave the land. As a result, only 11.5 percent of agricultural *Khas* land has been effectively occupied by those for whom the land is intended -- the landless and poor, the remaining 88.5 percent is illegally occupied by political and business elites." dans A. BARKAT, S. ZAMAN & S. RAIHAN, *Distribution and Retention of Khas Land in Bangladesh*, Association for Land Reform and Development (ALRD), Dhaka, 2000.

Tout d'abord, les demandeurs de terres *khas* doivent parcourir de multiples étapes administratives pour pouvoir solliciter une terre. Ces étapes prennent en compte l'accès à l'information sur la disponibilité des terres. C'est à ce moment-là que le défi commence pour le foyer qui veut faire une demande car il faut pouvoir lire les contrats et se décider à entamer une procédure administrative longue et aux issues très incertaines.

Le *Tahsildar*, à savoir le collecteur des informations sur les terres *khas*, a ici un rôle clé. Il soumet aux fonctionnaires des Upazilas un rapport détaillé sur toutes les terres *khas*. Il est le cartographe et l'intermédiaire entre les demandeurs et les autorités locales. Mais, pour prétendre avoir accès à une terre *khas*, encore faut-il pour les foyers avoir accès à l'information du *Tahshildar* pour la demander. Or cette information n'est pas toujours relayée au même moment à tout le monde. Les choix d'attribution dépendent ainsi d'enjeux politiques et de relations de pouvoir au niveau local.

Que se passe-t-il quand une terre *khas* est attribuée ? Le gouvernement dispose des pleins pouvoirs pour expulser les habitants qui auraient pu illégalement s'y réfugier. Quand on sait que la plupart de ces terres sont distribuées à de grands propriétaires terriens et que ces terres sont agricoles, on en conclut que la finalité est davantage pour agrandir les domaines de ces grands propriétaires que pour concourir à réduire la vulnérabilité des foyers sans terre. En effet, selon les rapports de l'institut de recherche Displacement Solutions, les expulsions ne concernent pas tout le monde et encore moins les 90 pour cent des terres *khas* agricoles occupées illégalement par des entreprises privées et des élites politiques. Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique et de disparition des terres, une fois sur les terres *khas*, comment protéger les foyers des expulsions forcées et des pressions sociales qu'ils pourraient subir par des groupes divers ?

Enfin, notons que le processus d'identification des terres est critiqué car il n'implique que trop peu la société civile dans la décision finale d'attribution, surtout quand elle met à mal des intérêts privés.

Mais tout n'est peut-être pas si manichéen qu'il n'y paraît pour renforcer la résilience des foyers et des collectivités. Les terres agricoles productives et valorisées par les entreprises sont de potentielles sources d'emploi sur ladite zone, emplois qui permettent de cumuler des capitaux et de réduire potentiellement la vulnérabilité des foyers aux catastrophes. Potentiellement, car si l'entreprise est spécialisée dans l'exploitation forestière, sans une prise en compte de l'équilibre

des écosystèmes, il est fort probable qu'à moyen terme elle endommage la résilience des foyers et des collectivités dans leur ensemble. L'humanitaire doit ainsi s'interroger sur ses liens avec le secteur privé, certes, mais aussi sur sa capacité à promouvoir et créer de l'emploi équitable et durable suite à une catastrophe.

Les terres *khas* interrogent par ailleurs l'humanitaire présent en milieu urbain suite à une catastrophe et dans un contexte de risques complexes. En effet, ces terres se trouvent uniquement dans des zones rurales et rien ne fait référence à des projets d'habitat dans la plus grande métropole du pays, Dhaka, alors que la cité ne compte plus les millions de foyers vivant dans des bidonvilles et ceux qui y arrivent chaque jour.

Enfin, les terres *khas* sont souvent isolées et de faible valeur agricole. La question est alors de savoir dans l'humanitaire comment valoriser ces terres et permettre une productivité pour parvenir à une certaine autosuffisance des foyers, avec un accès aux services essentiels tels que la santé ou l'éducation ? L'idée serait que les foyers qui ont accès à ces terres suite à une catastrophe ne finissent finalement pas par les quitter faute de pouvoir y vivre, puisque cela signifierait le retour à une situation d'extrême vulnérabilité, venant généralement gonfler les flux de migrants se déplaçant vers des bidonvilles urbains saturés.

Cette illustration démontre que la gestion des territoires engage de nombreux acteurs et rapports de force à priori défavorables pour les foyers sans terre, ce qui confirme nos résultats Partie 3, qui mettent en avant que les foyers les plus vulnérables de chaque collectivité sont ceux vivant dans des huttes sur terrain public. C'est dans cette logique que les migrations dessinent de nouveaux rapports sociaux et modèles de survie pour les foyers. Phénomènes incontournables à étudier pour prendre la mesure des risques et des opportunités de tels mouvements de population sur la résilience et l'adaptation des sociétés.

8.6.3 Migration forcée et intégration

Si notre étude ne nous permet pas de questionner de manière quantitative la place des migrants dans les collectivités d'accueil ou l'impact des trajectoires migratoires sur les capacités de résilience des foyers, une réflexion s'impose. Il nous a semblé important d'investir – même

brièvement – les phénomènes migratoires, car leur croissance masque de nouveaux risques et opportunités pour la résilience des SES.

Nous faisons le constat dans un premier temps que les phénomènes migratoires saisonniers ou à plus long terme, qui ont jusqu'alors permis aux foyers de perdurer dans la zone des Sundarbans, sont de plus en plus controversés. Au niveau régional, il existe de fortes tensions, notamment en Inde, dans la région de Kolkata, sur l'intégration de ces migrants venus du Bangladesh pour des périodes plus ou moins longues. On voit ici clairement la dimension transfrontalière qu'impose la gouvernance des catastrophes et qui justifie entre autres mesures une gouvernance mondiale du climat et de ses impacts sur les sociétés.

Au niveau national, les catastrophes socio-climatiques telles que les inondations et les cyclones poussent régulièrement les foyers à se déplacer, ce qui crée de fortes tensions au sein des collectivités d'accueil en milieu rural comme en milieu urbain. En effet, la ville de Dhaka est déjà saturée de travailleurs pauvres. Les connaissances sont actuellement limitées quant aux conséquences sociales, ou sur les SES, de ces phénomènes migratoires qui sont des phénomènes d'adaptation anciens et nouveaux à la fois. Anciens car les individus, comme les familles des Sundarbans, ont toujours migré en fonction des saisons et des événements climatiques. Nouveaux car la densité de population n'est plus la même tout comme le droit foncier. À titre d'exemple, « on compte actuellement près de 40 millions de personnes vivant en bordure du littoral au Bangladesh (…) En 1998, 68 % du pays était resté submergé pendant dix semaines à la suite des inondations et 30 millions de personnes avaient alors été déplacées temporairement »[197].

Selon nos observations et entretiens auprès des ONG présentes dans le delta des Sundarbans, la résilience des foyers et des collectivités entre populations autochtones et populations migrantes semble d'autant plus complexe à trouver compte tenu des priorités de chacun. Les migrants sont généralement des foyers très pauvres ou des personnes isolées qui peinent à trouver leur place et des conditions de vie au moins similaires à ceux des populations résidentes. Ils n'ont donc pas forcément les mêmes perceptions des risques et priorités que les autochtones. Ce qui ne signifie pas une incompatibilité des différentes visions mais demande une certaine vigilance. Une

[197]PENDER James. *Adaptation à base communautaire au Bangladesh,* Forced migration review. Ref 31. 2009. 3 p

vigilance au sens où chaque « mélange » d'individus demande une attention particulière sur l'identité des peuples, leurs valeurs et défis communs.

Dans l'humanitaire, ces dynamiques de transformation des sociétés au travers des flux migratoire questionnent la cohésion d'une collectivité et sa capacité à intégrer des migrants socio-climatiques sur un temps plus ou moins long. Il s'agit de construire les fondements d'une société durable et prospère dans un environnement chahuté par des flux migratoires de travailleurs pauvres, souvent analphabètes et en proie à créer ou à enrichir des réseaux parallèles d'exploitation de la misère et de trafics en tous genres[198].

On constate pourtant aujourd'hui que les phénomènes migratoires liés aux catastrophes ne s'accompagnent par de programmes humanitaires spécifiques ou d'études sur les choix adaptatifs des foyers. Quelles sont les conséquences négatives et/ou positives que peuvent avoir les choix des migrants sur la résilience et l'adaptation du foyer et de la collectivité d'accueil mais aussi d'origine. Dans l'humanitaire, il existe alors un risque de continuer ou revenir à des interprétations apolitiques et à des solutions techniques avec le risque que la justice, le droit et la responsabilité des politiques soient ignorés ou oubliés[199]. Il semble essentiel d'effectuer des recherches et des évaluations ciblées afin de mieux comprendre et accompagner ces phénomènes au sein et entre les collectivités. Essayons succinctement de comprendre les enjeux et les apports de la migration en termes de résilience des collectivités d'origine et de celles d'accueil.

8.6.4 Les enjeux des migrations et du capital social pour la résilience des foyers

La migration a souvent été décrite comme exacerbant les conflits. Le migrant est accusé de prendre l'emploi du natif ou d'exercer des pressions supplémentaires sur des environnements déjà fragiles. Pourtant, pour certains auteurs, les migrations semblent contribuer activement à l'adaptation des collectivités au climat, « les réseaux sociaux de migrants peuvent aider à construire un capital social pour accroître la résilience sociale dans les communautés d'origine

---

198 KABIR TUTUL Humayun, *Le trafic d'êtres humains, c'est au Bangladesh et partout ailleurs*, Service de Presse Common Ground, 2008

199 BENE Christophe et al., 2012.

et à susciter des innovations à travers les régions par le transfert du savoir, de la technologie, de fonds et d'autres ressources »[200]. Potentiellement, les réseaux de migrants et l'augmentation du capital social et économique peuvent contribuer à des échanges de bonnes pratiques et à des innovations techniques et institutionnelles pour s'adapter au climat.

Il ne s'agit pas, dans l'humanitaire, de renforcer les flux migratoires pour concourir à la résilience des foyers, mais de questionner au travers des programmes de l'aide le phénomène en termes de prévention des risques et de potentielles opportunités pour la collectivité. En effet, et comme nous l'avons remarqué dans les Sundarbans, les migrations sont souvent affaire de désillusions et vider les villages de leurs forces vives (jeunes qui ne reviennent pas), ou de leurs cerveaux et individus les plus riches (ceux qui ont les moyens de migrer), n'est pas une solution. En effet, cette transformation sonnerait davantage le glas d'un système social poussé à l'extrême, qui n'aurait pas su ou pu préserver ses fonctions, sa culture et son identité. Il ne s'agit pas non plus d'exclure ces flux migratoires. Dans un monde où les nouvelles technologies connectent des milliards d'êtres humains, le capital social et économique des foyers n'est plus la propriété exclusive d'un espace géographique de proximité. Un migrant peut permettre davantage la résilience de son foyer et de sa collectivité qu'un habitant resté au sein du village.

L'espace humanitaire, en intégrant le concept de résilience, interroge par déduction sa connaissance des mécanismes et flux migratoires qui, suite à une catastrophe, modulent et transforment les capacités de résilience des foyers des collectivités d'origine comme celles des foyers et des collectivités qui les accueillent.

Nous défendons que cette sensibilité aux thématiques migratoires liées à la gouvernance des catastrophes confirme, aux côtés de l'intégration du concept de résilience, un nouveau modèle. Un modèle qui tenterait de renforcer les réseaux et échanges entre migrants et autochtones autour des questions relatives au plein emploi, au développement durable et aux droits humains.

---

[200] SCHEFFRAN Jürgen, MARMER Elina, SOWB papa, *Migration as a contribution to resilience and innovation in climate adaptation: Social networks and co-development in Northwest Africa*, Applied Geography, 2011.

Conclusion

Dans un contexte de catastrophes socio-climatiques avérées dans le delta des Sundarbans, qu'il s'agisse de la pauvreté, la déforestation, la pêche et l'agriculture intensive et extensive, la résilience des sociétés ne peut s'appréhender sans une étude de la psychologie individuelle et collective. Au sens des capacités et moyens dont dispose un individu au sein d'un groupe pour s'adapter et réduire sa vulnérabilité.

Nous avons mis en avant, suite à l'analyse de nos résultats, que la résilience des foyers dépend d'investissements publics et/ou privés à coté de mécanismes sociaux pouvant être revisités comme les migrations saisonnières. Par ailleurs, nous mettons en avant que la gouvernance internationale des catastrophes, comme les politiques publiques, sont et seront d'autant plus limitées si l'institutionnalisation des catastrophes n'affiche pas comme objectif la cohésion sociale et la gestion durable des ressources au niveau local. En d'autres termes, l'adaptation et la résilience aux catastrophes ne peuvent s'appréhender sans le renforcement du capital social aux côtés de la lutte contre la pauvreté et de l'efficacité institutionnelle pour réduire et prévenir les catastrophes.

La dernière question qui se pose est alors de savoir comment définir et mettre en avant, avec les foyers, un modèle de résilience qui s'intégrerait aux stratégies des instances internationales qui sont les principaux bailleurs de fonds, tout renforçant les politiques publiques au travers de l'hétérogénéité des perceptions et de la spécificité des SES de la région des Sundarbans ?

Chapitre 9.
Critiques du concept de résilience et nouveaux modèles à explorer

Introduction

Depuis les années 1980, l'humanitaire porte une attention particulière à la gestion mais aussi à la prévention des catastrophes[201]. Une approche urgentiste qui tend à se diversifier vers une approche préventive d'autant plus politique que la gestion des catastrophes s'institutionnalise et s'internationalise. Nous mettrons en avant dans cette dernière partie les critiques et risques de cette internationalisation de la gestion des catastrophes, au travers des limites du système assuranciel et du manque d'accords sur les indicateurs de résilience des sociétés.

Nous en déduirons que le concept de résilience bouleverse le paradigme humanitaire, et ce, alors même que l'idée de résilience est limitée en pratique. Limitée au sens où mettre en avant une approche intégrant vulnérabilité, résilience et adaptation nécessite une transformation profonde de l'aide et des réformes tumultueuses.

Si chaque territoire répond à des dynamiques écosystémiques uniques, nous en déduirons que la résilience s'éloigne des sentiers battus de la standardisation des approches humanitaires. Nous conclurons que le concept de résilience ne peut prétendre à transformer le paradigme humanitaire que s'il permet, dans l'hétérogénéité des territoires, de leurs crises et des individus qui les composent, une certaine forme d'unité là où règnent par définition les différences, aussi bien dans la manière de percevoir les risques et les crises que d'influer sur le destin des sociétés. Dans des contextes de crises complexes, de catastrophes récurrentes et de pauvreté chronique, le concept de résilience impose de questionner de nouveaux modèles organisationnels et opérationnels de l'aide à la fois spécifique, systémique et synchronique. C'est dans ce contexte que nous interrogerons dans une dernière partie l'approche organisationnelle mise en avant dans le domaine de la permaculture, ainsi que l'économie de la connaissance et la biomimétique comme des approches novatrices du lien société et environnement.

---

[201] REVET Sandrine. Cit. 2009

9.1 Critiques de l'internationalisation des catastrophes et de la gestion des risques

Nos observations mettent en avant que les modèles de gestion des crises et prévention des risques consolident des relations de domination dans l'institutionnalisation de la gouvernance des catastrophes. À titre d'exemple, et comme nous l'avons mis en avant précédemment, les outils pour évaluer des facteurs de vulnérabilité, et les stratégies pour les réduire, sont conçus par les institutions internationales dont les bailleurs de fonds et les ONG sont juges et parties. Ces modèles ne concourent pour autant pas à réduire la vulnérabilité des foyers et des collectivités puisqu'ils sont limités par les modèles classiques de l'assurance et par des politiques publiques fragiles. Cette suprématie plus ou moins consciente du savoir et des moyens pour répondre et prévenir, défend de nouveaux modèles de l'aide pour soutenir les foyers les plus vulnérables.

9.1.1 Le modèle assuranciel et ses limites

En économie, la notion de risque se traduit par l'emballement vers une société de l'assurance qui se base sur la gouvernance du risque. Si l'assurance a été la première à regarder le monde à travers le prisme des risques, aujourd'hui, c'est la société qui semble regarder l'assurance au nom du risque.

Selon Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, « la sociologie du risque s'est développée grâce à l'économie du risque (...) et la théorie des marchés d'assurance ». La notion de risque est floue par nature, elle l'est d'autant plus en sociologie qu'en économie. En effet, en économie, la construction de la connaissance est souvent cumulative au sein d'un même paradigme. Il semble plus aisé de calculer un risque sur un bien matériel que sur des modèles sociaux dans des environnements affectés par des catastrophes récurrentes. Il semble que l'assurance en économie formule des lois statistiques là où l'on ne connaît pas la causalité des phénomènes, quand dans la sociologie, à l'inverse, ou plutôt en complémentarité, on tente de formuler des lois là où l'on ne connaît encore que trop peu l'impact de ces phénomènes sur les foyers et sociétés. L'assurance peut être un outil à explorer dans l'humanitaire au travers des concepts de vulnérabilité et de résilience puisqu'il réunit deux aspects fondamentaux : les causes et les conséquences des catastrophes dans un environnement

probabiliste. Pourtant l'assurance, telle qu'elle est conçue, semble toucher ces limites lorsqu'il s'agit d'assurer les plus pauvres et vulnérables foyers face aux impacts du climat.

Pour D. Kessler, et en référence aux recherches de U. Beck, « la société du risque décrit l'univers au sein duquel l'assurance doit se développer comme un univers qui la conteste. Nous retrouvons ici le thème lancinant de l'assurabilité. Ainsi, les conditions d'assurabilité deviennent souvent plus difficiles au moment même où l'assurance est le plus nécessaire »[202]. Se pose alors la question dans le delta des Sundarbans de la non-assurabilité des individus et des collectivités. Quels dispositifs et modèles de réhabilitation dans l'humanitaire, et suite à une catastrophe, mettre en avant pour renforcer ces capacités d'assurabilité qui font défaut ?

L'objectif de cette thèse n'est pas d'approfondir le débat sur les modèles de développement et d'assurances des foyers et des collectivités, mais de prendre la mesure des limites du système économique à s'investir dans la prévention et dans la sécurité des individus les plus vulnérables au climat. Nous mettons en avant qu'il a été possible, au travers des failles du système assuranciel, de justifier puis d'institutionnaliser une gouvernance mondiale des catastrophes. Or nous pouvons d'ores et déjà remarquer que cette gouvernance mondiale se constitue de multiples acteurs dont les politiques et cadres d'action ne sont encore que trop peu intégrés. Le secteur de l'urgence et celui du développement l'illustrent parfaitement en répondant au travers des catastrophes à des normes, des financements et à des institutions encore très divisées et sectorisées.

La gouvernance mondiale, en s'emparant de la thématique des catastrophes socio-climatiques, court par ailleurs le risque de créer de nouveaux risques pour les sociétés en déresponsabilisant les états comme le secteur privé. Et ce, alors même que cette gouvernance semble aussi être la seule capable d'insuffler à grande échelle de nouveaux modèles économiques, et d'assurance des individus et collectivités les plus vulnérables.

[202] KESSLEE Denis. Cit. 2012

9.1.2 Heurs et malheurs du concept de résilience dans l'espace humanitaire

La résilience, par sa dimension préventive et multisectorielle, est une épreuve complexe en pratique. Complexe, car le manque d'outils de mesure ampute la légitimité des acteurs et discours qui défendent la résilience comme un concept novateur puissant de l'évolution du paradigme humanitaire. Pourtant, en produisant des outils, des normes même limitées, et en consolidant une certaine perception des risques et la manière de traiter les catastrophes, les organisations internationales exercent une influence grandissante sur la résilience des collectivités. Elles influent sur les problématiques qui feront la une des médias et sur la taille des enveloppes budgétaires des bailleurs de fonds qui leur seront allouées. Enfin, elles structurent les politiques nationales[203], puis financent les programmes humanitaires et de développement. La mise en pratique du concept de résilience dans l'espace humanitaire comporte ainsi des risques politiques illustrés par la détermination de seuils de résilience qui, par définition, sont plus ou moins subjectifs et dont les présupposés idéologiques et moraux ouvrent vers de nouveaux débats.

Notons que la mesure de la résilience est un débat polémique entre des éléments objectifs sur les chocs et la résilience du système, qui impliquent un nombre infini de variables et une considération subjective sur ce qu'il est vital de préserver pour les foyers et les collectivités. Si l'on ne peut améliorer que ce que l'on mesure et si la résilience n'est pas mesurable, cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas mais qu'elle n'est pas recevable dans une démarche scientifique quantitative. Par déduction, l'approche de la résilience est aussi moins recevable pour les politiques publiques et le secteur privé.

Le fait est qu'il est difficile de produire une unité là où règnent des définitions et des perceptions multiples, des crises, des risques, des facteurs de vulnérabilité ou encore des capacités de résilience et d'adaptation des entités. Doit-on parler de vies sauvées, du nombre de foyers ayant pu sortir de la pauvreté, d'argent économisé ou encore d'investissements durables pour le foyer et la collectivité ? John Twigg aborde cette question au niveau communautaire et met en avant que les valeurs de référence sont un défi important[204]. Par ailleurs, notons que

---

[203] Voir sur ces questions les études du National Adaptation Programme of Action (NAPA) ou du Seventh Five Year Plan (7FYP).

[204] TWIGG John, *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes*, Note d'orientation (Version 2), University College London, 2009

pour B. Cyrulnik, faute d'outils prenant en compte les facteurs psychologiques et institutionnels, l'aide peut être mal calibrée, voire même nocive, si elle empêche la recherche de sens pour les sinistrés. « C'est bien en conjuguant ces trois paramètres : le développement du sujet et son histoire pré-traumatique, la structure du traumatisme et l'organisation des soutiens post-traumatiques, que l'on pourra collecter quelques critères de résilience et prédire l'apparition de troubles, ou au contraire la mise en place d'un nouveau style d'existence »[205]. Nous nous permettons de mettre ici en avant les études de M. Tousignant qui critiquent aussi les risques de valoriser la résilience individuelle, associée bien souvent au succès individuel et au détriment de la culture pour surmonter les catastrophes naturelles. « Le travail des organismes humanitaires ne peut se réduire à soigner des syndromes individuels post traumatiques sans procéder à un travail collectif pour aider la culture à redéfinir ses assises éthiques en vue d'affronter l'avenir. »[206]

Mesurer la résilience est donc une tâche on ne peut plus ardue, d'autant qu'il s'avère judicieux de se demander si, à l'intégration du concept de résilience dans l'humanitaire, ne s'ajoute pas un potentiel détournement de ce dernier. Que l'on parle d'approche, de terme ou de concept, la résilience s'est largement démocratisée dans l'humanitaire, des bailleurs de fonds aux discours des ONG. Que cet apanage du concept de résilience soit justifié ou non, cette intégration est potentiellement à risque.

Nous mettons en avant que cette intégration peut influer sur les discours et pratiques humanitaires de manière à correspondre davantage aux attentes des bailleurs qu'aux besoins des populations, afin d'obtenir des financements pour faire fonctionner le système humanitaire. La « résilience » pourrait ainsi remettre en cause la légitimité des ONG en plaçant finalement leur propre résilience institutionnelle dans un contexte de crise financière et de concurrence inter-agences sur le même plan, voire au-dessus des enjeux de résilience individuelle, sociale et des SES des zones d'intervention.

Par ailleurs, cette intégration du concept de résilience au sein des organisations internationales court le risque de corrompre les politiques publiques pour obtenir des aides multilatérales comme les aides au développement. Ceci nous interpelle puisque dans un même ordre d'idée, si

[205] CYRULNIK Boris. 2008
[206] TOUSIGNANT Mathieu, sous la direction de Cyrulnik Boris, *La culture comme source de résilience.* Edition Odile Jacob. 2012

l'on part du principe que la dépendance financière cantonne les ONG à suivre les stratégies des bailleurs, on peut s'imaginer qu'il en soit de même lorsqu'un état, au nom de stratégies de résilience, est lié à ses investisseurs et créanciers.

9.2 Hétérogénéité des perceptions et modèle humanitaire en perspective

9.2.1 Le dilemme de la perception et la classification des risques

Lors de notre première étude terrain – T1 – en 2010, nous nous sommes rendus dans six villages des trois districts les plus affectés par le cyclone Aila 2009 au côté de l'ONG Rupantar. Villages choisis selon les critères et la méthodologie du gouvernement pour l'évaluation des désastres. Nos premières observations nous révèlent un processus identique dans chaque village. Tout d'abord, et suite à la catastrophe, des groupes de gestion ont été mis en place ou renforcés, s'ils existaient déjà, par des ONG locales et internationales travaillant en étroite collaboration. Ces groupes mixtes, à majorité masculine, se composaient d'une douzaine de personnes, du responsable du village aux plus vulnérables en passant par les personnes les plus influentes au sein de la collectivité. Ces groupes étaient alors consultés pour définir des stratégies à mettre en place dans la phase de relèvement.

Dans un premier temps se pose la question de la légitimité de ce groupe. Les processus de sélection de leurs membres étant assez flous, la crise ayant légitimé une approche rapide, ne laissant a priori pas la place à un processus démocratique du choix des membres pour décider de l'avenir de la collectivité. La crise semble ainsi dicter ses propres règles de gouvernance.

Dans un second temps, nous avons pu observer qu'il était complexe pour les collectivités de hiérarchiser les dangers et les risques tout comme leurs besoins. Les communautés ne réfléchissent pas de manière verticale et segmentée. On distingue plusieurs perceptions des risques.

- La perception fataliste des risques : les individus accusent le choc et ne voient aucune issue positive pour eux ou leur collectivité.
- La perception probabiliste positive : les individus tentent avec difficulté de se projeter et mettre en avant des solutions potentielles pour l'avenir de leur collectivité.

- La perception constructiviste : les individus et la collectivité voient dans la crise une opportunité de changement et d'amélioration de leurs conditions d'existence.

D'une manière générale, on constate sur le terrain une perception des crises, des risques et des choix de société, complexe à appréhender en raison de la multitude des points de vue qui convergent ou s'affrontent sous couvert d'une organisation sociale, ici les groupes de gestion de la catastrophe mise en avant par les ONG. Quand par exemple les uns classent en priorité l'accès à un puits, les autres mettent en avant que la reconstruction de la digue est primordiale. Pour reprendre les termes de Beck, on constate des « oppositions profondes dans les conceptions du monde, dans la définition même de ce qu'est le risque »[207]. On peut alors se demander si ses différentes perceptions peuvent créer de nouvelles tensions au sein du modèle social, entre les personnes qui soutiennent et celles qui s'opposent à prioriser tel ou tel programme humanitaire.

Enfin, nous avons pris la mesure d'une attente très forte des individus et des collectivités quant aux programmes des ONG et des institutions politiques locales. Cette attente nous questionne sur les mécanismes traditionnels de gestion des risques et des catastrophes. Comment les collectivités géraient-elles leur stress avant d'être soutenues par des acteurs extérieurs ? Par ailleurs, si nous partons du postulat que la résilience est un processus endogène, existe-t-elle encore quand on observe une demande si forte d'aide en provenance de l'extérieure ? Toujours selon Beck, la détraditionnalisation explique les incertitudes profondes qui secouent les collectivités, « les cultures, les rôles et les institutions (…) faisant peser des menaces historiques inédites »[208].

Si on constate des attitudes et perceptions différentes entre individus d'une même collectivité et, d'une manière générale, entre collectivités, cela ne doit pas pour autant occulter une certaine réalité des risques, indépendamment de la manière dont chaque acteur les perçoit. Pour autant, cela doit nous questionner dans un premier temps, et comme nous l'avons déjà mis en avant, sur une gouvernance mondiale déconnectée des enjeux et des rapports sociaux autour de la résilience sociale et des écosystèmes locaux. Dans un second temps, cela nous interroge sur le

[207] BECK Corinne. Cit. 2001, p 22
[208] C. Beck. 2001, p 28

modèle humanitaire et sur ses limites, à savoir la consolidation de la cohésion sociale et le renforcement réel des capacités de résilience et d'adaptation des foyers les plus vulnérables.

9.2.2 Illustration des limites du modèle humanitaire, l'exemple du « cash for work »

Dans ce contexte de perceptions diverses, comment l'humanitaire peut-il innover et redonner aux populations la maîtrise des projets, services et infrastructures au service de la prévention des catastrophes ? Si nous prenons le cas des programmes de « cash for work » (argent contre travail), mis en avant par de nombreuses ONG suite aux cyclones Aila et Sidr, on constate un écart considérable entre la perception des risques des humanitaires et la vulnérabilité réelle des foyers et collectivités.

Schématiquement, les programmes de « cash for work » ont pour objectif de répondre à la catastrophe en injectant, dans les économies locales, de la monnaie par l'embauche de travailleurs pauvres sur une durée plus ou moins déterminée. Ces programmes mettent par ailleurs en avant la relance des économies locales par la diversification des activités au sein des foyers. Suite au cyclone Aila, la Coopération Suisse a par exemple mis en place des programmes de « cash for work » au travers de formations destinées aux femmes les plus vulnérables. Nous avons observé lors de notre T2 que ces femmes ont désormais accès à un emploi rémunéré, notamment dans les secteurs d'activité de l'aquaculture, à moins qu'elles aient pu développer un petit commerce.

Nous faisons le constat que l'humanitaire, par sa perception des crises et des risques, met en avant des mécanismes de réponse qui ne sont pas forcément les plus souhaitables, ou du moins optimaux, pour réduire la vulnérabilité des collectivités. Non pas au sens où il ne serait pas souhaitable que les femmes soient rémunérées pour leur travail, mais au sens où ces mécanismes de réduction de la vulnérabilité ne prennent pas en considération la résilience sociale au sein de la résilience des services écosystémiques. Par déduction, les capacités, perceptions et mécanismes endogènes de réponse aux crises et de rebond des foyers et des systèmes, dans leur ensemble et dans leur indivisibilité, semblent encore mal interprétés dans la réponse l'humanitaire.

En effet, les programmes de « cash for work » n'intègrent pas systématiquement une dimension préventive sur la gestion durable des ressources pour réduire l'impact des catastrophes futures. Nous posons l'hypothèse qu'il serait même probable, dans certaine région du monde, que sous leur forme actuel ces programmes finissent par substituer de l'argent à de l'environnement. Le paradigme humanitaire se tournerait alors vers une approche dite de durabilité à la « Hartwick – Solow ». « Une logique qui revient à maximiser les compensations marchandes à la destruction de l'environnement (Froger, 2001). Ceux qui se situent dans ce courant de pensée (Dasgupta & Heal, Clark, ou Beckerman) dit anthropocentrique du développement durable visent la maximisation des indicateurs économiques et identifient l'économie comme une sphère englobant les sphères environnementale et sociale »[209]. Pourrait-on alors parler de résilience dans l'humanitaire en ne s'appuyant que sur des critères économiques matériels et quantitatifs ? Et ce, d'autant plus quand le modèle libéral est critiqué sur sa capacité à faire naître un système durable sur une économie de marché juste et pérenne.

Une chose est certaine, la culture et l'identité des collectivités subissent une transformation profonde entre perception humanitaire des risques et vulnérabilité réelle des foyers. Notamment parce que cette transformation se construit sur des modèles locaux fragilisés par leur difficulté à s'organiser pour défendre leurs droits.

9.2.3 Humanitaire et nouveaux modèles à explorer

Dans l'espace humanitaire, deux options se dessinent. Un, gérer la crise de manière à réduire les facteurs de vulnérabilité sociale qui auraient mené à la crise. Deux, expérimenter un nouveau modèle de l'aide pour permettre différentes formes d'adaptation des foyers aux catastrophes. Une de nos questions de recherche est de savoir si les foyers ont la même perception des risques et de la crise que celle véhiculée dans l'espace humanitaire ? Avec l'hypothèse suivante que les crises liées au climat pourraient être le reflet d'une crise identitaire et culturelle reflétant la fragilité des modèles politiques et socio-économiques.

[209] SEBASTIEN Léa et BRODHQG Christian, *A la recherche de la dimension sociale du développement durable*. 2004

Depuis les années 1990, les pratiques de l'aide tentent ainsi de s'appuyer sur la société civile et le développement participatif pour éviter la déresponsabilisation des collectivités, et plus largement des états récepteurs[210]. Pour autant, ces méthodes participatives sont en débat. Lavigne Delville et Mathieu nous expliquent les intérêts, limites et illusions du développement participatif. Ils soulignent comment les « développeurs » se pensent comme neutres et recherchent des consensus « techniques », sans vouloir reconnaître la diversité des intérêts et sans prendre en compte les rapports de pouvoir[211]. On voit ici les limites des démarches dites participatives, qui visent à « faire participer » les populations aux projets qu'ont pour eux les experts, ONG, bailleurs de fond ou encore l'état. Or, si la logique d'intervention reste celle des intervenants externes, dans ses choix, ses façons de raisonner et ses options techniques, l'adhésion des populations ne pourra être que ponctuelle ou partielle[212].

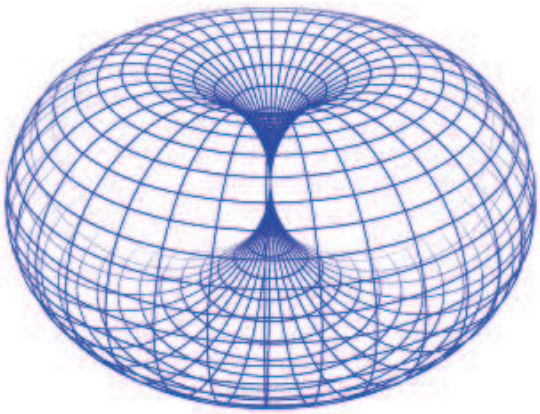
Ce paradoxe entre homogénéité des approches de gestion des catastrophes et hétérogénéité des perceptions des acteurs nous permet de prendre une certaine distance avec les approches « boîte à outils » mises en avant dans l'humanitaire. Nous soutenons que chaque contexte a une cartographie spécifique de ses acteurs, de son écosystème et des relations et influences qui s'exercent sur la résilience sociale et des SES. Pour autant, chaque situation a aussi des points communs. Au sein de chaque catastrophe, il existe des capacités de rebond des sociétés et de leurs écosystèmes.

Nous revenons ici à l'image du torus que nous avons présentée dans notre Partie 3. Le torus illustre une vision intégratrice de l'adaptation par la dynamique indivisible des systèmes société-écosystèmes. Dynamique au sens où chaque sous-système écologique ou social se renouvelle indéfiniment en circuit fermé sur la vulnérabilité, la résilience et l'adaptation des autres.

---

210 FROGER Géraldine, les coopérations au développement durable en question dans les pays du Sud, Développement et territoire revue 1, 2010
211 GENTI Dominique, *Les méthodes participatives en débat*, IRAM, 2003
212 LAVIGNE DELVILLE Philippe, *Environnement, dynamiques sociales et interventions externes : construire et gérer l'interface entre acteurs*, Paris GRET, 1998.

Vision intégratrice de l'adaptation. C. Raillon. 2016



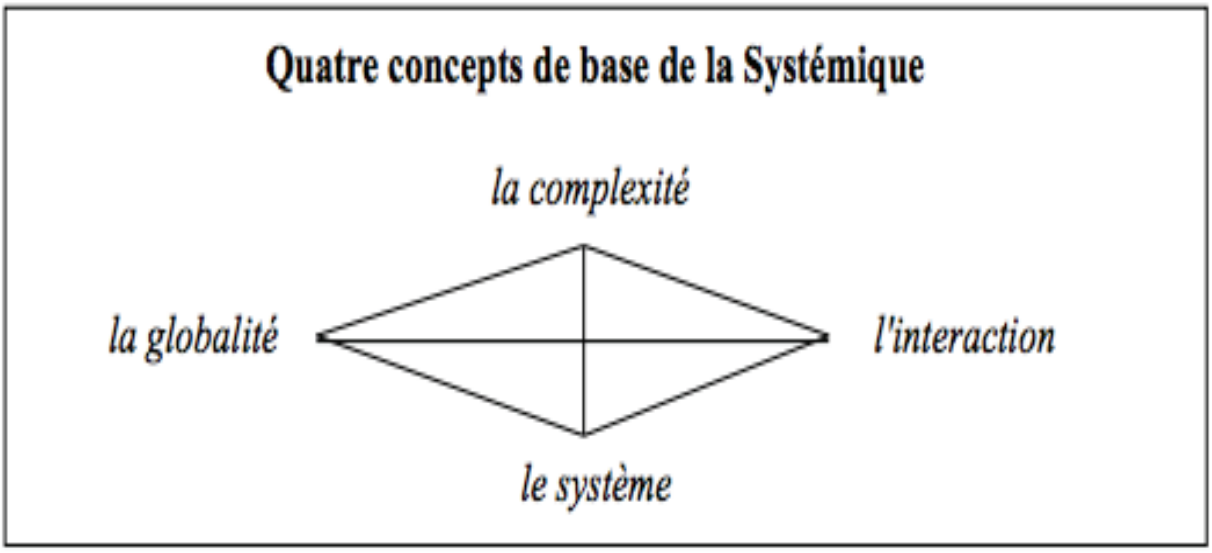
9.3 De nouveaux modèles à explorer

9.3.1 L'humanitaire et l'approche systémique

Nous avons choisi dans cette dernière partie de résumer brièvement nos résultats et nos hypothèses afin d'ouvrir le débat sur la biomimétique dans l'humanitaire et sur l'économie bleue développée par l'entrepreneur belge G. Pauli.

Nos études nous ont permis de mettre en avant que la résilience n'est ni bonne ni mauvaise. Elle est une capacité des foyers. Pourtant, lorsque la résilience se couple aux facteurs de vulnérabilité et aux capacités d'adaptation des foyers, elle devient porteuse de nouveaux modèles de l'aide qui, selon nos résultats, se réfèrent à une méthode systémique aussi complexe que porteuse d'une vision optimiste de la gouvernance des catastrophes. En effet, nos études dans le delta des Sundarbans mettent en lumière plusieurs capacités de rebond en fonction du sentiment de vulnérabilité des foyers et de multiples nuances à prendre en considération, puisque les termes de vulnérabilité, résilience et adaptation sont à la fois complémentaires, superposables et antinomiques. Cette complexité d'appréhender l'idée de résilience comme un concept intégrateur par excellence, pour reprendre les termes de B. Lallau, entre sciences de l'environnement et sciences sociales, met en avant la dynamique des systèmes. Nous faisons ainsi l'hypothèse que la résilience questionne les aspects fonctionnels (ce que le système fait), organisationnels (comment le système est composé) et opérationnels (ce que le système permet) de l'aide humanitaire.

Née aux États-Unis au début des années 1950 et reconnue en France depuis les années 1970, l'approche systémique ouvre une voie atypique attrayante pour la recherche et l'action. Elle repose sur l'appréhension concrète d'un certain nombre de concepts tels que : complexité, système, interaction, vision globale, évolution, etc[213].



Gérard Donnadieu. L'Approche systémique : de quoi s'agit-il ? Synthèse des travaux du Groupe AFSCET. P. 11. Sept 2003.

La complexité renvoie à la difficulté de compréhension posée par une réalité complexe comme le changement climatique et la difficulté d'en analyser ses impacts sur les sociétés. Étymologiquement, le mot système provient du grec *sustêma* qui signifie « ensemble cohérent ». Il existe plusieurs définitions, nous avons choisi celle donnée par J. Lesourne, à savoir « Un système est un ensemble d'éléments en interaction dynamique ». La globalité est quant à elle définie comme une propriété des systèmes complexes, souvent traduite par cette fameuse rhétorique : « le tout est plus que la somme des parties ». Cette globalité met en avant

[213] DONNADIEU Gérard. *L'Approche systémique : de quoi s'agit-il ?* Synthèse des travaux du Groupe AFSCET. P. 11. Sept 2003.

l'interdépendance des éléments du système et leur cohérence pour créer un ensemble. Enfin, l'interaction s'intéresse à la complexité de chaque relation entre les constituants du système pris deux à deux. La forme de l'interaction est ici centrale.

Au regard de nos résultats, nos hypothèses sont les suivantes :

1. Les modèles humanitaires ne peuvent être pas conçus de manière résiliente si une attention particulière entre vulnérabilité, résilience et adaptation des SES n'est pas intégrée à la perception des risques et des crises. Or cette attention renvoie à des dynamiques systémiques.

2. Le modèle économique dominant qui influe sur les conditions et les trajectoires de vie des foyers est critiquable pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité des foyers, au sens où il ne prend que trop peu en considération la durabilité des écosystèmes.

En conclusion, le développement durable, l'agro écologie, la permaculture ou encore la biomimétique des écosystèmes semblent alors à même d'apporter des solutions durables aux problématiques socio climatiques des milieux à risque.

9.3.2 La Biomimétique

L'approche biomimétique, en plus d'être à même de répondre durablement aux crises modernes et notamment socio-climatiques auxquelles nous sommes confrontés, change le regard que nous avons sur les « autres » organismes vivants qui composent notre environnement. Cette humilité qui « transforme un arbre banal en modèle pour les spécialistes en architecture, en résistance des matériaux, en circulation des fluides ou en gestion d'énergie : une humilité doublée de fascination pour la complexité maîtrisée sans aucune intervention consciente, et la durabilité émergente d'écosystèmes»[214].

Le fait d'atteindre nos limites dans la gouvernance des catastrophes pourrait donc nous offrir l'opportunité de passer à une nouvelle phase de résolution des crises, au cours de laquelle nous nous adapterions à la Terre plutôt que l'inverse. J'ai donc choisi d'aborder le sujet de la biomimétique comme une opportunité humanitaire et de développement prometteuse pour

[214] CHAPPELLE Gauthier, préface de « Biomimicry», Janine Benyus, page 10, Bruxelles, février 2011

concourir à la résilience des sociétés les plus vulnérables au climat.

9.3.2.1 Qu'est-ce que la biomimétique ?

La « biomimétique » vient du grec, bios (vie) et mimesis (imiter). Elle est définie par J. Benyus comme « une nouvelle discipline qui fait appel au transfert et à l'adaptation des principes et des stratégies élaborés par les organismes vivants et les écosystèmes, afin de produire des biens et des services de manière plus durable, et, finalement, de rendre les sociétés humaines compatibles avec la biosphère »[215].

Si la biomimétique est une caractéristique de l'évolution et de l'adaptation de l'Homme à son environnement. L'histoire de la biomimétique telle qu'on la connaît aujourd'hui commence au XVe siècle, avec les travaux de Léonard de Vinci pour permettre à l'Homme de voler par sa propre impulsion. Pour ce faire, il s'inspire alors des techniques de vol des oiseaux comme celles des chauves-souris ou des insectes tels que la libellule. Si son projet est un échec, il n'en demeure pas moins que l'ornithoptère a inspiré de nombreux chercheurs et inventeurs.

Ornithoptère. 1485, Léonard de Vinci

[215] Site internet de « Biomimicry 3.8 »; « conversation with Janine Benyus http://biomimicry.net/about/biomimicry/conversation-with-janine/

Janine Benyus est la première à avoir popularisé la biomimétique et œuvre depuis plus de 20 ans désormais pour faire reconnaître cette discipline par la communauté scientifique. Elle a cofondé en 1998 la « Biomimicry Guild », qui vise à apprendre de la nature ; « en émulant 3,8 milliards d'années de technologie adaptative » pour « aider les innovateurs à concevoir des produits et des processus durables qui créent des conditions propices à toutes les formes de vie ».[216].

En 2005, elle crée le Biomimicry Institute avec Dayna Baumeister et Bryony Schwan. L'institut a développé un site internet remarquable – www.asknature.org – qui est, à ce jour, la plus vaste base de données d'inspiration biomimétique au monde. Ce site fonctionne comme un moteur de recherche où l'on interroge la nature sur les procédés qu'elle utilise pour réduire sa vulnérabilité et s'adapter à tel ou tel milieu hostile.

9.3.2.2 Les trois niveaux de la biomimétique

La biomimétique se décline selon trois niveaux. « Le premier s'intéresse à l'imitation des formes et des structures naturelles afin d'optimiser le fonctionnement des équipements et constructions. Le train japonais Shinkansen, dont l'avant s'inspire de la tête du martin-pêcheur, en est une belle illustration »[217]. De nombreuses installations du secteur des énergies renouvelables sont également nées de l'observation du vivant comme les éoliennes, qui imitent les ailes d'insectes ou l'érable, et l'aéronautique[218].

Le deuxième niveau cherche à répliquer les procédés mis en œuvre par les milieux naturels, par l'observation, l'identification et la maîtrise des technologies qui permettent de reproduire ce que la nature fait naturellement. Nous pouvons prendre ici l'exemple du panneau solaire.

Enfin, le troisième et dernier niveau concerne l'étude des systèmes complexes avec l'idée de minimiser les pertes dans les processus de consommation et de production, en s'inspirant du fonctionnement de la biosphère. Très schématiquement, il s'agit d'analyser, généralement au

---

216 BENYUS Janine, « What is the biomimicry guild ? »
217 *« Biomimétisme, le retour à la nature »,* Tutélaire, octobre 2013, n°258, p. 20
218 FOURNIER Mat, *« Quand la Nature inspire la Science, histoires des inventions humaines qui imitent les plantes et les animaux »,* édition Plume de carotte, p. 62, 2011

plan local, les flux entrants et sortants de différentes activités (industrielles, agricoles, voire commerciales) et d'organiser les échanges. Sont listés les besoins en matières premières, en eau et en énergie de chacun, ainsi que les polluants et déchets émis : l'objectif est de valoriser les rejets des partenaires, qu'il s'agisse de les recycler ou de produire de l'énergie ou encore des engrais. Nous y reviendrons pour appréhender l'idée d'économie bleue dans l'espace humanitaire.

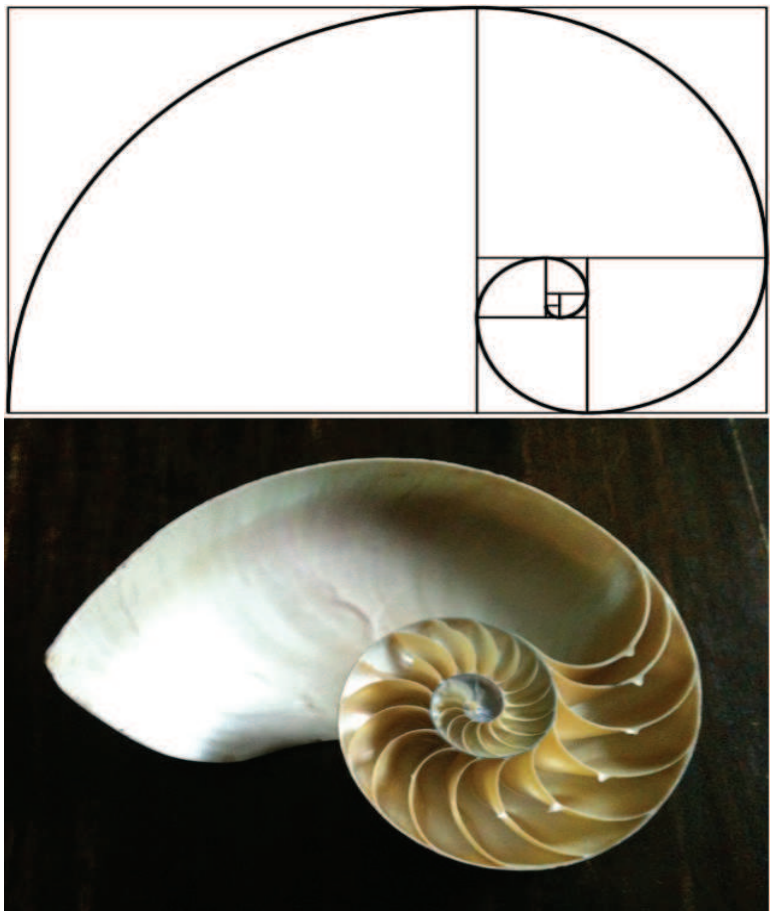
Quel que soit le niveau auquel on s'intéresse, des principes canoniques sont admis par l'ensemble des chercheurs. Le Biomimicry Institute les identifie comme suit :

- La nature fonctionne à l'énergie solaire
- La nature n'utilise que l'énergie dont elle a besoin
- La nature adapte la forme à la fonction
- La nature recycle tout
- La nature récompense la coopération
- La nature parie sur la diversité
- La nature valorise l'expertise locale
- La nature limite les excès de l'intérieur
- La nature transforme les limites en opportunités

Pour inspirer l'humanitaire à mettre en pratique le concept de résilience comme une approche systémique complexe, nous mettons en avant différents exemples.

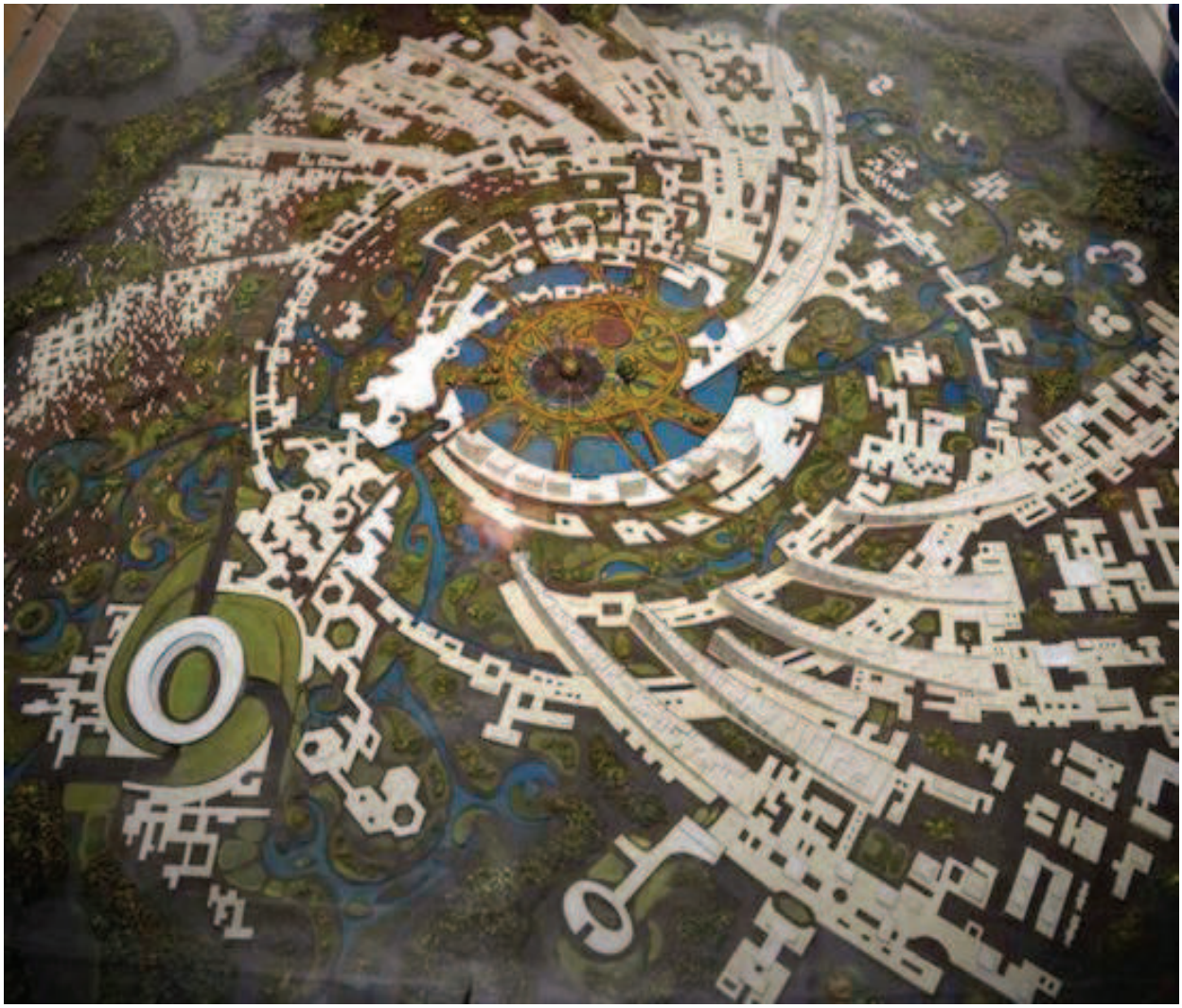
9.3.2.3 Exemple, architecture et forme du vivant

L'observation de la nature et de l'évolution des êtres vivants est un exercice inspirant pour les architectes et ingénieurs. En plus de l'observation des formes, elle questionne les processus qui agissent sur ces formes et qui les modifient. La spirale que l'on trouve chez les coquillages est la forme qui exprime le plus parfaitement la croissance biologique, correspondant à des lois numériques mathématiques et à la « divine proportion » mise en avant par l'architecte Le Corbusier, soit le fameux nombre d'or.



http://www.creativebloq.com/design/designers-guide-golden-ratio-12121546

Proportion que l'on retrouve aussi au travers du corps humain et qui traduit son harmonie parfaite. Notons que ces formes ont inspiré les plans de la ville d'Auroville en Inde, réalisés par l'architecte Anger.



The Hindu. A glittering master plan for Auroville. Puducherry, octobre 2014

Concernant notre terrain d'étude, nous faisons le constat qu'il n'est pas question de simplement copier le design de la nature puisqu'il existe de facto des changements d'échelle entre l'objet naturel et celui construit, mais bien de s'en inspirer pour innover en termes de prévention et de réduction des risques.

Pour illustration nous prenons l'exemple des « Victoria Gardens », un projet financé par le gouvernement Australien au Sri Lanka suite au tsunami de 2004. Ce projet met en avant des infrastructures communautaires résistantes aux désastres, un réseau électrique, des puits, un centre de santé, une aire de jeu ainsi que des jardins partagés. Malgré les défis liés entre autre à

la hauteur de la nappe phréatique et à la proximité des côtes, le projet enregistre une participation et une implication très importante des foyers pour l'entretien des infrastructures et des jardins partagés permettant davantage de sécurité physique et alimentaire. Reste à savoir comment ce type de village auto géré et adapté au climat peut être un modèle au Bangladesh dans la région des grands Deltas. Quels nouveaux mécanismes financiers mettre en avant ? Comment au travers des capacités des foyers et des services écosystémiques créer une amélioration des conditions de vie et finalement de l'emploi ? Enfin quels outils d'accompagnement, de mise en place, de suivi et d'évaluation créer ?

Victoria Gardens. 2004. Sri Lanka

9.3.2.4 Le leadership pour la résilience des foyers et des collectivités

Une des limites de l'intégration du concept de résilience dans l'humanitaire reste le leadership, ces « moteurs des collectivités » dont nous avons parlé en amont. Suite à une catastrophe dans un contexte de risques multiples, l'influence d'un individu sur un groupe est un facteur essentiel pour la résilience sociale et des SES.

Nous nous permettons une digression en illustrant notre propos par l'histoire de Mohamed, un Mauritanien, que nous avons rencontré en 2014 lors d'une consultance en 2014 sur les indicateurs de résilience dans le sud de la Mauritanie. Après avoir visité de multiples villages d'agropasteurs affectés par les sécheresses, nous rencontrons Mohamed, chef du village Arkawa. Mohamed, c'est l'histoire d'un homme qui rêve d'Europe mais qui, arrivé sur les côtes du littoral marocain, décide de rebrousser chemin pour revenir dans son village natal. Un village d'une poignée d'habitants au milieu d'un désert de pierre dans la région du Brakna. Grâce à ses connaissances ancestrales sur la gestion et l'enrichissement des sols, mais aussi à son pouvoir d'orateur, il met en place le projet, tout d'abord expérimental, d'une agriculture locale et autosuffisante en milieu à risque. Les résultats concluants de ce projet permettent aujourd'hui la résilience des foyers et de la collectivité aux stress hydrauliques. En effet, les rendements agricoles sont trois fois supérieurs à ceux des villages de la région et permettent à plus de 25 foyers, soit la moitié du village, de vivre des terres agricoles. Par ailleurs, en termes de bénéfices sociaux et économiques, notons qu'une coopérative de femmes a été créée pour vendre les surplus sur les marchés locaux et que les jeunes ne migrent plus pour fuir la pauvreté.

Cet exemple nous démontre l'importance d'un leadership et les limites de l'espace humanitaire lorsque les porte-paroles de la collectivité sont absents ou fragilisés par des constructions sociales qui freinent leurs initiatives et leur créativité.

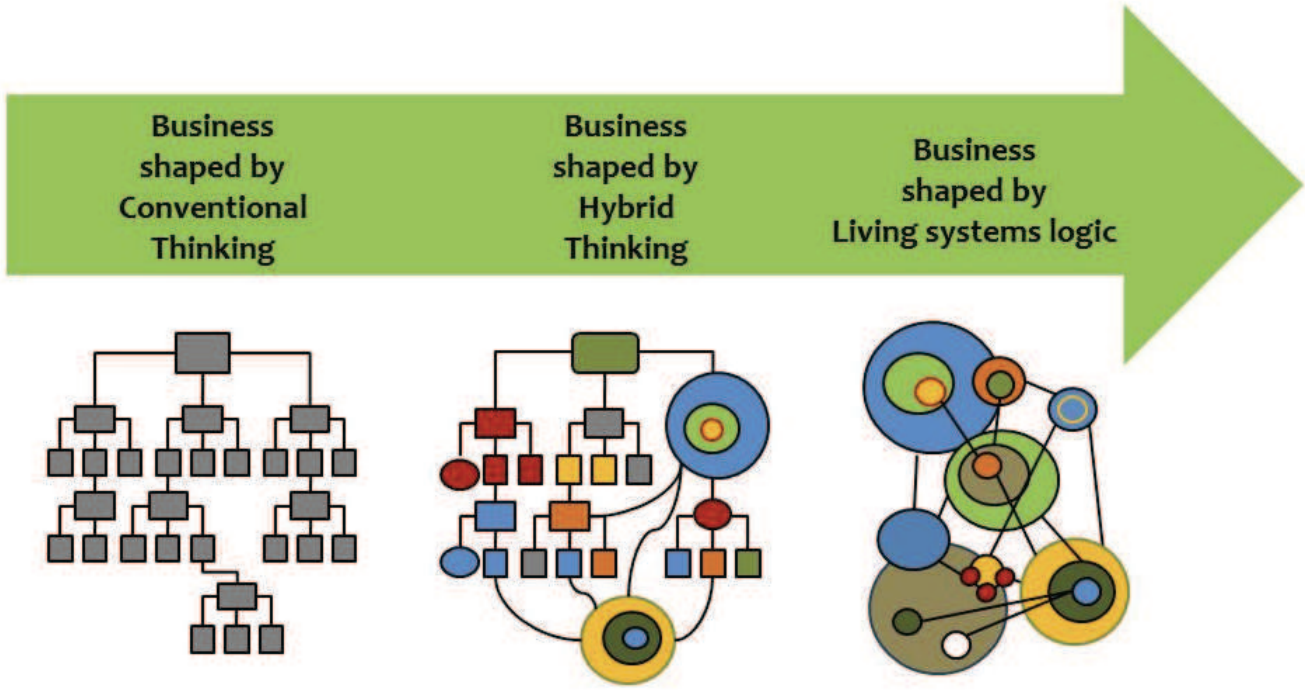
9.3.2.5 Organisation des institutions et leadership selon Giles Hutchins

Nous mettons en avant le modèle atypique d'organisation des institutions de G. Hutchins pour le caractère inspirant de sa démarche dans les pratiques humanitaires et dans la gestion de projet. L'auteur défend un modèle socio-économique intégré à l'écologie. Une méthode systémique proche de la biomimétique nommée permaculture et qui, au travers de l'agriculture et de la culture, tend à concourir aux équilibres de la nature et aux capacités d'autonomie et de résilience des individus. Cette méthode a été créée dans les années 1970, en Australie, par les concepteurs écologistes et environnementalistes B. Mollisson et D. Holmgren.

Le modèle mis en avant par G. Hutchins illustre les relations et influences des entités au sein d'une institution via trois approches économiques : classique, hybride et basée sur l'écologie naturelle et sur la logique des services écosystémiques. L'écologie naturelle ou le biomimétisme « désigne un processus d'innovation qui s'inspire du vivant pour tirer parti des solutions et inventions produites par la nature. C'est un domaine émergent de la recherche, incluant des sous-domaines tels que la bionique et la bioassistance, l'architecture biomimétique »[219]. Son modèle défend la décentralisation des pouvoirs, la créativité et la flexibilité des entités. Il s'appuie par ailleurs sur la pleine conscience de chaque entité du système, de ses capacités d'adaptation et de résilience. Chaque acteur est ici différent, égal ou complémentaire aux autres dans une harmonie symbiotique avec son environnement.

[219] Étude sur la contribution du biomimétisme à la transition vers une économie verte en France : état des lieux, potentiel, leviers [archive] ; Études et documents - Numéro 72 - Octobre 2012 ; PDF, 160 p

Organisation sociale selon G. Hutchins

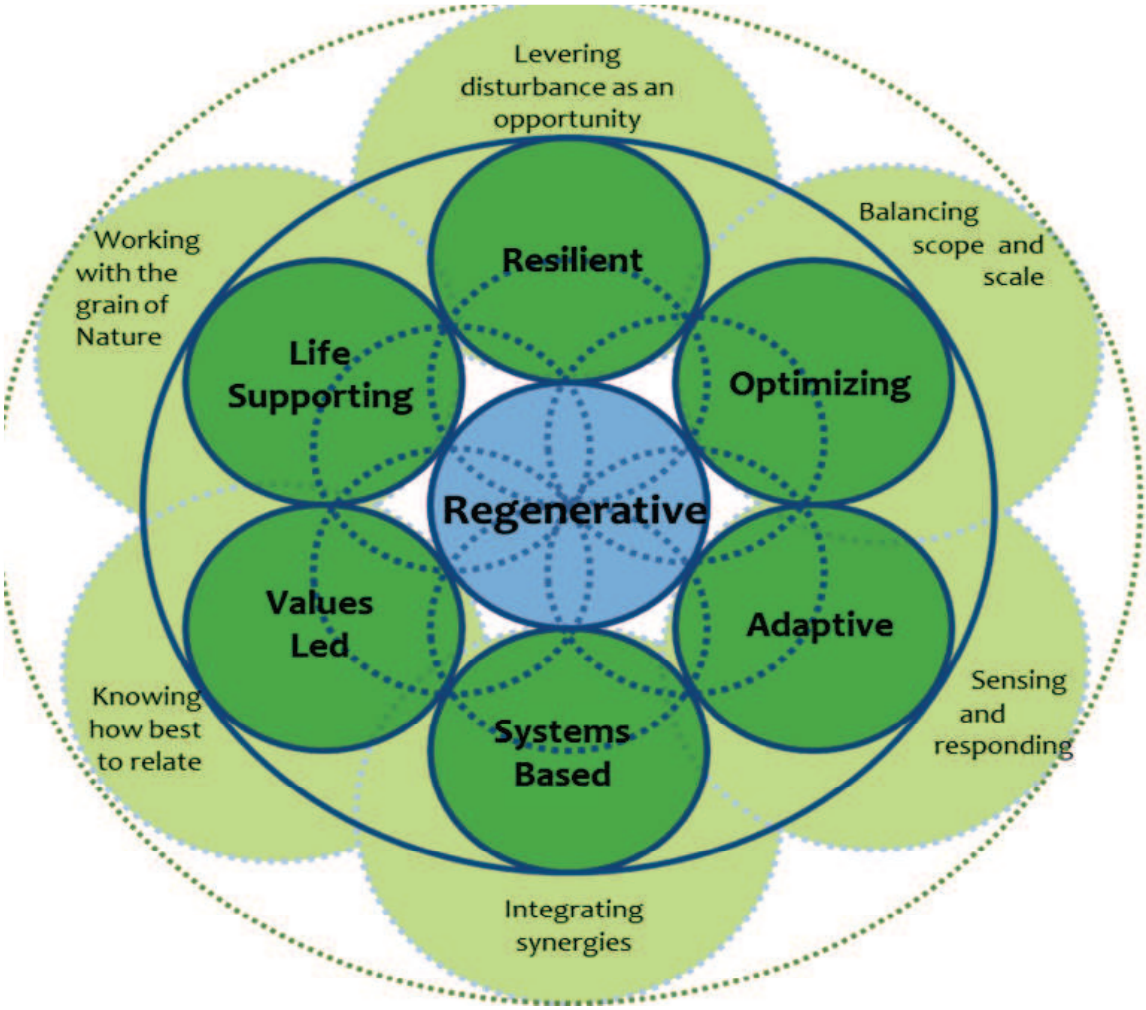


G. Hutchins. *Natural Leadership: Embracing the Logic of Life*. The Nature of Business. April 7. 2016

G. Hutchins défend l'idée que la pensée occidentale tend à mettre l'accent sur la concurrence, le contrôle et l'égoïsme plus que sur la réciprocité, le capital social et l'empathie. Ses recherches mettent en avant la transformation des institutions comme une évolution souhaitable et nécessaire dans un contexte de crises financières, sociales et écologiques. Le leadership est mis ici en avant comme la capacité d'une ou des entités à « se soigner » et à tirer avantage de la connaissance qu'elles ont d'elles-mêmes et de leur environnement pour rebondir et s'adapter au climat.

Si nous souhaitons mettre en avant le design organisationnel de G. Hutchins ci-dessous, sur les principaux indicateurs d'adaptation d'une institution à l'image des équilibres de la nature, ce n'est pas moins pour proposer un nouveau calibrage de l'aide que pour mettre en avant la nécessité de questionner le fonctionnement des institutions humanitaires et les outils de management de la qualité des programmes.

Le leadership calqué que la logique de la vie



G. Hutchins. *Natural Leadership: Embracing the Logic of Life*. The Nature of Business. April 7. 2016

9.4 La biomimétique des écosystèmes et l'économie bleue

Nous nous intéressons ici à la biomimétique de niveau III, celle des écosystèmes, afin de mettre en exergue leurs caractéristiques principales, que nous pourrions adapter au fonctionnement d'une institution, que ce soit une ONG ou une entreprise, et même à l'économie dans son ensemble afin de réduire la vulnérabilité des collectivités aux catastrophes et de renforcer les capacités d'adaptation des foyers.

Notons dans un premier temps que pendant des milliards d'années, la sélection naturelle a proposé des stratégies gagnantes, adoptées par tous les écosystèmes complexes. Les stratégies figurant dans la liste ci-dessous sont autant de méthodes ayant fait leurs preuves face à la question mystérieuse de la survie dans un lieu donné.

Dans un système mature complexe les organismes :

- utilisent les déchets comme ressources
- se diversifient et coopèrent pour exploiter pleinement leur habitat
- captent et utilisent l'énergie avec efficacité
- optimisent plus qu'ils ne maximisent
- utilisent les matériaux avec parcimonie
- ne souillent pas leur nid
- n'épuisent pas les ressources
- maintiennent un équilibre avec la biosphère
- se nourrissent d'informations
- se fournissent localement

Ces différentes stratégies mettent en avant que, dans l'écologie naturelle, « rien ne perd, rien ne se crée, tout se transforme » pour reprendre les termes du biologiste et économiste A. Lavoisier. C'est au cœur de ces circuits de recyclage que le système ne s'effondre pas. Nous revenons ici à l'image du Torus que nous avons mis en avant précédemment et qui permet de penser autrement la gouvernance des catastrophes au travers d'un circuit fermé, stable et durable. La raison pour laquelle ce système fonctionne bien en circuit fermé est qu'il est composé d'un ensemble

diversifié de producteurs, de consommateurs et de décomposeurs qui jouent un rôle dans ce circuit fermé où nulle ressource ne se perd. Tout déchet est nourriture et tout organisme est recyclé dans un autre. La seule chose que la communauté importe en quantités importantes est l'énergie, sous forme de lumière, et la seule chose qu'elle exporte est le produit de cette énergie. Ainsi, pour éviter la rupture du système, toutes les institutions du système doivent être en contact les unes avec les autres et être conscientes de leur interaction avec l'environnement.

Par ailleurs, si nous prenons l'idée de l'approvisionnement local, comme l'illustre la nature. Les animaux ne pouvant pas importer de produits de Chine, ils se fournissent localement et deviennent des experts de leur propre milieu, ce qui leur permet de subvenir sur le long terme à leurs besoins. En d'autres termes, à l'exception de quelques espèces de migrateurs de haut vol, la nature travaille sur place.

Si nous imitions la nature, il faut s'adapter à l'endroit où nous vivons et à ses ressources. Se fournir localement requiert un savoir local que les peuples autochtones détiennent, mais que nous sommes nombreux à avoir perdu. L'idée d'une économie adaptée au lieu local nous rapprocherait des êtres vivants et organismes qui, en évoluant, sont devenus des experts locaux. À la place d'une uniformisation globale de l'aide humanitaire, nous adopterions le modèle plus stable d'un écosystème spécifique et en harmonie.

Plusieurs cas à travers le monde illustrent qu'il est possible de se développer durablement, non seulement dans le plus grand respect de la nature, mais en plus en créant de la richesse et de l'emploi. L'entrepreneur belge Gunter Pauli partage les mêmes principes biomimétiques évoqués jusqu'à maintenant et met en avant l'idée d'économie bleue, qui fait sens dans notre travail de recherche sur la résilience des foyers et des collectivités aux catastrophes. Gunter Pauli, auteur du livre *L'Economie Bleue* a créé la Fondation ZERI en 1994, après avoir réalisé que même ses produits biodégradables, fabriqués par sa société Ecover, dépendaient d'un système de production qui n'était pas viable et contribuait à détruire la forêt tropicale. Sous sa direction, ZERI tente de propager une norme de durabilité de zéro déchet, favorise la recherche nécessaire pour rendre cette norme applicable et met en œuvre des systèmes conçus pour créer de la valeur, en prenant les résidus d'une entreprise pour en faire la matière première d'autres entreprises, ce qui rend le concept même de « déchets » anachronique. ZERI a généré des projets sur les cinq continents et a dressé, à partir de 3 000 exemples prometteurs, une liste des 100 innovations les plus remarquables et ayant le « potentiel de changer l'industrie ou le

commerce d'une manière respectueuse de l'environnement sans avoir à dépendre de subventions ou d'exonérations fiscales »[220].

Selon l'auteur, si nous changeons de perspective, nous constaterons que l'Économie Bleue s'attache à des questions de régénération qui vont au-delà de la préservation ou de la conservation. L'Économie Bleue ne recycle pas, elle régénère. D'une certaine façon, l'Économie Bleue consiste à s'assurer qu'un écosystème maintient ses règles évolutives afin que tous puissent bénéficier des flux infinis de la Nature en matière de créativité, adaptabilité et abondance. « Mettre en pratique les concepts de l'Économie Bleue, c'est faire en sorte que les décisions de millions d'acteurs prennent le pas sur le dirigisme d'une poignée de décideurs, sur les monopoles de quelques multinationales ou sur le protectionnisme des états, pour au contraire favoriser une structure sociale plus harmonieuse. Les profonds engagements des citoyens feront que les "règles du jeu" vont changer ». 124

Dans le cas des Sundarbans, l'économie bleue refléterait les défis d'un écosystème durable qui permettrait d'être une barrière naturelle contre les catastrophes naturelles, mais aussi de stopper l'érosion, de reboiser, de fabriquer de la fertilité et de reconstruire à un niveau local une autosuffisance alimentaire, médicinale, énergétique et matérielle. Pour conclure cette illustration, nous pouvons dire que les sceptiques diront sûrement que s'inspirer des écosystèmes naturels ne peut réussir qu'avec beaucoup de chance, mais la réalité est que ces solutions ont en fait peu de chances d'échouer. En effet, ces systèmes naturels sont fascinants à observer et à copier tant ils représentent une balance équilibrée entre Homme et environnement.

---

[220] PAULI Gunter, *« L'économie Bleue »,* Caillade Publishing, p. 7, 2009

Conclusion

Le concept de résilience avec approche écologique et psychosociale permet de consolider un changement de paradigme humanitaire. Un paradigme davantage politisé et dont la crédibilité et la légitimité ne se jouent pas tant dans l'évaluation de ce que la résilience a permis ou non, mais dans la représentation que l'espace humanitaire se fait du modèle de l'aide qu'il défend.

Nous concluons que s'il est impossible de mesurer la résilience, ce n'est pas parce qu'elle n'existe pas, mais parce qu'elle est avant tout une force qui n'est ni « bonne » ni « mauvaise ». Elle est instinctive et complexe à analyser quant à son impact sur les trajectoires de vie, la résilience individuelle, collective et des SES qui se dessinent aux travers des catastrophes.

Si le concept de la résilience se contente uniquement de répondre à un objectif défini par les acteurs de l'aide, les politiques publiques locales et les instances internationales, il est probable qu'elle ne s'ajoutera qu'à une multitude de stratégies, limitées ou en échec, face à l'ampleur du changement climatique et de la transformation des modèles sociaux. La résilience peut ainsi être considérée comme la dynamique des individus, des foyers et des collectivités qui, sous couvert d'aide humanitaire ou sans y faire appel, s'adapteront tant bien que mal sous le drapeau de nouvelles dominations ou bien finiront par rejoindre les rangs des migrants sans terre, légitimant, à tort ou à raison, les actions militaires sur la sécurité environnementale.

Si, au contraire, l'approche de la résilience est vue comme permettant d'aborder les questions de la vulnérabilité des collectivités et de leur capacité d'adaptation de manière plus sereine, moins politique sur le court terme et plus efficace dans le temps, elle correspondra alors à un véritable changement de paradigme[221]. On passerait alors d'un paradigme humanitaire de plus en plus politisé à un nouveau qui se tournerait davantage vers la médiation et l'échange d'informations sous couvert d'égalité, d'apprentissage et de complémentarité entre et au sein des différents acteurs. « Les pratiques et les tactiques qui se déploient alors ne sont pas uniquement centrées sur le fait de "se remettre" ou de "faire face" à l'événement comme le décrivent trop souvent les recherches préoccupées de "résilience". Elles conjuguent les savoir-

[221] GAULME François et GIRARD Charles, *Des « Etats fragiles » aux « Etats résilients ». Glissement de vocabulaire ou changement de paradigme?*, dans Jean-Marc CHATAIGNER (dir), *op.cit.*, Paris, Karthala, 2014

faire ordinaires avec les nouveaux enjeux, les nouveaux acteurs et les nouvelles ressources apportées par la catastrophe »[222].

L'enjeu dans l'espace humanitaire serait alors d'accompagner la transformation des modèles en promouvant des innovations sociales et économiques locales. Innovations qui seraient basées, comme nous l'avons mis en avant au travers de la biomimétique et du concept d'économie bleue, sur des approches combinées : environnement, économie et société. Approches qui par ailleurs réuniraient les conditions d'un éclairage et d'une évaluation pertinente des politiques publiques et des programmes humanitaires en matière de gestion des catastrophes et de réduction des risques.

222 REVET Sandrine et Julien LANGUMIER (dir*), op. cit.,* Editions Khartala, 2013.

CONCLUSION

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE – RÉSULTATS -

L'objectif de ce travail est d'améliorer la compréhension du concept de résilience dans l'humanitaire, son sens et sa portée au travers de la gestion des catastrophes socio-climatiques. Nous nous sommes appliqués dans cette thèse à donner un cadre théorique et pratique audit concept. Notre postulat de départ est que la résilience, par ses nombreuses interprétations et définitions, est un concept fragile et complexe à appréhender. Cette fragilité nourrie d'une multitude de courants et de domaines de recherche, de la psychologie aux sciences de l'environnement en passant par l'économie politique, lui permet pourtant de s'imposer dans l'évolution du paradigme humanitaire vers une démarche préventive prenant en considération des dynamiques écosystémiques.

Nous avons mis en avant que la résilience seule ne permet pas d'avoir une analyse fine des causes et impacts socio-écologiques des catastrophes socio-climatiques. En effet, la résilience est une capacité qui ne dit rien sur l'état du système en devenir. Nous avons ainsi justifié la nécessité d'intégrer au concept de résilience les termes de vulnérabilité et d'adaptation. Nous avons alors défini l'idée de résilience comme une notion intégratrice. Mettre en avant les disparités et convergences de ces termes nous a permis de déduire des axes de recherche pour concourir à l'amélioration des pratiques humanitaires.

Nos résultats mettent en avant différents types de trajectoires plutôt offensives, ou à contrario plutôt défensives. Ces tendances exposées par B. Lallau, sur l'étude des mécanismes traditionnels, ouvrent alors sur un vaste débat concernant les équilibres et la durabilité des systèmes socio-écologiques et sur le caractère durable de ces différentes capacités de rebond. Elles posent alors des questions d'ordre individuel et collectif sur la gouvernance des catastrophes. De quoi dispose un individu, au travers de ses réseaux et de son rapport à sa collectivité, pour modifier sa trajectoire de vie et concourir à l'adaptation et à l'équilibre de ses pratiques et activités avec son écosystème ?

L'idée de résilience permet ainsi de consolider un changement de paradigme humanitaire. Un paradigme humanitaire davantage politisé et dont la crédibilité et la légitimité ne se jouent pas

tant dans l'évaluation de ce que la résilience a permis mais dans la représentation que l'espace humanitaire se fait du modèle de l'aide qu'il défend.

LES CONCEPTS DE RISQUE ET DE CRISE

Pour appréhender les concepts de vulnérabilité, résilience et adaptation, nous nous sommes questionnés en amont sur les concepts de crise et de risque. Nous avons mis en avant que ces deux termes dépendent du caractère naturel relatif à la nature même des phénomènes et de la construction sociale des déséquilibres du système socio-écologique. Par ailleurs, leurs analyses nous ont permis de révéler une certaine forme de domination des acteurs internationaux sur la gouvernance étatique et locale des catastrophes (cf. 5YP), par la production ou le renforcement de nouvelles organisations, règles et rapports de domination.

Les modèles de réponse et les moyens pour répondre aux catastrophes questionnent de facto la pertinence mais aussi la légitimité des approches humanitaires. Approches qui découlent de cette gouvernance mondiale et qui tend à prendre le pas sur la responsabilité des états dans un univers vaste et probabiliste, où les perceptions des uns ne sont pas celles des autres et où les modèles politiques et socio-économiques semblent atteindre leurs limites. Dans cette perspective, l'aide humanitaire serait prise entre deux feux entre une instrumentalisation de ces politiques et une politisation d'autant plus forte de ses pratiques. Au sens où la catastrophe deviendrait autant un prétexte pour les bailleurs de fonds d'imposer leurs perceptions des risques et des crises qu'une opportunité pour les collectivités de se réapproprier l'espace politique.

L'une de nos hypothèses est que l'idée de résilience renforce l'institutionnalisation des catastrophes. Dans cette perspective, nous concluons que la résilience permet d'appréhender la gestion des catastrophes d'une manière différente en questionnant autant l'organisation humanitaire et ses relations multi sectorielles et pluri acteurs que l'impact des programmes sur les collectivités entre relations de pouvoir et prise en considération de l'espace-temps dans l'urgence. Pouvoir au sens où les différents acteurs en jeu n'ont pas les mêmes priorités et perceptions des risques et des crises. Espace-temps au sens où la résilience impose une

transformation de la pensée linéaire « urgence, réhabilitation développement » vers un univers complexe d'entités sociales et écosystémiques qui s'auto stimulent entre création, équilibre et rupture sur des échelles temps plus ou moins importantes.

INTEGRATION VULNÉRABILITÉ – RÉSILIENCE – ADAPTATION

Dans les sciences naturelles, la résilience n'a pas de sentiment de liberté, de choix ou d'idée de justice, elle n'est ni bonne ni mauvaise. En d'autres termes, elle est une dynamique aseptisée. Dans les sciences sociales, elle questionne à contrario les valeurs sur lesquelles reposent les entités et le système. Valeurs qui façonnent les trajectoires des individus mais qui ne nous disent rien sur la durabilité des SES. D'une manière générale, la résilience, même si elle se rapproche de la notion de durabilité avec cette idée de rebond et donc de continuité du système, ne signifie en rien que le système ne peut pas être simultanément résilient et vulnérable. C'est en cela que l'idée de résilience, pour ne pas être une coquille vide dans l'humanitaire, se conjugue avec les concepts de réduction de la vulnérabilité et d'adaptation. Nous défendons que les concepts de résilience, vulnérabilité et adaptation se complètent autant qu'ils se distinguent pour façonner l'idée de résilience dans l'humanitaire.

Pour accompagner notre réflexion sur l'intégration du concept de résilience, son sens et sa portée dans l'humanitaire, il nous semble alors essentiel de questionner ces deux autres termes complémentaires et distincts à la fois. Puisque pour être résilient, il a fallu à un moment être vulnérable. Par ailleurs, les catastrophes liées au climat imposent plus qu'un rebond des foyers et des collectivités, mais un questionnement profond sur la nature adaptative des systèmes socio-écologiques.

La première question de notre recherche se rapportait à comment sortir de ces asymétries conceptuelles qui rendent encore trop inefficients les mécanismes de gouvernance des catastrophes entre urgence et développement.

Au travers de notre étude sur l'évolution de l'habitat dans le delta des Sundarbans suite aux cyclones Aila et Sidr (cf. Partie2), nous avons démontré que la résilience n'est pas le contraire

de la vulnérabilité, qui se définit comme la sensibilité d'une population à une catastrophe. Nos résultats démontrent que le degré de vulnérabilité des foyers au travers de leur habitat influe sur les capacités de résilience, mais qu'à contrario la résilience ne signifie pas une absence de vulnérabilité. Par contre, et en analysant au travers de l'évolution des trajectoires de vie les différentes phases de rebond suite aux cyclones, nous faisons le constat que la vulnérabilité s'étend sur les phases cycliques qui se succèdent. Phases dont la vulnérabilité des unes met en avant les facteurs de résilience des autres et qui rythment ainsi l'évolution des sociétés.

À ce titre, nous avons mis en avant que la prévention fait son apparition dans les années 1990, parallèlement aux études qui montrent qu'il serait moins coûteux d'investir dans des programmes visant à prévenir les catastrophes, ou du moins à diminuer leurs impacts, que de devoir financer des opérations de secours sans stratégies de redressement durable. Si sauver des vies est d'une importance cruciale, il est aussi important de se questionner sur les lendemains de la catastrophe. Nous avons ainsi posé notre première hypothèse, l'idée de résilience dans l'humanitaire est une approche intégrée vulnérabilité- résilience qui, dans un contexte de catastrophes et de changements socio-climatiques, ne peut faire l'impasse de questionner les processus d'adaptation des sociétés et de leurs écosystèmes. Avec cette idée que l'on retrouve dans les deux termes de rebond et de capacité des systèmes à se remettre d'un choc et à pouvoir maîtriser, voire transformer, des stress quotidiens en opportunités.

Cette idée de prévention va bouleverser le paradigme humanitaire. Il ne s'agit plus de répondre à une catastrophe mais de renforcer les mécanismes sociaux dans un univers probabiliste, où la domination des savoirs experts prend le pas sur la gestion traditionnelle des sociétés. Dans notre étude, nous avons démontré que ces pressions sont liées aux facteurs climatiques, aux divergences politiques et aux perceptions des crises et des risques qui opposent les acteurs du secteur économique, social ou environnemental, à dimension locale ou transnationale dans la gouvernance des catastrophes.

Enfin, nous avons mis en avant une seconde hypothèse. Il nous semble que questionner les différences et échos entre adaptation, résilience et facteurs de vulnérabilité des sociétés, permet de consolider une approche nouvelle de la gouvernance des catastrophes. En effet, la jonction de ces termes crée de nouveaux outils qui intègrent une redéfinition des modèles organisationnels et des pratiques de l'aide. Un 'design' d'autant plus complexe à définir qu'il ne s'agit plus seulement d'assurer la survie des foyers. Il s'agit de proposer des axes de

convergence multi acteurs dans des environnements à risque, avec des opportunités restreintes et/ou multiples pour les organisations, les foyers et les écosystèmes, selon si l'on voit le verre à moitié vide ou à moitié plein, entre dualisme et intégration société et écosystème.

D'une manière générale, nous mettons en avant que, pris indépendamment, les concepts de vulnérabilité, résilience et adaptation ne permettent pas une compréhension fine des faiblesses et du potentiel des foyers et des collectivités pour s'adapter et réduire l'impact des catastrophes sur leurs conditions de vie. Nous avons mis en avant que leur convergence reste un enjeu majeur pour définir des lignes politiques et des outils d'évaluation de la résilience dans l'espace humanitaire.

Nous concluons qu'au travers des processus d'adaptation, l'idée de résilience se construit dans un premier temps dans l'humanitaire sur une vision dualiste de la résilience des systèmes socio-écologiques. En définissant la vision dualiste comme celle qui sépare les différents éléments d'un système pour mieux les appréhender, les exploiter et les gouverner, l'humanitaire définit par là même les limites de sa spécialisation tout en la légitimant. Nous mettons en lumière que, dans la vision dualiste de la résilience, se joue aussi la refonte institutionnelle et politique des ONG au travers des approches multi-acteurs et multisectorielles. L'idée de résilience se construit ainsi et par ailleurs sur une vision intégrée des systèmes socio-écologiques, où chaque élément interagit sur et en fonction des autres. La résilience interroge de facto la dynamique des systèmes socio-écologiques, comme un tout dont l'équilibre des uns dépend de celui des autres.
La résilience est par déduction un concept intégrateur qui intègre des dynamiques systémiques au niveau institutionnel et pratique. De l'organisation de l'aide à l'impact des programmes sur les trajectoires de vie.

Nous mettons en avant dans notre Partie 3 que la résilience, aux côtés de la vulnérabilité et de l'adaptation des foyers, se dessine comme une méthode systémique. Un modèle social et écologique à la fois complexe et novateur, qui interroge et critique le modèle contemporain de l'aide. Après avoir analysé les liens entre vulnérabilité et résilience, puis les liens qui unissent ces concepts à celui d'adaptation, au travers de notre étude en 2014 sur l'évolution des activités principales de chacun des 144 foyers affectés par les cyclones Aila et Sidr, nous avons mis en évidence qu'il existait différentes tendances au sein des foyers d'un même village. Cette typologie illustre de multiples capacités de rebond et choix/non-choix d'adaptation des foyers en fonction de leur sentiment de vulnérabilité : « riche », « moyen », « pauvre » :

1. *La capacité créatrice* : quand la catastrophe permet de découvrir de nouveaux secteurs d'activité et d'augmenter le nombre d'opportunités afin de modifier, voire de transformer, les conditions de vie du foyer/collectivité.
2. *La capacité régénératrice* : quand la catastrophe permet de redécouvrir et/ou d'accroître un même secteur d'activité.
3. *La capacité d'ajustement* : quand la catastrophe permet de mettre à l'épreuve la capacité de rebond et de retour à l'équilibre du système. La résilience d'ajustement peut être rapide ou s'étaler sur une durée beaucoup plus longue.
4. *La capacité de dévalorisation* : quand la catastrophe ne permet pas le rebond du foyer dans le secteur d'activité qui était le sien avant la catastrophe.

Ce qui nous permet de conclure au travers de ces premiers résultats que la résilience des foyers se dote de multiples capacités de rebond. Et que la résilience, en tant que concept, ne nous dit rien sur l'amélioration des conditions d'existence des foyers. Il est peut-être davantage bénéfique pour la collectivité d'avoir une capacité de dévalorisation que de régénération de ces foyers. En effet, un foyer qui va dévaloriser son secteur d'activité ne veut pas dire qu'il est plus vulnérable ou moins adapté. À contrario, un foyer qui va créer de nouveaux secteurs d'activité ne permet pas non plus de dire s'il est moins vulnérable et plus adapté.

Par ailleurs, nos résultats mettent en avant les points suivants :

1. La vulnérabilité n'est pas le contraire de la résilience. Il est possible d'être à la fois vulnérable et résilient. Par déduction, l'adaptation ne signifie pas que le système est moins vulnérable.
2. L'adaptation des foyers peut renforcer les capacités de résilience aux risques futurs, sans réduire la vulnérabilité des entités aux risques d'un nouvel état du système. On ne peut alors parler d'adaptation réussie sans prendre en compte la résilience du système socio-écologique et la réduction de la vulnérabilité des foyers.
3. Enfin, les capacités d'adaptation ne sont pas les mêmes selon le degré de vulnérabilité de la collectivité, la catégorie sociale des individus et les secteurs d'activité en jeu. On ne peut ainsi exclure une dimension politique à l'intégration du concept de résilience dans l'humanitaire.

Nous avons alors démontré que les liens entre vulnérabilité, adaptation et résilience sont aussi essentiels pour comprendre l'enjeu de gouvernance des catastrophes qu'ils sont étroits et complexes à intégrer au sein de l'idée de résilience portée dans l'humanitaire. Nous défendons au travers de ces résultats que l'idée de résilience met en avant une dimension systémique des catastrophes. Par ailleurs, en consolidant un champ interdisciplinaire, elle interroge la finalité de l'aide, son organisation et ses échanges avec les parties prenantes. Enfin, cette idée de résilience des sociétés aux catastrophes questionne de facto les écosystèmes et leurs fonctionnements, ainsi que les sociétés et les individus qui les menacent, les transforment et les protègent.

Nos résultats mettent en avant les problématiques non résolues des seuils de résilience et du ciblage des entités les plus vulnérables et de celles les plus à même d'être tuteurs de résilience pour l'ensemble (ou du moins un sous-ensemble) de la collectivité. S'il est impossible de mesurer la résilience, ce n'est pas parce qu'elle n'existe pas, mais parce qu'elle est avant tout une force qui n'est ni « bonne » ni « mauvaise ». Elle est instinctive, rationnelle, ou non, et donc complexe à analyser quant à son impact sur les collectivités et sur les services écosystémiques dans leur ensemble.

Nous concluons que l'idée de résilience, au travers de son modèle d'application, pose la question très controversée de l'approche systémique et d'un modèle financier durable pour les collectivités les plus à risque. Nous soutenons que l'évolution du paradigme humanitaire est ainsi d'autant plus politique qu'il sous-entend un modèle de développement durable. Enfin, nos

recherches confirment notre hypothèse : une politisation d'autant plus forte de l'espace humanitaire de sa vocation à secourir les populations sinistrées au devoir de prévenir et d'intervenir pour réduire les coûts humains mais aussi écologiques et économiques des catastrophes et des risques futurs.

DU CONCEPT À L'APPROCHE SYSTÉMIQUE

La résilience est novatrice dans l'humanitaire au sens où elle vient bouleverser la perception des catastrophes. Les catastrophes socio-climatiques ne sont plus considérées comme des faits linéaires mais comme des phénomènes cycliques, dynamiques et interconnectés entre sociétés et environnement institutionnel et naturel. La résilience est alors complexe au sens où les systèmes socio-écologiques se composent de plusieurs entités et relations entre ces dernières, avec une part toujours incertaine de leurs impacts sur la durabilité du système.

La synchronisation des trois concepts : vulnérabilité, résilience et adaptation concourt ainsi à mettre en avant une approche systémique de la catastrophe. Dans l'approche systémique, gérer les impacts d'une catastrophe, ce n'est pas seulement venir en aide aux plus vulnérables, c'est comprendre les trajectoires de l'ensemble des catégories d'une collectivité et les influences qui pèsent sur ses dynamiques. Enfin, c'est remettre l'Homme au cœur de son propre développement et de l'utilisation qu'il fait ou pourrait faire de ses ressources naturelles et de son environnement institutionnel, pour réduire sa vulnérabilité et s'adapter au climat.

Nous concluons qu'en intégrant le concept de résilience, l'espace humanitaire se questionne sur sa relation avec les sociétés et sur leurs relations avec leur environnement. Approches qui intègrent une multitude d'acteurs et relations de pouvoir au travers des représentants des collectivités, des politiques publiques et des institutions internationales, et ce, alors même qu'aucun de ces acteurs, comme nous l'avons démontré, ne peut prétendre détenir le monopole de la résilience des foyers et des collectivités.

Si le concept de la résilience se contente uniquement de répondre à un objectif défini par les institutions internationales, il est probable qu'il ne s'ajoutera qu'à une multitude de stratégies, limitées ou en échec, face à l'ampleur du changement climatique et de la transformation des modèles sociaux. La résilience peut ainsi être considérée comme la dynamique des individus,

des foyers et des collectivités qui, sous couvert d'aide humanitaire ou sans y faire appel, s'adapteront tant bien que mal sous le drapeau de nouvelles dominations ou bien finiront par disparaître et rejoindre les rangs des migrants sans terre, légitimant, à tort ou à raison, les actions militaires sur la sécurité environnementale. Si, au contraire, l'approche de la résilience est perçue comme permettant d'aborder les questions de la vulnérabilité des collectivités et de leur capacité d'adaptation de manière plus sereine, moins politique et à court terme, et plus efficace dans le temps, elle correspondra alors à un véritable changement de paradigme.

GOUVERNANCE DES CATASTROPHES ET DILEMMES HUMANITAIRES

Dans un contexte marqué depuis les années 1980, par une transformation de la notion de sécurité et des modes de gouvernance mais aussi par une internationalisation et une institutionnalisation de la gestion des catastrophes et des risques, le concept de résilience n'est pas neutre. En produisant des discours, des outils et des façons de penser, il exerce aujourd'hui une influence déterminante sur comment penser la crise et construire dans l'urgence l'idée d'un développement résilient. Depuis les années 2000, marquées par la prise en compte du changement climatique et de la vulnérabilité des sociétés, l'intégration du concept a pris une place centrale dans les débats humanitaires. Nous soutenons que l'intégration du concept de résilience enrichit et complexifie les modèles d'intervention, qui passent d'une approche réactive à une approche curative et préventive de la catastrophe, ce qui bouleverse d'autant plus le paradigme humanitaire qu'une catastrophe est tout sauf un événement apolitique.

L'idée de résilience interroge les relations de pouvoir entre les différents échelons de la gouvernance des catastrophes, gouvernance qui influe les politiques humanitaires comme les trajectoires de vie des foyers.

Dans notre étude, nous avons démontré que les catastrophes sont liées aux facteurs climatiques mais aussi aux pouvoirs politiques qui opposent les acteurs, entre une approche à long terme du développement et une vision à court terme de l'exploitation des ressources. Pour illustration de l'échelle temps, notons qu'il faut un quart de seconde pour déplacer des milliards d'euros et des années pour voir un arbuste devenir un arbre. Nous avons mis en avant que les institutions internationales tendent à prendre le pas sur la légitimité des états et de leurs représentants

locaux, et ce, alors même qu'elles augmentent leurs responsabilités auprès des foyers et collectivités les plus vulnérables. Nous avons mis en lumière une critique de cette gouvernance internationale autour de l'échec des politiques de sécurité alimentaire, tout comme nous avons démontré les limites des politiques publiques étatiques avec le mécanisme de redistribution des terres *Khas*. Nous nous sommes alors questionnés sur les capacités de résilience individuelle au travers de l'étude des migrations forcées (ou non) et du capital social pour concourir à la résilience du foyer comme des collectivités. Enfin, nous nous sommes interrogés sur les limites d'une approche individualiste de la résilience dans l'espace humanitaire.

Nos recherches mettent en avant que l'idée de résilience implique une évolution du paradigme humanitaire et des réformes. Réformes qui suscitent des tensions puisqu'elles dépassent le cadre de l'intervention urgentiste vers des approches préventives hommes et environnement naturel et institutionnel intégrées au secteur du développement. D'une approche de l'aide standardisée et temporaire, nous sommes passés avec le climat à une redéfinition de l'acte même d'aider, qui consiste dorénavant à planifier des dynamiques écologiques, sociales et économiques sur le long terme.

Avec le changement climatique, la résilience se diversifie au sens où elle n'est pas seulement la capacité de rebond suite à un choc. Le changement climatique n'impose en effet pas de ruptures brutales et traumatisantes. Or cette évolution des facteurs de vulnérabilité des foyers inscrit l'aide humanitaire dans un univers d'autant plus politique que les stratégies de prévention ne peuvent se penser de manière autarcique et déconnectée des enjeux territoriaux, mais aussi de la perception des risques, des crises mais aussi des opportunités des foyers et des collectivités.

Résilience individuelle et limites humanitaires

Nous avons mis en avant que les politiques publiques sont limitées dans le temps et se réduisent dans notre zone d'étude à des soutiens ponctuels de nourriture ou de transferts de fonds, d'où notre intérêt à questionner les capacités endogènes dont disposent aussi les individus pour faire face aux catastrophes. Dans un contexte de catastrophes socio-climatiques avérées dans le delta des Sundarbans, qu'il s'agisse de la pauvreté, la déforestation, la pêche et l'agriculture intensive et extensive, la résilience des sociétés ne pouvait ainsi s'appréhender sans une étude de la psychologie individuelle et collective.

Nous avons mis en évidence les nouveaux réseaux liés à l'évolution du capital social dont disposent les individus pour réduire leurs risques et tenter de s'adapter. Nos résultats mettent en avant que la résilience est une dynamique qui peut être insufflée par des individus extérieurs à la collectivité. En démontre l'importance qu'ont eu les transferts monétaires des migrants sur les capacités de rebond des foyers de notre étude suite aux cyclones Aila et Sidr. Même si cette stratégie d'adaptation est et a toujours été bénéfique pour permettre aux collectivités de survivre suite à une catastrophe, nous avons aussi mis en avant plusieurs critiques de cette vision individualiste de la résilience. Individualiste au sens où la résilience des uns ne concourt pas forcément à celles des autres, à savoir la collectivité et son système socio-écologique. Les transferts monétaires peuvent permettre à un foyer d'investir dans le secteur aquacole au détriment des agriculteurs de la même collectivité, dont les terres arables sont d'autant plus fragilisées par ces expansions de bassins d'aquaculture et l'intrusion d'eau saline. Cette vision individualiste est aussi critiquée par Giovalucchi[223] puisqu'elle laisserait penser que même les plus vulnérables sont résilients. Ce qui omet une réflexion plus profonde sur les facteurs de vulnérabilité politiques et économiques ainsi que sur les relations de domination qui soumettent les foyers, en les vulnérabilisant d'autant plus aux risques futurs.

Pour illustrer les risques d'une approche individualiste de la résilience, nous nous sommes interrogés, à la suite du cyclone Aila, sur les pratiques humanitaires « argent contre travail » dites « cash for work », destinées à la reconstruction des infrastructures publiques rurales telles que des digues, des points de captage d'eau ou des routes. Si ces programmes ont pour objectif de soutenir les individus par le pouvoir d'achat, avec une réhabilitation de leurs terres agricoles et un potentiel meilleur d'accès au marché, il est intéressant de questionner les enjeux politiques de cette approche. Comme nous l'avons mis en avant dans ce travail de thèse, ce type d'approche de la résilience au niveau individuel est né davantage d'un besoin de résultat rapide vis-à-vis des bailleurs de fonds que d'une réelle responsabilité des ONG envers les collectivités, puisque ni les causes structurelles des vulnérabilités ni le renforcement des capacités d'adaptation ne sont recherchés. Nous faisons le constat que le plaidoyer pour la résilience individuelle à caractère économique est à double tranchant entre potentielle « réduction de la pauvreté » du foyer et vulnérabilités collectives nouvelles. L'approche de la résilience, si elle s'appuie sur un niveau uniquement individuel, court le risque de passer sous silence les rapports

[223] LALLAU Benoît. 2014

de pouvoir et la construction sociale des vulnérabilités. Par ailleurs, si la résilience ne se définit qu'à travers un renforcement des capacités individuelles, elle porte en elle les germes d'une rupture avec des années de coopération qui se donnent pour objectif le renforcement des modèles de solidarité communautaire ou d'organisation coopérative avant et suite aux catastrophes. Modèles sociaux qui ont depuis la nuit des temps créé un équilibre entre l'Homme et son écosystème.

Pour autant, nos résultats mais surtout nos observations nous permettent de dire, comme finalement un paradoxe, que la résilience des sociétés se joue aussi grâce à des individus ambitieux et charismatiques. Nous avons ainsi mis en avant l'importance du leadership pour concourir à la résilience des systèmes socio-écologiques.

Critique du système économique et résilience des sociétés

Nous concluons que si la perspective d'un changement climatique affectant l'humanité dans son ensemble a permis une internationalisation et une institutionnalisation de la gestion des catastrophes, cette gouvernance, dont le fer de lance est la lutte contre la pauvreté, questionne entre autres les transferts monétaires. Non pas que ces derniers ne puissent pas être bénéfiques s'ils servent à la relance de l'économie locale, mais encore faut-il que les biens soient accessibles. Ils peuvent aussi être nocifs s'ils broient complètement les systèmes traditionnels de solidarité, de réciprocité et de vivre-ensemble dans des milieux à risque.

Dans ce même ordre d'idée, on peut aussi se demander si les flux financiers, dont les ONG dépendent, ne suscitent pas eux aussi une survalorisation d'un modèle de développement à caractère individualiste et capitaliste, et ce, même si au travers de la théorie du changement climatique, le monde occidental se crée un nouveau paradigme, celui de développement durable. Une théorie qui remet en question la croissance perpétuelle. Avec l'idée forte qu'une adaptation réussie n'est pas forcement liée au caractère strictement économique et qu'elle s'appuie davantage sur les savoirs revisités d'un espace et de ses équilibres, d'une culture et de son identité.

La question de la durabilité est une thématique majeure dans la construction du paradigme humanitaire au travers de l'idée de résilience, et ce, d'autant plus que la crise financière et

l'instabilité des marchés font pression sur les bailleurs de fonds internationaux. En cela, l'idée de résilience est politique car elle définit de nouveaux modèles de l'aide basée sur la systémique, avec une vision à la fois dualiste et intégrée de l'adaptation des systèmes socio-écologiques.

Nous avons mis en avant, suite à l'analyse de nos résultats, que la résilience des foyers dépend d'investissements publics et/ou privés aux côtés de mécanismes sociaux pouvant être revisités, comme les migrations saisonnières. En d'autres termes, l'adaptation et la résilience aux catastrophes ne peuvent s'appréhender sans le renforcement du capital social, aux côtés de la lutte contre la pauvreté et de l'efficacité institutionnelle, pour réduire et prévenir les catastrophes.

Nouveaux modèles intégrés société et écosystème

Le biomimétisme et l'économie bleue pour la résilience des sociétés

Nous défendons malgré les critiques que l'internationalisation de la gouvernance des catastrophes est le seul mécanisme capable de financer, aux côtés des états et de l'implication des collectivités, la réduction de la vulnérabilité, la résilience et l'adaptation continue et progressive des foyers les plus vulnérables. Mais que ce mécanisme, même en intégrant les meilleurs outils juridiques et institutionnels, ne peut être efficace sans une connaissance approfondie des systèmes socio-écologiques locaux et de leurs dynamiques.

De par sa caractéristique systémique, l'idée de résilience dans l'humanitaire questionne des approches sociales et économiques novatrices entre politiques publiques, autosuffisance et auto gestion des foyers, notamment alimentaire et énergétique, et enfin économie de marché.

Pour sortir de ce dilemme entre urgence et développement, et du cercle parfois vicieux entre vulnérabilité et résilience, nous mettons en avant que la résilience des SES au travers du biomimétisme est une option plus que recevable. Un processus d'ingénierie qui permettrait de s'inspirer des systèmes écosystémiques et du vivant, pour produire des innovations économique et sociales dans des milieux à haut risque encore inexplorées.

Pour faire une synthèse brève, la résilience n'est donc ni bonne ni mauvaise puisqu'elle n'est jamais acquise, que ce soit dans les sciences naturelles ou sociales. On peut être extrêmement vulnérable mais toujours aussi résilient, et inversement. Pourtant, certaines caractéristiques des foyers et des collectivités laissent penser que la résilience n'est pas non plus impossible à appréhender. Nous soutenons que les catastrophes socio-climatiques n'attendent pas forcément de solutions d'adaptation, mais posent davantage des questions d'ordre politique, scientifique et social sur la durabilité des systèmes socio-écologiques et sur des modèles de l'aide innovants.

Pour aller plus loin

Pour que l'idée de résilience ne devienne pas une coquille vide, parce que trop complexe à apprivoiser, la question du continuum de vulnérabilité doit ici être explorée. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre la fatalité ou le déterminisme des catastrophes lentes, mais de s'interroger sur l'histoire des sociétés et de leurs relations avec leur environnement naturel et institutionnel. A partir de ces connaissances, il serait riche dans l'humanitaire, au travers de la phase de réhabilitation, de créer des espaces d'innovation sociale et économique comme des communautés auto gérées suite à une catastrophe, des éco villages (énergie, sécurité alimentaire, éducation, santé, etc.), ou encore des projets d'agroforesterie à grande échelle mêlant agriculture, restauration de la forêt de mangrove et élevage de crevettes. Des projets d'adaptation et de réduction des risques qui renforceraient l'implication des politiques publiques au travers de la spécificité culturelle et identitaire et de la richesse écosystémique de la région des Sundarbans.

Annexes

1. PRINCIPALES DÉFINITIONS DU CONCEPT DE « RÉSILIENCE »

2. EXEMPLES D'OUTILS D'ÉVALUATION

3. LE MODÈLE D'ÉVALUATION 4R

ANNEXE NUMÉRO 1

Principales définitions du concept de « Résilience »

Table 2.1: Selected definitions of disaster resilience

Author	Definition
Timmerman 1981	Resilience is the measure of a system's or part of the system's capacity to absorb and recover from an occurrence of a hazardous event.
Wildavsky 1988	Resilience is the capacity to cope with unanticipated dangers after they have become manifest, learning to bounce back.
Buckle 1998	Resilience is the capacity that people or groups may possess to withstand or recover from the emergencies and which can stand as a counterbalance to vulnerability.
Mileti 1999	Local resiliency with regards to disasters means that a local is able to withstand an extreme natural event without suffering devastating losses, damage, diminished productivity, or quality of life without a large amount of assistance from outside the community.
Kulig and Hanson 1999	Community resilience is the ability of a community to not only deal with adversity but in doing so reach a high level of functioning.
Comfort 1999	The capacity to adapt existing resources and skills to new systems and operating conditions.
Adger 2000	Social resilience is the ability of groups or communities to cope with external stresses and disturbances as a result of social, political, and environmental change.
Paton et al. 2000	Resilience describes an active process of self-righting, learned resourcefulness and growth -- the ability to function psychologically at a level far greater than expected given the individual's capabilities and previous experiences.
Buckle et al. 2001	Quality of people, communities, agencies, and infrastructure that reduce vulnerability. Not just an absence of vulnerability rather the capacity to prevent or mitigate loss and then secondly, if damage does occur to maintain normal condition as far as possible, and thirdly to manage recovery from the impact.
Ahwang et al. 2001	Resilience is the ability to exploit opportunities and resist and recover from negative shocks.
Bruneau et al. 2003	Resilience is the ability of social units (e.g., organizations, communities) to mitigate hazards, contain the effects of disasters when they occur, and carry out recovery activities in ways that minimize social disruption and mitigate the effects of future disasters.
Cardona 2003	The capacity of a damaged ecosystem or community to absorb negative impacts and recover from these.
Pelling 2003	The ability of an actor to cope with or adapt to hazard stress.
Rose 2004	Resilience refers to the inherent and adaptive responses to hazards that enable individuals and communities to avoid some potential losses.

UNISDR 2005	The capacity of a system, community or society potentially exposed to hazards to adapt, by resisting or changing in order to reach and maintain an acceptable level of functioning and structure. This is determined by the degree to which the social system is capable of organizing itself to increase this capacity for learning from past disasters for better future protection and to improve risk reduction measures.
Paton and Johnston 2006	Resilience is a measure of how well people and societies can adapt to a changed reality and capitalize on the new possibilities offered.
Foster 2006	Regional resilience is the ability of a region to anticipate, prepare for, respond to and recover from a disturbance.
Pendall et al. 2007	A person, society, ecosystem, or city is resilient in the face of shock or stress when it returns to normal (i.e. equilibrium) rapidly afterward or at least does not easily get pushed into a new alternative equilibrium.
Cutter et al. 2008	Resilience is the ability of a social system to respond and recover from disasters and includes those inherent conditions that allow the system to absorb impacts and cope with an event, as well as post-event, adaptive processes that facilitate the ability of the social system to reorganize, change, and learn in response to a threat.
Norris et al. 2008	Resilience is a process linking a set of adaptive capacities to a positive trajectory of functioning and adaptation after a disturbance.
Zhou et al. 2009	Resilience is broadly defined as the capacity to resist and recover from loss.

ANNEXE NUMÉRO 2
EXEMPLES D'OUTILS D'ÉVALUATION

Box 2.3: Examples of Community vulnerability and assessment tools

Community Risk Assessment (CRA) Tool Kit	Provention Consortium
Vulnerability and Capacity Assessment (VCA)	International Federation of the Red Cross Societies
Community Based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods (CRISTAL)	International Institute for Sustainable Development (IISD), World Conservation Union–IUCN
Climate change and Environmental Degradation risk assessment (CEDRA)	TearFund
Opportunities & Risks of Climate Change & Disasters (ORCHID)	Institute of Development Studies (IDS)
Capacity and Vulnerability Assessment (CVA)	Citizenry-Based & Development-Oriented Disaster Response (CDRN)
Disaster Risk Assessment	UN-HABITAT
Vulnerability and capacity assessment (CVCA)	Emergency Preparedness Canada
Hazard Risk Vulnerability Assessment (HVRA)	British Colombia, Provincial Emergency Program
Hazard, Vulnerability and Capacity Assessment (HVCA)	Citizens Disaster Response Network (CDRN), Philippines
Participatory, Vulnerability & Capacity Assessment (PVCA)	PROYAS
Participatory Disaster Risk Assessment	Asian Disaster Preparedness Centre
Participatory Vulnerability Analysis (PVA)	ActionAid
Resilience and Vulnerability Assessment (RVA)	Emergency Management Australia (EMA)
Community Vulnerability and Adaptation (CV&A)	SPREP, part of CBDAMPIC Project
Climate Witness	WWF

Bibliographie

ABELES Marc. *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2008, p. 112.

ADGER Neil. *Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change.* Economic Geography, Published by: Clark University. Oct Vol. 79, No. 4. pp. 387-404. 2003

ADGER Neil, *Social and ecological resilience: are they related?* School of Environmental Sciences and CSERGE, University of East Anglia, Norwich NR4 7TJ, UK. Progress in Human Geography 24,3 (2000) pp. 347–364

ADGER Neil, KELLY PM et al. *Migration, remittances, livelihood trajectories, and social resilience*. University of East Anglia, Centre for Social and Economic Research on the Global Environment, Tyndall Centre for Climate Change Research. 2002

ADGER Neil, BROWN Katrina et al. *Adaptation to climate change in the developing world.* Progress in Development Studies 3,3 (2003) pp. 179–195

ADGER Neil, DESSAI Suraje, GOULDEN Marisa, et al. *Are there social limits to adaptation to climate change?* Climatic Change April 2009, Volume 93, Issue 3, pp. 335-354

ADGER Neil et LUTTRELL Cecilia. *The values of wetlands : landscape and institutional perspectives. Property rights and the utilisation of wetlands*. The Ohio State University, Columbus, Ohio, United States. 2000.

ADGER Neil et al. *Scale and Cross-Scale Dynamics: Governance and Information in a Multilevel World*. The Resilience Alliance. 2006

ADGER Neil, FOLKE Carl. *Social-Ecological Resilience to Coastal Disasters*. Science 12 Aug 2005: Vol. 309, Issue 5737, pp. 1036-1039

ADGER Neil. *Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change* Economic Geography, Vol. 79, No. 4 (Oct., 2003) Clark University, pp. 387-404.

ADGER Neil et KELLY P.M. *Theory and practice in assessing vulnerability to climate change and facilitating adaptation*. Climatic Research Unit, and Centre for Social and Economic Research on the Global Environment, School of Environmental Sciences, University of East Anglia, Norwich NR4 7TJ, U.K. 2006

ADGER Neil. *Vulnerability.* Tyndall Centre for Climate Change Research, School of Environmental Sciences, University of East Anglia, Norwich NR4 7TJ, U. 2006

AFPCN, *Adaptation au changement climatique, les risques naturels,* Les publications de l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles, journée du 6 février 2008

AGRAWALA Shardul et al. *Working Party on Global and Structural Policies Working. Development and climate change in Bangladesh : focus on coastal flooding and the Sundarbans.* 2003

AGRAWALA Shardul et al *Development and climate change in Bangladesh: focus on coastal flooding and the Sundarbans*. 2003

AKTER T, *Climate change and flow of environmental displacement in Bangladesh*, Unnayan Onneshan-The Innovators, Dhaka, Bangladesh. 2009

ALAGBE Mérick. *La résilience et le Cash Transfer : les nouvelles antilogies de l'humanitaire*. Grotius. 2013

ALESSANDRINI Megane, Is Civil Society an Adequate Theory ? Third sector review. Volume 8 Issu 2. 2002

AMBROSETTI David et BUCHET de NEUILLY Yves. *Crises et organisations internationales.* Cultures & Conflits Numéro 3. 2009

ANNEN Kurt. *Social capital, inclusive networks, and economic performance.* Journal of Economic Behavior & Organization 50(4), pp. 449-463. 2003

ANNAN Kurt *In Larger Freedom: Towards Development, Security and Human Rights for All,* A/59/2005

ANTONIOLI Manola, *Toujours la vie invente...,* Chimères, 2013/3, N° 81

ARE Sinclair, *Dynamics, Management, and Conservation of an Ecosystem*. Chicago: Univ. Chicago Press. 665 pp. 1995

BARD Yosef, *L'Homme face au climat,* Paris, Odile Jacob, 2006. 446 p

BAHADUR Aditya et al. *The resilience renaissance? Unpacking of resilience for tackling climate change and disasters.* Strengthening Climate Resilience Discussion Paper 1. 2012

BECK Corinne, LUGINBUHL, MAUXART, *Temps et espaces des crises de l'environnement.* Editeurs scientifiques. Sociétés et ressources renouvelables. 2006

BECK Ulrich, *La Société du risque - Sur la voie d'une autre modernité,* Editions Champs Essai. Paris, Aubier, 2001. 521 p

BECK, Ulrich, *Le conflit des deux modernités et la question de la disparition des solidarités*, Lien social et Politiques, Riac 39, 1998, pp. 15-25.

BEHERA Bhagirath. Determinants of Sustainable Management of Natural Resources: The Case of Joint Forest Management (JFM) in India. Research Proposal ZEFb Center. 2003

BENE Christophe et al. Resilience: *New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits*. IDS Working paper. 2012

BENE Corinne, *Towards a Quantifiable Measure of Resilience,* IDS Working Paper, Number 434. Institute of Development Studies, Poverty And Inequality Research Cluster. 2013.

BERTRAND Francois. *Politiques climatiques des territoires : éléments de réflexion sur un objet naissant,* UMR CITERES 6173, Université de Tours, sept 2007.

BENYUS Janine, *Biomimicry*, Harper Collins, 2009

BERKES F, *Indigenous knowledge and resource management systems: a native Canadian case study from James Bay. In Property Rights in a Social and Ecological Context*, ed. S Hanna, M Munasinghe, pp. 35–49. Washington, DC: Beijer Int. Inst. & World Bank. 1995

BERKES F, FOLKE Carl. Linking Social and Ecological Systems Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience. New York: Cambridge Univ. Press. 459 pp. 1998

BHUIVAN Mahfuzul Hasan. *Catastrophes naturelles : comment améliorer le sort des femmes* Banque mondiale. Article. 12 décembre 2013

BLACHON.D et al. *Justice et injustice environnementales*. ANR Franco-allemande. 2008.

BLANDFORD ANN. *Reasoning about human error by modeling cognition and interaction.* Dept of Computer Science, Queen Mary, University of London, Mile End Road, London E1 4NS, UK. 2006

BODIN Per et al. *Resilience and other stability concepts in ecology: notes on their origin, validity and usefulness*. Environmental Science Section, Department of Biology and Environmental Science, Kalmar University, Sweden. 2004

BONNY Yves, *Sociologie du temps présent, Modernité avancée ou postmodernité* ? Paris : Armand Colin, 2004. 248 p

BOURDIEU Pierre, *Sur l'objectivation participante,* Actes de la recherche en sciences sociales, n°23, septembre 1978.

BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, 2001, p.221.

BOURDIEU, Pierre, *Réponses*, Seuil, 1992, pp.51-52.

BOUVERET Patrice et MAMPAEY Luc, *Sécurité collective et environnement, nouveaux enjeux des relations internationales*, Les rapports du GRIP, 2008

BRIGUGLIO Lino et al, *Economic vulnerability and resilience concepts and measurements.* Economics Department, University of Malta. Oxford Development Studies, 2008

BROOKSA Nick, ADGER W. Neil, KELLYC Mick. *The determinants of vulnerability and adaptive capacity at the national level and the implications for adaptation*. Global Environmental Change 15 (2005) pp. 151–163

BUNNING Jessica. *Governance models supportive of distributed green infrastructure for decarbonised resilient cities.* SOAC. 2008

BURTON Christopher. *The development of metrics for community resilience to natural disasters.* Master of Science University of South Carolina, 2007.

BURTON Christopher, CUTTER Susan et al. *A place-based model for understanding community resilience to natural disasters*. Department of Geography and Hazards & Vulnerability Research Institute, University of South Carolina, Columbia, SC 29223, USA. 2008

BUTRICA Andrew.J, *From Engineering Science To Big Science (1st ed.),* New York: Random House, 1994, p. 251.

CALDERTON RIVERA Mario, *Renaissance in the Tropics*, 2013

CARE, *CVCA Handbook (Climate Vulnerability and Capacity Analysis)*. Copyright CARE. Avril 2010

CARPENTER Stephen *Surrogates for Resilience of Social–Ecological Systems,* Ecosystems (2005) 8: pp. 941–944

CARPENTER Stephen et al *From Metaphor to Measurement: Resilience of What to What?* Ecosystems 4: pp. 765–781. 2001

CARPENTER Steve, WALKER Brian et al. *From Metaphor to Measurement: Resilience of What to What?* University of Wisconsin. Sustainable Ecosystems, GPO Box 284, Canberra, ACT, 2615 Australia, 2001.

CARTER M.R, *The Economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach*, Journal of Development Studies, vol. 42, n° 2, pp.178-199.

CHAPPELLE Gauthier, préface de « Biomimicry», Janine Benyus, page 10, Bruxelles, février 2011

CEPEDE M, Préface de LANGEAIS G, *Les Nations unies face aux catastrophes naturelles*, op. cit., pp. II-III.

CHEVREAU François-Régis. *Safety culture as a rational myth: why developing safety culture implies engineering resilience?* Centre de Gestion Scientifique Ecole des Mines de Paris, France. 2011

CHIRAS Daniel, *Lessons from Nature (Learning to Live Sustainably on the Earth),*
Island Press, 1992

CLARK C.W, *Mathematical Bioeconomics: The Optimal Management of Renewable Resources*, 2nd ed. Wiley-Interscience, New York, 1990

COLDING Johan, FOLKE Carl & ELMQVIST Thomas. *Social institutions in ecosystem management and biodiversity conservation.* Tropical Ecology 44(1): pp. 25-41, 2003

COLINVAUX Paul, *Invitation à la science de l'écologie*, Seuil, 1993

COURNIL Corinne et al *Mobilité humaine et environnement, du global au local*. Nature et Société. Edition Quao. 2015

CUTTER Susan et al. *Hazards and Vulnerability Research Institute*. Department of Geography University of South Carolina Columbia, SC 29208 June 17, 2009

CUTTER Susan, BURTONY Christopher et EMRICHZ Christopher. *Disaster Resilience Indicators for Benchmarking Baseline Conditions. Journal of Homeland Security and Emergency Management.* Volume 7, Issue 1 2010 Article 51

CUTTER Susan et al, *A place-based model for understanding community resilience to natural disasters*. Sciences direct. 2008. pp. 598–606

CUTTER Susan. *Social Vulnerability to Climate Variability Hazards: A Review of the Literature Final Report to Oxfam America.* Department of Geography University of South Carolina Columbia, SC 29208 June 17, 2009

CYRULNIK Boris, *Autobiographie d'un épouvantail*, Editions Odile Jacob, Paris. 2008. 279 p

CYRULNIK. *Psychologie et resilience. ISBN.* 2006

DAVIES J.L, GURR T, *Preventive Measures. Building Risk Assessment and Crisis Early Warning Systems*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 1998.

DAVIS Mike, *Génocide tropicaux, catastrophes naturelles et famines coloniales*, La Découverte, 2004

DEBOUDT Philippe, *Inégalités écologiques, territoires littoraux et développement durable.* Lille, Presses du septentrion, 379 p

DE HAULLEVILLE A, JEGILLOS S, OBSOMER V, *Overall Evaluation of ECHO's Strategic Orientation to Disaster*. Reduction, Final Report, décembre 2003, p. 28.

DELESGUES Lorenzo dans Jean-Marc CHATAIGNER (dir),, « Rôle des mobilisations citoyennes dans la construction de la résilience », *op.cit.*, Paris, Karthala, 2014

DERCON S, *Vulnerability: a micro perspective*, Oxford University, April 2005

DEWAN Camelia. Review of the historical evolution of policies and institutions of community based management in coastal Bangladesh. IWMI. 2012

DFID, Def*ining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper. Department for International Development*, November 2011.

DIAMOND Jared, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, NRF Essais, 2006

DILLEY Max et al. *Natural disaster hotspots : a global risk analysis*. IPCC. March 2005

DOUGNAS Vanessa, *Bangladesh : Quand le riz vient à manquer,* Le Point, 07/08/2008

DUBOIS Jean-Luc et OUATTARA Mama. *vous avez dit « résilience » ? éléments conceptuels et politiques publiques*. 2014

DUFRESNE Jacques. *La résilience sociale.* Encyclopédie de l'Agora, 2012.

ERICKSEN P.J et al. *Food security and global environmental change: emerging challenges*, Elsevier, article science directe. 2009

EU, *The European Union Approach to Resilience: lessons learnt from food security crisis,* European Commission, 3 October 2012.

FABIANI Jean-Louis et THEYS Jacques*, la société vulnérable, évaluer et maitriser les risques*, Presse de l'Ecole Normale Supérieur. 1987

FAO, *Resilient Livelihoods: Disaster Risk Reduction for Food and Nutrition Security*, Rome, November 2011.

FAO, *Climate-smart agriculture*, Sourcebook, Rome. 2013

FOLKE Carl, HOLLING CS et al. *Economic Growth, Carrying Capacity, and the Environment*. Policy Forum. 1995

FOLKE Carl, MILLER Fiona, WALKER Brian et al. *Synthesis Resilience and Vulnerability: Complementary or Conflicting Concepts?*

FOLKE Carl, CARPENTER Steve et al. *Resilience and Sustainable Development: Building Adaptive Capacity in a World of Transformations.* Scientific Background Paper on Resilience for the process of The World Summit on Sustainable Development on behalf of The Environmental Advisory Council to the Swedish Government. April 16, 2002

FOLKE Carl, Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses. 2006

FOURNIER Mat, *« Quand la Nature inspire la Science, histoires des inventions humaines qui imitent les plantes et les animaux »,* édition Plume de carotte, p. 62, 2011

FROGER Géraldine, *Les coopérations au développement durable en question dans les pays du Sud*, Gouvernance locale et Développement Durable. 2010.

GAILLARD Jean-Christophe. *Resilience of traditional societies in facing natural hazards.* Laboratoire Territoires, Institut de Geographie Alpine, Grenoble, France. 2007. Vol. 16 Iss: 4, pp.522-544

GAILLARD Jean-Christophe Gaillard, *Vulnerability, Capacity and Resilience: Perspective for Climate and Development Policy*, Journal of International Development, 22, 2010, pp. 218-232

GAILLARD J.C, Retour sur les causes d'une catastrophe, Monde en développement 2007, n°137

GALLOPIN Gilberto C. *Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity.* Institute for Climate Impact Research. 13-14, 2007, Potsdam.

GALLOPIN Gilberto *Resilience, Vulnerability, and Adaptation: A Cross-Cutting Theme of the International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change*. Elsevier. 2006

GAULME François et GIRARD Charles, *Des « Etats fragiles » aux « Etats résilients ». Glissement de vocabulaire ou changement de paradigme?*, dans Jean-Marc CHATAIGNER (dir), *op.cit.*, Paris, Karthala, 2014

GEMMENNE F. *Environmental Changes and Migration Flows*. *Normative Frameworks and Policy Responses*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris/Université de Liège, 2009, p. 228.

GENTIL Dominique, *Les méthodes participatives en débat,* IRAM, 2003

GEROI et al. *Disaster risk reduction and climate change adaptation in the Pacific: The challenge of integration* UNSW. 2010. 68 p

GIDDENS Anthony, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, Paris, 1994.

GIDDENS Anthony, *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*. Paris, Presses Universitaires de France. 1987

GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *4eme rapport*, 2007

GILLIS PEACOCK. *Toward a Resiliency and Vulnerability Observatory Network.* Network: RAVON. HRRC reports: 08-02R. 2008

GLAESER Edward et al. An economic approach to social capital. Royal Economic Society. Published by Blackwell Publishers, 2002.

Global Earth Observing System of Systems. Pour une étude de tous les SAP mis en place à l'échelle mondiale, voir ISDR, Global Survey of Early Warning Systems, op. cit.

GÓMEZ-BAGGETHUN Erik, OLSSON Per, MONTES Carlos. *Learning with crises building resilience to secure ecosystem services in Mediterranean resource management systems.* 2009

Government of the People's Republic of Bangladesh. *National Plan for Disaster Management. Disaster Management* Bureau Ministry of Food and Disaster Management. May 2008-2015

GROLLEAU Gilles Grolleau, *Les "kilomètres alimentaires" : de la compréhension du*

complexe à la complexité de la réalité, Revue d'Economie Régionale & Urbaine, 2010 – N°5 – pp. 899-911

GROWING J.W et al. *Land and Water Management in Coastal. Zones: Dealing with Agriculture–Aquaculture–Fishery Conflicts.* CAB International 2006. 16 p

GRÜNEVALD François sous la direction de CHATAIGNIER Jean Marc, *Fragilités et résilience, les nouvelles frontières de la mondialisation, la résilience et les ONG*, éditions Karthala.

GRÜNEWALD François, 2014. *La résilience et les ONG,* in Châtaigner J.M., dir., *Fragilités et résilience, Les nouvelles frontières de la mondialisation*, Karthala, 2014. pp. 221-228.
GRÜNEWALD François, WARNER, *La résilience : concept porteur ou mot à la mode ?*, Humanitaires en mouvement, n°10, Septembre 2012.

GUNDERSON Lance et al. *Resilience, Volume 2, The Earth system: biological and ecological dimensions of global environmental,* 2002.

GUNDERSON Lance. *Ecological resilience in theory and application*. Dept. of Environmental Studies, Emory University, Atlanta, Georgia 30322. 2000

GUNDERSON Lance. *Resilience, Flexibility and Adaptive Management. Antidotes for Spurious Certitude?* The Resilience Alliance. 1999

GUNDERSON Lance, HOLLING C.S, Light S, eds. *Barriers & Bridges for the Renewal of Ecosystems and Institutions.* New York: Columbia Univ. Press. 593 pp. 1995

GUNDERSON Lance, *Vegetation: determinants of composition. In Everglades: The Ecosystem and Its Restoration*, ed. SM Davis, J Ogden, pp. 323–340. Delray Beach, FL: St. Lucie 1994

GUNDERSON Lance, 1999. *Stepping Back: Assessing for Understanding in complex regional systems. In Bioregional Assessments: Science at the Crossroads of Management and Policy*, ed. NK Johnson, F Swanson, M Herring, S Greene, pp. 127– 40. Washington, DC: Island. 1999

GUNDERSON Lance, *Resilience in Ecosystems, Institutions and Societies, Propositions for a Research Agenda*. Stockholm: Beijer Inst. Discuss. Pap. 20. 1994

GOWING J.W et al. *Land and Water Management in Coastal Zones: Dealing with Agriculture–Aquaculture–Fishery Conflicts*. IWMI. 2006

GROS F, *Désastre humanitaire et sécurité humaine. Le troisième âge de la sécurité*, art. cité.

HASS P.M, *Epistemic communities and international policy coordination*, International Organization, vol. 46, n° 1, « Knowledge, power, and international policy coordination », hiver 1992, pp. 1-35.

HALLEGATTE Stéphane, *Économie de l'adaptation au changement climatique.* Rapport du Conseil Economique pour le Développement Durable. 2010

HAY John et al. *Supporting climate change vulnerability and adaptation assessments in the Asia-Pacific region: an example of sustainability science.* 2006

HEDGER Merylyn. *Climate Finance in Bangladesh: lessons for development cooperation and climate finance at national level*, Institute of Development Studies and Overseas Development Institute, 2011

HEIJMANS Annelies, *The Social Life of Community-Based Disaster Risk Reduction: Origins, Politics and Framing*, Disaster Studies Working Paper 20, Aon Benfield UCL Hazard Research Centre, février 2009

HOLLING C.S, *Resilience and stability of ecological systems*. Annual Review of Ecology and Systematics, Ann Rev Ecol Vol. 4 (1973), pp. 1-23

HOLLING C.S, *Resilience, adaptability and transformability in social ecological systems,* Published here under licence by The Resilience Alliance. 2004

HOLLING C.S *Understanding the Complexity of Economic, Ecological, and Social Systems,* Ecosystems (2001) 4: 390-405. 2001

HOLLING C.S*, Adaptive Environmental Assessment and Management*, London: Wiley & Sons. 377 pp. 24. 19978

HOLLING C.S. *The resilience of terrestrial ecosystems: local surprise and global change In Sustainable Development of the Biosphere*, ed. WC Clark, RE Munn, pp. 292–317. Cambridge: Cambridge Univ. Press. 25. 1986

HOLLING C.S*, Cross-scale morphology, geometry and dynamics of ecosystems*. Ecol. Mongr. 62:447–502. 1992

HOLLING C.S. *Engineering resilience vs. ecological resilience. In Engineering Within Ecological Constraints*, ed. PC P1: FXY September 15, 2000 20:11 Annual Reviews AR113.18 438 Schulze, pp. 31–43. Washington, DC: Natl. Acad. 27. 1996

HOLLING C.S *Command and control and the pathology of natural resource management*. Conserv. Biol. 10:328–37. 1996

HOUNMENOU Bernard G, *Nouveaux modes de coordination des acteurs dans le développement local: cas des zones rurales au Bénin*, Gouvernance locale et Développement Durable. 2003. 21 p

HOURS Bernard SELIM Monique. *Une entreprise de developpement au bangladesh, Le centre de Sawar*. l'Harmattan 1989.

IGES White Paper III. *Sustainable Consumption and Production in the Asia-Pacific Region.* Effective Responses in a Resource Constrained World. 2010. 368 p

HUG Hamidul, DELCOURT Laurent (dir), *Etats des résistances dans le Sud - 2009, Face à la crise alimentaire.* Alternative Sud, Syllepse, 2009

IDS, *Planning exceptionalism? Political Economy of Climate Resilient Development in Bangladesh,* 2012. p. 38

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, *World Disasters Report 2009*. Focus on Early Warning, Early Action.

ISDR, *Global Survey on Early Warning Systems*, cité. Voir aussi *Développement de Systèmes d'alerte précoce : une liste de contrôle, Early Warning* Conference III, Bonn, 2006.

ISDR, *Living with Risk: A Global Review of Disaster Reduction Initiatives*, op. cit., pp.407.

ISDR, *Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe*, Genève, Nations unies, mai 2009.

ISDR, *Hyogo Framework for Action: Building the Resilience of Nations and Community to Disaster*, Genève, Nations unies, 2005

IONESCU Serban, CYRULNIK Boris, *Résilience, connaissances de base*. Odile Jacob 2012 pp. 19-29

IULIANO Giuseppe, *Le cadre d'action de Hyogo post-2015 : gérer les risques pour parvenir à la* résilience, 2014

JANSSEN Marco et al. *Scholarly networks on resilience, vulnerability and adaptation within the human dimensions of global environmental change*. Global Environmental Change 16 (2006) pp. 240–252

JEINE Britta et PETERSEN Lorenz, *Adaptation et cooperation* Forced migration revue. RMF 31.

KABIR TUTUL Humayun, *Le trafic d'êtres humains, c'est au Bangladesh et partout ailleurs*, Service de Presse Common Ground, 2008

KNACK Stephen and KEEFER Philip. *Social capital, inclusive networks, and economic performance, does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation.* 1997

KOFFI Jean Marcel. *La résilience : origines et évolutions d'un concept polysémique.* Châtaigner J.M. (ed.) Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation. Paris : Karthala, 2014

KONIDARI Popi. *Evaluation method for climate change mitigation instruments.* National and Kapodistrian University of Athens. 2009

KONINCKS Guy, TENEAU Gilles *La résilience organisationnelle,* Edition De Boeck, 2009. 126 p

KRAAY Aart et MCKENZIE David, *Do Poverty Traps Exist? Assessing the Evidence*. Journal of Economic Perspectives—Volume 28, Number 3—Summer 2014, pp. 127–148

KUMAR Atul. *Growth, Sustainable Development and Climate Change: Friends or Foes?* Inaugural Address as Professor to the Prince Claus Chair in Development and Equity Utrecht University. 2011.

LALLAU, Benoît. *La résilience, moyen et fin d'un développement durable ?* UMR Clersé-CNRS, Lille 1. Ethique et Economie. 16 p.

LALLAU Benoît et DROY Isabelle. *Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations.* Châtaigner J.M. (ed.) Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation. Paris : Karthala, 2014

LALLAU Benoît, *Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux* ? Développement Durable et
Territoires, Dossier 3, Septembre 2004.

LALLAU Benoît, Capacités et gestion de l'incertitude. Essai sur les stratégies des maraîchers de Kinshasa, Journal of Human Development, 8 (1), March, pp. 153-173. 2007

LALLAU Benoît, *La pauvreté en mouvement. Essai sur le développement contemporain de l'analyse microéconomique de la vulnérabilité*, Colloque Pauvreté et misère dans l'histoire de la pensée économique, Lille, 27-28 novembre 2008.
LALLAU Benoît, DUMBI C, *Du capital social à l'agencéité. Essai sur les capacités à l'action collective des agriculteurs urbains de Kinshasa (RD Congo),* in Dubois, J-L.,Brouillet, A-S., Bakhshi, P. Duray-Soundron, C., Eds., Repenser l'action collective.
Une approche par les capabilités, Réseau Impact/L'Harmattan. 2008

LALLAU Benoît, ROUSSEAU S, *De la vulnérabilité à la résilience : Une approche par les capabilités de la gestion des risques*, in S. Becerra & A. Peltier (dir.), Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés, L'Harmattan. 2009

LANGEAIS Gérard, *Les Nations unies face aux catastrophes naturelles*, Étude du Bureau du coordonnateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), Paris, LGDJ, 1977, pp. 18-19.

LATOUR, Bruno, *La modernité est terminée*, Le Monde, 28 août 1996.

LAVIGNE DELVILLE Philippe et MATHIEU Marilou. *Les méthodes participatives en débat.* Editions Karthala. 2003. 544 p

LAVIGNE DELVILLE Philippe, *Environnement, dynamiques sociales et interventions externes : construire et gérer l'interface entre acteurs*, Paris GRET, 1998.

LE BRETON David, *Sociologie du risqué Presses Universitaires de France*. 128 p

LE CLEZIO Philippe, *Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique*, République Francaise, avis et rapports. 2009. 144 p

LE FLAMANC et al. *« Le changement climatique, quand le climat nous pousse à changer d'ère ».* Lectures hétérodoxes du développement durable. 2010

LE QUEMENT Joel. *La pauvreté durable, au Bangladesh, à dhaka et dans le monde*. L'Harmattan. 2010

LEVINE Simon. *Political flag or conceptual umbrella? Why progress on resilience must be freed from the constraints of technical arguments*. Briefing paper. 2014. p 18

LIGHEZZOLO Joelle et DE TYCHEY Claude. *La résilience se reconstruit après le traumatisme.* Editions in press. Psych-procket. 2004. 127 p

LINDSETH Brian. *The Pre-History of Resilience in Ecological Research*. UCSD

LOWELL J.Carr, *Disaster and the Sequence-Pattern Concept of Social Change*, The American Journal of Sociology, 38 (2), septembre 1932, pp. 207-218.

LUDWIG D, WALKER B, HOLLING C.S *Sustainability, stability and resilience*. Conserv. Ecol. 1:1–27. 1996

LUDWIG D et al. *Uncertainty, resource exploitation, and conservation: lessons from history*. Science 260:17–36. 1993

MAGGIORE Michele, *A Modern Introduction to Quantum Field Theory*, Oxford University Press, 2005

MAGIS K, *Community resilience, literature and practice review*, US Roundtable on Sustainable Forests, August 2007

MANCILLA Nancy, GEORGESCU Alexandru, *2014 sustainability report*, San Diego, May 19, 2014

MANUEL-NAVARRETE David. *Environment, Politics and Development Working Paper Series Department of Geography, King's College London Climate change and power: Isn't it all about politics?* Department of Geography, King's College London. 2010.

MATHIEU Francois Régis. *Souffrances et résiliences une analyse économique*. Châtaigner J.M. (ed.) Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation. Paris : Karthala, 2014

MASKREY A, *Disaster Mitigation: A Community-Based Approach*, Oxford, Oxfam Development Guidelines, 3, 1989

MARU Yiheyis. *Resilient region, clarity of concepts and challenges to systemic measurement.* CSIRO. april 2010

MILLER Fiona et al, Synthesis Resilience and Vulnerability: Complementary or Conflicting Concepts? Collection Unu. 2014

MINISTRY OF ENVIRONMENT BANGLADESH. *National Adaptation Programme of Action (NAPA).* Final Report, November 2005

MITTAL Surabhi. *Food Security in South Asia: Issues and Opportunities*. Indian council for research on international economic relations. 2009. 40 p

MORIN Edgard, *L'avenir de la vie,* Paris. Editions Seghers, 1981

MOSER Susanne. *Resilience en face of the climate change*. CARRI research report, 2. 2008

NAPA *National Adaptation Programme of Action*. Ministry of Environment and Forest Government of the People's Republic of Bangladesh. Final Report, November 2005.

NATHAN F, *La gestion des risques de catastrophe naturelle au niveau global*, Working Paper, National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South, Genève, Institut universitaire d'études sur le développement, 2004, pp. 23-24.

NAVARRETE David Manuel. *Environment, Politics and Development Working Paper Series Department of Geography, King's College London Climate change and power: Isn't it all about politics?* Department of Geography, King's College London. 2010

NYANGENA Wilfred et STERNER Thomas. *Social Capital and Institutions in Rural Kenya Is Machakos Unique?* Environment for Development, Discussion Paper Series March 2008 DP 08-01.

OCDE. Development and climate change in Bangladesh: focus on coastal flooding and the sundarbans by Shardul Agrawala, Tomoko Ota, Ahsan Uddin Ahmed, Joel Smith and Maarten van Aalst, 2003

OLSSON Per, *Social networks for ecosystem management: a case study of Kristianstads Vattenrike, Sweden,* The Centre for Transdisciplinary Environmental Research (CTM). 2006. 11 p

OLSSON Per. *Building capacity for resilience in socialecological Systems*. Department of Systems Ecology Stockholm University S-10691 Stockholm Sweden. 2003

OLSSON Per, MONTES Carlos, GOMEZ Eric. *Learning with crises building resilience to secure ecosystem services in Mediterranean resource management systems*. Stockholm Resilience Centre. 2009

OOSTERVEER Peter. *Regulation of Food in the Age of Crises*. Session at the 2010 ECPR Conference in Dublin, 2010.

OSTROM Elinor. *Governing the commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press, 1990. p. 280.

OSTROM Elinor, Designing complexity to govern complexity. In Property Rights and the Environment, ed. S Hanna, M Munasinghe, pp. 245–75. Washington, DC: Beijer Intl. Inst. & World Bank. 1995

OTAN, La sécurité via le partenariat, Bruxelles, OTAN, 2005, p. 36.

OTOO Samuel et al. *The Capacity Development Results Framework A strategic and results-oriented approach to learning for capacity development*. WB, 2009

OTOO Samuel, AGAPITOYA Natalia et BEHRENS Joy. The Capacity Development Results Framework. A strategic and results-oriented approach to learning for capacity development, WB, 2009.

OXFAM GB. *Disaster Risk Reduction, Climate change and livelihood of the poor and marginalized people*. A Framework for Oxfam GB Bangladesh, final report, April 2009

PADAM Martin. *Social Capital: One or Many? Definition and measurement*. Department of Economics, University of Aarhus, Denmark. 2000

PALDAM Martin. *Social Capital: One or Many? Definition and measurement*. Department of Economics, University of Aarhus, Denmark. 2000

PALOMBI et LANCI. *Le changement climatique:un enjeu pour le développement,FIDA*, rapport d'activite Rome. 2010

PAULI Gunter*, « L'économie Bleue »,* Caillade Publishing, p. 7, 2009

PELLING Marc et al. *Research, part of a Special Feature on Resilience Through Multi-scalar Collaboration From Resilience to Transformation: the Adaptive Cycle in Two Mexican Urban Centers.* ART. 11. 2011

PENDER James. *Adaptation à base communautaire au Bangladesh,* Forced migration review. Ref 31. 2009. 3 p

PERTHUIS et al *Économie de l'adaptation au changement climatique*. Ministère de l'écologie. France. 2010

PIRETEAU Alain. *Evaluer les ONG*. 2004

PURKAYASTHA Dhruba, GULATI Manisha, and SUBRAMANIAN Sunder. *Financing Low Carbon Infrastructure in India*. IDC. 2010.16 p

PRESSES DE L'ECOLE NORMAL SUPERIEURE, *La Société vulnérable : Évaluer et maîtriser les risques,* 2006

QUAAS Martin. *Institutions and preferences determine resilience of ecological-economic systems*. Department of Economics, University of Kiel, Germany. December 2008

QUENET G, *Les tremblements de terre aux XVIIe et XVIIIe siècles. La naissance d'un risque*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, p. 450.

RAGHUNANDAN. *Natural resource governance and local governments: challenges and policy Solutions,* 2010

RAMADE Francois, *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement,* 2002

RAHMAN Nader, Les sept plaies climatiques du Bangladesh, Courrier International n°867, juin 2007

RAMBONILAZA Tina et Alain MASSIERA Alain. *De la croissance économique au développement durable*. Paris, L'Harmattan, Série Cours Principaux, Collection L'esprit économique, 2010

RAUFER. Les nouveaux dangers planetaires, choc mondial, décélement précoce. Ouvrage couronné par l'académie Francaise. (Prix Maréchal Foch 2011)

REGHEZZA ZITT Magali, RUFAT Samuel, DJAMENT TRAN Géraldine et al. *What Resilience Is Not: Uses and Abuses*. Cybergéo. 2012

RESILIENCE ALLIANCE. *Assessing resilience in social ecological systems a workbook for scientists*. 2007

RESILIENCE ALLIANCE. *Assessing Resilience in Social-Ecological Systems: Workbook for Practitioners.* 2007

RESILIENCE ALLIANCE, *Assessing Resilience in Social-Ecological Systems: Workbook for Practitioners Revised Version* 2.0

REVET Sandrine. *Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels ».* Les études du CERI. 2009

REVET Sandrine. *Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales*. Presses de Sciences Po | Critique internationale. 2011/3 - n° 52. pages 157 à 173. ISSN 1290-7839

REVET Sandrine. *«Vivre dans un monde plus sûr». Catastrophes «naturelles» et sécurité «globale».* Cultures & Conflits Numéro 75 2009.

REVET Sandrine et LANGUMIER Julien. *Le gouvernement des catastrophes*. Editions Karthala. 2013

REVET Sandrine, *Vivre dans un monde plus sûr, Catastrophes «naturelles» et sécurité globale,* Cultures & Conflits, Numéro 75. 2009

REVET Sandrine, *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2007.

RIESEL. R, SEMPRUN Jaime. *Catastrophisme, administration du desastre et soumission durable*, Paris 2008.

RICHEMOND Richard*, La résilience économique,* Edition d'organisation, 2003. 75 pages

RIDE Sally et OSHAUGHNESSY Tam, *Mission : Planet Earth, our world and its climate and how humans are changing them*, Flash Point, 2009

RINGLER Claudia. *Mapping South Farming Sector Vulnerability to Climate Change and Variability A Subnational Assessment*. IFPRI. 2009

ROQUEPLO Philippe, *Les enjeux politiques de la gestion du risque*. Editions Rue d'Ulm. 1987

ROUSSEAU S, L'analyse de la vulnérabilité par l'approche des capabilités : *Le cas des villages ruraux de Madagascar*, thèse de Doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-En Yvelines. 2005

ROUSSEL Isabelle et al, *Le changement climatique, quand le climat nous pousse à changer d'ère.* Presses Universitaire du Septentrion, Lille, 358 p

RUDOLF Florence, *Société du risque, société vulnérable*, dans S. Becerra, A. Peltier (dir.), *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*, op. cit., pp. 41-51.

SCARWELL Helga Jane "*Déconstruire les logiques de gestion du risque d'inondation. De la résistance à la résilience : quelle adaptation de la prévention des risques naturels au réchauffement climatique* », Inondation. 2008

SCHEFFRAN Jürgen, MARMER Elina, SOWB Papa. *Migration as a contribution to resilience and innovation in climate adaptation: Social networks and co-development in Northwest Africa*. Applied Geography, 33; pp. 119-127. 2011.

SCHOON Michael, *A Short Historical Overview of the Concepts of Resilience, Vulnerability, and Adaptation*, Indiana University Pre-Dissertation International Travel Grant, 2005

SCHULTZ Lisen et al, *Participation, Adaptive Co management and Management Performance in the World Network of Biosphere Reserves*. Stockholm University, Stockholm, Sweden. 2010

SEBASTIEN Léa et BRODHAG Christian, *A la recherche de la dimension sociale du développement durable,* Gouvernance locale et Développement Durable. 2004. 18 p

SEN A, *Inequality Reexamined*, Oxford University Press. 1992

SEN, A, Positional Objectivity, Philosophy and Public Affairs, 22 (2), pp. 126- 145. 1993

SIAMBALA Bernard, Disasters, The concept of resilience revisited. Manyena, 2006

SIGEL Astrid, SIGEL Helmut et K.O Roland, *Biomineralization: From Nature to Application*, Sige, John Wiley & Sons, 2008

SMUTS Jan. *Holism and Evolution.* London: McMillan and Co Limited, 1926

SIWI, resilience : Going from Conventional to Adaptive Freshwater Management for Human and Ecosystem Compatibility SIWI

STM, IECS, SIWI, *Resilience: Going from Conventional to Adaptive Freshwater Management for Human and Ecosystem Compatibility*. Swedish Water House; Centre for Transdisciplinary

Research (CTM) at Stockholm University; Stockholm International Water Institute (SIWI); International Executive Service Corp (IESC); Albaeco. 2005

TAMMINGA Philip. *Bangladesh Prepared for New Disasters?* HRI Project Manager, DARA. The Humanitarian Response Index 2008. pp 130-138

THERRIEN Marie-Christine, *Stratégies de résilience et infrastructures essentielles*, Télescope, vol. 16, n° 2, 2007. pp. 154-171

THEYS Jacques, *La Gouvernance, entre innovation et impuissance Le cas de l'environnement*, Gouvernance locale et Développement Durable. 2003. 28 p

THEYS Jacques et al *; La société vulnérable, évaluer et maitriser les risques*. Presses de l'école normale supérieure. 2002

THOMAS H, *Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de notions éponges en sciences de l'homme et de la vie*, TERRA-Ed.,
Coll. "Esquisses", février 2008

THOUVENIN J.M, *L'internationalisation des secours en cas de catastrophe naturelle*, art. cité, pp. 327-363.

TISSERON Serge, *La résilience*, Collection Que sais je ? Paris, Presses Universitaires de France. 2009. 128 p

TISSERON Serge. *Du bon usage de la résilience.* Le Monde. 30/07/2007.

TOBIE Aurélien. *Résilience et nouveaux concepts de développement changements en théorie et en pratique*. Châtaigner J.M. (ed.) Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation. Paris : Karthala, 2014

TOL Richard. *Why Worry About Climate Change?* A Research Agenda. 2006

TOL Richard. *The Economic Effects of Climate Change.* The Journal of Economic Perspectives, 2009

TOMPKINS Emma et ADGER Neil. *Does Adaptive Management of Natural Resources Enhance Resilience to Climate Change?*

TOUFFUT et al. *Changement climatique, changement d'économie* ? Sous la direction de J.P. Touffut. 2011

TORTEL Julia, dans Jean-Marc CHATAIGNER (dir) "Droit international et résilience : les liaisons improbables" *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris, Karthala, 2014.

TOUSIGNANT Mathieu, sous la direction de Cyrulnik Boris, *La culture comme source de resilience.* Edition Odile Jacob. 2012

TWIGG John, *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes*, Note d'orientation (Version 2), University College London, 2009

TWIGG John, Characteristics of a Disaster Resilient Community, A guidance note, Version 2, Aon Benfield UCL Hazard Research Centre, November 2009.

UNEP. *Handbook of National Accounting Integrated Environmental and Economic Accounting* An Operational Manual, 2000

UNISDR. *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes*. Résolution 58/214 de l'Assemblée générale des Nations Unis en date du 23 décembre 2003.

UNITED NATION, *Resilient People, Resilient Planet: A future worth choosing.* The report of the United Nations Secretary-General's High-level Panel on Global Sustainability. 2012. 100 pages

URBAN Frauke, MITCHELL Tom et SILVA VILLANUEVA Paula. Greening disaster risk management: *Issues at the interface of disaster risk management and low carbon development*. Strengthening Climate Resilience Discussion Paper 3. 2010. 22 p

UNSW, *Disaster risk reduction and climate change adaptation in the Pacific: The challenge of integration* 2010

VIDAL. L. *L'anthropologie de l'aide humanitaire et du developpement. Entre exigences méthodologiques, ambition épistémologique et soucis éthique*. IRD. 2009

VIVERET Patrick. *Reconsidérer la richesse*. Conseiller référendaire à la Cour des Comptes. La documentation Française. 2009

WACQUANT Loïc, *Au chevet de la modernité : le diagnostic du Docteur Giddens*, in Cahiers internationaux de sociologie XCIII, Harvard University et EHESS, Paris, 1992, pp. 389-397.

WAIDE JB, WEBSTER JR *Engineering systems analysis: applicability to ecosystems*. *In Systems Analysis and Simulation in Ecology*, ed. BC Patton, pp. 329–71. New York: Academic. 1976

WALKER Brian, HOLLING C.S. CARPENTER et al. *Perspective Resilience, Adaptability and Transformability in Social–ecological Systems,* 2004

WELZER Harald. *Les guerres du climat, pourquoi on tue au XXI siècle*. Gallimard 2009

WERNER Emmy et SMITH Ruth, *Overcoming the Odds. High Risk Children from Birth to Adulthood,* Cornell University Press, Ithaca-London, 1992. 243 p

WISNER B et al, *Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, New York, Routledge, 2004, (1ère édition 1994).

WORLD BANK. *The Governance of Adaptation An international symposium* Amsterdam, the Netherlands, March 22-23, 2012

YOUNG M, MCCAY BJ, *Building equity, stewardship and resilience into market-based property rights systems*. *In Property Rights and the Environment*, ed. S Hanna, M Munasinghe, pp. 210–33. Washington, DC: Beijer Int. Inst. & World Bank. 1995

YPSA *Bangladesh housing, land and property. Rights initiative climate displacement in Bangladesh. Stakeholders, laws and policies – mapping the existing institutional Framework*, July 2014.

ZURLINI.G. et al. *Disturbance patterns in a socio-ecological system at multiple scales*. USDA. 2006